QUARANTIÈME ANNÉE – N° 12005 – VENDREDI 2 SEPTEMBRE 1983



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Un Boeing-747 sud-coréen disparaît mystérieusement entre le Japon et l'île soviétique de Sakhaline

LIRE PAGE 24

Obstinations polonaises

Voilà trois ans déjà qu'ont été signés à Gdansk des accords qui, s'ils avaient été appliqués, auraient bouleversé le système en place dans cette partie de l'Europe. Et pour la énième fois, au mépris des risques encourus, en dépit de la lassitude, de l'absence totale de perspectives, des dizaines de milliers de Polonais, ouvriers en tête, ont tenu à témoigner. A rappeler, à eux-mêmes et à un monde de plus en plus indifférent – quelques centaines de manifestants seulement à Paris et à Londres... – qu'ils n'avaient pas renoncé, qu'ils n'acceptaient pas la restauration pure et simple de l'ordre ancien.

En face, le pouvoir, désormais bien rodé à ce type d'action, a réagi comme d'habitude : dissuasion d'abord, concessions de pure forme ensuite – on a laissé M. Walesa s'approcher, seul, du monument de Gdansk élevé à la mémoire des victimes de 1970. Force enfin, mais avec moins d'excès, semble-t-il, que dans un passé récent. L'état de guerre a été levé il y a peu, et il fallait bien en tenir compte.

Comment résister alors à une impression de déjà vu : images classiques d'un Gdansk gris de policiers, tenant à bonne distance, et matraquant au besoin, les foules attirées comme par un aimant par ce fameux monument, témoignage d'une « victoire » à laquelle on veut toujours croire, avec, en contrepoint, l'habituelle cérémonie « officielle », à la sauvette. Images banales aussi, dans la Pologne socialiste nouvelle manière, des émeutes de Nowa-Huta, ancienne ville drapeau du régime, où désormais les ouvriers se battent régulièrement à coups de pierres contre les « zomos ».

Varsovie non plus n'a pas dérogé à ses habitudes : les ondes de choc y parviennent amorties. Au moins deux manifestations y ont été enregistrées, et le boycottage des transports en commun y a été, très largement mais pas unanimement, suivi.

Sans grande surprise non plus la réaction du président Reagan exaltant le « combat pacifique » de Solidarité face au « pouvoir totalitaire moderne » et incitant ce même pouvoir à faire des « progrès tangibles » dans la voie de la réconciliation. Avec, au bout du chemin, une levée des sanctions américaines. Le pape, lui, a renouvelé, avec netteté, son appui aux idéaux dont les accords de Gdansk portent la marque. Parlant en polonais au cours de son audience hebdomaire, Jean-Paul II a dit qu'il priait pour que ces « accords soient appliqués dans le cadre d'un véritable dialogue entre le gouvernement et la société ». Exactement ce que prêche de son côté M. Walesa et ce que refusent obstinément les autorités.

Toutes choses attendues, ordinaires, mais qui font de la Pologne ce pays extraordinaire où tout peut encore arriver tant que ceux que le général Jaruzelski traite de « rescapés d'une cause perdue » continueront à jouer à qui perd gagne.

Accalmie au Liban

Le succès de l'armée à Beyrouth-Ouest pourrait renforcer l'autorité de M. Gemayel mais le conflit druzo-chrétien reste entier dans la montagne

De notre correspondant

Beyrouth. – La contre-offensive de l'armée libanaise est, sauf coup de théâtre, en train de réussir. Reste à savoir si le président Gemayel pourra exploiter une victoire militaire sur le plan politique. Confronté à une situation inextricable, talonné par le temps qui lui est octroyé goutte à goutte par Israël, il sort, certes, renforcé de l'épreuve, mais le risque est grand de le voir confronté à une impasse encore plus grave qu'avant dans la montagne. Or le parcimonieux délai – *« le dernier »*, a précisé M. Begin – arraché par les Etats-Unis à Israël expire en principe dans trois jours, encore que le point de départ du compte à rebours ne soit pas clair.

Après avoir nettement pris le dessus la veille, au cours de durs combats de rues, sur les milices musulmanes progressistes, qui avaient refleuri à Beyrouth-Ouest et qui s'y étaient répandues avec une rapidité qui avait effrayé l'Islam sunnite modéré, l'armée a repris ce jeudi matin 1er septembre ses opérations, mises en veilleuse durant la nuit. Repoussées sur quatre axes vers un réduit d'un kilomètre carré environ, les milices qui harcelaient l'armée il y a quarante-huit heures encore sont à leur tour harcelées. Les combats sont devenus nettement moins intenses, mais ils ne sont pas terminés. Du moins, une large partie de Beyrouth-Ouest (le front de mer, Ramlet-El-Baida et la rue de Verdun) se trouve-t-elle déjà derrière les zones de combat, et une circulation timide y a recommencé. Pour parvenir à reprendre le contrôle de la moitié de la capitale qu'elle avait perdu lundi et mardi à la surprise générale, l'armée libanaise qui se bat réellement pour la première fois de sa création a « mis le paquet ». Ses officiers sont montés en ligne et ont mené les hommes au combat en tête, ce qui s'est traduit par une forte proportion d'officiers parmi les victimes. Sur quarante-deux militaires tués, six sont des officiers et trois des sous-officiers ; l'armée a également eu cent soixante-seize blessés. On compte une cinquantaine de morts et de blessés au sein de la population civile, et douze personnes seraient ensevelies sous un immeuble qui s'est effondré à la suite, selon la radio phalangiste, des bombardements syriens.

Cette tactique dynamique permettra-t-elle un dénouement rapide, au moins sur le plan militaire ? Il est difficile de prévoir combien de temps les milices tiendront dans leurs derniers retranchements, mais l'armée ne peut, pour des raisons politiques, exercer trop longtemps son forcing.

Outre le chef du gouvernement, M. Wazzan, qui assume pleinement son rôle de coresponsable, avec le président Gemayel, de la décision de faire donner la troupe – les deux hommes se sont rendus ensemble au siège de l'état-major, – le principal leader sunnite de Beyrouth, M. Saëb Salam, ne s'est pas dérobé non plus, annonçant que les musulmans avaient été d'accord pour que *« l'armée coupe court à l'anarchie »* et soulignant que le chef de la milice chiite Amal, M. Nabih Berri, avait lui aussi cautionné cette attitude. M. Berri s'en est défendu en faisant valoir que dans son esprit l'entrée de l'armée devait se faire non à coups de canon, mais dans des conditions similaires à celles consenties aux Forces libanaises (chrétiennes) à Beyrouth-Est, c'est-à-dire sans élimination réelle de leur pouvoir.

On note que la radio des Mourabitoun continue d'émettre et n'a pas été fermée, bien qu'elle soit englobée dans les quartiers déjà contrôlés par l'armée. Ses informations sont toujours d'opposition, mais le ton est relativement mesuré.

Pour exploiter son succès après être passé à deux doigts de l'échec, le président Amine Gemayel a convié à un congrès national restreint multiconfessionnel tous les grands leaders du pays, y compris ceux de l'opposition.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

Le premier ministre appelle la majorité à « se mobiliser pour la reconquête de l'opinion »

Il explique dans l'article qu'il nous a adressé que le gouvernement n'entend pas renoncer à la rigueur et il souhaite que la gauche défende plus activement la politique de M. Badinter

Réussir

par PIERRE MAUROY

Alors que s'achève la période des vacances, nombre de nos compatriotes s'interrogent sur les mois qui viennent. La rentrée, c'est en fait le début d'une nouvelle année. C'est d'ailleurs cet avenir que le Parlement va dessiner en discutant du projet de loi de finances pour 1984 et du IXe Plan.

Une nouvelle période s'ouvre effectivement. Après une première année de grande mutation, de mise en œuvre de réformes fondamentales – bref, après la construction du socle du changement, – après une deuxième année durant laquelle nous avons engagé très fortement le processus d'assainissement de notre économie, nous entrons à présent dans la phase active de gestion avec la réalisation du IXe Plan.

Alarmés depuis deux ans par des discours catastrophiques qui ne cessent de leur annoncer ruine et faillite pour le lendemain, les Français hésitent. Certains se démobilisent.

Après la phase de conquête qui, tout au long de la dernière décennie, a conduit la gauche au pouvoir, après l'exaltation de la période de l'« état de grâce », nous devons remobiliser les énergies, tracer les perspectives d'avenir, reconquérir ceux qui doutent comme ceux qui s'impatientent.

Pour cela, il faut que les enjeux soient clairs. Il faut que chacun comprenne le sens réel et la portée de l'action dans laquelle nous sommes engagés.

Sur quels critères juger cette action ? Comment apprécier une politique de gauche ? Il est bien évident que cela ne peut résulter ni de la simple analyse des indices économiques ni du maintien des situations acquises traditionnelles.

Pour juger d'une politique de gauche, quatre critères me semblent devoir être retenus.

Premièrement, le respect des engagements pris devant le pays. C'est vrai, la droite a l'habitude de gérer sans programme. Elle se gaussait même volontiers du « ministère de la parole » concédé à l'opposition de gauche. Le travail de recherche et de réflexion mené dans l'opposition n'avait rien d'un exercice gratuit. Il s'est traduit par des documents qui nous ont engagés face au pays.

Lorsqu'il s'est présenté à la présidence de la République, François Mitterrand a retenu une partie de ces propositions. Il avait déjà opéré une sélection. Il avait adapté le souhaitable au possible, compte tenu notamment de l'évolution économique internationale.

Dans ces conditions, comment imaginer être en retrait par rapport aux propositions faites au pays et ratifiées par le vote des citoyens ?

(Lire la suite page 7.)

Un entretien avec M. de La Madrid

« Nous devons payer nos dettes mais renégocier les délais de remboursement » nous déclare le chef de l'État mexicain

LIRE PAGE 5

La rentrée des pacifistes en R.F.A

Les adversaires de l'implantation des Pershing-2 font le siège de la base américaine de Mutlangen

De notre envoyée spéciale CLAIRE TRÉAN

Mutlangen. – *« Vous pensez que ça va chauffer ? – Je n'en sais rien. De toutes façons, la police ouest-allemande est seule responsable de ce qui se passe devant la base. »* Le major Anthony Moravola, plus américain que nature, répond aux questions en mâchant son chewing-gum avec le flegme de quelqu'un qui en a vu d'autres. Il est chargé des relations publiques à la base américaine de Mutlangen (Bade-Wurtemberg), celle qu'ont choisie les pacifistes pour donner le coup d'envoi de leur campagne d'automne. C'est là, sur ces côteaux boisés de Souabe, où sont déjà stationnés trente-six Pershing-I, que, selon les pacifistes, une partie des Pershing-II sera installée en décembre, sauf accord américano-soviétique à Genève d'ici là.

Depuis ce jeudi 1er septembre à l'aube et jusqu'à samedi, des groupes se relaieront, jour et nuit, devant les quatre entrées de la base pour bloquer tout trafic par un « *sit-in* » pacifique. *« Nous n'empêcherons de passer que les véhicules militaires »*, précisent les pacifistes. Le major, quant à lui, déclare : *« Si nous devons sortir, nous sortirons »*, puis ajoute : *« Si nous devons sortir pour des raisons militaires »*. Autrement dit, tout devrait se passer tout à fait tranquillement si les règles du jeu tacitement établies sont respectées de part et d'autre.

Les soldats américains, qui ont reçu pour consigne de ne pas répondre si on leur adresse la parole, vivent d'ailleurs depuis le début du mois d'août en bon voisinage avec les habitants du camp de la paix installés sur un terrain proche. Aucun incident ne s'est produit. Depuis quatre semaines, quelques centaines de pacifistes s'entraînent aux techniques de la résistance passive, font « *l'apprentissage psychologique* » de la non-violence et goûtent sans se lasser au plaisir des groupes de discussions, à l'ombre d'un pommier ou le soir à la chandelle. Le tout dans une ambiance très « *peace and love* », rien moins que menaçante pour les soldats américains et pour les villageois de Mutlangen.

Le blocus devrait donc se dérouler paisiblement, à une incertitude près : les sympathisants, qui commençaient à affluer mercredi soir des quatre coins de la République fédérale, n'ont pas tous subi « l'entraînement » des campeurs de la paix. Une centaine de personnalités parmi lesquelles les écrivains Gunther Grass et Heinrich Böll, vingt-cinq députés (sociaux-démocrates et « verts »), des théologiens, des universitaires, prêteront leur concours pendant ces trois jours. Leur participation assurerait toute répression policière d'une très large publicité.

En réalité, alors que commence cet automne dont une certaine presse ouest-allemande annonce depuis des semaines qu'il sera chaud, les forces de l'ordre semblent aussi désireuses que les organisations pacifistes d'éviter les affrontements. La police a reçu des consignes pour agir avec égard et précaution dès lors que les manifestants tiennent leur promesse de non-violence. Du côté du gouvernement, on sait qu'une éventuelle bavure, en fournissant des martyrs à un mouvement qui a su donner de lui une image bon enfant, risquerait de renforcer les sympathies à son égard dans une opinion déjà largement séduite.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Combats

Le débat politique en France s'enfle soudain d'une querelle d'intelligences.

M. Raymond Barre dénonce « la déroute intellectuelle de la gauche ». *M. François Mitterrand sort de ses gonds en plein conseil des ministres et se dit* « scandalisé par la carence de l'enseignement de l'histoire ». *M. Alain Peyrefitte, dans nos colonnes, part en guerre contre la* « désinformation », *qu'il impute aux médias.*

Trois idées, trois terrains, pour les joutes intellectuelles de l'automne. En joue, Messieurs, pour ces combats de l'esprit qui reposent des autres !

BRUNO FRAPPAT.

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE EN ACCUSATION

Le coup de sang de M. Mitterrand

« Scandalisé et angoissé. » Le coup de sang du président de la République au conseil des ministres du 31 août contre les *« carences de l'enseignement de l'histoire »* qui conduisent à la *« perte de la mémoire collective des nouvelles générations »* en a surpris plus d'un. Pourquoi à une semaine de la rentrée scolaire ? Pourquoi cette intensité dans la révolte ?

A dire vrai, ceux qui suivent la pensée et les écrits de M. François Mitterrand n'ont pas attendu aujourd'hui pour mesurer son intérêt viscéral pour l'histoire. Que l'enseignement du passé fût insuffisant et déficient, le candidat à la présidence de la République en paraissait convaincu, qui inscrivait, au printemps 1981, au nombre de ses cent-dix propositions : *« L'enseignement de l'histoire (et de la philosophie) sera développé »*.

Il n'était pas le seul. Impossible de ne pas mentionner les indignations de M. Michel Debré proférant, sous le précédent septennat, *« sa grande surprise et sa profonde tristesse »* à la lecture de nouveaux programmes scolaires. Comme le rappelle *le Monde de l'éducation* de septembre (1), M. Alain Decaux avait joint, en 1979, la notoriété de son image publique à la voix de l'association des professeurs d'histoire et de géographie pour dénoncer les excès et les carences de l'enseignement d'une histoire *« dénationalisée »* et dénuée de repères chronologiques. Dans le camp socialiste, M. Jean-Pierre Chevènement se faisant le héraut d'un *« patriotisme moderne »* et entrait dans le débat pour souligner, lui aussi, la nécessité de retrouver la mémoire d'un destin collectif.

Sur le constat donc, la diversité et la multiplicité des voix qui crient « au secours » attestent du danger.

CHARLES VIAL.

(Lire la suite page 10.)

(1) *Le Monde de l'éducation* publie un dossier sur « Le sentiment national aujourd'hui » avec des articles de MM. Jean-Pierre Chevènement, Michel Debré et Pierre Chaunu.

Le silence des intellectuels de gauche

Lire en page 2 le bilan de notre enquête avec des articles d'ANDRÉ MANDOUZE et de PHILIPPE BOGGIO



Le Monde

idées

Les intellectuels de gauche (bilan)

Nous avions annoncé que nous publierions un bilan de notre série d'été sur le « silence des intellectuels de gauche ». Le voici. Philippe Boggio constate que le trouble et le doute semblent traverser toutes les catégories de penseurs, des solitaires aux compagnons de route. De son côté, André Mandouze est frappé par le peu d'intervenants qui se sont reconnus *incontestablement* « intellectuels de gauche ». Cette réserve, selon lui, s'explique notamment par la peur que les *mots* soient pipés. Faire son métier et pratiquer l'impertinence lui paraissent être les devoirs de l'intellectuel, où qu'il se situe. Le débat engagé dans nos colonnes est donc clos, ce qui ne nous interdira pas évidemment de revenir de temps en temps sur le rôle des intellectuels.

Le trouble

par PHILIPPE BOGGIO

CERTAINS lecteurs du *Monde* n'ont pas manqué de relever dans ce qu'on a appelé « le feuilleton de l'été » une contradiction de taille. Pour des intellectuels *réputés « silencieux »*, quel bruit ils faisaient!

Quel vacarme! en pleine saison creuse, traditionnellement vouée au cessez-le-feu, que de polémiques! A peine osait-on dire l'intelligentsia de gauche atteinte ces temps-ci de morosité, *la croire en proie* à un certain vague à l'âme, qu'aussitôt dix, vingt professeurs et autant d'écrivains proclamaient dans un surprenant froissement de plume leur bonne santé mentale.

La gauche, la droite, le socialisme d'hier, *d'aujourd'hui et de demain*, et surtout l'éternelle interrogation sur la place du penseur dans la République : la revue de détail était complète. Style emporté de l'offusqué ou langage paternel de l'intervenant compréhensif. Billet définitif du *bretteur ou texte plus ample du* pédagogue. Pas un bouton du guêtre ne manquait à cette armée composite, mobilisée à la hâte pour laver l'affront. Au passage, le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, auteur dans ces colonnes d'un appel à la « *modernité* » et à *la réflexion*, recevait, pour l'offense faite, une volée de bois vert. Impossible de les prendre par surprise : même en vacances, les intellectuels remuaient encore.

Les amateurs d'humour au second degré, ceux qu'un débat d'idées fait éclater de rire, auront donc pu apprécier cette livraison estivale. Le gag était désopilant. Mais il est temps de clore ce débat — après un mois de publications régulières et alors que des dizaines de réponses de lecteurs concernés à des titres divers parviennent encore au journal.

Que retenir alors de l'écho provoqué par ce « silence » aux si étranges propriétés? Sans doute déjà qu'il paraît gâter, à en croire la rumeur, les relations des deux personnalités « culturelles » du gouvernement M. Jack Lang aurait, dit-on, fort peu apprécié que le porte-parole s'adresse ainsi aux intellectuels, en *laissant entendre* qu'ils auraient déserté, dans une France socialiste en plein bouleversement, la bataille des idées.

A l'Elysée, la tribune libre de Max Gallo aurait été jugée « maladroite » et le président de la République lui-même aurait, selon certains de ses proches, regretté l'appel du pied contenu dans le texte du porte-parole. M. François Mitterrand sait, pour se plaire en leur compagnie, que les intellectuels sont souvent rétifs à tout avis donné par un homme politique.

Juste prévision. Le débat sur « le *silence des intellectuels de gauche* » s'est parfois trouvé encombré d'un fatras de querelles secondaires, de quiproquos volontaires, de refus de discuter. On a critiqué l'écrivain Max Gallo pour son style, l'historien pour la qualité de ses sources, le socialiste *pour ses pertes de mémoire*. On a même suspecté une opération montée en commun avec *le Monde*.

Enfin, ultime résistance au sujet proposé, certains de nos correspondants ont buté sur la notion générique d'« intellectuels de gauche », allant *même pour quelques-uns* jusqu'à nier la commodité de son emploi, voire sa réalité dans un passé récent. Est-elle impropre ou simplement dépassée ? Il n'est pas inintéressant de noter qu'une formule liée comme peu d'autres à *l'histoire de la gauche française* embarrasse les écrivains, les enseignants qui se rangeaient délibérément hier encore derrière ce label et dont les convictions, c'est manifeste, n'ont pas basculé.

A leur manière détournée ces réactions témoignent aussi du trouble des intellectuels devant l'époque : *voilà le maître mot de la majo*rité des textes adressés au *Monde*. Nos correspondants confirment, approfondissent notre constat. La pensée ne sait plus que saisir. Certains mettent en évidence la complexité grandissante des rapports sociaux et économiques, le choc des sciences ou les déséquilibres planétaires. D'autres diagnostiquent la fin des dogmes : *« ...maintenant que s'en va la génération des maîtres »*, écrit Catherine Clément.

La perte des racines

L'« intellectuel de gauche » a perdu ses racines et beaucoup de ses illusions. Quand la gauche parvient au pouvoir en 1981, les modèles socialistes *dans le monde sont autant* de trahisons. Quand François Mitterrand se fait élire en France sur un programme social de gauche, les plus lucides sentent que les vieux *credo* orthodoxes du socialisme tricolore sont désormais d'un archaïsme poussiéreux.

Dans leurs réponses, certains intellectuels *rendent d'ailleurs un* hommage indirect — très indirect, soyons justes — aux ex-nouveaux philosophes, ces « bateleurs d'estrade », comme l'écrit l'un de leurs adversaires, intellectuels « de spectacle », mais qui ont eu, c'est aujourd'hui *reconnu, le mérite* d'être parmi les premiers à remarquer les failles dans les certitudes de la gauche, les premiers en tout cas à s'en prendre, dès le printemps de l'état de grâce, aux errements de ce septennat qui débutait dans les songes. Le gros des troupes de l'intelligentsia paraît les avoir désormais rejoints. *Un même doute semble* traverser toutes les catégories de penseurs, des solitaires irréductibles jusqu'aux compagnons de route.

Quel est, par exemple, en 1983, le regard juste à poser sur l'immigration en France ? Le rejet à la mer est *inacceptable, raciste*, de droite. La fidélité au concept de terre d'asile est sûrement imprudente, sans doute incomplète. Faut-il se résigner à la défense de la social-démocratie, entre les colonels et le pouvoir populaire ? A la gloire, comme *le suggère Max Gallo*, de l'Europe entre l'aigle texan et l'ours sibérien ?

Un mois durant, les interrogations de cette nature se sont bousculées, au point de constituer un stock non ordonné de données brutes pour qui aurait vocation à *défricher les diffi*cultés contemporaines. L'un ou l'autre de nos correspondants suggère même que cette liste contient largement de quoi constituer une opposition de gauche, un front culturel de la « modernité », qui secoue l'apathie *du socialisme au pouvoir*. Ce rêve est entre les lignes, ici ou là.

La gauche souffrirait surtout en 1983 de sa solitude, bercée par le silence.

Droit au travail et devoir d'impertinence

par ANDRÉ MANDOUZE

QUESTION *préalable* impliquée par une même interpellation venant de deux sources apparemment distinctes. Est-ce le gouvernement qui, par l'intermédiaire de Max Gallo, a voulu savoir le sens de ce qu'il interprète comme le silence des intellectuels de gauche à son endroit ? Ou bien est-ce *le Monde* qui, par l'intermédiaire de Philippe Boggio et au-delà de la réponse de quelques présélectionnés, entendait recourir à ces sortes de devoirs de vacances qui, après lui avoir assez bien réussi au fil des étés précédents, pourraient *lui permettre aujourd'hui de comp*ter ceux de ses collaborateurs occasionnels dont on a peut-être moins souvent vu la signature dans ses colonnes depuis l'accession de la gauche au pouvoir ? Selon la réponse à l'alternative, le test n'a pas la même portée, à moins d'admettre qu'il n'y a pas d'alternative et que *le Monde* dispose en fait de l'exclusivité des intellectuels de gauche français.

La meilleure preuve que cette prétention exorbitante n'existe sans doute, à l'état d'épouvantail, que dans l'esprit de ceux qui n'ont jamais toléré l'irremplaçable fonction de ce journal, de ses « points de vue » ou de ses « libres opinions », c'est la mise au point faite le 19 août par Thomas Ferenczi sous le titre « Responsabilité partagée ». Peut-être le ravissement flatté de certains *intellectuels et l'agacement* consécutif de certains lecteurs se seraient moins manifestés au cours de l'enquête s'ils avaient compris plus tôt que, bien plus que le « silence » ou le « brouhaha » d'une intelligentsia, c'est ni plus ni moins le problème des rapports de la « pensée » et de sa « communication » qui était posé.

Reste la tendance profonde qui, *de fait*, s'est souvent exprimée dans les *réponses que nous avons pu lire*. Mettons en effet à part ceux dont l'histoire et les convictions sont indélébiles — les Vercors, Jankélévitch, Guillemin et Lefebvre, ou encore Jean Chesneaux et Madeleine Rebérioux. Mettons aussi à part, bien entendu, Catherine Clément, Jean Gattegno et Jean-Claude Barreau *qui sont en poste de responsabilité* dans les instances culturelles. Met*tons à part, en sens inverse*, outre Gilbert Comte et Lionel Stoléru, telle autre qui, sans plaisir et sans peur, accepte d'avance que son analyse puisse lui valoir le « qualificatif d'intellectuelle de droite ». Ce qui me frappe dans la plupart des autres cas, c'est cette façon de « rompre le silence » pour avancer problémati*quement quelques raisons objectives* de celui-ci, mais sans presque jamais se reconnaître *incontestablement* « intellectuel de gauche ».

Or, si importants qu'aient pu être les avatars de la marxologie et du fameux « compagnonnage de route », ce ne saurait être là l'unique explication d'un prétendu silence commun. Que diable, « croire au ciel », pour un certain nombre d'intellectuels authentiquement de gauche, n'a pas été moins important que, pour d'autres, « *ne pas y croire* » ! Libre donc à Jean-Marie Benoist de se complaire dans le simplisme de sa « généalogie de la rupture » qui sent un peu trop l'huile néo-normalienne. Ne confondons pas intellectuels et « intellocrates ».

Moins « chic » ?

Aussi bien, à cette manière de réserve à une allégeance envers la gauche qui serait inconditionnelle, je vois certes, en même temps que d'autres confrères ayant répondu *moins simplistement à l'enquête*, bien des raisons : vieillissement des personnes, des mots, des avant-gardes, crainte des mystifications rétrospectives issues des mythologies de 1936 ou de 1968, complexes à l'égard des pères de 1789 ou des grands manifestes historiques, accalmie du prurit trop longtemps aigu des pétitions, etc. Cependant, les motifs raisonnables plaidant légitimement en faveur d'une nécessaire humilité des intellectuels de gauche me paraissent bien moins décisivement invoqués que d'autres motifs, ceux-là beaucoup plus douteux.

Si je me reconnais pour ma part, sans barguigner, « intellectuel de gauche », c'est à condition que les *termes ne soient pas d'avance pipés*. Pour ce qui est du mot « intellectuel », je n'admets donc pas — en dépit de cet excellent connaisseur de la langue qu'est en général Jacques Cellard — que, par opposition à « penseur », le sens en soit jugé par *nature péjoratif et que, soucieux* avant tout de « mode », l'intellectuel soit défini comme « un homme de salons, de cocktails et de colloques parisiens ». Quant à la connotation actuelle de la gauche, j'avoue avoir peu prisé à son sujet l'amère boutade de Régis Debray rapportée par Philippe Boggio : *« Il est évidemment moins chic qu'avant d'être à gauche. »* Comme si le fait de risquer sa liberté, sa vie ou sa carrière avait jamais fait entrer le « plus ou moins chic » dans l'acte même de l'intelligence engagée, qu'il s'agisse précisément d'un Debray allant jusqu'au bout de son témoignage en faveur des révolutionnaires d'*Amérique latine* ou qu'il s'agisse globalement des victimes de Charonne ou des signataires du manifeste des 121 !

Revenons au sérieux d'un sujet qui mérite mieux que des mouvements d'humeur. La question n'est nullement de savoir qui d'entre ces intellectuels de gauche — grands ou moins grands — a déjeuné à l'Elysée, a été sollicité pour un « emploi » *plus ou moins flatteur et l'a refusé*. La question n'est pas davantage de supputer que, puisqu'un tel se tait, c'est qu'il est déçu de « son » gouvernement et qu'il est peut-être en passe de donner dans l'opposition. Ce procès d'intention est typiquement celui que voudrait instaurer la droite, laquelle, faute de pouvoir utiliser à son bénéfice ce que nous essayons de faire, spécule sur ce que nous ne disons pas.

Faire notre métier

Je dis bien « ce que nous essayons de faire », opposant ainsi très nettement le « faire » au « dire ». Car Duvignaud n'a pas tort quand il diagnostique les occasions pernicieuses qui peuvent forcer les intellectuels à revêtir une « casaque » uniforme, alors que ce que nous avons à *faire*, c'est notre métier d'écrivain, d'artiste, de scientifique, de philosophe, d'historien, de sociologue, d'enseignant, de chercheur, etc. Oui, faire notre métier et non pas bavarder sur le caractère irremplaçable de notre contribution à la société de demain, avec dénonciation automatique du chef d'État, du ministre ou du législateur qui ne nous suivrait pas.

Est-ce pour autant que cette « action » (culturelle, scientifique, pédagogique...) *des intellectuels de gau*che « va sans dire », sans dire au pouvoir de gauche que bien des choses pourraient être améliorées ? Évidemment non. J'estime pour ma part — excusez-moi de m'appuyer sur l'exemple que je connais le mieux — que, lorsque je fais mes cours à la Sorbonne ou que, en association avec le C.N.R.S., je pousse des recherches indissolublement personnelles et collectives, mais aussi lorsque je participe aux travaux du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ou que je préside la section du Conseil supérieur provisoire des universités correspondant à ma spécialité, *je n'ai rien d'un intellectuel de* gauche silencieux. La « réunionnite » est une chose — détestable. La programmation en est une autre — nécessaire. Claude J. Allègre et Georges Balandier ont excellemment illustré ce second point, mais il est *normal que cela n'aille pas tout* seul.

Cependant, autres *temps, autres* mœurs. Du temps de Mme Saunier-Seïté, j'ai souvent bénéficié des possibilités que m'offrait notamment *le Monde* pour essayer que la parole (qui, selon le mot de Duvignaud, « n'avait plus d'écho » là où elle aurait dû *être directement opératoire*) « interpelle » au moins ceux qui, çà ou là, pouvaient faire quelque chose, une fois prévenus que la science, la liberté et la démocratie étaient en danger de mort à l'université.

A l'inverse, lorsque, au sein d'organismes *qui ont retrouvé un sens*, M. Savary et ses collaborateurs me demandent mon avis, je sais — compte tenu de toutes les pesanteurs et même de toutes les erreurs possibles — que les jeux sont ouverts, que l'on peut se battre, que l'on doit se battre et que ces hommes et ces femmes qui n'ont rien d'infaillible acceptent d'être remis en question, eux et leurs projets. Quand, avec mes collègues, j'ai de bons motifs de croire que la *raison triomphera* et que l'enseignement supérieur de demain en profitera, pourquoi irais-je, pour le plaisir de rompre le fameux silence, risquer de donner l'occasion *à la presse de droite de m'utiliser* à ses fins dans une France où précisément la droite s'évertue à jeter par tous les moyens la panique.

Pour conclure, non l'enquête mais les réflexions qu'elle m'a suggérées, je dirai que, *à l'heure actuelle*, l'exigence, et même l'intransigeance, d'un intellectuel me semble devoir être double : droit au travail et devoir d'impertinence, l'un et l'autre *pouvant s'accommoder du mode dit* silencieux.

Droit au travail d'abord. Avec Christiane Peyre, je reconnais volontiers que nous autres, intellectuels, n'avons pas à prendre la place du peuple pour parler en son nom, c'est-à-dire en fait l'empêcher de parler. Mais, dans le secteur qui est le nôtre, *nous avons à être intensément* présents. En tentant de réduire dans notre pays la liberté de l'intelligence, en sacrifiant la recherche fondamentale à ses applications immédiatement rentables, en bâillonnant l'Université, en prétextant la priorité technologique pour réduire la part de la philosophie et de l'histoire *dans l'enseignement*, bref en prônant un type de recherche qui n'avait plus rien d'humaniste ni d'humain, le régime précédent avait, favorisant le corporatisme, compromis l'exercice même du droit au travail de l'intelligence.

La continuité l'emporte

Les conséquences de discriminations aussi ruineuses sont aujourd'hui bien loin d'être enrayées et, en dépit de correctifs notables, la « continuité » l'emporte encore, dans le domaine scientifique et culturel, sur le « changement ». Un *exemple particulièrement criant et* sur lequel le très juste diagnostic d'Alfred Grosser me fait conclure, à son encontre, qu'« il y a lieu de mobiliser » : la situation des bibliothèques universitaires. Si, pour essayer de réduire les amputations dont elles ont été précédemment victimes, on ne s'avise pas de commencer par doubler dans un premier temps les crédits de ces bibliothèques, on pourra *toujours vociférer : c'est un* silence de mort qui enveloppera définitivement plusieurs des domaines culturels où la recherche française est pourtant encore largement compétitive.

Ce disant, je viens en fait d'illustrer, en même temps que notre droit au travail, ce devoir d'impertinence *qui lui est intimement lié*. Ce devoir d'impertinence n'a pour moi rien de *commun avec je ne sais quelle* intempestive envie de choquer, de manquer de respect, de faire à tout moment la leçon aux tenants du pouvoir politique ou économique. Il résulte avant tout du refus de céder aux conformismes divers qui, du fait des adulateurs et des obséquieux qui le fréquentent, menacent le pouvoir — *fût-il de gauche — en lui faisant* confondre pertinence (mot si précisément et si justement utilisé par les linguistes pour désigner un rapport vrai) avec permanence ou rémanence de réalités perverses artificiellement protégées par des apparences de respectabilité. Si l'intellectuel a un devoir, c'est bien celui de pourchasser les impostures *installées*. Et pourchasser ne se limite pas à dénoncer à la cantonnade.

Par nature, les intellectuels — quelles que soient leurs convictions — sont gens incommodes, ce qui, à la différence de l'affirmation catégorique de Léon Schwartzenberg, n'implique pas l'unique vocation de dire toujours non. Les intellectuels sont pour la rigueur, vertu essentielle *qu'ils sont spécialement* chargés de ne pas laisser confondre avec quelque péripétie d'austérité.

En mettant ou en remettant en question, non pas tout, mais ce qui ronge sans en avoir l'air l'exercice du pouvoir, l'intellectuel répond à son devoir d'impertinence, c'est-à-dire de dénonciation de ce qui, *à ses yeux*, met en danger le bien commun. Il peut certes se tromper. Au *gouvernement* de juger et de distinguer entre les intellectuels qui veulent être utiles et ceux qui veulent briller. Cela ne nous regarde plus.

Retour à l'ordre

Les intellectuels de gauche étant silencieux, *le Monde* décida donc de donner la parole au *porte-parole du gouvernement*, puis à un ancien ministre, puis à beaucoup de grands intellectuels de gauche qui, depuis toujours, se sont exprimés dans *le Monde*, de deux façons. A titre gratuit, pour proclamer, par leur bonne *parole, leurs pensées profondes*. A titre onéreux, pour diffuser les justes pétitions en faveur des causes généreuses.

Quelques petits intellectuels eurent ensuite droit à une parole coupée, quoique reproduite.

Ils retournèrent alors au silence dont ils étaient accusés. L'ordre continua de régner au *Monde*. Et le silence dans les rangs.

LOUIS LANOIX,
professeur de littérature anglaise, Institut Charles-V, Université Paris-VII.

LU

«Partie de chasse», de Pierre Christin et Enki Bilal

Le communisme en bande dessinée

L'émergence de la bande dessinée comme mode d'expression à part entière est un phénomène *culturel majeur de ces dernières* années. Avec leur *Partie de chasse* (1), Pierre Christin et Enki Bilal en font une démonstration éclatante, qui renouvelle le vieil adage selon lequel *« un petit croquis vaut un long discours »*. A *mi-chemin* entre l'enquête journalistique et la réflexion historienne, ce roman illustré donne, à la faveur d'une fiction subtilement symbolique, une explica*tion synthétique et intuitive* à cette hypothèse de départ que Christin lui-même emprunte à Alexandre Zinoviev : *« Le communisme fonctionne. Montrons comment. »*

Si la thèse (implicite) de *Partie de chasse* nous semble si pertinente, c'est qu'elle s'impose, au fil du récit, avec une clarté inversement proportionnelle à la grisaille cauchemardesque de son *décor. En découvrant, petit à pe*tit, la conjuration de ces dix hommes, importants fonctionnaires des pays du bloc soviétique, qui organisent l'élimination *physique d'un apparatchik de la* nouvelle génération (camouflée en accident de chasse) afin de perpétuer l'ordre du système et leur propre tranquillité, nous *comprenons soudain la logique* souterraine d'événements qui nous ont paru, souvent, contradictoires ou incompréhensibles.

Il s'agit d'abord d'en finir avec une *idée* fausse : *le manichéisme* simplet selon lequel il y aurait, dans les pays de l'Est, des dirigeants « durs » ou « libéraux », des faucons ou des colombes. En *finir avec cette imagerie d'Epi*nal : Staline dévoyant l'héritage de Lénine et trahissant les idéaux de la Révolution, le pur Trotski tentant en vain de s'opposer aux *méthodes brutales et dictato*riales de Staline, le brave Khrouchtchev dénonçant les crimes du tyran, etc. *Le* temps de ces mythes est révolu : nous savons déjà, et nous saurons de plus en plus précisément, que la vérité est plus complexe.

Le communisme offre maints exemples d'hommes qui reviennent au pouvoir après en avoir été écartés (voir les réhabilitations qui ont suivi les procès truqués des purges successives) mais qui poursuivent néanmoins la politique de répression (voir, *en Chine, l'étonnante carrière de* Deng Xiaoping). Ces mouvements de balancier, ces va-et-vient de roues qui tournent, intriguent communément les observateurs. Ces volte-face « inexplicables » ont un écho constant *dans Partie de chasse*, où le même personnage, un héros de la révolution devenu fonctionnaire du Guépéou, condamne impitoyablement (jusqu'à ceux qu'il aime) ou épargne, au gré des variations de la ligne politique.

Ce que suggère le livre, c'est que, au-delà de l'apparente (et cruelle) absurdité de ce régime fondamentalement policier, il y a une prodigieuse faculté d'adaptation qui perpétue naturellement le système. Adaptation relative, *certes, ludion qui ne doit jamais* dépasser le point de non-retour, toute la difficulté étant de repérer celui-ci : d'où, par exemple, les hésitations de l'U.R.S.S. avant d'« intervenir », en Tchécoslovaquie, en Pologne ou ail*leurs*.

Les conjurés de *Partie de chasse* en sont tous conscients, à l'exception de leur victime, et c'est précisément la *raison de son élimination*. Ces hommes désabusés, désespérés parfois, « revenus de tout », qui ont vécu tous les soubresauts du monde communiste depuis l'après-*guerre*, sont bien placés pour savoir que leur système ne peut survivre qu'au *prix* de perpétuels accommodements et ajustements, et que la stricte application d'une théorie par un fonctionnaire obtus ne peut qu'*aller*, à plus ou moins longue échéance, à l'encontre de leurs intérêts. D'où son arrêt de mort.

Ce triomphe du pragmatisme terre à terre sur l'orthodoxie *idéologique peut sembler dérou*tant. Il faudra bien admettre qu'il fournit la seule explication valable de toutes les apparentes contradictions de l'histoire du *communisme*.

GÉRARD LENNE.

(1) Dargaud éditeur, 1983 ; 64 pages. 60 F.

CORRESPONDANCE

Vieilles chouettes pensives

La rentrée est proche. Nombre de professeurs, dont je suis, retrouvent avec joie leurs élèves, qui sont leurs véritables interlocuteurs.

Le travail de la parole, dans la vigueur, le chemin de la culture, dans la difficulté, ne s'accommodent pas d'un trop vaste public ni d'une quelconque publicité. Non qu'il faille revenir à l'ésotérisme. L'universel est accessible à tous, il se partage, à la condition que chacun entreprenne avec ses forces et pour son compte une démarche dont le rythme, les *détours et les effets ne peuvent être* ni précipités ni anticipés.

Je préfère m'adresser à ceux dont l'institution, et à travers elle l'Etat, m'a donné la charge. Cette génération neuve n'attend pas de nous des miracles, des recettes, mais des moyens.

Sa prudence, sa vigilance, son courage se nourriront, d'abord, de notre refus d'être des maîtres à penser au sens de la tyrannie du savoir, forme banale, répandue et souterraine de la superstition. Nous demeurons *ainsi dans* notre lieu, à notre place, accomplissant notre *métier : vieilles chouettes pensives*, occupées, et par dessus tout, libres. De se taire, autant que de parler.

RENEE THOMAS,
professeur de philosophie (Paris).



Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Liban

M. Walid Joumblatt rejette l'appel au dialogue lancé par le président Gemayel

M. Walid Joumblatt, chef de l'opposition libanaise, actuellement à Damas, a rejeté, mercredi 31 août, l'appel au dialogue lancé par le président Amine Gemayel aux chefs des factions armées afin de mettre fin au « *cauchemar* » de Beyrouth. « *Un dialogue*, a-t-il dit, *est hors de propos après ce qui vient de se passer à Beyrouth et les massacres perpétrés par le régime libanais et son chef Amine Gemayel.* » « *En raison des derniers événements*, a-t-il ajouté, *il ne peut plus y avoir de règlement politique avec le régime de Gemayel qui a utilisé son armée contre ses propres citoyens pour la première fois dans l'histoire du Liban. Nous appelons les dirigeants arabes et musulmans à intervenir afin que Beyrouth-Ouest ne devienne pas un nouveau Sabra et Chatila.* »

Le chef du P.S.P. a également mis en cause le premier ministre sunnite, M. Chafic el Wazzan, qu'il a accusé d'avoir préparé, avec le président Amine Gemayel, l'opération de l'armée « *au moment où ils avaient promis de satisfaire certaines revendications politiques et relatives à la sécurité de l'opposition. Cette opération a montré qu'il n'y a aucune distinction entre la politique du parti Kataeb et celle d'Amine Gemayel.* »

M. Joumblatt a par ailleurs affirmé qu'il était entré en contact avec M. Nabih Berri, chef du mouvement politico-militaire chiite libanais et que ce dernier lui avait fait savoir qu'il refusait le dialogue « *surtout après les massacres de Beyrouth perpétrés contre les habitants innocents de la capitale libanaise* ».

● *A Paris*, un porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré que le ministre des relations extérieures s'inclinait « *devant la mémoire des Français qui, à Beyrouth, ont payé de leur vie leur participation à une œuvre de paix* » et exprimait à nouveau « *son inquiétude et son émotion devant la brutale dégradation de la situation au Liban* ». Répondant à une question, il a ajouté : « *Le contingent français au Liban peut faire usage de ses armes s'il estime être en état de légitime défense.* »

Le président Mitterrand a pour sa part indiqué, au cours du conseil des ministres de mercredi, que « *la France ne tenait pas à être prise dans l'engrenage d'une guerre civile au Liban* ». M. Max Gallo, qui rapportait les propos du chef de l'Etat, a expliqué que les forces françaises étaient au Liban « *dans le cadre d'une mission quadripartite comme force d'interposition contre les troupes étrangères* ».

Ce jeudi matin, M. de Grossouvre, chargé de mission et spécialiste du Liban à la présidence de la République, est arrivé à Beyrouth. D'autre part le porte-avions *Foch* accompagné de la corvette *Montcalm* et du pétrolier-ravitailleur d'escadre *la Meuse* devait quitter Toulon, ce jeudi, pour croiser devant Beyrouth où il retrouvera l'escorteur *Guepratte* et le bâtiment de soutien logistique *Rance* qui y sont stationnés depuis plusieurs semaines. La marine américaine fait croiser sur place le porte-avions nucléaire *Eisenhower.*

L'été dernier, lors de l'évacuation de Beyrouth par les combattants palestiniens de M. Arafat, le *Foch* a déjà séjourné devant la capitale libanaise à deux reprises pour y soutenir le contingent français. La présence, à nouveau, du porte-avion français devant Beyrouth se veut logistique et liée à la nécessité d'avoir, à distance, les moyens nécessaires au soutien des opérations.

● *A Londres*, deux grands journaux britanniques d'opinion opposée le *Daily Telegraph* (conservateur) et le *Guardian* (libéral) ont pris jeudi position en faveur du maintien de la force multinationale au Liban. Mercredi, un député conservateur, Sir Anthony Kershaw, avait appelé au retrait du contingent britannique, tandis que le ministre adjoint au Foreign Office, M. Richard Luce, a indiqué que son gouvernement entendait continuer à participer à la force multinationale.

● *A Rome*, M. Bettino Craxi, le premier ministre italien, a exprimé dans un message au président Amine Gemayel « *sa vive inquiétude à la suite des événements au Liban* » et des « *risques intolérables* » auxquels étaient exposées les troupes italiennes de la force multinationale « *envoyées à Beyrouth pour une mission humanitaire de paix* ».

● *A Moscou*, l'agence Tass a, dans une déclaration rendue publique mercredi exigé la « *cessation de l'ingérence militaire américaine au Liban* » et le retrait de ce pays des forces israéliennes « *sans aucune condition susceptible de porter atteinte à l'indépendance et à la souveraineté du Liban* ». — *(A.F.P., Reuter.)*

M. Shultz relance le plan de paix du président Reagan

De notre correspondante

New-York. — Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a tenu mercredi 31 août l'une de ses rares conférences de presse, à la fois pour démentir les rumeurs selon lesquelles les « marines » pourraient être retirés de la Force multinationale au Liban, pour affirmer que l'administration américaine continuera *fermement* à appuyer les initiatives de M. Gemayel pour rétablir l'ordre à Beyrouth et, surtout peut-être, pour relancer le plan Reagan de paix au Proche-Orient, dont il avait été, il est vrai, il y a un an, le principal architecte.

Tandis que le président Reagan poursuit ses vacances en Californie, le secrétaire d'Etat a laissé entendre, à sa manière, discrète et ferme, qu'il était, avec le vice-président M. George Bush, aux commandes des affaires.

« *Le gouvernement des Etats-Unis*, a-t-il déclaré, *apporte son soutien à la constitution d'un Liban indépendant, libéré de toutes les troupes étrangères, avec les arrangements nécessaires pour assurer la sécurité de la frontière nord d'Israël.* » M. Shultz a précisé que les efforts américains se poursuivaient « *en coopération avec nos partenaires de la Force multinationale* ». Il a lancé un appel à la « *communauté internationale* » pour qu'elle appuie ces efforts, en particulier à « *la Syrie, qui a l'armée la plus importante au Liban* ».

Le secrétaire d'Etat a indiqué que les Etats-Unis continueraient à apporter aide technique et conseils à l'armée libanaise, poursuivraient leurs efforts diplomatiques et maintiendraient leur contingent de la Force multinationale, mais il a écarté l'hypothèse de son renforcement. Il a souligné que « *s'ils étaient attaqués, les « marines » se défendraient avec vigueur* ».

« La sécurité d'Israël et les droits légitimes des Palestiniens »

Evoquant le plan de paix proposé il y a tout juste un an par le président Reagan, M. Shultz a rappelé qu'il était destiné à assurer « *la sécurité d'Israël et les droits et les aspirations légitimes du peuple palestinien* ». Ce plan, a-t-il affirmé, « *constitue un élément capital du processus de paix au Proche-Orient. Tous ceux qui recherchent une solution juste, sûre et globale au conflit doivent se tourner vers cette solution qui est basée sur l'accord de Camp David et sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies. Tout effort sérieux de négociation dans les jours qui viennent devront se référer à ces principes* ».

« *Il y a un an*, a poursuivi M. Shultz, *le président Reagan n'avait aucune illusion sur la rapidité avec laquelle son initiative pourrait porter ses fruits. Nous n'en avons pas plus aujourd'hui. Ce sera un travail long, difficile, qui requiert patience et détermination.* »

Répondant ensuite aux questions, le secrétaire d'Etat a assuré à plusieurs reprises que la situation à Beyrouth ne justifiait pas le recours du War Powers Act de 1973, aux termes duquel le président doit, au bout de soixante jours, obtenir l'accord du Congrès pour le maintient de troupes qui risquent d'être entraînées dans un combat. Et M. Shultz s'est appliqué à faire la différence entre la « *violence* » qui sévit au Liban et les « *combats* » qui, selon lui, n'ont pas encore eu lieu.

Le secrétaire d'Etat a, de la même façon, évité de préciser si les « marines » étaient effectivement la cible des milices. Il a souligné que, dans la grande confusion qui règne à Beyrouth, on ne savait pas très bien qui tirait sur qui. Il est resté prudent sur le rôle joué par la Syrie dans les affrontements, indiquant seulement que certains tirs semblaient provenir de « *zones contrôlées par les troupes syriennes* ». (Dans la soirée, le Pentagone avait fait savoir que les Syriens servaient de conseillers aux milices druzes.)

M. Shultz a écarté l'éventualité d'une visite au Proche-Orient après sa prochaine rencontre avec M. Gromyko à Madrid, indiquant qu'il avait pleine confiance en M. Robert McFarlane, qui fait la navette entre les diverses capitales et tente, pour l'heure, de négocier avec les milices druzes et chrétiennes de Beyrouth. Le secrétaire d'Etat ne s'est pas rendu dans la région depuis la signature de l'accord israélo-libanais, en mai dernier.

Malgré ces paroles apaisantes, l'aggravation des affrontements à Beyrouth suscite une vive inquiétude à Washington. Sans tenir compte des déclarations officielles, le quartier général des « marines » a annoncé que les hommes de la Force multinationale auraient désormais droit à une prime de combat attribuée cas par cas. M. Cyrus Vance, l'ancien secrétaire d'Etat du président Carter, qui venait de témoigner devant la commission de M. Kissinger sur l'Amérique centrale, a estimé que la situation au Liban requérait le War Powers Act. Il s'est déclaré d'ailleurs convaincu que le Congrès serait d'accord pour maintenir les « marines » au Liban.

NICOLE BERNHEIM.

● *La Ligue communiste révolutionnaire* (trotskiste) a déclaré, mercredi 31 août, que « *la mort, à Beyrouth, de plusieurs hommes du contingent de la force d'interposition — dont cinq Français — est un avertissement* » et elle demande qu'il soit mis « *un terme immédiat à l'intervention française au Liban, qui ne sert pas plus la paix que l'intervention néocolonialiste au Tchad* ».

Accalmie

(Suite de la première page.)

Mais trois personnalités clés risquent de lui faire défaut : M. Walid Joumblatt à coup sûr, puisqu'il a déjà annoncé son refus en affirmant que les « accords de Paris » étaient dépassés ; et probablement l'ex-président Soleiman Frangié, ainsi que l'ex-premier ministre, M. Rachid Karamé. Dans ce cas, M. Berri fera sans doute lui aussi défection.

Le congrès national, appelé à se tenir dans les vingt-quatre heures, perdrait alors une grande partie de sa signification. En dehors des déclarations de principe, il servirait quand même à reconduire l'alliance entre le président Gemayel et le leadership modéré de l'islam sunnite beyrouthin.

Mais le problème du conflit druzo-chrétien en montagne resterait entier. Or c'est lui qui était explosif et pressant avant que les dramatiques événements des quatre derniers jours à Beyrouth ne polarisent l'attention et les énergies. La démonstration de force de l'armée dans la capitale n'est, en effet, pas de nature à faire céder les druzes dont le chef, M. Joumblatt, refuse son déploiement sans accord politique préalable. Au contraire, celui-ci a déjà raidi son attitude.

Cette démonstration peut cependant avoir un effet positif indirect en donnant au président Gemayel un argument de poids face aux Forces libanaises (chrétiennes), qui, bien qu'émanant de son parti, les Phalanges, ont refusé jusqu'à présent de faire confiance à l'armée ou en tout cas de s'en remettre à elle et de renoncer autrement qu'en apparence à une présence militaire à Beyrouth-Est. M. Gemayel peut maintenant faire valoir que l'armée a fait ses preuves et peut-être obtenir de son père, M. Pierre Gemayel, d'ordonner aux Forces libanaises de se retirer réellement, d'une part, de Beyrouth-Est pour lui faciliter la tâche à l'ouest et, d'autre part, du Chouf pour mieux lui permettre de négocier avec les druzes.

LUCIEN GEORGE.

Israël

LA LUTTE POUR LA SUCCESSION

Le comité central du Herout désignera le nouveau premier ministre

De notre correspondant

Jérusalem. — Finalement, M. Itzhak Shamir s'est rangé à l'avis de son rival, M. David Lévy : il revient au comité central de leur parti, le Herout, de les départager. Les neuf cents membres du comité devaient être convoqués pour ce jeudi soir 1er septembre afin de procéder à un vote à bulletin secret.

M. Lévy a obtenu gain de cause : il préférait cette formule, plus « *démocratique* », à celle qui donnait nettement l'avantage à M. Shamir : une désignation par le collège des ministres de l'actuel cabinet, qui aurait été soumise ensuite au comité central. M. David Lévy estime que la majorité des militants de base lui est favorable. Mais il n'est pas certain que le comité central, même s'il est nombreux, reflète tout à fait la volonté de la base et c'est ce qui a décidé M. Shamir à accepter la proposition de son adversaire. D'ailleurs il paraissait difficile jeudi matin de faire un pronostic et la presse israélienne ne s'y risquait pas, indiquant seulement que le scrutin allait être très serré.

MM. Shamir et Lévy se sont rencontrés le 31 août. Aucun des deux n'a accepté de se désister en faveur de l'autre, contrairement à ce que souhaitaient les dirigeants du parti, mais, s'étant mis d'accord sur le recours à la décision du Herout, ils se sont également entendus pour affirmer que, quel que soit le choix de celui-ci, ni l'un ni l'autre ne quitterait le gouvernement en cas d'échec, cela afin de maintenir la cohésion de la coalition actuelle.

M. Begin, dont on sait qu'il accorde plutôt sa préférence à M. Shamir, a fait savoir qu'il ne voulait pas intervenir dans la délibération du parti. Il garde le silence. Mais son inclination, ajoutée à l'avis des membres du gouvernement appartenant au Herout, pouvait de l'avis général influencer l'opinion d'un grand nombre de représentants au comité central encore hésitants. D'autre part, le poids de la tendance fidèle à M. Ariel Sharon, l'ancien ministre de la défense qui soutient M. Shamir, pouvait s'avérer déterminant.

Cependant les partisans de M. David Lévy demeurent confiants et déclaraient mercredi soir qu'ils étaient sûrs de l'emporter. Menant une campagne active, ils affirmaient que M. Shamir qui n'était que l'« *homme de l'appareil restreint* » du mouvement, n'était pas « *populaire* », qu'il n'avait guère de connaissances dans le domaine économique et peu de souci de mener une « *vraie politique sociale* ».

Les partisans du ministre des affaires étrangères, quant à eux, répliquaient sur le même ton en soulignant que, par exemple, M. Lévy n'a « *aucune expérience* » en matière de politique étrangère, de défense, et certains ajoutaient qu'il était « *incapable de s'exprimer en anglais* » (M. Lévy parle le français), ce qui ne faciliterait pas les rapports — essentiels pour Israël — avec les dirigeants américains. D'autre part M. Shamir est ashkenaze, tandis que M. Lévy est sépharade, et cette distinction encore si importante dans la société israélienne apparaissait à l'évidence dans les attaques très vives auxquelles se livraient les fidèles des deux candidats depuis plus de quarante-huit heures.

De difficiles discussions

Une fois connue la décision du comité central, M. Begin ne sera pas encore au bout de ses peines et ne pourra vraisemblablement pas se rendre dès vendredi chez le président de l'État pour lui remettre sa démission et celle de son cabinet, tout en lui suggérant de désigner officiellement le candidat du Herout. Il se confirme en effet qu'il faut que ce dernier entame aussitôt de difficiles discussions avec les partenaires de son propre parti au sein de la coalition actuelle, afin de s'assurer de leur soutien de principe, qui n'est toujours pas définitivement acquis bien que depuis plusieurs jours le Tami, le parti national religieux (P.N.R.) et l'Agoudat Israël déclarent n'avoir aucunement l'intention de reprendre leur indépendance. Le P.N.R. l'a encore redit mercredi soir après une réunion de ses dirigeants, mais l'attitude de ces trois partis demeure ambiguë.

Pour sa part, le parti d'extrême droite Tehiya (Renaissance), qui compte trois députés, a fait comprendre que son adhésion à un prochain gouvernement animé par le Likoud n'est pas « *certaine* ». On voit mal Tehiya changer de bord et s'allier avec les travaillistes, mais cette objection signifie que ce mouvement entend obtenir quelques promesses, notamment à propos du maintien ou du développement de la politique du gouvernement Begin dans les territoires occupés.

En fait, on n'ignore pas que tous les autres partis de la coalition ont chacun des demandes à formuler et ne se priveront pas de marchander leur soutien. L'Agoudat Israël, parti religieux ultra-orthodoxe, toujours le plus exigeant, cache à peine qu'il en sera ainsi. Il devrait donc y avoir, à partir de jeudi soir, des « préconsultations » qui ne permettront vraisemblablement pas à M. Begin de se rendre chez le président avant le début de la semaine prochaine, puisqu'il veut être sûr que son successeur est en mesure de gouverner avant de proposer au président de le désigner. Il semble que M. Begin ait fixé comme limite le Nouvel An juif, le 8 septembre.

Quatre députés de la coalition ont de leur côté annoncé leur intention de causer quelques difficultés au successeur de M. Begin. Ils ont décidé de tout faire pour contraindre ce dernier à former un gouvernement d'union nationale avec le parti travailliste. Cette hypothèse est peu probable, et le parti travailliste n'a pas manqué de le faire savoir. Les quatre députés, qui ont l'appui du président de la Knesset, M. Menahem Savidor (membre du parti libéral associé au Herout dans le Likoud), menacent de s'abstenir lors des votes au Parlement. Cela réduirait encore l'étroite majorité actuelle.

Le parti travailliste attend toujours que M. Begin remette officiellement sa démission pour entreprendre d'éventuelles consultations avec les partis de la majorité formée avec le Likoud pour créer une nouvelle coalition gouvernementale qu'il animerait. Mais toujours sans grand espoir pour l'instant. Un député travailliste a donné une idée du calcul auquel se livrent une grande partie des membres de l'opposition : « *Nous pensons que la situation nous sera plus favorable lorsque le nouveau gouvernement, sans M. Begin, aura fait face à d'immenses difficultés à propos de l'économie, à propos du Liban ou d'autres problèmes, et aura fait la preuve de son incapacité.* »

FRANCIS CORNU.

PORTRAIT

M. DAVID LÉVY : un « travailleur immigré » du sionisme

De notre correspondant

Jérusalem. — « Marocain » et fier de l'être. M. Lévy est payé pour savoir que ce mot en Israël peut encore être une injure à peu près équivalente à celle de « sous-développé » ou de « voyou » : n'existe-t-il pas aussi en hébreu cette expression : « Marocain au couteau » ?

Bien plus que M. Ytzhak Navon, qui appartient à l'« aristocratie » séfarade, M. David Lévy est « le » représentant des masses populaires juives orientales et, plus précisément, de cette communauté ethnique la plus nombreuse venue du Maroc dont l'immigration a été la plus problématique. M. Lévy est un enfant du mellah, le quartier juif traditionnel dans le royaume chérifien.

La vie et la carrière de celui qui veut — encore davantage que M. Navon — être le premier chef de gouvernement séfarade, sont exemplaires. Né en 1937 à Rabat, où son père était menuisier (et où un rabbin avait prédit à sa naissance qu'il serait un jour « roi ou ministre d'Israël »), ce n'est qu'en 1957 qu'il rejoint l'État juif. Comme beaucoup de ses compatriotes, on l'envoie construire et peupler l'une de ces villes dites « de développement » aux confins désolés du pays, selon la politique planifiée des travaillistes qui leur aliénera pour longtemps nombre de séfarades devenus les « travailleurs immigrés » du sionisme.

Manœuvre sur un chantier, M. Lévy s'initie au syndicalisme et adhère à l'Histadrout. Mais, au sein de la grande centrale syndicale, il rejoint vite les rangs de la minorité de droite fidèle à M. Begin pour contester le contrôle sans partage exercé par les travaillistes sur cette organisation. C'est ainsi qu'il entre tout naturellement au Likoud, pour y être rapidement le principal chef de file des partisans séfarades dont le nombre ne cesse de croître au fil des années, pour assurer finalement la victoire du mouvement en 1977.

Pour cette raison, il est vite devenu l'un des protégés de M. Begin, qui a garanti son élection en 1969 à la Knesset. Membre du gouvernement depuis l'accession du Likoud au pouvoir, il a obtenu en 1981 le titre de vice-premier ministre qui l'autorise aujourd'hui à briguer la succession de M. Begin avec l'avantage de posséder une forte base populaire que ne peut revendiquer son rival M. Shamir.

Voici encore peu de temps, M. Lévy n'aurait pu avoir de telles ambitions. Il était dans tout Israël l'objet d'incroyables plaisanteries aussi méchantes que les histoires belges en France. On en venait à moquer sa famille nombreuse (il a dix enfants). Mais, à présent, cette mode d'un goût douteux est oubliée.

M. Lévy s'est imposé ces dernières années comme un dirigeant sérieux, efficace et avisé, un homme de compromis dans les querelles qui ont déchiré la coalition gouvernementale. Dirigeant du Likoud, il ne saurait être considéré comme une « colombe » mais il est, si l'on peut dire, un « faucon » modéré, beaucoup plus que M. Shamir. Il l'a encore prouvé pendant la guerre au Liban en étant l'un des rares ministres à demander des comptes à M. Sharon.

F.C.

AFRIQUE

Tchad

« La France pourrait jouer un rôle très utile »

déclare le ministre éthiopien des affaires étrangères

Le président de la République a reçu, mercredi 31 août, au palais de l'Élysée, M. Goshu Wolde, ministre des affaires étrangères de l'Éthiopie, et M. Peter Onu, secrétaire général-adjoint de l'organisation de l'unité africaine (O.U.A.).

Au cours de cet entretien, portant sur la crise tchadienne, auquel assistait M. Cheysson, ministre des relations extérieures, M. Goshu Wolde a remis à M. Mitterrand un message de M. Menguistu Haïlé Mariam, chef de l'État éthiopien et président en exercice de l'O.U.A.

A l'issue de cet entretien, M. Goshu Wolde a estimé que « *la France pourrait jouer un rôle très utile* » dans le processus de négociations sur le Tchad, ajoutant : « *Les consultations et les discussions vont continuer, elles sont dans un stade exploratoire.* » Pour sa part, M. Cheysson a confirmé que « *l'heure était à la négociation* », ajoutant : « *Il n'y a aucun élément qui nous amène à changer d'opinion là-dessus.*

M. Cheysson devait poursuivre, jeudi 1er septembre, les discussions avec la mission de l'O.U.A., au cours d'une réunion de travail au Quai d'Orsay. Sur le plan militaire, la France continue à renforcer son dispositif militaire au Tchad. De nouveaux tubes d'artillerie de 105 millimètres ont notamment été envoyés à N'Djamena, où sont arrivés, mardi soir, une centaine de parachutistes du 8e régiment parachutistes d'infanterie de marine, basé à Castres. Sur le plan politique, le gouvernement tchadien manifeste son inquiétude quant à la situation dans le sud du pays, où, selon N'Djamena, des « *actions de sabotage* » sont menées avec l'appui de la Libye.

A New-York, M. Charles Lichtenstein, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, a accusé le Conseil de sécurité des Nations unies de s'être laissé « *cyniquement manipulé* » en n'agissant pas après la plainte déposée par le Tchad contre l'intervention libyenne. Le Conseil de sécurité, a-t-il déclaré, s'est révélé inadapté face aux « *réalités du gangstérisme international* ».

EUROPE

Pologne

L'ANNIVERSAIRE DES ACCORDS DE GDSANK

Les consignes de Solidarité clandestine ont été suivies dans de nombreuses villes

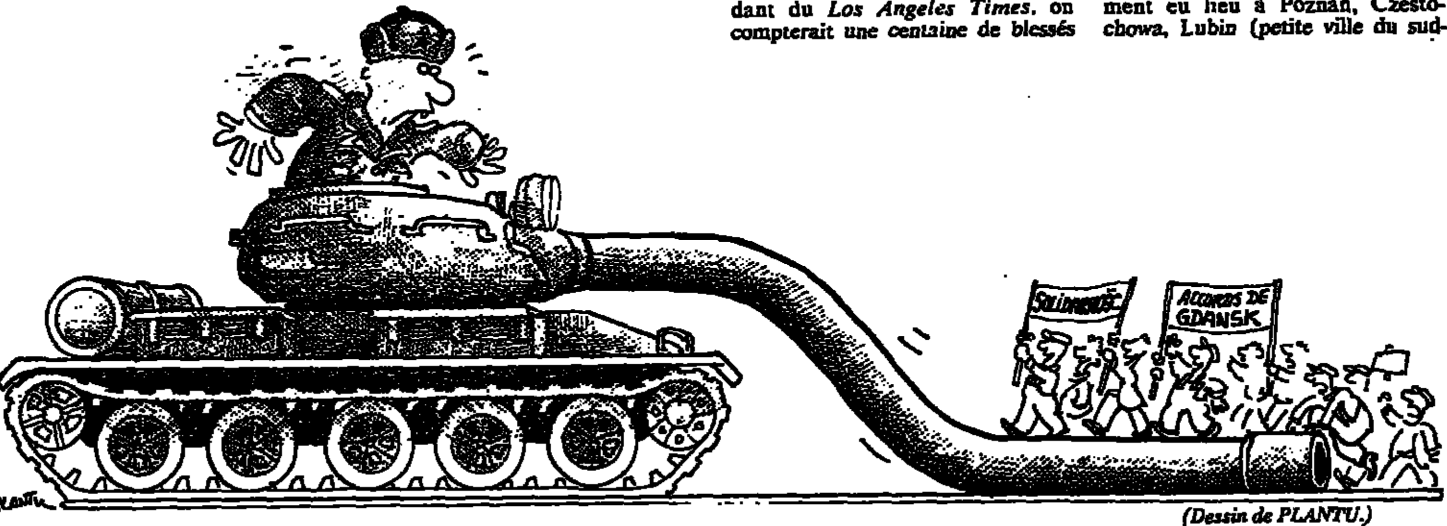
Les appels lancés par les dirigeants clandestins de Solidarité et par M. Lech Walesa pour marquer le troisième anniversaire des accords de Gdansk ont reçu un large écho dans la population, en particulier dans les concentrations *ouvrières*.

Le boycottage des transports en commun a été largement effectif et des manifestations, plus ou moins importantes ont eu *lieu dans* au moins huit ville : Varsovie, Gdansk, *Wroclaw, Cracovie, Poznan, Lubin*, Czestochowa et Nowa Huta, cité *ouvrière voisine de Cracovie*, où les cat publierait une nouvelle déclaration d'ici deux à trois semaines.

Le port de la Baltique était quadrillé par d'impressionnantes forces de police. M. Walesa a été autorisé à se rendre, seul, vers 16 heures, au pied du monument érigé à l'automne 1980 en mémoire des victimes des émeutes de 1970. Le cordon de miliciens s'est refermé derrière lui, empêchant la foule qui l'accompagnait depuis l'église Sainte-Brigitte, de s'approcher du monument. A plusieurs reprises, il a l'entrée des chantiers navals Lénine. Le cortège a été dispersé à la matraque et il y aurait eu de nombreuses brutalités et des arrestations.

A Nowa Huta, la *manifestation* a tourné à l'émeute après que les Zomos (police de choc) *aient* attaqués un cortège formé par dix mille ouvriers qui *sortaient* de *l'aciérie* Lénine. Aux gaz lacrymogènes, aux grenades à *percussion, aux canons* à eau et aux coups de matraque, les *manifestants répondirent* par des jets de pierre, dépavant même les *rues en endroits. Selon le* correspondant du *Los Angeles Times*, on compterait une centaine de blessés liers de *personnes* ont eu lieu, dans le courant de l'après-midi et en début de *soirée*, aux abords de la vieille ville et dans les artères centrales de la capitale. Les autobus et tramways, généralement bondés, circulaient à moitié vides et de nombreux ouviers des usines automobiles F.S.O. ont parcouru à pied les douze kilomètres qui séparent l'entreprise du centre la ville.

La télévision polonaise, tout en *minimisant* la *portée* des *« tentatives de manifestation »*, a indiqué que de telles *« tentatives »* avaient également eu lieu à Poznan, Czestochowa, Lubin (petite ville du sud-



(Dessin de PLANTU.)

affrontements ont été les plus durs. La Pologne n'avait pas connu une telle effervescence depuis le 1er mai. Cette journée anniversaire marque le premier témoignage massif de fidélité à Solidarité depuis la levée officielle de «l'état de guerre» le 22 juillet.

A Gdansk, M. Walesa a estimé qu'il s'agissait du *« plus grand succès jamais enregistré par Solidarité »*. Il a laissé entendre que Solidarité envisagerait désormais d'autres types d'actions pour inciter le régime du général Jaruzelski à respecter les accords signés il y a trois ans. Il a annoncé que le syndi- invité les milliers de personnes regroupées dans les environs du monument, en particulier auprès de l'église Sainte-Brigitte, à se disperser : *« Rentrez chez vous calmement. Montrons leur que nous sommes en mesure de répondre à la force par la pondération. »*

Si M. Walesa a été longtemps *ovationné, ses appels n'ont pas été* unanimement suivis : à l'issue d'une massse *vespérale à laquelle ilassis*tait, quelque sept mille personnes ont tenté une nouvelle fois de s'approcher du monument située à et un nombre important d'arrestations. Les policiers ont également chargé la foule de deux mille personnes qui assistaient à une messe en plein air à la mémoire du jeune Bogdan Wlosik, tué en octobre dernier par un policier en civil. A quelques kilomètres de là, une manifestatioin moins importante a eu lieu dans le centre de Cracovie. A Wroclaw, dans le sud-ouest, des heurts violents auraient opposés les Zomos à plusieurs milliers de personnes qui voulaient se rendre au cimetière.

Enfin, à Varsovie, plusieurs *manifestations* regroupant quelques mil- ouest où le 31 août 1982 trois personnes avaient tuées par la police) et dans d'autres villes non précisées. — *(A.F.P.-U.P.I.-Reuter.)*

● *A Paris, environ quatre cents personnes* ont manifesté mercredi 31 août à Paris, devant l'ambassade de Pologne, place des Invalides, pour célébrer le troisième anniversaire des accords de Gdansk. Cette manifestation, organisée à l'appel du collectif inter-syndical (C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C., F.O.) de soutient à Solidarnosc, s'est déroulée sans incident, sous une pluie battante.

République fédérale allemande

La rentrée des pacifistes

(Suite de la première page.)

Elle risquerait aussi de mettre le feu aux poudres et de déclencher des réactions incontrôlables.

Jamais, en effet, la police ouest-allemande n'a eu à faire face à une telle mobilisation. Les groupes pour la paix, de toute obédience, sont désormais partout, et on estime, au ministère de l'intérieur, à trois millions environ le nombre de leurs membres actifs. Ces groupes vont multiplier les actions pendant un mois et demi au niveau local : cela ira des fanfares aux spectacles de rues, aux sit-in, marches, manifestations à vélos, en passant par les distributions de tracts et les réunions-débats, toute cette agitation devant culminer pendant la semaine du *15 au 22 octobre*, qui se terminera par trois grandes manifestations à Hambourg, *Brême* et Bonn.

Du côté des pacifistes, on sait que dans l'Allemagne profonde, peu coutumière des manifestations de rues, toute violence réveillerait le désir d'ordre et déplacerait le débat sur les missiles, qui est redevenu dominant au cours des derniers mois, vers un débat sur l'ordre public auquel le mouvement aurait beaucoup à perdre. Les *manifestants* ne sont toutefois pas à l'abri de provocations *extérieures*, notamment de certains groupes d'extrême droite. Ils ne sont *pas non plus* totalement unis sur la question des moyens : les autonomistes, assez nombreux dans certaines régions comme la Hesse, ne se *sont pas* convertis à la résistance passive. C'est sans doute pour éviter la *guérilla* et le vandalisme que les organisations ont réservé pour la fin les grands rassemblements urbains. Les autres manifestations importantes auront lieu d'ici là dans un cadre plutôt champêtre, qu'il s'agisse des *sit-in* autour des bases militaires ou, par exemple, de la chaîne humaine qui doit relier, sur plus de 100 kilomètres, le commandement américain en Europe à Stuttgart à l'une des trois bases devant accueillir les *Pershing-2 à Ulm*.

Le gouvernement dépassé ?

Face à tout cela, le gouvernement a lancé une campagne d'information sur les armes *nucléaires* en *Europe*, dont on voit mal comment, en un *mois et demi, elle pourrait concurrencer* la campagne pacifiste. *M. Kohl semble s'apercevoir* — un peu tard — qu'en votant pour lui, les Allemands de l'Ouest n'ont peut-être pas, tout compte fait, voté pour les Pershing. Les sondages se succèdent, tous sujets à caution certes, mais indiquant au minimum que les Allemands voudraient, dans leur majorité, un accord à Genève et, en cas d'insuccès en novembre, une poursuite des négociations. On comptait sur un essoufflement du mouvement après les élections de mars : il s'est, au contraire, renforcé. Il a progressivement fait émerger, consciemment ou non, un sentiment national allemand, qui semble finalement être le plus efficace de ses arguments.

M. Kohl vient d'adresser aux trois pacifistes qui font la grève de la faim depuis le 6 août à Bonn, dans l'oubli général et la réprobation des « verts », une lettre dans laquelle il les prie de cesser cette action. La bonhomie du chancelier, son désir de rester à la fois ferme sur les principes mais tolérant et compréhensif, auront-ils raison à l'usure du mouvement pour la paix ? N'a-t-il pas vacillé lui-même un moment cet *été* en tentant d'exhumer un compromis américano-soviétique comportant le renoncement aux Pershing-2, enterré depuis longtemps par Washington ? On comptait visiblement à Bonn, une fois *passée la vague de* l'automne, sur la résignation des pacifistes. *On redoute désormais qu'à* la vague ne succède la tempête si les *premiers missiles devaient arriver er* décembre.

CLAIRE TRÉAN.

Un dirigeant du S.P.D. plaide pour le retrait de la R.F.A. de l'organisation militaire atlantique

L'un des participants aux manifestations de Mutlangen est *M. Oskar Lafontaine, maire de* Sarrebruck et membre du comité directeur du parti social-démocrate S.P.D. Adversaire depuis toujours de la décision de 1979 sur l'*« armement de rattrapage »* de l'OTAN, M. Lafontaine vient de faire un pas de plus dans son opposition en demandant *la sortie de la* R.F.A. *de l'or*ganisation militaire de l'OTAN.

Dans un livre que viennent de publier les éditions du Spiegel, sous le titre *la Peur des amis*, et dont l'hebdomadaire de Hambourg publie cette semaine des extraits, l'auteur, après avoir cité de Gaulle et M. Mitterrand, *écrit : « Il est temps pour les Européens de faire leurs les idées de Charles de Gaulle. Un Etat souverain ne laisse pas à une autre puissance, même pas à une puissance mondiale, la décision sur la vie et la mort, la décision d'entrer en guerre (...). Une situation qui associe les Européens à toute aventure d'une puissance mondiale est insupportable. »*

Après avoir noté que *« le pacte de l'Atlantique nord est dépassé »*, notamment parce que *« la stratégie de la réponse flexible, qui prévoit explicitement le premier emploi des armes nucléaires, contredit la charte de l'ONU »*, et précisé que, à la différence de de Gaulle, il ne recommande pas le *« repli sur l'Etat-nation »*, mais *« des accords internationaux »* conformes à cette charte, M. Lafontaine conclut : *« La question essentielle pour les Européens est de se libérer de la rivalité atomique des superpuissances (...). La République fédérale doit se risquer à sortir de l'intégration militaire de l'OTAN et devenir dénucléarisée. Les armes atomiques ne doivent plus être stationnées que dans les pays qui les fabriquent. »*

En R.F.A., seuls l'ancien général Bastian, et, dans une moindre mesure, M. Eppler, un autre dirigeant de l'aile gauche du S.P.D., avaient préconisé jusqu'ici une telle mesure, qui n'a pas l'aval du parti dans son ensemble. Répondant à M. Lafontaine, M. Glotz, porte-parole du S.P.D., a déclaré : *« L'appartenance de la R.F.A. à l'OTAN est une condition préalable à toute politique de détente et de réduction des armements nucléaires. »*

LA PROPOSITION DE M. ANDROPOV EST « IMPORTANTE » MAIS « NE RÉPOND PAS AU PROBLÈME POSÉ », DÉCLARE LE QUAI D'ORSAY

Commentant les dernières propositions de M. Andropov à propos des euromissiles, un porte-parole du Quai d'Orsay, a déclaré jeudi 1er septembre : *« L'indication selon laquelle les missiles nucléaires soviétiques qui seraient retirés en application d'un accord soviéto-américain à Genève seraient détruits est importante, à condition, bien entendu, que cela soit vérifiable. La France constate cependant que l'Union soviétique prétend toujours conserver le monopole d'armes nucléaires à portée intermédiaire. Cette approche ne répond donc pas au problème posé à nos alliés par le déploiement, accéléré au cours des dernières années, d'armes nucléaires soviétiques de ce type. C'est cette situation que la négociation soviéto-américaine doit corriger en rétablissant l'équilibre qui a été rompu.*

» La prise en compte des forces britannique et française n'est pas pertinente. Le gouvernement français, à maintes reprises, indiqué les raisons pour lesquelles ces forces n'ont pas à être prises en considération dans les négociations bilatérales soviéto-américaines de Genève. »

ASIE

Philippines

Violent affrontement entre étudiants et policiers après les obsèques de Benigno Aquino

De notre envoyé spécial

Manille. — La police a ouvert le feu sur un groupe de manifestants le mercredi soir 31 août à l'issue d'une journée où des millions de Philippins ont rendu un dernier hommage à la dépouille mortelle du sénateur Aquino.

Selon les premières informations, un violent affrontement a opposé plusieurs centaines d'étudiants (de mille à deux mille selon certaines sources) à un nombre indéterminé de policiers et de soldats aux abords du palais présidentiel de Malacanang. La police affirme que les étudiants ont attaqué à coups de cocktails Molotov et de jets de pierres. Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées des deux côtés. On est sans nouvelle d'au moins un étudiant gravement blessé par balles et transporté dans un hôpital militaire.

Cet affrontement est le seul qui ait été signalé dans la capitale. Le calme *régnait partout* ce jeudi matin. Mais c'est un calme précaire, divers *mouvements d'opposition* n'ayant jamais cessé d'annoncer : *« Après le deuil viendra la colère. »*

La démonstration populaire avait pris dans l'après-midi et la soirée de mercredi des proportions de raz de marée. Pendant les douze heures qu'il a fallu pour se rendre de l'église Santo-Domingo au cimetière du Memorial Park, le cortège a toujours dû se frayer un chemin entre deux murs humains d'où montaient les cris incessants de *« Ninoy, Ninoy »* (Aquino) et de *« Laban, laban »* (luttons).

Les dernières heures ont été particulièrement émouvantes, délirantes. A la nuit tombée, des dizaines de milliers de jeunes gens ont couru jusqu'à l'épuisement pour garder le contact avec le cortège. De part et d'autre, sur une vingtaine de kilomètres, des milliers d'habitants des bas quartiers, tenant chacun une chandelle à la main, ont fait à la calvacade échevelée une voie triomphale de flammes tremblantes.

D'abord sentimentale et religieuse, la ferveur populaire n'a jamais cessé, plus ou moins explicitement, d'être politique. De façon directe ou non, les slogans, les chants et les prières ont été des condamnations du régime, une succession infiniment répétée à travers toute la capitale d'appels à la liberté, à la dignité, au retour à la démocratie. *« Le mort est libéré, la liberté est morte »*, proclamait une banderole. Une autre lui répondait sur une note d'espoir : *« Aujourd'hui les ténèbres, demain la lumière. »*

Le soutien des États-Unis au président Marcos

Dans cette immense manifestation spontanée, quelques groupes visiblement disciplinés, quelques slogans du type *« Non à la réconciliation avec la dictature militaire fasciste »*, et, çà et là, les cris de *« A bas Marcos ! A bas Reagan ! »* montraient que la gauche pro-communiste n'avait pas hésité à participer au cortège, a prouver son organisation et sa détermination au cœur de la capitale — ni à faire d'Aquino, dont elle ne partageait pas les idées politiques (il était pour la réconciliation non violente), un héros de son panthéon de martyrs populaires.

Le verdict populaire de mercredi est impressionnant, mais, faute d'être politiquement organisée et prolongée, que peut cette démonstration de ferveur poulaire face au pouvoir dès lors que l'émotion est retombée et que les problèmes quotidiens reprennent le dessus ? Le régime est un peu plus discrédité et son soutien populaire considérablement affaibli. Mais, face à une opposition désorganisée et politiquement divisée, il lui reste de nombreux soutiens, à commencer par ceux des forces armées, des grands milieux d'affaires et, surtout, des Etats-Unis.

La presse locale, étroitement contrôlée, *minimise aujourd'hui* l'ampleur de la participation aux *funérailles. Elle donne, en revanche*, une place de choix aux déclarations *de M. Kissinger qui vient de rappeler* l'importance stratégique des Philippines *dans le dispositif militaire* global des Etats-Unis et qui conseille au président Reagan de maintenir son voyage prévu ici en novembre — bien que les soupçons pesant sur le régime dans l'assassinat du sénateur Aquino soient loin d'avoir été levés.

R.-P. PARINGAUX.

Afghanistan

Rumeurs de remaniement du gouvernement

Islamabad *(A.F.P.)* — Un remaniement du gouvernement afghan, entraînant le départ du ministre des affaires étrangères et de deux vice-premiers ministres, serait *« imminent »*, indiquaient le mercredi 31 août à Islamabad des sources diplomatiques occidentales citant des *« rumeurs persistantes »* à Kaboul. Outre le chef de la diplomatie du régime pro-soviétique afghan, M. Shah Mohammad Dost, les vice-premiers ministres, MM. Pohanmal Guldao et Khalil Ahmad Abawi, chargés respectivement de l'enseignement supérieur et du plan, seraient sur le point d'être nommés ambassadeurs à l'étranger.

Plusieurs voyageurs afghans et étrangers, arrivés au Pakistan, rapportent d'autre part que des portraits officiels du président Babrak Karmal ont été retirés de certains lieux publics, dans la capitale ainsi qu'à Kandahar. Le chef du parti communiste afghan, rappelle-t-on, vient de rentrer d'un long séjour à Moscou. Selon une personnalité proche du régime, réfugiée au Pakistan, M. Karmal, cinquante-six ans, donnerait l'impression d'un homme souffrant et fatigué après trois ans et demi de pouvoir.

En revanche, le premier ministre Sultan Ali Kishtmand, considéré par les diplomates étrangers à Kaboul comme étant en parfaite santé, est parti pour Moscou la semaine dernière pour *« raisons médicales »*, selon la radio officielle afghane.

Le retour à Kaboul, le 15 août, après deux années de *« formation »* dans une académie *militaire* soviétique du général Mohammad Rafi, *ancien ministre* de la *défense*, *contri*bue à intriguer les observateurs diplomatiques. *Ils se demandent si le* remaniement gouvernemental attendu *ne s'étendrait pas aux postes* clefs de l'équipe dirigeante afghane.

Le Kremlin semble avoir entrepris une série de consultations avec des personnalités afghanes appartenant au régime ou en marge de celui-ci. Ainsi, le ministre de l'intérieur, M. Sayes Mohammad Gulabzoi, chef de file de la tendance « khalq », minoritaire au sein du parti communiste afghan, est rentré d'Union soviétique il y a quelques mois. L'ancien ministre de la défense du roi Zaher Shah et son chef d'état-major alors, les généraux Mohammad Khan et Farooq, auraient également fait tout récemment l'aller-retour de Kaboul à Moscou, précise-t-on de même source.

Les observateurs estiment que si M. Karmal venait a être remplacé, alors qu'il semble toujours disposer de la confiance de ses alliés soviétiques, ce ne pourrait être à court terme que pour des raisons de santé. La possibilité d'un élargissement du gouvernement à des personnalités n'appartenant pas au parti communiste afghan n'est pas écartée par les diplomates occidentaux. En revanche, les *rumeurs circulant dans* certains milieux de la résistance a Peshawar selon lesquelles Moscou, en accord avec Washington, serait disposé à accepter un retour au pouvoir du roi Zaher Shah en contrepartie d'une reconnaissance de la présence de troupes soviétiques en Afghanistan, sont qualifiées de spéculation par les diplomates.

ASIE

Pakistan

Le régime militaire mise sur l'essoufflement du mouvement de contestation populaire

La province du Sind avait pratiquement retrouvé le calme, mercredi 31 août. Une seule manifestation a été notée, à Tando-Adam-Khan, où des étudiants se sont heurtés aux forces de police ; les autorités ont ordonné la fermeture de l'université agricole de la ville après cet incident. Le gouverneur du Sind, le lieutenant général Abbasi, a déclaré que mille six cents personnes avaient été arrêtées dans la province depuis le début du mouvement d'agitation, et affirmé que *« la situation est parfaitement satisfaisante »*.

A *Londres*, un ami de Mme Bhutto a rendu public un message dans lequel la veuve de l'ancien premier ministre appelait la population de la province du Pendjab à se joindre à la campagne de désobéissance civile. Enfin, à Moscou, les *Izvestia* ont critiqué, mercredi, la *« militarisation fiévreuse »* du Pakistan, estimant que celle-ci *« modifie qualitativement le rapport de forces en Asie du Sud et du Sud-Ouest »*. — *(Reuter, U.P.I., A.F.P.)*

De notre envoyé spécial

Islamabad. — *« Pour le général Zia, le compte à rebours est commencé. »* Prononcée par le rédacteur en chef d'un quotidien pakistanais respecté, l'affirmation retient l'attention. Mais si l'analyse qui y conduit se veut sinon objective, du moins pleine de sang-froid, elle n'en dissipe pas totalement pour autant le scepticisme suscité par la vision, le lundi 29 août, à l'aéroport d'Islamabad, d'un président pakistanais certes moins décontracté que d'habitude et visiblement préoccupé, mais n'en quittant pas moins son pays pour une visite officielle de six jours en Turquie. Presque comme si de rien n'était.

Confiance justifiée d'un militaire qui estime tenir la situation bien en main ? Opération psychologique destinée à impressionner l'opinion, voire à se convaincre soi-même ? Ou audacieux et dangereux pari ? L'homme, il est vrai, a toujours eu de la chance, et il croit manifestement à son étoile.

Le 12 août dernier, deux jours avant la fête de l'indépendance, deux jours avant le coup d'envoi de la campagne de « désobéissance civile » lancée par l'opposition laïque, c'est sans doute avec confiance qu'il abat ses cartes et dévoile son projet constitutionnel. Mais à une opinion qui attend la fin de la loi martiale, des élections libres, la restauration de la démocratie parlementaire et, donc, à terme, le retour de l'armée dans les casernes, il n'annonce finalement que la levée, « prochaine » de la loi martiale et des élections « d'ici dix-huit mois ». Pour l'opposition, les cartes, décidément, restaient biaisées, et le délai imposé rappelait par trop de précédentes promesses jamais tenues.

J'y suis, j'y reste

En fait, pour ceux qui savaient lire entre les lignes, le message du président Zia était des plus clairs : j'ai pris goût au pouvoir, je n'ai nullement l'intention de céder la place ; au contraire, j'y suis, j'y reste, et je vous propose donc une Constitution sur mesure (celle de 1973 revue et corrigée par mes soins), des élections sur mesure avec des candidats sur mesure. En résumé, un véritable système islamique auquel les partis politiques actuellement interdits ne seraient, pour la plupart, pas associés et où la réalité du pouvoir demeurerait dans les mains des militaires. Pour une opinion impatiente, le message prenait des allures de provocation. Et un mouvement d'une ampleur inattendue allait soudain donner matière à réflexion.

Pour la première fois en six ans, le régime était sinon réellement ébranlé, du moins ouvertement défié. Pris de court et sans réponse « politique », il allait une nouvelle fois jouer fort habilement de la répression : sans recourir aux moyens extrêmes (censure de la presse, couvre-feu, intervention directe de l'armée), c'est-à-dire en évitant la confrontation directe et en jouant au contraire le pourrissement et l'essoufflement.

« L'après-Zia »

« Au Pakistan, nous avait-on souvent répété, *personne ne peut résister à une réelle explosion populaire, surtout si elle touche les grandes villes du pays. »* Aujourd'hui, relève-t-on, la situation est certes grave dans la province du Sind, bastion traditionnel du parti populaire pakistanais (P.P.P.), la formation de l'ancien premier ministre Ali Bhutto. Mais le Pendjab, où réside plus de la moitié de la population, reste relativement épargné par l'agitation. A Karachi, la capitale économique, et à Lahore, la capitale politique, les gens ne sont pas descendus dans la rue. Et pour cause. Dans le Pakistan du général Zia, on ne descend pas impunément dans la rue. Prendre part à une procession, scander des slogans hostiles au pouvoir, c'est courir le risque de se voir infliger par des tribunaux militaires spécialement mis en place peines de prison, coups de fouet et lourdes amendes.

Le mouvement qui avait renversé le maréchal Ayoub Khan, en mars 1969, avait duré cinq mois avec des hauts et des bas. *« Oui, le compte à rebours a commencé »* pour le général Zia, insistait donc notre premier interlocuteur. *« Franchement, je ne vois pas comment il pourrait, à terme, survivre à cette crise. »*

Ainsi, pour certains, serait d'ores et déjà ouvert l'« après-Zia ». Il est vrai que le président pakistanais se trouve dans une impasse. Seules des élections pourraient lui donner la légitimité qui lui manque, mais tout recours aux urnes signifierait sa perte.

La rédemption électorale lui étant interdite, il ne lui reste plus qu'à essayer de sanctifier son péché, c'est-à-dire à institutionnaliser le statu quo et à faire reconnaître à l'armée un rôle dominant dans la vie politique du pays. Une stratégie dans laquelle s'inscrit le plan du 12 août. Mais ses efforts n'ont guère été couronnés de succès, et la crise actuelle représente pour lui un nouveau camouflet.

Pour ceux qui estiment, à la lumière de la crise actuelle, que l'heure du dialogue a sonné, le général Zia ne peut être aujourd'hui l'homme de la situation. Et de chercher d'ores et déjà, dans les casernes, au gouvernement ou dans l'administration, le *« général du dialogue »* ou celui qui, à tout le moins, calmera la tempête.

Une telle analyse ne convainc pas ceux qui estiment que, dans une armée où les généraux à poigne (ceux qui rêvent de mater vraiment l'opposition) l'emportent de loin sur les « politiques », le général Zia représente, en fait, le meilleur interlocuteur possible pour l'opposition. Ceux-là, paradoxalement, ne sont pas loin de penser que la crise actuelle, loin de l'affaiblir, peut au contraire le servir. D'une part, en faisant prendre conscience à l'armée de la nécessité de lâcher du lest avant que le couvercle de la marmite n'explose. D'autre part, en incitant l'opposition laïque modérée à engager, enfin, le dialogue avec le régime militaire avant d'être débordée par une opposition plus radicale, n'hésitant pas, ainsi qu'on l'a vu dans le Sind, à recourir à la violence.

Une démocratie « canalisée » ?

Nombreux sont aujourd'hui, au Pakistan, ceux qui s'accorderaient à reconnaître que, dans un Etat qui a passé près des deux tiers de sa brève existence sous des régimes d'exception, la seule solution réaliste passe, dans un premier temps du moins, par un partage du pouvoir entre l'armée et les civils, c'est-à-dire par une démocratie « canalisée ».

Reste le grain de sable qui, dans cette hypothèse, bloquerait la machine : le P.P.P. Car chacun en convient, le P.P.P. ne peut accepter Zia et réciproquement. A une nuance près. Ce qui fait problème pour le président pakistanais, ce n'est pas tellement la formation de l'ancien premier ministre que sa famille, c'est-à-dire ceux qui, demain, réclameraient vengeance. Mais le parti est loin d'être monylithique, et il est en son sein des responsables plus portés que d'autres vers le compromis.

Jusqu'à présent, le général Zia a surtout cherché à gagner du temps. Sans parvenir toutefois à trouver la solution qui permettrait de sortir de l'impasse. Dans un pays bâillonné, une opposition privée de la plupart de ses dirigeants n'a pas hésité à le défier. Psychologiquement, c'est un tournant important. Désormais le temps lui est mesuré.

En ce sens le compte à rebours est effectivement commencé. Mais le général reste encore le maître du jeu. L'armée le soutient toujours. Les partis religieux, parfois hésitants, ne l'ont pas vraiment lâché. Et en attribuant l'agitation actuelle à la *« racaille »*, il a fort habilement ménagé les politiciens *« responsables »*.

« Je suis, aurait-il confié récemment, *le seul véritable homme politique de ce pays. »* Pensait-il, en disant cela, que, pour l'instant, son seul parti c'est l'armée ?

PATRICK FRANCES.

AMÉRIQUES

Mexique

« Nous devons payer nos dettes mais renégocier les délais de remboursement »

nous déclare le président de La Madrid

Le président mexicain, M. Miguel de La Madrid, devait, ce jeudi 1er septembre, dresser le traditionnel bilan annuel de l'État du pays. En la circonstance, ce sera aussi le bilan de ses neuf premiers mois de gestion. Le nouveau chef de l'État a reçu notre envoyé spécial Marcel Niedergang pour un entretien, le mercredi 31 août à Mexico. A l'ordre du jour : la situation économique et les problèmes centre-américains.

De notre envoyé spécial

Mexico. — Le Mexique affronte une crise d'une ampleur sans précédent, et le spectre des émeutes de 1968 hante les dirigeants et l'opinion. Avec une dette extérieure de 85 milliards de dollars, le pays était, il y a juste un an, au bord de la banqueroute. On peut dire aujourd'hui qu'il ne s'est pas effondré grâce, en partie, à la compréhension des banquiers internationaux, d'abord américains.

Les experts notent même, avec surprise et satisfaction, des signes encore modestes de redressement. Conséquence des coupes radicales dans les importations, la balance commerciale est positive depuis le printemps et le Mexique a pu, en août, rembourser des dettes contractées en 1982 auprès du gouvernement américain. Et il a signé un accord favorable sur le rééchelonnement de 11,4 milliards de dollars de dette publique, qu'il aurait dû rembourser à plus de cinq cents banques internationales d'ici à la fin de 1984. Un accord qualifié *« d'événement historique »* par le ministre mexicain des finances, M. Jesus Silva Herzog.

Mais le taux d'inflation, bien que réduit, reste excessif : environ 80 % l'an. Les mesures d'austérité imposées par le Fonds monétaire international ont des conséquences classiques, dramatiques pour les plus démunis : réduction sensible du pouvoir d'achat et hausse du chômage, illustrée par une aggravation spectaculaire de la criminalité.

Mais les vagues de grèves ont été, jusqu'à présent, contenues. L'explosion sociale redoutée n'a pas eu lieu. A la panique des derniers mois de 1982 a succédé une expectative morose, mais moins tendue.

« Y a-t-il eu, dès lors, un « miracle mexicain » ?

— Il n'y a pas de miracle et il ne peut pas y en avoir dans ce domaine, répond M. de La Madrid. Il y a eu une réponse vigoureuse et solidaire de la majorité des Mexicains. Nous avons accepté des réajustements douloureux, nous avons mis de l'ordre dans nos finances publiques, admis la réalité des changes et renégocié notre dette extérieure. Nous n'avons pas encore surmonté la crise, seulement obtenu un répit dans ses aspects les plus graves. Mais la crise est là...

— Vous avez l'impression de vivre sur un volcan ?

— Oui, mais j'ai l'habitude. Je suis né dans le Colima, où les *temblores* (mini-tremblements de terre) sont quotidiens. La situation est plus calme. Les secousses ont diminué d'intensité. Mais nous avons encore beaucoup à faire...

— Le coût social de cette austérité n'est-il pas trop élevé ?

— Malheureusement oui, la crise affecte le niveau de vie. C'est parce que les Mexicains vivaient au-dessus de leurs moyens que nous sommes dans cette situation.

— Pas tous, quand même...

Une solution planétaire

— Je dirais la majorité, d'un point de vue national. Nous n'avions pas pris les mesures indispensables, nous avons vécu dans l'illusion entretenue par le boom du pétrole. Nous nous sommes tous trompés, ceux qui nous ont incité à un endettement excessif et nous-mêmes. C'est un problème mondial.

— Croyez-vous possible la création d'un cartel de ces pays débiteurs d'Amérique latine, qui se réunissent le 5 septembre à Caracas ?

— Je ne crois pas à une renégociation globale de la dette extérieure des pays en voie de développement, et d'abord de ceux d'Amérique latine. Les situations varient selon les pays. Je ne partage pas le point de vue de ceux qui préconisent un large moratoire. C'est une solution qui n'est ni réaliste ni juste. Je pense que nous devons honorer nos engagements, payer nos dettes, mais renégocier les délais de remboursement en fonction de nos capacités. Cela ne veut pas dire qu'une concertation entre pays débiteurs n'est pas souhaitable, car il faut rechercher une plus grande coopération pour sortir tous ensemble de la crise économique. Je pense personnellement que cette crise est d'une telle ampleur que sa solution ne peut être que planétaire.

— Croyez-vous que la banqueroute éventuelle de certains pays très endettés pourrait provoquer une débâcle monétaire mondiale ?

— Je ne crois pas à une débâcle totale et absolue. Je sais que les pays créanciers disposent encore d'une marge de manœuvre pour protéger leur système financier. Mais je crois à une crise financière internationale très grave si l'on n'accorde pas de facilités à ceux qui en ont besoin. Et les plus affectés seront les pays en voie de développement, bien entendu...

— La renégociation de votre dette réduit-elle votre marge de manœuvre diplomatique ? C'est en Colombie et au Costa-Rica que les insurgés salvadoriens ont rencontré les envoyés de M. Reagan et du gouvernement salvadorien. Est-ce que cela implique une attitude plus timide du Mexique ?

— Absolument pas. Nous avons également participé à la préparation de ces contacts, à ce début de dialogue. Et ce qui nous intéresse, ce sont les résultats. L'accord est large et réel entre les quatre pays du groupe de Contadora (1). Peu importe où se déroulent les négociations. Le Mexique reste étroitement lié à la recherche d'une solution négociée en Amérique centrale et à l'approfondissement de la détente actuelle. Nous avons contribué au rapprochement entre les différents groupes salvadoriens et nous sommes satisfaits de constater que l'ambassadeur Stone (2) participe aux contacts, car les États-Unis sont une partie déterminante pour une solution des conflits. Il y a une pause, c'est vrai. Mais les risques demeurent. C'est pour cela que nous maintenons nos conversations avec tous les pays intéressés, avec les États-Unis comme avec Cuba.

Le climat s'améliore

— Cette pause n'est-elle pas due en partie aux pressions militaires des États-Unis ?

— Je ne le pense pas. Je considère plutôt que les actions de type militaire, comme les incursions des groupes armés au Nicaragua ou comme les grandes manœuvres américaines dans la région portent préjudice au climat de la négociation.

— Que pourrait faire Cuba pour accélérer cette détente ?

— Cuba a déjà réagi positivement et rapidement à l'appel lancé par le groupe de Contadora. Fidel Castro a montré qu'il était dans les meilleures dispositions pour collaborer à cet effort de pacification négociée dans la région. Concrètement : en proposant de retirer ses conseillers militaires si le Nicaragua en était d'accord.

— Et que pourrait faire, selon vous, l'Union soviétique ?

— Le mieux que les Soviétiques puissent faire est de ne pas intervenir. Qu'ils affirment clairement qu'ils n'entendent pas intervenir.

— Quel est, après votre dernier et récent entretien avec M. Reagan, votre interprétation de la politique de Washington en Amérique centrale ?

— Il me semble que la pensée fondamentale de M. Reagan est sa crainte d'une intervention de l'Union soviétique et de Cuba dans les conflits d'Amérique centrale. Et il m'a dit qu'il avait le sentiment que la volonté de négociation ne s'était pas encore manifestée dans la pratique avec suffisamment de netteté et d'ampleur. Il m'apparaît, personnellement, que l'on observe une attitude objective et de bonne foi en faveur de la négociation de la part du Nicaragua. Managua l'a prouvé tout récemment dans son conflit avec le Costa-Rica. Ce qu'il faut, c'est accroître la crédibilité réciproque de toutes les parties en cause. Et, pour moi, il est très important qu'il y ait un dialogue franc, ouvert et direct entre les États-Unis et le Nicaragua.

— Mais les Etats-Unis ne sont pas très disposés à ce dialogue...

— Le climat s'améliore de ce point de vue. Les derniers entretiens de M. Stone avec les dirigeants de Managua ont été positifs. Il faut poursuivre dans cette direction.

— Est-ce que vous signeriez aujourd'hui une nouvelle déclaration franco-mexicaine sur le Salvador, comme celle d'août 1981 ?

— L'évolution de la situation en Amérique centrale nous conduit à penser qu'il faut s'efforcer de réduire les tensions par des mécanismes latino-américains. Je reconnais le comportement de bonne foi de la France et d'autres pays européens, en particulier l'Espagne, pour rechercher une solution négociée. La déclaration franco-mexicaine a eu son rôle et son opportunité. Les faits ont donné raison aux arguments qui justifiaient cette déclaration, puisque les parties adverses ont commencé à dialoguer. L'attitude de la France, de l'Espagne et de la Communauté européenne a eu une puissante influence morale dans les conflits d'Amérique centrale. Les causes profondes de ces conflits sont économiques et sociales. C'est le sous-développement qui est à la base de tout. Si l'Europe, les États-Unis, le Japon et les Latino-Américains sont disposés à collaborer à des plans de développement des pays centre-américains, en accord avec les objectifs des gouvernements de ces pays, nous irons dans la bonne direction. »

Propos recueillis par
MARCEL NIEDERGANG.

(1) Outre le Mexique, le groupe dit « de Contadora », qui travaille à substituer le dialogue à l'affrontement en Amérique centrale, compte avec la participation de la Colombie, du Venezuela et du Panama. La France appuie ses objectifs.

(2) M. Richard Stone, émissaire permanent de M. Reagan en Amérique centrale, participe, ces jours-ci, à une série de rencontres, au Costa-Rica et en Colombie, avec des leaders révolutionnaires salvadoriens.

États-Unis

UN TÉMOIN CONTESTE LE RAPPORT DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE SUR KLAUS BARBIE

Los Angeles *(A.F.P.)*. — Les services de renseignement américains en Europe connaissaient les activités passées de Klaus Barbie dès 1945, donc deux ans avant de l'engager, a affirmé, mercredi 31 août, un ancien membre des services de contre-espionnage américains. M. Michel Thomas, un résistant français qui fut arrêté et interrogé par le chef de la gestapo de Lyon, a indiqué à Los Angeles (Californie), dans une conférence de presse au centre Simon-Wiesenthal, qu'il avait travaillé pour ces services à Munich après la guerre et qu'une partie de sa tâche avait consisté à réunir une documentation sur le « boucher de Lyon » et d'autres dirigeants nazis.

M. Thomas, qui est devenu homme d'affaires à New-York, s'est déclaré outré par le contenu du rapport récemment publié par le département américain de la justice et selon lequel l'armée américaine aurait engagé Barbie en ignorant tout de son passé (*le Monde* du 18 août). M. Thomas s'est étonné que des officiers américains aient pu négliger les dossiers dont ils disposaient à Munich et qui faisaient état de meurtres et de tortures commis sous l'autorité de Klaus Barbie.

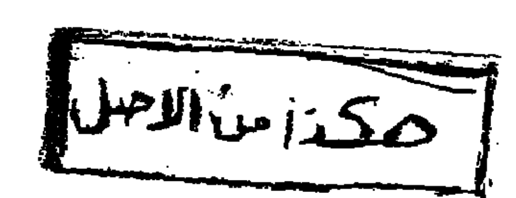
Nicaragua

LES ÉVÊQUES S'OPPOSENT AU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

Managua *(A.F.P.)*. — La Conférence épiscopale nicaraguayenne s'est prononcée, le mercredi 31 août, contre une loi instituant le service militaire obligatoire, adoptée le même jour, à l'unanimité par le Conseil d'Etat sandiniste.

Dans un communiqué, dont la censure gouvernementale a interdit la publication dans le quotidien d'opposition *la Prensa*, les évêques nicaraguayens estiment que *« personne ne peut être obligé à prendre les armes pour défendre une idéologie déterminée avec laquelle il n'est pas d'accord, ni de faire un service militaire au profit d'un parti politique »*. La Conférence épiscopale considère que la loi confond les *« concepts de patrie, Etat, révolution et sandinisme »*. *« Ces mots,* ajoute le communiqué, *ont un contenu spécifique distinct et des valeurs juridico-politiques très diverses. »*

Pour l'Eglise nicaraguayenne, ce projet vise à convertir le service militaire en un *« centre d'endoctrinement politique en faveur du parti sandiniste »*. Cette loi, dans ses points fondamentaux, a un *« caractère partisan obéissant aux principes généraux de toutes les législations de type totalitaire »*, souligne enfin le communiqué.



Le Monde

politique

A L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES JEUNES DÉMOCRATES-SOCIAUX

Une carte à jouer

En recevant M. Raymond Barre, mercredi 31 août, les jeunes centristes et les responsables du C.D.S. ont accueilli leur futur candidat à l'élection présidentielle. Ils n'ont pas cherché à *cacher leur fierté d'avoir été « les premiers »* à se placer aux côtés *de l'ancien premier ministre* : un homme qui n'a *« jamais raconté d'histoires au pays »* (M. Méhaignerie), qui n'a jamais défendu une *« morale de la facilité »* (M. Stasi).

Bien sûr, un choix n'est jamais définitif, et les centristes insistent sur leur volonté de ne s'inféoder à personne. Ils ont souffert d'une certaine allégeance à M. Giscard d'Estaing, et certains pensent y avoir perdu un peu de leur âme. Après avoir été qualifiés de « giscardiens », les centristes veulent ne pas être reconnus que comme « barristes ». *Mais ils pensent qu'avec M. Barre ils ont enfin une carte à jouer, un avenir à construire, en* restituant au courant démocrate-*chrétien une nouvelle vivacité, en* substituant, comme l'explique *M. Bernard Stasi, aux valeurs « déclinantes »* de la gauche leurs propres valeurs qui *« tendent à correspondre à nouveau aux aspirations des Français ».* Ceux des centristes qui pensent qu'au temps du M.R.P. une pensée démocrate-chrétienne ne pouvait se restructurer qu'à l'ombre du général de Gaulle peuvent considérer aujourd'hui qu'une pensée d'inspiration humaniste pourrait s'épanouir à l'ombre de M. Raymond Barre, dans la mesure, notamment, où celle-ci a le mérite de se substituer à celle, plus envahissante, de M. Giscard d'Estaing.

Si les centristes ont, avec l'ancien premier ministre, une carte à jouer, M. Raymond Barre a, lui aussi, en cette rentrée politique, des choix à faire. En deux ans d'opposition, il est parvenu à s'évader de l'étroit créneau du *« meilleur économiste de France »,* mais il n'a pas encore *réussi à élargir l'éventail* sociologique et politique de ceux qui *pourraient se rallier à lui.* Il n'est pas encore celui vers lequel pourrait basculer une certaine élite, déçue par la politique actuelle mais certainement pas prête à pencher du côté de M. Chirac ou de M. Giscard d'Estaing.

M. Barre doit, en fait, veiller à ne pas se laisser verrouiller par un entourage – quel qu'il soit –, comme se sont laisser enfermer les deux autres chefs de file de l'opposition. Il ne doit pas non plus se faire ligoter par un électorat potentiel que le situerait beaucoup plus à droite qu'il ne souhaiterait l'être.

M. Raymond Barre a sans *doute aussi à cœur de ne pas* être l'homme d'une seule situation, de ne pas correspondre à un seul cas de figure, celui selon lequel seule une aggravation de la crise économique inciterait les Français à rechercher en lui un nouveau Pinay. L'ancien premier ministre peut chercher à devenir un rassembleur. Le moment venu, il s'appuierait notamment sur les centristes qui se sentent proches des « modérés » de l'actuelle majorité. Cette ouverture-là n'est certes pas la carte que joue actuellement M. Barre. Mais ce pourrait être un jour, au-delà des sympathies qu'il suscite au P.R., de l'attachement que lui voue le C.D.S. et de l'intérêt qu'il rencontre chez quelques militants du R.P.R., une stratégie possible.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

M. Barre : la gauche est tombée de toute sa prétendue hauteur

Pour la quatrième année consécutive, les *trois cents jeunes démocrates-sociaux*, réunis en université d'été à Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), *ont accueilli* mercredi 31 août M. Raymond Barre. Leur président, *M. Jean-Pierre Abelin*, a souligné : *« Nous ne sommes pas des barristes de la onzième heure. »*

S'adressant à M. Barre, il a ajouté, sous les applaudissements – enthousiastes – des jeunes centristes et de leurs aînés, responsables du C.D.S., MM. Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot et Bernard Stasi : *« Nous n'avons pas attendu votre montée en puissance dans les sondages pour vous reconnaître des qualités d'homme d'État. »*

De notre envoyée spéciale

Forcalquier. – Les réflexions de M. Barre portent davantage sur la *« déroute intellectuelle de la gauche »* et sur les objectifs que doit se fixer l'opposition que sur la politique économique du gouvernement. L'ancien premier ministre souligne toutefois : *« Notre pays offre aujourd'hui à tout observateur un morne paysage »*, et il dénonce notamment le caractère *« artificiel »* d'une politique économique qui *« engage inéluctablement le pays sur la voie du déclin comme ce fut le cas pour l'Angleterre au temps du gouvernement travailliste ».* M. Raymond Barre ne parle pas davantage de politique extérieure, si ce n'est pour souligner que cette politique l'inquiète *« par ses partis pris idéologiques, ses contradictions et ses flottements ».* Il ajoute qu'il *« approuve la décision du président de la République d'avoir envoyé un détachement militaire au Tchad »* *(lire page 3).*

Ce qui *« frappe le plus »* M. Barre aujourd'hui, c'est la *« déroute intellectuelle qui se manifeste dans les rangs de l'actuel pouvoir et de l'actuelle majorité (...). La gauche*, s'exclame-t-il, *est tombée de toute sa prétendue hauteur ! Ses chefs tiennent devant des troupes désorientées un langage en tous points contraire à celui des campagnes électorales. Apprentis sorciers de haut vol, ils ne parviennent plus à maîtriser les forces qu'ils ont déchaînées. » « Voici,* ajoute-t-il, *que le président de la République recourt à de fausses confidences dignes du meilleur marivaudage politique pour faire savoir au pays que le succès l'a grisé mais qu'il a vite compris la nécessité de la rigueur, avant ses ministres et même en dépit de certains d'entre eux (...). » « Voici,* poursuit M. Barre, *que le porte-parole du gouvernement appelle à la rescousse les « intellectuels de gauche » (...). » « L'un des mages qui se sont ainsi exprimés,* ironise-t-il, *a livré la raison de ce Waterloo où tant de Blücher apparurent à la place des Grouchy attendus. »* Et de citer les propos de M. Léon Schwartzenberg, qui écrivait dans nos colonnes (*le Monde* du 11 août 1983) : *« L'exercice du pouvoir ne convient pas à la gauche » ! « Pourrait-on mieux dire ? »*, se demande avec un certain amusement M. Barrre.

« L'esprit et les mains libres »

L'ancien premier ministre estime que l'opposition a une *« tâche principale »* qui est d' *« aider les Français – tous les Français – à surmonter leurs inquiétudes et leurs incertitudes, à garder confiance ou à reprendre confiance en l'avenir et à en percevoir les exigences. » « Nous avons surtout*, affirme-t-il, *à aider* [les Français] *à comprendre que la société libérale moderne à laquelle nous sommes attachés peut concilier l'efficacité économique et le progrès social et contribuer à l'instauration d'une plus grande justice entre les hommes. »* Il conseille la patience : *« Laissons au microcosme l'agitation, la précipitation (...). Laissons les temps s'accomplir dans le respect scrupuleux de la Constitution et des lois de la République. »*

M. Barre dit sa méfiance envers *« les grands projets et les vastes programmes qui n'ont rien à voir avec une grande ambition nationale ».* Il ajoute : *« Il faut, pour l'avenir, garder l'esprit libre et les mains libres. »* A ce propos, il évoque Paul Valéry, qui écrivait : *« Un homme sérieux a peu d'idées. Un homme à idées n'est jamais sérieux. »*

M. Raymond Barre se défend de plaider pour un *« cynique opportunisme ». « Il faut tout au contraire,* explique-t-il, *affirmer nos convictions en évitant tout sectarisme et développer avec tous les Français de bonne foi et de bonne volonté un dialogue loyal sur les grandes orientations de la politique qu'il conviendrait de mener pour permettre à la France de faire face au défi de l'avenir. »* Selon l'ancien premier ministre, *« tout l'effort d'explication et de conviction doit porter sur deux grand thèmes : redressement et rénovation ». « Il est inutile,* pense M. Barre, *de se noyer dans les détails d'une action qui ne pourront être arrêtés que le moment venu, en fonction des circonstances. »*

Il fixe les principes de cette action : *« Restaurer l'autorité de l'État, redonner à nos entreprises la prospérité et la compétitivité indispensables pour investir, assainir nos finances publiques et sociales, rembourser aussi vite que possible nos dettes à l'égard de l'étranger, rénover notre système d'éducation et nos universités, rénover notre système administratif et notre système de relations sociales, enfin rénover notre système de protection sociale en instituant une combinaison plus efficace de la solidarité nationale et de la participation individuelle pour la couverture des risques. »*

Il insiste aussi sur la nécessité de *« maintenir l'indépendance et la crédibilité de notre défense »*, et il se prononce pour *« une organisation confédérale des pays d'Europe occidentale capable de faire respecter leurs intérêts et de faire entendre leur voix dans les domaines de la politique étrangère, de la politique de défense et de l'économie ».*

C. F.-M.

M. PINTON : nous avons refait l'U.D.F.

« Je ne crois pas aux idéologies mais aux projets concrets. Et je suis pour les tendances contre l'unanimisme », déclare M. Michel Pinton dans l'hebdomadaire *Paris-Match*. Le secrétaire général de l'U.D.F. répond ainsi à M. François Léotard, secrétaire général du P.R., qui souhaite *« dépasser le cartel électoral pour aller plus loin dans l'homogénéité idéologique ».* Pour M. Pinton, l'U.D.F. est un *« mouvement qui rassemble surtout des individualistes »* et sa richesse, *« le foisonnement dans la diversité »*, doit être préservée.

Le secrétaire général de l'U.D.F. reconnaît qu'il existe au sein de sa formation *« des tentations, des ferments d'éclatement » « Tous les six mois ou presque,* souligne-t-il, *la presse annonce que tel ou tel parti va rompre avec l'U.D.F... puis la fièvre retombe. Et l'U.D.F. est toujours là. »* Il ajoute : *« En mai 1981, nous étions au niveau zéro. Jean Lecanuet et moi avons refait l'U.D.F... et, tant que nous avons été là, l'U.D.F. a tenu debout, unie ».*

DÉCÈS DE M. JEAN-MARIE TUSQUES, CONSEILLER MUNICIPAL DE NANTES

Nous apprenons le décès, survenu à Nantes, le lundi 29 août, de M. Jean-Marie Tusques, conseiller municipal (Mouvement gaulliste populaire) de Nantes. M. Tusques était âgé de soixante-quatorze ans.

[Né à Marseille le 11 mai 1909, Jean-Marie Tusques s'engagea dès 1941 dans la Résistance et organisa, notamment, le service de santé F.F.I. des Bouches-du-Rhône. Participant activement aux combats pour la libération d'Aix-en-Provence en 1944, son engagement lui valut la croix de guerre 39-45 et la médaille de la Résistance.

Après avoir obtenu en 1943 un doctorat ès sciences naturelles, il fut, de 1946 à 1948, doyen de la faculté de Kaboul (Afghanistan), puis maître de conférences agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon. Diplômé de l'Institut de criminologie de Paris, agrégé des facultés de médecine en histologie et en embryologie, il fut nommé professeur titulaire de chaire à la faculté de médecine de Nantes en 1958. Il y enseigna la psychologie, la psychiatrie et la sexologie. Il participa à plusieurs missions internationales sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé.

Jean-Marie Tusques, gaulliste de gauche (Mouvement gaulliste populaire), avait été élu conseiller municipal de Nantes en 1977 comme membre de l'équipe d'union de la gauche conduite par Alain Chénard, député P.S. Il avait été réélu en mars 1983. M. Tusques était officier de la Légion d'honneur.] – *Corresp.*

● *M. Michel Vauzelle*, porte-parole de la présidence de la République, a annoncé, le 31 août, que le chef de l'État souhaitait s'entretenir *« dans le courant de la semaine prochaine »* avec les trois principaux dirigeants syndicaux, MM. André Bergeron (F.O.), Henri Krasucki (C.G.T.) et Edmond Maire (C.F.D.T.).

● *L'Institut Marcel-Cachin*, qui *se propose d'appliquer le marxisme* à l'étude des problèmes bretons, a tenu son assemblée constitutive, le 13 août dernier, dans la maison qu'avait habitée Cachin (l'un des fondateurs du P.C.F., mort en 1958), à Plourivo (Côtes-du-Nord), en présence, notamment, de MM. Anicet Le Pors, secrétaire d'État chargé de la fonction publique, François Leizour, ancien député (P.C.F.) et ancien maire de Guingamp, et Jean Le Lagadec, chef du service politique de *l'Humanité.*

* Dr Jean-Yves Follezou, 35, rue de la Madeleine, 22200 Guingamp.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 31 août, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

● LA DEUXIÈME TRANCHE DU FONDS SPÉCIAL DES GRANDS TRAVAUX

La création du Fonds spécial des grands travaux par la loi du 3 août 1982 a d'ores et déjà permis d'entreprendre, dans des délais rapides, une première tranche de 10 milliards de francs environ de travaux supplémentaires financée à concurrence de 4 milliards de francs par le Fonds. Ces investissements dans le domaine des infrastructures de transport et des économies d'énergie ont entraîné des commandes importantes pour le secteur du bâtiment et des travaux publics et ont contribué au soutien de l'emploi.

La poursuite de cette action revêt un caractère prioritaire pour le dernier trimestre de 1983 et pour 1984.

Dans ce but, le premier ministre a présenté un projet de loi ayant pour objet de majorer de 2 centimes par litre, en août 1984, la taxe spécifique sur les carburants, qui alimente le Fonds spécial des grands travaux. Cette disposition permettra d'apporter, à hauteur de 4 milliards de francs, les financements nécessaires à la réalisation d'une deuxième tranche de grands travaux d'un montant total de plus de 10 milliards de francs dans les mêmes secteurs d'activité, auxquels s'ajoutera celui des économies d'énergie dans l'industrie.

Les engagements correspondants pourront être pris à partir du dernier trimestre de 1983, dès le vote de la loi.

Le principe d'une troisième tranche, pour prendre la suite de ce dispositif, a été retenu et donnera lieu à un texte qui sera soumis au Parlement au printemps 1984.

(Lire page 21.)

● QUOTE-PART DE LA FRANCE AU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le ministre de l'économie et des finances a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international et à l'accroissement de sa participation aux accords généraux d'emprunt.

L'accroissement des ressources du Fonds monétaire international avait été préconisé par la France dès septembre 1981, afin de relever le défi de la récession, de redonner l'espoir aux pays les plus pauvres et de conforter le système financier international.

En premier lieu, le relèvement général des quote-parts du F.M.I. permettra de porter ces dernières de 61 à 90 milliards de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), ce qui représente une augmentation de 47,5 %. A cette occasion, la part de la France, quatrième pays contributeur, a été relevée à 4,98 % du montant total des quote-parts (contre 4,71 % actuellement).

En second lieu, les ressources que les onze principaux pays industrialisés se sont engagés à mettre à la disposition du F.M.I. au titre des accords généraux d'emprunt, seront globalement accrues de 6,4 à 17 milliards de D.T.S. Ces ressources, qui seront complétées par une contribution particulière de l'Arabie Saoudite, pourront désormais être utilisées au profit de l'ensemble des pays membres.

Au total, les ressources mises à la disposition du F.M.I. représentent une croissance d'environ 75 % par rapport à la situation actuelle. Elles permettront au F.M.I. de mieux aider les nombreux pays en voie de développement à rééquilibrer leurs paiements extérieurs et à redresser leur économie.

● OBLIGATIONS DE SERVICE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Sur proposition du ministère de l'éducation nationale, le conseil des ministres a adopté un décret relatif aux obligations de service d'enseignement des professeurs d'université, des maîtres assistants, des chefs de travaux et des assistants.

(Lire page 10.)

● ORGANISATION ET DURÉE DU TRAVAIL A BORD DES NAVIRES

Le secrétaire d'État auprès du ministre des transports, chargé de la mer a présenté au conseil des ministres un projet de décret relatif à l'organisation et à la durée du travail à bord des navires.

Ce texte est pris en application de l'ordonnance du 25 mars 1982, dont le but est d'étendre et d'adapter aux personnels de la marine marchande les dispositions de l'ordonnance relative à la durée du travail, aux congés payés et à la limitation du recours aux contrats à durée déterminée.

Le décret adopté fixe les règles d'organisation du travail à bord des navires de pêche et de commerce. Il précise en particulier les possibilités d'aménagement et de répartition des horaires de travail dans la semaine ou dans une période autre que la semaine, ainsi que les conditions et les limites dans lesquelles des dépassements de la durée quotidienne maximale ou des heures supplémentaires hebdomadaires peuvent être effectués.

● CATASTROPHE NATURELLE DANS LE PAYS BASQUE

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a présenté au conseil des ministres une communication sur la catastrophe qui a dévasté le Pays basque ainsi que quelques communes des Landes. Les moyens de secours ont été déployés avec célérité et efficacité. Des mesures ont été prises pour éviter toute pollution par les fûts de déchets toxiques venus du territoire espagnol.

Selon une première évaluation, les dégâts aux biens privés dépasseront 20 millions de francs et les dommages à la voirie locale 25 millions de francs.

Dans ces conditions, il a été décidé d'appliquer la loi du 13 juillet 1982 qui permet l'indemnisation par les assurances des victimes de catastrophe naturelle. L'arrêté concrétisant cette décision paraîtra au *Journal officiel* du 1er septembre.

(Lire page 9.)

● RENTRÉE SCOLAIRE

Le ministre de l'éducation nationale a présenté une communication sur la rentrée scolaire et sur les perspectives d'évolution du système éducatif.

I. – La rentrée scolaire 1983.

En 1983-1984, les lycées, les collèges et les lycées d'enseignement professionnel accueilleront une population scolaire dont l'augmentation peut être évaluée à 2,5 % (soit environ 80 000 élèves). Cette augmentation qui s'accompagne de la croissance des effectifs du préélémentaire (environ 55 000 élèves de plus) compensera très largement la réduction des effectifs du primaire (107 000 élèves de moins).

Cette évolution est le résultat positif de la politique menée depuis deux ans pour ouvrir plus largement le système d'éducation à tous les jeunes et pour lutter contre les échecs scolaires.

Les moyens mis en place, et notamment les emplois créés à l'éducation nationale en 1981, 1982 et 1983, doivent permettre de faire face à cette augmentation de la population scolaire, qui entraînera néanmoins une légère augmentation, en moyenne nationale, du nombre d'élèves par classe.

La rentrée a été activement préparée par les recteurs dès le printemps, en concertation avec l'ensemble de la communauté éducative. Un système d'information des familles est mis en place auprès de chaque recteur et de chaque inspecteur d'académie.

La préparation de la rentrée et la volonté de la réussir ont mobilisé l'ensemble des personnels de l'éducation nationale. Le gouvernement souligne les efforts qui leur ont été demandés, et qui se prolongeront tout au long de l'année scolaire.

II. – Les perspectives d'évolution du système éducatif.

Par-delà la rentrée 1983, le gouvernement poursuivra au cours des prochaines années les efforts entrepris depuis deux ans pour rendre plus démocratique et plus efficace notre système éducatif.

La priorité sera donnée :

– A la formation initiale et continue des enseignants ;

– A la rénovation des collèges ;

– A la réforme du premier cycle de l'enseignement supérieur ;

– Au développement de l'enseignement technique, en particulier par le doublement en quatre ans du nombre des instituts universitaires de technologie ;

– A la diffusion des technologies nouvelles (informatique, bureautique, électronique, machines à commande numérique, audio-visuel) dans l'ensemble du système scolaire et universitaire.

● RADIOS PRIVÉES LOCALES

Le secrétaire d'État chargé des techniques de la communication a présenté au conseil des ministres une communication sur l'application des dispositions de la loi du 29 juillet 1982 relatives aux radios locales privées.

Cette loi a marqué la conquête d'un nouvel espace de liberté. Une expression originale et diversifiée de la vie et des cultures locales a été rendue possible. A cette expression nouvelle, laissée à l'initiative des associations, ont été affectés tous les moyens disponibles sur la modulation de fréquence, qui était jusqu'alors exclusivement réservée aux pouvoirs publics dans le cadre du monopole de l'État.

Lorsque la Haute Autorité de la communication audiovisuelle aura achevé l'examen des dossiers qui lui ont été soumis, huit cents radios environ, dont quatre-vingts à Paris et en région parisienne, seront autorisées à émettre.

La publication au *Journal officiel* des autorisations d'émettre met fin à la période transitoire qui, en dépit du « code de bonne conduite » conclu avec les principales organisations de radios, avait été inévitablement marquée, essentiellement à Paris et dans quelques zones particulières, par un certain désordre entraînant des perturbations graves, non seulement pour les autres stations publiques ou privées autorisées, mais également pour des services publics essentiels (hôpitaux, sécurité publique, armées, sécurité du trafic aérien...).

Toutes les dispositions ont été prises pour assurer le respect des dispositions légales. Dans la plupart des cas, les stations non autorisées ont cessé leurs émissions sur simple injonction, et les stations autorisées se sont conformées aux conditions prescrites.

Il a été cependant nécessaire, ainsi que le prévoit l'article 97 de la loi, d'engager des procédures judiciaires vis-à-vis de quelques stations qui ne respectaient pas la réglementation. Ces mesures n'ont d'autre but que de garantir l'exercice des libertés accordées par le législateur, d'assurer aux services publics les moyens d'exercer leurs missions et de faire respecter tous les droits des usagers.

● POLYNÉSIE FRANÇAISE ET NOUVELLE-CALÉDONIE

Le secrétaire d'État chargé des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur les projets de réforme concernant la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie.

Les nouveaux statuts de ces territoires d'outre-mer prendront en compte, avec les adaptations nécessaires, les principes posés par la loi de décentralisation du 2 mars 1982, notamment en confiant à un élu la présidence du gouvernement local, et en supprimant le contrôle *a priori* sur les actes des autorités territoriales.

Les nouveaux statuts prendront également en compte les spécificités de chacun de ces territoires, dont les compétences seront élargies et qui bénéficieront ainsi d'une véritable autonomie interne au sein de la République française.

Le statut de la Polynésie est d'ores et déjà soumis à l'avis de l'assemblée territoriale. Il sera examiné par le Parlement au cours de la prochaine session.

Le statut de la Nouvelle-Calédonie, qui a fait l'objet, en juillet dernier et pour la première fois, à Nainville-les-Roches, d'une large concertation entre toutes les parties concernées marquera une étape dans l'évolution du territoire. En faisant une place particulière à la coutume mélanésienne dans les institutions locales, il abolira définitivement le « fait colonial », favorisera l'indispensable dialogue entre les communautés, permettra la promotion du peuple kanak et assurera la relance de l'activité économique, objectif indissociable de la mise en place du nouveau statut d'autonomie interne.

Le projet de loi relatif au nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie sera déposé devant le Parlement avant la fin de la session d'automne.

● LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE ET INSERTION DES POPULATIONS IMMIGRÉES

Mme le secrétaire d'État chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés a présenté les principaux points d'un ensemble de mesures interministérielles, qui exprime la volonté du gouvernement

RÉUSSIR

(Suite de la première page.)

Le lancement des grandes réformes – décentralisation, nationalisations, mesures sociales – devait au contraire être effectué sans tarder, ne serait-ce que pour trouver leur plein effet d'ici à 1988. Il était également important de bénéficier de l'« état de grâce ». Imagine-t-on ce que serait, aujourd'hui, le débat sur l'extension du secteur public si, par hypothèse, il était encore devant nous ?

La première année du gouvernement de la gauche a donc consisté à tenir la parole donnée.

Le pari de la rigueur

Le deuxième critère d'appréciation c'est le respect des réalités françaises. Qu'il s'agisse de nos grands équilibres économiques, bien sûr, mais aussi de la cohésion de la communauté nationale, la gauche ne peut pas se référer seulement à ses engagements, elle doit assumer les responsabilités du pouvoir et donc assurer une gestion, assurer la continuité de notre vie nationale dans toutes ses dimensions.

Ce qui signifie notamment que la gauche doit assumer non seulement les mesures positives, les progrès qu'elle favorise, mais aussi les décisions plus difficiles, plus contraignantes.

La deuxième année du gouvernement a ainsi été placée sous le signe d'un plan de rigueur inauguré par le blocage des prix et des revenus. *Cette décision, certes brutale, a permis, par ses répercussions psychologiques* autant que par ses effets mécaniques, de tenir le pari de la rigueur et d'obtenir de premiers résultats.

Bien sûr, notre volonté d'éviter les dérapages, notre souci de rétablir nos équilibres économiques dans un contexte de crise, prennent, d'une certaine manière, *la gauche à contre-pied*. Par tradition historique, par logique politique et aussi par tempérament, *elle est plus portée à réparer les humiliations, à privilégier la justice, qu'à gérer une société* et une économie dont elle conteste les structures et l'organisation.

Cette réelle difficulté d'adaptation se trouve aggravée par le fait que la gestion elle-même est contrariée par la crise économique. Mais qui peut penser que la gauche arrive *au pouvoir en période de prospérité,* quand les temps sont faciles ?

Si la gauche est devenue majoritaire, c'est d'abord parce que la droite a échoué. C'est parce qu'en dix ans elle n'a pas su trouver de réponse à la crise. C'est parce que la situation de la France s'était profondément dégradée, et que *les dirigeants habituels* se trouvaient sans réponse, que les citoyens *ont* choisi une autre politique.

La situation économique difficile créée par la crise d'un système qui n'est pas le nôtre fait peser sur nous des contraintes jusqu'alors inconnues, mais cette difficulté est incontournable car c'est aussi la gravité même de cette situation qui a été l'un des facteurs essentiels de la victoire de *la* gauche.

La fidélité à la justice

Le troisième critère que je retiens, après la fidélité aux engage*ments* et le respect des réalités nationales, *c'est la fidélité* à l'essence même du message de la gauche : la justice.

Oui, il nous faut prendre en compte la crise. Oui, il nous faut assumer la gestion, y compris les contradictions qu'elle comporte toujours, mais dans le respect de nos principes. Ce qui signifie, par exemple, que *les sacrifices* indispensables ne *doivent pas être demandés aux plus démunis,* que l'effort doit être justement réparti sur les autres. Sur tous les autres. Et pas seulement de manière proportionnelle mais aussi progressive.

C'est ce que nous avons fait et que nous continuerons de faire.

C'est vrai, par exemple, pour le pouvoir d'achat. Non seulement il a pu être, jusqu'à présent, maintenu en moyenne, mais les plus démunis ont connu une progression sensible, d'une part grâce à la revalorisation des prestations sociales, d'autre part grâce à un SMIC qui a vu son pouvoir d'achat augmenter de près de *15 % depuis mai 1981. Je rappelle qu'à l'inverse, au cours des deux dernières années, le pouvoir d'achat* a baissé *chez pratiquement* tous nos partenaires.

C'est vrai de notre politique de l'emploi, qui est sans doute la plus efficace des pays *industrialisés.* De*puis* deux ans, elle a *permis* de stabiliser le chômage alors qu'il a fortement progressé chez nos partenaires. Certes, l'absence de reprise fait peser de nouvelles menaces. Nous nous efforcerons néanmoins de préserver cet acquis.

C'est vrai de la fiscalité. Je disais que la croissance zéro entraîne des contraintes inconnues. C'est ainsi qu'à pression fiscale égale les rentrées dont bénéficient l'État et les régimes sociaux diminuent, alors même *que certaines chrges augmentent automatiquement, comme,* par exemple, *l'indemnisation du chômage.* Le poids des prélèvements est réparti aussi justement que possible. Un tiers des foyers fiscaux est, par exemple, totalement épargné par le prélèvement de 1 % destiné à compléter le financement de la Sécurité sociale, et deux tiers des foyers fiscaux *n'ont pas été soumis à l'emprunt* obligatoire.

C'est vrai de la sécurité des Français et de la lutte contre la délinquance. Pourquoi la gauche devrait-elle abandonner son message ? Qui ne voit que, dans l'ensemble des pays industrialisés, l'évolution de la délinquance est bien davantage liée à l'urbanisation qu'à la couleur politique des gouvernements !

L'action exemplaire conduite par le garde des sceaux restera comme l'un des aspects les plus riches et les plus positifs de la politique du gouvernement. *Face à la campagne* indigne dont il est la cible, je *souhaite* que *la gauche* se mobilise davantage. Ce qui est en cause, c'est l'honneur même de notre pays. Les arguments utilisés par certains dirigeants de l'opposition prouvent que la droite française est en pleine régression intellectuelle. Elle avait plus de dignité lorsque Georges Pompidou *manifestait sa compréhension pour* Gabrielle Russier, *ou même* quand Valéry Giscard d'Estaing serrait la main d'un détenu à Lyon !

L'enjeu décisif de la paix et de la guerre

Le quatrième et dernier critère pour juger d'une politique de gauche concerne le problème crucial, l'enjeu décisif, de la paix et de la guerre. Il appartient au chef de l'État et au gouvernement d'assurer la sécurité du pays, la sauvegarde de ses intérêts, en *travaillant toujours* à la paix, en favorisant le dialogue et la compréhension entre les peuples. Telle est bien la ligne constante de notre diplomatie depuis mai 1981.

Et,*si nos troupes sont présentes dans des pays étrangers, qu'il s'agisse* du Liban ou qu'il s'agisse du Tchad, c'est pour que cessent les affrontements, pour éviter que le sang ne coule et permettre que se nouent les négociations indispensables.

Les Français ont vu et apprécié la lucidité et la maîtrise dont témoigne le président de la République. Les décisions qu'il a arrêtées, en étroite collaboration avec le gouvernement, sont conformes aussi bien aux devoirs et aux engagements de la France qu'à la volonté constante des forces de progrès à travers le monde d'*assurer la primauté du droit sur la force. Là encore,* la gauche est fidèle à *elle-même, tout en* assumant l'ensemble des responsabilités qui lui ont été confiées par le pays.

Voici donc, me semble-t-il, les critères qui permettent de juger de la réussite d'une politique de gauche.

Avec 1983 va *s'achever le plan de* rigueur décidé en juin 1982. Déjà, on commence à percevoir les premiers fruits de l'action menée. Cela ne doit pas conduire à abandonner la rigueur. Il est bien évident que nous ne pouvons relâcher notre effort. La rigueur demeure notre règle tant que nous n'aurons pas atteint les objectifs que nous nous sommes fixés. C'est *vrai* notamment pour le commerce extérieur, mais aussi pour la lutte contre l'inflation et tout ce qui concourt au rétablissement de nos grands équilibres économiques.

En revanche, dès lors que la tendance au redressement se dégage et s'affirme, il est souhaitable que cesse la polarisation excessive *sur des indices économiques mensuels auxquels on cherche* à faire dire beaucoup trop. Ce qui compte, ce sont les tendances profondes, les évolutions longues et donc lentes. Elles s'améliorent et les aléas des indices ne peuvent plus masquer cette réalité.

Cultiver la morosité relève d'un choix politique. C'est une forme de démobilisation des citoyens. *Il ne s'agit pas de farder les réalités, mais il ne s'agit pas non plus de sombrer* dans le fatalisme et l'abandon.

Nous *traversons* une crise d'adaptation. Ce n'est pas la première que nos société ont eu à connaître. De la machine à vapeur à l'électricité et maintenant à l'informatique, que de mutations n'avons-nous pas eu à accomplir ? Notre optimisme lucide doit être fondé sur la conviction que cette crise d'adaptation, comme les précédentes, peut et doit être dominée. A une *condition toutefois : que nous fassions l'économie* de l'*exploitation humaine* qui a caractérisé les précédentes mutations. Quel serait le sens de la présence de la gauche au pouvoir si elle réalisait cette mutation sans tout faire pour garantir la protection sociale des travailleurs ?

Au terme du processus, ce qui compte pour nous, c'est d'améliorer les chances de la France. *Tel* est d'ailleurs l'enjeu du IXᵉ Plan. *Il définit les axes de la politique gouvernementale pour* les prochaines années, pour la période 1984-1988.

Voici venir le temps des réalisations

Après le lancement des principales réformes, après le plan de rigueur, voici venir le temps des réalisations : modernisation *industrielle,* rénovation des *filières de formation, développement de la recherche.* Il est d'*ailleurs significatif* que le principal effort, en matière de dotations budgétaires, bénéficie à ces trois secteurs. Les choix faits en faveur des nouvelles technologies, comme le fonds des grands travaux ou les projets d'urbanisme à Paris, préfigurent notre avenir et témoignent de notre confiance au-delà de la grisaille économique *quotidienne.*

Les douze priorités retenues par le IXᵉ plan ont déjà servi de référence pour les arbitrages budgétaires de ces dernières semaines. Comme il est naturel, en effet, le budget doit traduire les priorités du Plan, qu'il s'agisse de gagner des marchés pour notre agriculture, de conduire une politique familiale plus active, de garantir la sécurité des Français ou de préparer la communication, et donc la *culture de demain. La rigueur ne consiste pas à simplement accompagner* la crise au point de nous affaiblir irrémédiablement. Nous devons au contraire prendre soin de sauvegarder notre dynamisme afin de conserver la capacité d'accompagner une reprise dès qu'elle se manifestera. Cet effort est la condition d'un retour à une croissance plus rapide que celle de nos partenaires durant le IXᵉ Plan.

Le cadre est tracé, les moyens de l'État mobilisés, il nous appartient d'assurer désormais l'adhésion qui permettra notre réussite collective.

Cette adhésion est effectivement, à l'heure actuelle, insuffisante. Et je ne suis pas de ceux qui se résignent à une telle situation. L'adhésion populaire est nécessaire à tout gouvernement. Et elle ne doit pas être passagère. Il ne s'agit pas de s'adapter *aux sondages mais d'obtenir une compréhension en profondeur* de l'action engagée.

Pour y parvenir, la majorité a, bien évidemment, un rôle décisif à jouer. Depuis deux ans, l'œuvre réalisée l'a été dans le rassemblement des diverses composantes de cette majorité.

Ce rassemblement est notre force. Nous devons veiller à le préserver. S'il est naturel que la majorité se préoccupe d'étendre son *influence,* cela ne peut *signifier qu'elle soit* prête, dans le même temps, à *s'amputer.*

La démarche de chacun doit être claire et dépourvue d'ambiguïté. Si j'ai toujours dit que le débat au sein de la majorité est souhaitable et nécessaire, il doit être mené de manière à mieux faire apparaître les contraintes et à dégager les solutions possibles, et non à cultiver le rêve.

Faire montre de réalisme ne signifie pas abandonner tout esprit inventif. Bien au *contraire. Le problème majeur qui se pose au gouvernement* et à la majorité, c'est bien sûr l'absence actuelle de croissance. Il est dès lors particulièrement difficile de n'envisager l'action politique qu'en termes de répartition.

Il y a encore beaucoup à faire, dans bien d'autres domaines, pour changer la vie !

De la décentralisation aux nouveaux droits des travailleurs dans l'entreprise, pour que les *avancées inscrites dans la loi deviennent* des *réalités* sur le terrain, encore faut-il que le changement soit concrètement pris en charge. Et qui mieux que les membres de la majorité peut le faire ?

Faire montre d'esprit de responsabilité et d'une volonté de rassemblement, dans l'unité réelle de la majorité, telle doit être notre règle de conduite.

Effet fiscal et solidarité nationale

Trois dossiers, qui marquent la rentrée, doivent offrir l'occasion de manifester concrètement cet état d'esprit.

La fiscalité tout d'abord.

J'ai déjà dit que la charge de l'effort nécessaire devait être justement répartie. Faut-il rappeler à ce propos les nombreuses mesures de justice fiscale prises depuis 1981 par le gouvernement en faveur des contribuables modestes ? *Je citerai comme* exemples : *l'instauration d'une décote sur l'impôt sur le revenu,* permettant *l'exonération totale* des personnes payées au SMIC et *l'allègement* de la charge d'un million de contribuables ; l'octroi d'une *demi-part* supplémentaire de quotient familial aux personnes invalides chargées de famille ; l'extension de la déduction pour frais de garde aux ménages où les deux conjoints travaillent ; *l'exonération* de la taxe *d'habitation pour les personnes âgées non imposables* : *le relèvement* de 175 000 à 250 000 F de l'abattement à la base permettant d'exonérer les petites successions.

Encore convient-il de ne pas cultiver de fausses illusions. Il n'est pas vrai que l'impôt sur les grandes fortunes peut, à lui seul, dégager les sommes nécessaires au budget du pays. Il serait erroné de faire croire que tous les salariés peuvent être dispensés d'une contribution supplémentaire. Les Français comprennent que ceux qui bénéficient de revenus élevés doivent participer *davantage aux sacrifices que la crise* exige dans tous les pays, industrialisés ou non, se réclamant d'une idéologie libérale ou d'une économie centralisée.

C'est sur cette base que le gouvernement arrête les mesures fiscales pour 1984.

Refuser l'effort fiscal – et je le dis à l'intention de ceux qui sont concernés, – c'est tourner le dos à la solidarité nationale et à ceux de nos concitoyens qui sont touchés par le chômage. C'est, au-delà des mots, accepter la paupérisation de millions de Français.

Je sais bien que la mode, dans une partie des classes dirigeantes, est actuellement de célébrer la « *révolution conservatrice* » *américaine. Mais qui rappelle son prix ?* Qui souligne que le dynamisme et l'enrichissement des uns sont fondés, d'une part, sur l'échec et la marginalisation d'un cinquième de la population et, d'autre part, sur l'exploitation de couches *toujours renouvelées d'immigrants plus ou moins clandestins ? Aujourd'hui,* il s'agit de plus de dix *millions* d'immigrants hispanophones : Portoricains, Cubains et Mexicains.

C'est là une logique que nous refuserons toujours.

Nous nous efforçons au contraire d'aborder avec un esprit de justice et avec licidité les difficultés que nous rencontrons.

J'évoquais à l'instant la délicate question de l'immigration. Des mesures ont été arrêtées par le gouvernement. Elles correspondent à la politique d'un pays ouvert et fraternel. *Les réfugiés amenés à fuir toutes les formes de répression* doivent continuer de pouvoir trouver asile parmi nous dès lors qu'ils s'abstiennent de recourir au terrorisme et qu'ils respectent les règles des démocraties.

De même, il ne peut être question de renvoyer tous les travailleurs immigrés installés depuis des années en France avec leur famille et qui ont *contribué à notre prospérité commune.* Il faut, *au contraire,* les aider à réaliser l'insertion qu'ils souhaitent.

Chacun comprend en revanche que la France ne peut fournir du travail à tous ceux qui en cherchent de par le monde. Elle doit donc assurer un strict contrôle à ses frontières. Il faut que les étrangers qui sont autorisés à séjourner *sur notre territoire* soient *en situation de droit.* Ceux qui se trouvent en situation irrégulière seront donc, sous contrôle judiciaire, reconduits aux frontières.

Licenciements et lutte contre le chômage

Ces mesures sont d'autant plus nécessaires que de nouvelles menaces s'accumulent sur le front de l'emploi. Trop nombreux sont les chefs d'entreprise qui semblent croire que le retour à la prospérité ne dépend que du nombre des *licenciements qu'il conviendrait d'effectuer. Cette logique, qui s'abrite derrière un apparent souci des* équilibres économiques, ignore la nécessité, tout aussi contraignante, de maintenir les équilibres sociaux, le renouvellement des générations et la régénération de notre appareil de production.

A l'inverse, il n'est pas vrai que le refus, par principe, de tout licenciement favorise la politique gouvernementale de lutte contre le chômage. *Certes, il convient d'être vigilant dans ce domaine,* mais figer le *marché* du travail reviendrait à interdire les restructurations industrielles indispensables à la modernisation de notre appareil de production.

Tout est question d'équilibre. Nous ne laisserons pas augmenter le chômage dans des proportions qui finiraient pas pervertir notre société. La mémoire collective des Français conserve vivace le souvenir des risques que court la démocratie *lorsque trop de citoyens se voient fermer* les portes de l'espoir. Personne n'ignore plus que le chômage a fortement contribué à la montée du fascisme. Nous ne laisserons pas pervertir notre société.

Nous refusons, quoi qu'il arrive, de sacrifier une génération de Français. Les jeunes doivent trouver du travail, un emploi. C'est un impératif national. Avec la crise, le marché de l'emploi tend à devenir toujours plus rigide. Déjà les moins de vingt-cinq ans constituent près de la moitié des chômeurs.

Faut-il faire peser sur la génération *qui arrive à l'âge des responsabilités la plus lourde charge de l'adaptation de la société ?* Il y aurait là une situation à tout le moins paradoxale et un frein à la capacité de mutation de la société française. Par son inorganisation, notre société se priverait d'un ressort décisif. Sans même parler du grave risque que comporte le développement, chez des jeunes, d'une mentalité d'assistés, alors *qu'il conviendrait* au contraire de *les appeler à assumer leurs responsabilités.*

Le chômage *ne* peut être analysé seulement à partir de statistiques globales. Il nécessite une approche plus personnalisée. Et l'objectif central du gouvernement, dans la période actuelle, sera d'assurer le renouvellement naturel des classes d'âge, de favoriser l'entrée des jeunes dans la vie active en élargissant, coûte que coûte, *le courant régénérateur de tous ceux qui accèdent à un premier* emploi.

A l'inverse, *il* est *vrai* que des mesures particulières *devront être arrêtées au profit de tous ceux qui sont en fin d'activité professionnelle,* au chômage depuis de nombreux mois et dans des bassins d'emploi fortement touchés. Il conviendra de les conduire vers la retraite par des formules appropriées. C'est cela aussi une gestion plus personnalisée du chômage.

La reconquête de l'opinion

Voici tracées quelques perspectives de la politique économique et sociale du gouvernement. *Chacune des composantes de la majorité doit, à présent, se mobiliser pour la reconquête de l'opinion.*

Car ce n'est que par le rassemblement de toute la gauche et l'appel à la volonté de redressement des Français que nous réussirons.

Réussir, ce n'est *pas* retrouver les réalités d'hier, celles des années faciles. Un tel retour n'est au pouvoir d'aucun gouvernement de la planète.

Réussir, c'est assurer le rang de la France, et donc son avenir, dans le *nouvel ordre industriel qui se crée.*

Réussir, c'est opérer cette mutation en préservant nos acquis, et notamment le niveau de notre protection sociale. Cela, nous l'avons réalisé mieux que dans les autres pays *industrialisés.*

Réussir, c'est favoriser la justice. La crise accentue encore les inégalités, et le plus grand reproche que l'*on* peut adresser à la droite, c'est *de ne pas avoir profité de la période de croissance pour atténuer* les inégalités de la société française. Cette tâche, que nous avons engagée, est bien évidemment plus délicate lorsque la croissance fait défaut.

Réussir, c'est faire en sorte que la gauche s'identifie avec l'avenir de notre société et permette à la France d'être prête à relever les défis d'un nouveau monde qui s'avance.

PIERRE MAUROY.

★ Les intertitres sont de la rédaction du *Monde*.

des ministres

de *mener une politique* équilibrée *pour renforcer* la lutte contre l'*immigration* illégale et faciliter l'*insertion* des populations immigrées dans la vie sociale, économique et culturelle du pays.

I. – La situation de l'*emploi* et la nécessité d'améliorer *plus* rapidement les *conditions de vie* des immigrés *imposent une sévérité* accrue face à l'*immigration* illégale. La présence en France d'étrangers entrés clandestinement dans notre pays avant 1981, mais y disposant d'un emploi stable, a été régularisée. Cette opération décidée en juillet 1981 est maintenant arrivée à son terme. Comme il avait été alors prévu, les contrôles ont été renforcés afin que les clandestins soient systématiquement décelés, et déférés à la justice. *Depuis la loi* du 29 octobre 1981, *celle-ci* est habilitée à se pro*noncer* sur leur reconduite à la frontière. Simultanément, des moyens accrus seront consacrés à la lutte contre les employeurs de travailleurs clandestins.

Par ailleurs, une réduction ordonnée du nombre de travailleurs saisonniers venant de l'étranger est entreprise.

Ces *mesures* sont appliquées dans le respect des engagements internationaux de la France. C'est ainsi que des accords vont être signés avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, dont de nombreux ressortissants *viennent* en France pour des séjours de courte durée : un diptyque facilitera à partir de l'automne le respect et le contrôle des règles fixant les conditions de leur séjour ; pour les visites privées, une attestation d'accueil, signée de leur hôte et visée par le maire, le consulat ou l'autorité de police sera exigée.

Dans le cadre des relations bilatérales de coopération, l'accent sera mis sur la formation-retour, afin d'aider à se réinsérer dans leur pays d'origine ceux des travailleurs immigrés qui le souhaitent.

II. – L'insertion des immigrés et de leurs familles appelle par ailleurs des mesures nouvelles. Les restrictions géographiques ou professionnelles sont levées pour les titres de travail de trois ans, et allégées pour les titres d'un an ; diverses autres simplifications, dont la mise en place d'un titre unique, ont été mises à l'étude.

Afin d'améliorer le dialogue entre tous, la commission *nationale* de la main-d'œuvre *étrangère est transformée en une instance où les associations d'immigrés seront* largement *représentées.* Départements et com*munes sont* invités à créer de semblables lieux de concertation.

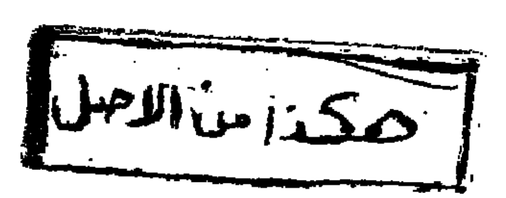
Les *commissaires* de la République disposeront, en concertation avec les élus locaux, d'un pouvoir d'affectation de crédits pour la résorption de l'habitat insalubre. Afin de faciliter les relogements nécessaires, la procédure des contrats d'agglomération sera renforcée.

Les moyens d'action scolaire, culturelle, de formation professionnelle, d'information, et la procédure de contrats d'agglomération entre l'État et les collectivités locales vont par ailleurs être renforcées.

Des sous-préfets seront nommés dans les principaux départements pour assurer la coordination de ces multiples mesures.

Face aux drames récemment déplorés, le gouvernement entend ainsi poursuivre la lutte contre les causes d'intolérance, de racisme et de violence, en améliorant les condi*tions* de vie des travailleurs immigrés et de leurs familles, en facilitant l'insertion de ceux qui y *aspirent* légitimement, tout en assurant le respect de la loi et des libertés individuelles pour tous.

(Lire page 21.)



POLITIQUE

POINT DE VUE

La désinformation

II. — La plus juste des causes

par ALAIN PEYREFITTE (*)

La gauche n'a pas tenu sa promesse d'assurer l'indépendance de l'information comme le prouve *la façon dont les médias* passent sous silence de nombreux faits, qui déplaisent au pouvoir (*le Monde* du 1er septembre). Cette « désinformation » apparaît aussi dans la manière dont les résultats des diverses élections ont été présentés depuis 1981.

On a réussi à faire croire aux Français que si le premier tour des *municipales* de mars 1983 avait été favorable à l'opposition, le second avait *marqué* la « victoire de la gauche ». « Deux manches qui s'équilibrent ». « Un match nul ». « La majorité garde sa prépondérance ». Et même : « La droite reflue en désordre ».

Les intellectuels ont, depuis lors, interrogé les politologues, ou lu leurs études, notamment dans ces colonnes. Ils n'en ont pas trouvé un *seul qui confirmât cette analyse*. Ils ont constaté qu'elle ne résiste pas à *l'examen. Dès le premier tour*, l'opposition avait regagné la plupart des *villes qu'elles détenait* précédemment, et avait même gagné celles *qui étaient* le plus à sa portée. Ces deux tours n'avaient donc rien de comparable, à la différence de ce qui se passe pour les élections présidentielles, voire législatives, où la plupart des électeurs votent aux deux tours. Le 6 mars, *tous* les électeurs ont été appelés à voter. Le 13 mars, *le tiers* d'entre eux seulement, et à peu près uniquement dans les secteurs que la « gauche » tenait solidement. *Cet échantillon n'était nullement représentatif de l'ensemble du pays, mais de la partie du pays fortement dominée par la « gauche »*.

Au premier tour, dans les 221 villes de plus de 30000 habi*tants*, la « gauche » a reculé, *entre* 1977 et 1983, de 50,8 % de suffrages *exrimés* à 44,3 % (– 6,5 %) : la « droite » a avancé de 46,3 % à 53,6 % (+ 7,3 %) cependant que les « divers » reculaient de 2,9 % à 2,1 % (1). Dans les villes de plus de 100000 habitants, où le scrutin revêtait le plus une signification politique, la « gauche » recule de 11,7 points par rapport au 10 mai 1981, référence de notre vie politique pour sept ans. Elle s'effondre dans les villes détenues par l'opposition, tombant de 48 % à 33 %. Les pertes sont moindres dans les communes détenues par la « gauche », où son réseau d'élus locaux lui a permis de se cramponner. Mais rien ne lui permet d'espérer que, dans une élection présidentielle, voire législative, cette prime au sortant, classique dans les municipales, jouerait encore (2).

Le second tour, il est vrai, a permis à la « gauche » de se maintenir dans certains secteurs où elle paraissait si menacée que des pronostiqueurs imprudents de l'opposition avaient escompté son échec. On a présenté ce scrutin comme un correctif du premier tour. Or, dans les soixante et onze ballottages (villes de plus de 30 000 habitants et secteurs des trois métropoles Paris, Lyon, Marseille) les voix de « gauche » sont passées de 46,9 % au premier tour à 48,5 % au second (+ 1,6 %) ; les voix de « droite » de 49.7 % à 51,3 % (+ 1,6 %) ; cependant que les « divers » tombaient de 3,4 % à 0,2 % (– 3,2 %). Les « divers » (essentiellement les voix écologistes) du premier tour se sont répartis *exactement* de la *même* manière, au second tour, entre « *gauche* » et « *droite* » (3) (contrairement à leur habitude, qui était de se tourner aux deux tiers vers la « gauche », au tiers vers la « droite »). *La « gauche » et la « droite » ont, dans l'ensemble du pays, progressé exactement du même pas*, malgré la diversité des situations locales. Ce qui a permis à la « gauche » de l'emporter — de justesse — dans les secteurs où elle était le mieux implantée. M. Mauroy gagnait à Lille... mais surtout grâce à la fusion, à laquelle il avait opportunément procédé, avec la commune « rouge » d'Hellemmes ; *M. Defferre* gagnait à Marseille... mais avec 3 400 voix *de moins que la liste* adverse.

Dans un sondage IFOP-R.T.L. portant sur 9 000 électeurs interrogés à la sortie des urnes lors du premier tour, 14 % des électeurs ayant voté pour l'opposition nationale aux municipales disent avoir voté pour François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle.

Tous les chiffres concordent. Premier et second tours confondus, quelque 7 % des Français ont retourné leur vote en vingt-deux mois. Un tel renversement en si peu de temps, c'est une amplitude inédite dans l'histoire politique française ; quand on sait que des déplacements de l'ordre de deux points ont suffi, en 1936 comme en 1981, à faire basculer le sort des urnes en faveur de la « gauche » ; quand on sait que la précédente majorité a attendu dix-neuf ans pour essuyer sa lourde défaite de 1977, au plus haut période de l'« Union de la gauche ».

Lionel Jospin avait courageusement annoncé avant le scrutin que « *dix ou même quinze villes perdues ne seraient pas un désastre* ». Un tel pessimisme souleva tant de remous à gauche, que Pierre Mauroy s'empressa de dire que « *la gauche ne devait pas perdre une seule ville, un seul village* ». Elle perdit trente et une grandes villes, pour n'en gagner qu'une ; tous ses secteurs à Paris et à Lyon, et plusieurs à Marseille ; des centaines de villes ; des milliers de bourgades.

Et pourtant, la France retentira, dans les semaines qui suivront, des cris de triomphe de la « gauche ». L'interprétation qui prévaudra, c'est que *la « gauche » a reculé au premier tour, faute d'avoir mobilisé son électorat, mais a gagné au second parce qu'elle y avait réussi. « Le second tour*, claironnera M. Mermaz, *a révélé qu'il y avait un solide fonds de confiance dans la politique du gouvernement.* » « *La confiance l'a emporté en fin de compte sur le doute* », proclamera le président de la République. Le premier ministre, en plein Hémicycle, lancera à l'opposition qui lui reprochait son échec économique : « *L'échec, ce sont les municipales que vous avez manquées !* » C'est ainsi que le pouvoir a écrit l'histoire, et qu'elle a été présentée aux Français.

La supercherie est sans doute passée inaperçue du peuple, mais pas de tous les intellectuels.

L'élection de Trappes

L'élection partielle de Trappes, les 3 et 10 juillet dernier, a donné lieu à la même désinformation, en *miniature, que les municipales* de mars à grande échelle. On a fait passer un message simple : la « gauche » a gagné : cette victoire renverse la tendance qui jouait en faveur de l'opposition : elle réduit à néant les accusations sur les fraudes électorales. Un scrutin accompli dans des conditions qui ne sont plus discutables donne un résultat favorable à la « majorité ». Justice est faite à l'encontre des « *aboyeurs* de droite », qui avaient osé attaquer MM. Fiterman et Ralite pour avoir récusé les verdicts des tribunaux administratifs.

Qui, dans le grand public, a su que, par rapport aux municipales de 1977, l'Union de la gauche a perdu à Trappes 21 % des suffrages exprimés ? Que, par rapport au 10 mai 1981, elle en a perdu 18,5 % ? Que, par rapport aux législatives de juin 1981, elle en a perdu 27 % ? Que la date avait été choisie de manière à favoriser l'absentéisme des électeurs et surtout des électrices d'opposition (la plupart des usines où travaillent les ouvriers de Trappes, en revanche, ne fermaient qu'en août) ? Et que, cependant, le scrutin du 10 juillet a confirmé le vote du 13 mars (malgré une formidable mobilisation comme le P.C. sait en réaliser *dans les cas graves*) ; *vote* qui avait été désastreux pour la « gauche » de Trappes en chiffres d'électeurs, sinon, à quelques dizaines de voix près, en nombre d'élus ?

En tout cas, la leçon que les poli*tologues et maints* intellectuels tirent de ce scrutin n'est pas celle *qu'on a assénée* au grand public : dans cette ville détenue par les communistes depuis un demi-siècle, la « gauche » a connu, en deux ans, un effondrement historique.

Cette habile désinformation a opportunément *jeté le manteau de Noé* sur l'affaire des fraudes électorales. *S'il est un comportement* qu'un intellectuel (particulièrement un universitaire, qui a passé et fait passer des examens et concours) ne peut admettre, c'est qu'on truque des documents) ; par exemple, qu'on efface au Corrector sur les bordereaux les vraies totalisations, pour y substituer des chiffres fantaisistes qui ne correspondent plus à la somme des chiffres des différents bureaux de vote, mais qui inversent les résultats. Deux ministres en exercice ont insulté publiquement les tribunaux administratifs pour avoir établi la matérialité de ces tricheries : « ces juges sont de droite » ; « ils ont cédé aux pressions fascistes ». Le délit d'outrage à la justice (timide transposition du terrible « *contempt of court* », avec lequel on ne plaisante pas dans les pays anglo-saxons) est évidemment constitué. Or, selon la Constitution, un membre du gouvernement qui commet un délit est passible, soit, comme tout le monde, du tribunal correctionnel s'il n'a pas agi dans l'exercice de ses *fonctions* ; soit de la Haute Cour dans le cas contraire.

Le délit que la « gauche » prétendait reprocher à M. Poniatowski était loin d'être aussi évident ; pourtant, une commission de l'Assemblée, dans la précédente législature, examina longuement son éventuelle traduction en Haute Cour. Or, le pouvoir s'est arrangé pour que ne soient saisis ni tribunal correctionnel par le parquet ni la Haute Cour par une commission de l'Assemblée. Les ministres « de gauche » bénéficieraient-ils d'une impunité que *la loi ne reconnaît à aucun* Français, fût-il président de la République ?

L'élection de Trappes a pourtant fait tomber cette affaire, qui, en d'autres temps, aurait soulevé des tempêtes, dans... une trappe.

Un mécanisme simple

On pourrait multiplier les exemples. Refus d'admettre et de laisser connaître la signifcation de toutes les élections à partir de septembre 1981 (cantonale de l'Eure) : innombrables *élections locales et professionnelles*, législatives partielles de *janvier 1982, cantonales* de mars 1983 : la majorité des Français *n'ont pas voté* le 10 mai pour changer de régime ni de société, mais de président. Silence sur la délinquance et la criminalité, et même refus par les ministères de la justice et de l'intérieur de publier des statistiques sérieuses, devenues secrets d'Etat. Silence sur la pénétration du P.S. et du P.C. dans l'appareil d'Etat. Etc.

Mais comment, se demandent des intellectuels, les promesses de liberté et de vérité auraient-elles pu être trahies à ce point ?

La loi sur l'audiovisuel ne donne-t-elle pas toutes garanties ?

Ils n'avaient pas compris que le nouveau statut, *sous de bien habiles* déguisements, assure au gouverne*ment un pouvoir absolu. Pouvoir oc*culte, par les innombrables militants dont on a bourré depuis le 10 mai tous les étages des radios et télévisions, et pour la nomination desquels la Haute Autorité, installée quinze mois plus tard, était mise devant le fait accompli. Pouvoir indirect mais total sur la désignation des nouveaux responsables, à travers les membres de la Haute Autorité.

En effet, si le président du Sénat, considérant que sa mission est de refléter la composition du Sénat tout entier, a été assez scrupuleux pour *glisser, parmi les trois membres qu'il* a nommés, un syndicaliste qui s'est *présenté* lui-même comme « de gauche », le président de la République et le président de l'Assemblée nationale n'ont pas eu de ces coquetteries. Les six membres qu'ils ont désignés sont connus pour être « de gauche » ; deux sont même militants *du P.C. ou de la C.G.T.* Sept sur neuf des membres de la Haute Auto*rité*, donc, *sont bien ancrés* « à gauche ». Le pouvoir n'a rien à craindre.

Dans les « 110 propositions », sous la rubrique « la liberté » et la sous-rubrique « une information libre et pluraliste » la proposition nº 94 s'énonçait ainsi : « *La télévision et la radio seront pluralistes. Sera créé un Conseil national de l'audiovisuel, où les représentants de l'Etat seront minoritaires.* ». Jusqu'au 10 mai, les représentants de l'Etat (eux-mêmes souvent « de gauche ») formaient, en effet, *la moitié* des conseils d'administration des sociétés de programme. Les représentants de la « gauche » forment désormais les *sept neuvièmes* de la Haute Autorité. Le progrès dans le libéralisme est évident... Le pouvoir socialo-communiste avait une chance à saisir — en honorant ses engagements. Il a préféré se saisir d'un instrument — et trahir ses engagements.

Mais, dira-t-on, ce n'est pas pire qu'avant ! D'abord, c'est oublier que, si les hauts dirigeants de la radio-télévision étaient déjà, en fait, nommés par le gouvernement, ils avaient affaire à forte partie. A leurs décision, des limites étaient constamment imposées par le personnel — depuis les réalisateurs jusqu'aux techniciens — très majoritairement « à gauche » et solidement encadré par des syndicats marxistes. Le contre-pouvoir équilibrait le pouvoir, quand il ne le surpassait pas. On l'a vu bien des fois. Par exemple, au moment de l'attentat de la rue Copernic, où les télévisions ont contribué à l'étonnante intoxication qui consistait à attribuer à « un commando d'extrême droite », voire à la « droite » la paternité du massacre alors qu'il aurait pu, en toute rigueur, être imputé à un « commando d'extrême gauche ». Aujourd'hui, ce contre-pouvoir, naguère si puissant, a pris le pouvoir, et il n'existe pratiquement plus de contre-pouvoir.

Le mécanisme de la désinformation est simple. Dans un comité de rédaction, il suffit que des militants du P.S., ou du P.C., ou d'un syndicat à tendance marxiste, soient en position de force, pour qu'on élimine les nouvelles qui gêneraient une des composantes de la coalition. A tout le moins, on les présente comme des « brèves » sans portée, qui n'apparaissent pas dans les titres. Au contraire, on claironne tout ce qui peut-être favorable au régime. *Une simple différence d'accent permet d'éliminer une information du champ de conscience de neuf Français sur dix.*

Ensuite, on a tendance à oublier que l'impact de la presse *écrite n'a* cessé de diminuer au profit de l'au*diovisuel. Quand le général* de Gaulle luttait contre le putsch, ou *appelait les Français à adopter* le principe de l'élection populaire du *président, on comptait dix fois* moins de téléviseurs, et deux fois *plus* de lecteurs de journaux d'opinion. Aujourd'hui, sur cent citoyens, quatre-vingt-quinze possèdent la télévision ; vingt seulement achètent un grand quotidien ; deux, un journal d'opposition.

Enfin, la presse écrite es de plus en plus menacée : augmentation du prix du papier, des tarifs postaux et des salaires ; diminution de la publicité, de plus en plus happée par les radios périphériques et surtout la télévision. La presse parisienne a de plus en plus de mal à vivre. La presse régionale ou locale préfère en général à l'engagement une prudente neutralité. *Imaginerait-on aujourd'hui* un grand journal de province *mener contre* le pouvoir *une* guerre semblable à celle qu'a menée sans désemparer *la Dépêche du Midi* contre le général de Gaulle ?

Entrer dans l'opposition, pour des journaux, ce serait risquer, comme c'est déjà *le cas pour tel* d'entre eux, de se voir couper le crédit, aujourd'hui *nationalisé*, et *la publicité* des entreprises nationales (S.N.C.F., Air France, etc.), sans parler de diverses tracasseries. Ja*mais, jusqu'en* 1981, de pareilles pratiques n'avaient pu être observées. Elles auraient soulevé l'indignation générale : les Parisiens avaient dressé des barricades, en juillet 1830, pour des brimades équivalentes contre la presse d'opposition. Aujourd'hui, tout cela passe inaperçu.

Il ne faut pas s'étonner que le *monde si divers de l'information*, depuis deux ans, n'ait nullement réussi *à jouer le rôle de* contre-pouvoir qu'il avait si bien rempli dans la période *précédente*. Naguère, le rapport des forces (ni à l'intérieur des radios et télévisions, ni entre la presse écrite et l'audiovisuel, ni entre entre les journaux d'opposition et les journaux favorables à la majorité) n'aurait pas permis une conjuration du silence il la permet de nos jours. L'équilibre est rompu. Le déséquilibre s'aggrave.

Parmi les images de la télévision polonaise sur le voyage du pape dans *sa patrie, vous ne pouviez remarquer* aucune bannière en faveur de *Solidarnosc. Mais le commentateur* de la télévision française vous prévenait qu'*on en* voyait à foison, hors du champ de la caméra. Quand il s'agit des actualités françaises, qui se chargera de vous mettre en garde ? Qui, sinon les intellectuels (notamment « de gauche »)? Puissent-ils donc rompre leur silence ! Le combat contre la désinformation devient, pour eux tous, la plus juste des causes.

FIN

[*En dépit des éloges que lui décerne M. Alain Peyrefitte, le Monde ne se considère pas comme étranger au système des médias, que l'ancien ministre met globalement en cause. Le Monde tient à rappeler qu'il n'a fait le silence sur aucun des événements évoqués par M. Peyrefitte dans ses deux articles et leur a donné la place qui lui semblait correspondre à leur importance réelle.* — T. F.]

(*) De l'Académie française.

(1) Chiffres établis, d'après les statistiques du ministère de l'intérieur, par Gérard Grunberg et Béatrice Roy, dans *The Tocqueville Review*, Summer 1983.

(2) Analyse de Jérôme Jaffré dans *le Monde* du 17 mars 1983.

(3) Grunberg et Roy, *ibid.*

● RECTIFICATIF. — Dans le premier article de M. Alain Peyrefitte (*le Monde* du 1er septembre), il fallait évidemment lire, à propos de l'affaire Jean Moulin, « l'homme du 18 juin », et non pas « l'hymne », comme une coquille aurait pu le faire croire dans certaines de nos éditions.

Le Monde

société

LE BEL ÉTÉ...

Juillet, le mois le plus chaud depuis cent ans

Depuis plus de deux mois, la France a chaud. Et ce n'est pas qu'une impression, comme les relevés de la Météorologie nationale le confirment : l'été 1983, c'est-à-dire juin-juillet-août, a été exceptionnel, avec le mois de juillet le plus chaud depuis une centaine d'années.

Partout, les moyennes ont été supérieures en juillet de 4 à 5 °C aux normales. A Paris, par exemple, le maximum moyen a été de 28,7 °C et le minimum moyen de 18,3 °C alors que les normales sont respectivement de 23,6 °C et de 14,9 °C. Les records précédents de 1959 (27,8 °C et 16 °C) et de 1976 (26,9 °C et 17,5 °C) sont donc largement battus.

Un peu partout, les thermomètres ont grimpé à des hauteurs jamais vues (toujours depuis une centaine d'années) : le 10 juillet, 31,5 °C à Brest ; le 11 juillet, 34,5 °C à Romorantin ; le 12 juillet, 36,5 °C à Quimper ; le 21 juillet, 36,2 °C au Puy, 38,4 °C à Gourdon, 40,6 °C au Luc, 41 °C à Calvi ; le 22 juillet, 34,9 °C à Embrun, 35 °C à Auxerre, 39,2 °C à Marignane, 39,8 °C à Lyon, 40 °C à Ambérieu, 40,6 °C à Carpentras ; le 26 juillet, 35,5 °C à Chamonix, 37,7 °C à Bourg-Saint-Maurice, 38,4 °C à Grenoble, 39,5 °C à Istres : le 30 juillet, 40,1 °C à Toulouse ; le 31 juillet, 38,4 °C à Bourg-Saint-Maurice, 38,9 °C à Luxeuil, 40,7 °C à Clermond-Ferrand, 40,8 °C à Saint-Etienne, 41,2 °C à Vichy.

En juin, les températures moyennes ont été proches des normales ; en août, elles ont été supérieures d'environ 2 °C aux normales. Si bien que le trimestre juin-juillet-août (l'été des météorologistes) a été l'un des plus chauds depuis le début des relevés systématiques et fiables. A Paris, il s'est agi, avec une moyenne trimestrielle de 20,8 °C, du « troisième » été depuis 1873. Seuls le surpassent l'été de 1976 (21,5 °C) et celui de 1947 (21 °C). A Besançon, l'été a été le plus chaud depuis 1885.

Pour les précipitations, la situation a varié selon les régions. Ont été particulièrement sèches pendant ces trois mois les côtes de Bretagne, de Normandie et de Picardie : Brest n'a eu que 30 % de ses pluies habituelles, Bréhat 40 % et le littoral de la Manche, de Caen à Boulogne, 60 à 70 %.

A Millau, il n'est pas tombé une goutte d'eau du 29 juin au 8 août (quarante et un jours), ce qui ne s'était pas vu depuis 1940.

Le quart Nord-Est a connu lui aussi un gros déficit des pluies pendant les trois mois : à Strasbourg, il n'est tombé que 100 mm (normale 234 mm), à Lyon 112 mm (normale 230 mm), à Chamonix 10 mm (normale 129 mm), à Grenoble 6 mm (normale 250 mm).

Paradoxalement, cet été très sec est venu après un printemps qui avait été le plus pluvieux dans le quart Nord-Est *depuis 1855 : en février, mars et avril, on a relevé à* Strasbourg 369 mm de pluie (normale 129 mm, record précédent 309 mm en 1856) et à Lyon 540 mm (normale 178 mm, record précédent 459 mm en 1856).

A Paris-Le Bourget, au contraire, l'été 1983 a été plus arrosé : 215 mm *(normale 165 mm). Le printemps* aussi avait été plus pluvieux : 212 mm pour une normale de 150 mm.

De même, le Sud-Est et aussi parfois le Sud-Ouest ont eu, pendant le trimestre, des surplus de pluies dus le plus souvent aux orages : Marseille, 178 mm (normale 69 mm) ; Bastia 157 mm (normale 61 mm) ; Ajaccio 175 mm (normale 49 mm). Toulouse a reçu 40 % de plus d'eau qu'en année moyenne, mais *Gourdon n'a eu que 80 % de sa ration habituelle.*

Les orages ont été beaucoup plus nombreux, surtout en juillet : Paris a eu quatorze jours d'orages (normale trois), Bordeaux quinze (normale cinq), Rennes neuf (normale trois). *Ces orages ont parfois été accompagnés* de chutes de grêle extraordinaires : grêlons de 5 cm à Irissarry et à Saint-Palais (Pyrénées-Atlantiques) les 17-18 juillet, à Nantes le 18 juillet, et de 6 cm à *Biarritz le 25 juillet.*

Les pluies ont été, *en certains endroits, diluviennes* : 62 mm dont 50 mm en trente-cinq minutes à Lyon le 23 août, 138 mm en trois heures au Luc dans la nuit du 23 au 24 août, 91 mm en vingt-quatre heures à *Biarritz* les 25 et 26 août et 100 mm en trois heures et vingt *minutes le 26 août à Espelette*, dans le Pays basque.

YVONNE REBEYROL.

Le soleil a brillé « français »

Le grand beau temps de juillet et d'août a-t-il aidé le gouvernement dans sa campagne pour « bronzer français » ? Contrairement aux prévisions alarmistes avancées par certains professionnels du tourisme après le renforcement du contrôle des changes, *décidé à la fin mars*, les *Français ne se sont ni précipités ni agglutinés* dans les régions traditionnellement ensoleillées.

Le nord de la France a connu une saison touristique *« tout à fait exceptionnelle »*, selon les comités régionaux du tourisme du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie. Les Ardennes et la Normandie sont aussi satisfaites. Pendant les trois dernières semaines de juillet, Quiberon (Morbihan) a connu un taux d'occupation de 120 %. Le mouvement qui, lorsqu'il fait beau temps, entraîne les vacanciers à préférer la côte Atlantique à celle de la Méditerranée s'est vérifié cette année en juillet.

Le grand beau temps a aussi précipité l'évolution des modes d'hébergement au détriment de la petite hôtellerie. Les touristes ont opté en masse pour la toile *de tente*, les villages de vacances et les gîtes ruraux. En Alsace, *par* exemple, où l'on se déclare « satisfait », le parc des gîtes ruraux a affiché presque complet.

L'Agence nationale d'information touristique (ANIT) confirme que le « beau temps général » a favorisé une meilleure répartition géographique des vacanciers et *une nouvelle conception des loisirs. On a fractionné les séjours* et l'on a réduit les dépenses annexes, comme les frais de restauration. Venant à point nommé, le soleil a offert de bonnes vacances aux Français moins à l'aise que l'an passé et privés d'horizons lointains.

JEAN PERRIN.

...ET SES CATASTROPHES

AU PAYS BASQUE

● Cinquante communes sont déclarées sinistrées
● Incidents sur les plages entre hôteliers, écologistes, C.R.S. et baigneurs

Ecologie et commerce font rarement bon ménage. Les inondations du Pays basque en apportent une nouvelle preuve. A Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), nous indique notre correspondant Philippe Etcheverry, un « commando » d'une dizaine d'hôteliers, conduits par le maire de la ville, M. Bernard Marie (R.P.R.), a expulsé l'autobus de Greenpeace, association qui mène *depuis le début de l'été une campagne d'informations sur la protection du littoral atlantique. Les écologistes avaient entrepris d'informer riverains* et touristes des dangers de la « marée de fûts » de produits toxiques. Ils jugent *« scandaleux »* que les plages aient été réouvertes dans les Pyrénées-Atlantiques *« au mépris de la sécurité publique ».*

De son côté, le préfet des Landes a confirmé, mercredi soir, l'interdiction à la baignade de toutes les plages du département, comme nous le rapporte notre correspondante Francine Moreau. Une disposition difficile à faire respecter : des incidents ont opposé baigneurs et C.R.S. à Mimizan.

Selon une première évaluation, citée mercredi en conseil des ministres, les dégâts causés *par les inondations dépasseraient 20 millions de francs pour* les biens privés et 25 millions pour la voirie locale.

Le ministère de l'intérieur a publié la liste de cinquante communes des bassins de la Nivelle, de la Nive et de l'Adour, ainsi que du département des Landes, déclarées sinistrées.

En Espagne

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, a annoncé que trente et un fûts de cyanure en provenance de Bilbao ont déjà été collectés sur le littoral des Pyrénées-Atlantiques et des Landes. Selon certaines informations venues d'Espagne, un millier de fûts contenant du cyanure de sodium et de potassium auraient été emportés par les flots. Plusieurs d'entre eux auraient été repérés en mer, mercredi *en fin* d'après-midi, et pourraient donc s'échouer sur le rivage basco-landais dans les jours prochains. Quatre bidons volumineux ont été récupérés en début de soirée sur une plage du cap Ferret (Gironde).

De son côté, le gouvernement espagnol a déclaré zone sinistrée la région nord-ouest du pays qui comprend la majeure partie du Pays basque ainsi qu'une frange des provinces de Navarre, de Burgos et de Santander. Notre correspondant à Madrid, Thierry Maliniak, nous signale que les inondations, les plus graves qu'ait connues le Pays basque depuis le début du siècle, devraient contraindre le gouvernement espagnol à réviser ses prévisions budgétaires pour l'année en cours. Ce qui pourrait compromettre la lutte contre le déficit public, objectif numéro un à Madrid. Les dernières estimations des dégâts avancés par le ministère de l'intérieur espagnol atteignent *31 millions de francs.*

● *La Nièvre sinistrée.* – Le département de la Nièvre, qui avait été ravagé par des inondations au printemps dernier, a été déclaré zone sinistrée. Cette procédure permet aux agriculteurs de solliciter immédiatement des prêts à moyen terme auprès du Crédit agricole, en attendant que la commission nationale d'expertise des calamités agricoles ait évalué les dégâts réels causés aux récoltes.

APRÈS LA FERMETURE D'UN CAMP SCOUT A LA ROCHELLE

Une « bavure » à éponger en famille

De notre envoyé spécial

La Rochelle. – Mireuil n'est pas Les Minguettes. Dans ce grand ensemble de 25 000 habitants que les Rochelais du centre-ville préfèrent nommer « la ZUP », les barres de béton et les maisonnettes coiffées de tuiles rondes n'ont pas vilaine allure. Alignés autour de l'inévitable centre commercial, les blocs massifs découpent leurs silhouettes éclatantes de blancheur dans la douceur du ciel charentais, pareils à des paquebots repeints de frais.

L'océan, il est vrai, n'est qu'à quelques encablures. Mais les vacanciers qui filent vers l'île de Ré ou flânent sur le vieux port ignorent Mireuil, banlieue sans autre attrait que ses alentours marins. Dans cette immense cité peu propice à la convivialité, les Scouts de France et plusieurs associations laïques s'efforcent de proposer des loisirs aux jeunes.

Les responsables du mouvement catholique, qui se réclament de la « loi scoute » de Baden Powell, souhaitent former des adultes responsables et respectueux de leurs semblables. *Depuis les louveteaux (8-11 ans) jusqu'aux* compagnons (17-18 ans), le bénévolat et la confiance mutuelle entre les chefs, les jeunes et leurs parents doivent cimenter chaque groupe local.

Mais à Mireuil deux chefs viennent de malmener *l'édifice* et de trahir cette *confiance* en interprétant à leur manière l'exigence de discipline inscrite, elle aussi, dans la tradition du scoutisme.

Les responsables du camp organisé fin août pour restaurer la chapelle de Menfouès, près de Quimper (Finistère), ont choisi de punir physiquement et sévèrement les cinq scouts et pionniers (13-16 ans) qui, le soir du 26 août, *s'étaient offert* une partie de baby-foot dans un café au lieu de gagner directement les tentes après leurs activités (*le Monde* du 31 août). Guy, vingt-quatre ans, et Pascal dix-neuf ans, les ont obligés à faire plusieurs dizaines de fois le tour de la chapelle avec 20 kilos de gravier sur le dos. Au bout du vingtième tour, Sylvio, quinze ans, s'est effondré, victime d'une crise d'hypoglycémie. Les adolescents ont dû *eux-mêmes* appeler du secours.

Les séquelles médicales de cette navrante soirée ayant été nulles, les choses en seraient probablement restées là si la fermeture du camp par la police n'avait suscité l'intérêt de la presse, puis la condamnation de ces agissements par les instances nationales des scouts de France.

A *La Rochelle*, où plus de deux *cents jeunes participent* aux activités du mouvement, qui comprend une branche de scouts marins très active, on se serait bien passé d'une telle publicité. Même Mme Fernande Guy, mère de l'infortuné Sylvio et chef du groupe scout de Mireuil, aurait préféré régler l'affaire au sein de *« la grande famille que sont les Scouts de France »*. Cette fille d'ouvriers déployait depuis un an toute son énergie pour faire revivre dans la ZUP une structure scoute moribonde.

Quelques jours après cet *« événement incompréhensible »*, elle est *prête à tourner la page et à continuer*, parce que, dit-elle, *« je suis catholique »* et que *« trop d'enfants courent les rues »*. Sylvio lui-même continue d'aimer le scoutisme et, gommant sa mésaventure, se rappelle que quelques jours plus tôt les *chefs avaient déjà ordonné à la troupe de faire vingt fois le tour de la chapelle en slip. « On avait fait le bazar »*, reconnaît-il.

« Nous refusons d'être une école de dressage »

Les autres parents, *« éberlués »* par l'attitude des responsables du camp – deux anciens scouts titulaires du brevet d'animateur, – soulignent néanmoins le grand dévouement de ceux-ci. Mais l'hommage sonne comme un adieu à Guy, menuisier au chômage dont la mère, intendante improvisée à soixante-deux ans, accompagnait les scouts en Bretagne, et à Pascal, élève de terminale, qui consacraient beaucoup de leur temps aux sorties scoutes depuis plusieurs années. Car *désormais, avant même que ne* tombe la sanction officielle, chacun sait qu'il faudra compter sans eux. Pour tous les parents, les deux chefs ont failli et ne sont plus dignes du nom de scout.

« Nous refusons d'être une école de dressage, confirme M. Roger Guillon, *commissaire de l'association en Charente-Maritime. Jamais les Scouts de France n'ont employé de telles méthodes. »* M. Douaut, officier de port à La Pallice, n'enverra plus son fils Olivier aux sorties, *« tant qu'un encadrement sérieux ne sera pas reconstitué »*. Les scouts de Mireuil n'ont certes pas agi en enfants de chœur, et l'un d'eux reconnaît qu'ils n'ont jamais été *« privés de dîner »*, comme plusieurs l'avaient prétendu, mais qu'ils avaient refusé de faire la cuisine un soir.

Chacun reconnaît que le camp de cet été, mal préparé, offrait des activités insuffisantes et a vite dégénéré en un bras-de-fer entre adolescents et chefs. Personne ne s'explique pourtant comment ces derniers ont fini par imaginer un châtiment digne d'un bataillon disciplinaire. Un père accuse une récente émission télévisée, mais aucun des parents n'évoque les méthodes militaires chères aux Scouts d'Europe, ces cousins musclés des Scouts de France, qu'avait épisodiquement *fréquentés l'un des chefs.*

Effondré, mis à l'index, Pascal *lui-même ne parvient pas à commenter* son geste. Il *« n'accuse personne »* et tente à présent de *« se remettre en cause »*. Ses anciens amis ne lui demandent plus de comptes. Les adolescents, dont plusieurs voulaient sur le moment *« déchirer leur uniforme »*, semblent pardonner. Les parents, pour affirmer *« leur foi dans le scoutisme »*, refusent de porter plainte et s'emploient à *« maintenir le mouvement sur la ZUP »*. Mais, à Mireuil, les remous suscités par la *« bavure »* du camp 1983 n'encourageront pas les vocations de chef.

PHILIPPE BERNARD.

SPORTS

AUX INTERNATIONAUX DE TENNIS DES ÉTATS-UNIS

Quatre victoires françaises ... et deux défaites

De notre envoyé spécial

Journée française, mercredi, aux Internationaux des Etats-Unis. Vanier et Moretton se sont qualifiés sans peine, Noah plus difficilement. Tulasne et Forget ont été éliminés et Catherine Suire a obtenu une belle victoire à la force... du poignet.

New-York. – Ciel plombé, vent aigrelet, ce n'est pas *un temps à mettre un tennisman... ni un reporter* sur un court. Pourtant, mercredi matin, tous les envoyés spéciaux de la presse française sont sur le pied de guerre à la première heure. Grosse journée pour le tennis français à Flushing-Meadow : Forget, Noah, Tulasne, Moretton, Corinne et Jérôme Vanier, Catherine Suire, sont au programme.

Un peu avant 11 heures, Noah finit de s'échauffer *sur un court* annexe avec son entraîneur Hagelauer lorsque Forget pénètre sur le petit central pour affronter le Suédois Wilander. L'officiel champion du monde juniors contre le junior-phénomène, champion de Roland-Garros à dix-sept ans. Comme s'il était encore ébloui par l'émerveillement de sa dernière victoire sur McEnroe, à Cincinnati, Wilander ne voit pas arriver *les services-canon* du *Français, qui tire en outre son grand pétard de coup droit comme pour un* 14 juillet.

Aux deux extrémités de la tribune *officielle, on se rengorge*, il se met à pleuvoir. Le feu d'artifice du jeune Français ne supporte pas l'eau. Le Suédois ouvre bientôt le parapluie de son jeu lifté. Il laisse passer l'orage sans plus se mouiller. On lui demande ce qu'il pense des chances de Noah : *« C'est très difficile de jouer quand on n'a pas disputé de tournoi depuis longtemps »*, répond Wilander. Il a dit *« difficile »* ? C'est peu dire.

Le fauve rugissant qui a gagné les Internationaux de France, début juin, a l'air de marcher sur des œufs au cours de la deuxième manche contre l'Américain *Davis, un obscur, un sans-grade.*

La race des « sous-chiens »

Mais il n'y a pas plus dangereux que cette race de joueurs américains surnommés ici *« underdogs »* (sous-chiens). Quand ils mordent, il n'y a pas moyen de leur faire desserrer les mâchoires. Or, Noah, *qui est parti à fond de train dans la première manche, s'est, peu à peu*, laisser rattraper dans la seconde. Et il n'arrive plus à se dépêtrer de son adversaire.

C'est un tennis en friche. Au onzième jeu du troisième set, Noah sert : 0-15, 0-30, on le sent prêt a renoncer, deux services gagnants le remettent miraculeusement dans le match et il arrache le jeu décisif en puissance. *Davis a tout juste le temps de gagner le premier jeu de la* quatrième manche, et la pluie, à nouveau, interrompt la partie. Il faut attendre plus d'une heure avant qu'elle ne reprenne.

C'est alors un Noah animé d'une détermination toute neuve qui ressort des vestiaires et qui met fin aux rêves de Davis. Tout le *clan du Français exulte. Dans la salle d'interview*, Noah *« frime »*... On l'a vu grimacer, mettre un anesthésique sur son genou douloureux, boitiller, mais il affirme ne pas avoir souffert. »

Noah disputera le second tour contre son compatriote Jérôme Vanier. Gaucher au tempérament fantasque, *Vanier a suivi des études commerciales à l'université de* Dallas, *dont il a défendu les couleurs* pendant quatre ans. Sorti des qualifications, il a éliminé, en trois sets, l'Américain Van't Hof, classé vingt-sixième joueur mondial. Simultanément, Moretton a fait de même face à l'Américain Bate, dont le classement mondial est, il est vrai, plus modeste.

L'acharnement de Catherine Suire

C'est donc en pavoisant que le carré des supporters de Noah s'installe dans les tribunes pour soutenir Tulasne à la nuit tombante. L'ancien champion du monde junior se livre à un beau bras de *fer* avec le gaucher australien Drewett, *qui monte au filet comme un yoyo.* Le Français, qui a perdu le premier set après avoir mené 4-1, a bien rétabli la situation. Mais il cède le premier dans l'ultime manche.

Catherine Suire ne semble pas connaître ce genre de problème. A vingt-quatre ans, elle n'a qu'un an d'expérience sur le circuit professionnel, mais elle sait déjà se battre avec acharnement : menée 4-1 au troisième set par l'Américaine Latham, elle gagne néanmoins le match. *Un exemple que n'ont pas suivi Corinne Vanier* et Marie-Christine Calleja, éliminées respectivement par l'Américaine Casals et l'Allemande de l'Ouest Khode-Kilsch.

ALAIN GIRAUDO.

Les résultats

PREMIER TOUR

Simple messieurs

Purcell (E.-U., 30) b. Druz (E.-U., 492), 6-3, 6-2, 6-1.

Scanlon (E.-U., 17) b. Sundström (Suède, 121), 4-6, 7-5, 6-2, 6-2.

Tar (Af. du Sud, 104), b. Depalmer (E.-U., 59), 6-4, 6-4, 4-6, 6-1.

S. Simmonson (Suède, 54) b. M. Dickson (E.-U., 96), 6-2, 6-2, 6-4.

Higueras (Esp., 10) b. Anger (E.-U., 259), 6-4, 6-4, 6-2.

Cash (Aust., 45) b. Wittus (E.-U., 108), 6-1, 6-2, 6-2.

Michibata (Can., 156) ab. Fitzgerald (Aust., 34), 6-4, 5-7, 6-7, 6-1, 6-4.

C. Lewis (N.-Z., 25) b. A. Andrews (E.-U., 147), 3-6, 7-5, 6-1, 6-4.

Teltscher (E.-U., 14) b. McCurdy (E.-U., 93), 6-0, 6-4, 6-4.

Vilas (Arg., 6) b. E. Edwards (Af. du Sud, 154), 6-2, 6-2, 6-2, 6-3.

J. Vanier (Fr., 281) b. Van't Hof (E.-U., 26), 6-3, 6-1, 6-1.

Noah (Fr., 4) b. Davis (E.-U.), 6-1, 3-6, 7-6 (7-2), 6-4.

Moretton (Fr., 229) b. Pate (E.-U., 229), 7-7, 6-4, 7-6.

Wilander (Suède, 5) b. Forget (Fr., 127), 3-6, 6-1, 6-2, 6-2.

Fleming (E.-U., 115) b. Nastase *(Roum., 123)*, 7-6, 6-4, 2-6, 7-6.

Denton (E.-U., 14) b. Gandolfo (E.-U., 252), 7-6, 6-4, 6-4.

SIMPLE DAMES

G. Kim (E.-U., 203) b. T. Mochizuki (E.-U., 111), 6-3, 6-1.

P. Hy (Hongkong, 90) b. P. Fendick (Austr., 118), 6-4, 6-4.

V. Wade (*G.-B., 38*) b. C. Jolissaint (Suisse, 46), 6-3, 6-1.

S. Hanika (R.F.A., 7) b. L. Savchenko (U.R.S.S., N.C.), 6-2, 5-7, 6-4.

L. Arraya (Pérou, 54) b. A. Minter (Austr., 98), 6-3, 6-2.

P. Vasquez (Pérou, 112) b. B. Jordan (E.-U., 110), 6-1, 6-7, 7-6.

B. Herr (E.-U., 34) b. L. Drescher (E.-U., 95), 6-3, 6-0.

SPORT ET POLICE

Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports, et M. Joseph Franceschi, secrétaire d'État chargé de la sécurité publique, ont signé, *le 30 août, un protocole d'accord sur l'insertion de sportifs de haut niveau dans la* police nationale.

Cet accord – le douzième signé avec des administrations – concerne soixante sportifs, dont quarante-cinq sont déjà en poste. Conclu pour une durée de deux années, il a pour objectif de favoriser, d'une part, l'entraînement et la participation à la compétition de ces athlètes et, d'autre part, leur insertion dans la police en fonction de leur valeur professionnelle et de leur qualification sportive.

ATHLÉTISME. – *L'Américain Edwin Moses a battu, mercredi 31 août, à Coblence (R.F.A.), le record du monde du 400 mètres haies en 47 sec. 2. Le précédent record, qu'il détenait en 47 sec. 13, avait été établi en 1980 à Milan (Italie).*

FOOTBALL

AUXERRE CONTINUE DE DOMINER LE CHAMPIONNAT

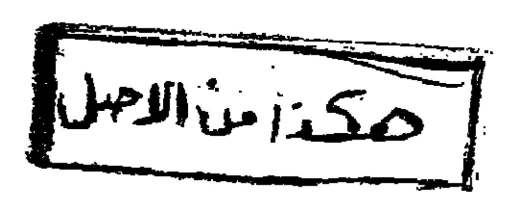
Auxerre, dont le gardien de but Bats s'est montré le meilleur joueur, a confirmé sa position d'équipe numéro un du championnat en battant Metz sur son terrain.

Première division
(Septième journée)

Auxerre b. *Metz	2-1
Monaco b. *Toulon	3-1
*Strasbourg et Bordeaux	2-2
*Brest et Paris-S.G.	2-2
*Rouen b. Nancy	7-1
Rennes b. *Lens	1-0
*Nantes b. Nîmes	4-0
*Laval b. Lille	3-1
*Toulouse et Sochaux	0-0
Bastia b. *Saint-Etienne	2-0

Classement

1. Auxerre, 12 pts ; 2. Monaco, 11 pts ; 3. Bordeaux, 10 pts ; 4. Rouen, Nantes, Laval, 9 pts ; 7. Paris-S.G., 8 pts ; 8. Sochaux, Lens, Strasbourg, Bastia, 7 pts ; 12. Toulouse, Lille, Brest, 6 pts ; 15. Rennes, Nîmes, 5 pts ; 17. Nancy, Saint-Etienne, Metz et Toulon, 4 pts.



ÉDUCATION

L'APPEL DE PÉKIN A L'UNESCO

Un Chinois sur quatre est illettré

Pékin. — Soucieuse de rattraper son retard dans les domaines de l'enseignement, des sciences sociales, des sciences naturelles, de la culture et de la communication, la Chine veut participer plus directement aux activités de l'UNESCO. Un aide-mémoire d'une quinzaine de pages vient d'être signé à cet effet, à Pékin, par le directeur général de cette organisation internationale, M. Amadou-Mahtar M'Bow, et le ministre chinois de l'éducation nationale, M. He Dongchang. Parallèlement, M. M'Bow a annoncé qu'un bureau technique et scientifique de l'UNESCO s'ouvrirait très prochainement dans la capitale chinoise.

Il y a déjà dix ans que la République populaire a établi des contacts avec l'organisation internationale. Mais les échanges avec cette dernière ont été longtemps sporadiques et informels. L'aide-mémoire qui vient d'être signé, s'il ne constitue pas un programme de coopération précis, a du moins l'avantage de consigner noir sur blanc les besoins de la Chine en des domaines qu'elle avait, jusque là, placés au second rang de ses préoccupations. Ce document montre aussi que la Chine admet qu'elle ne peut plus se passer de concours extérieurs, même dans des secteurs qu'elle gardait jalousement à l'écart de toute influence occidentale.

La Chine compte actuellement plus de 235 millions d'illettrés ou de semi-illettrés parmi les citoyens âgés de plus de douze ans, soit un peu plus de 23 % de sa population. Si on y ajoute le nombre d'analphabètes ou de semi-analphabètes âgés de six à douze ans (environ 48 millions), le taux s'élève à un peu plus de 28 %. Ces données, révélées

De notre correspondante

par les premiers résultats du troisième recensement national réalisé en juillet 1982, montrent qu'à la même époque on dénombrait à peine 0,4 % de diplômés d'université.

Les femmes et les ruraux

Les femmes semblent particulièrement touchées par le manque d'instruction, comme le montre une enquête menée en septembre dernier dans vingt-huit municipalités et régions autonomes (excepté le Tibet) auprès d'un million de Chinoises,et dont les conclusions ont été publiées en août par le mensuel *la Chine en construction*. 37,2 % des femmes en âge de procréer (entre quinze et quarante-neuf ans) sont, en effet, illettrées ou semi-illettrées. Seules 30,4 % ont reçu une instruction primaire, 22,3 % une instruction secondaire du premier cycle, 9,6 % un enseignement du deuxième cycle et 0,45 % une instruction supérieure.

C'est incontestablement dans les zones rurales, où vivent 80 % des citoyens chinois, que les problèmes d'éducation se posent avec le plus d'acuité. Les dirigeants du pays se gardent bien de manifester un triomphalisme qui, aujourd'hui, ne tromperait plus personne. Et même s'ils ont la satisfaction d'annoncer qu'actuellement 93 % des enfants d'âge scolaire ont pu entrer dans une école primaire, ils reconnaissent qu'en bien des régions de Chine cet enseignement n'est souvent dispensé qu'à mi-temps, quart de temps, voire encore moins, faute d'instituteurs ou d'équipements.

Si la situation est meilleure dans les grands centres urbains, elle n'en reste pas moins un sujet de préoccupation pour les dirigeants du pays. C'est ainsi que les délégués à la sixième assemblée populaire, réunie en juin dernier, ont reconnu, sans pour autant donner de chiffre précis, que la Chine se situait « parmi les derniers pays du monde pour ce qui concerne les dépenses moyennes par habitant consacrées à l'éducation ». Ces mêmes délégués ont révélé qu'il y a encore moins de deux ans, 80 % des trois millions d'ouvriers et employés de la ville de Pékin avaient un niveau d'instruction inférieur au premier cycle du secondaire.

Conscient de la gravité du phénomène, le ministre de l'éducation M. He Dongchang n'a pas mâché ses mots lors de la conférence nationale sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire qui s'est tenue à la mi-juillet, soulignant, en particulier, que l'enseignement général secondaire n'est dispensé que dans un quart des districts et régions de Chine. Selon M. He, l'attitude de beaucoup de responsables locaux qui « refusent de reconnaître l'importance de l'éducation et n'accordent pas les fonds nécessaires à sa réalisation » constitue l'un des « obstacles majeurs » auxquels se heurte actuellement le pays. Le manque d'enseignants qualifiés, les salaires et les conditions de vie insuffisants qui leur sont proposés et le fait que plus des trois quarts des établissements secondaires « manquent d'un équipement adéquat » sont autant de problèmes supplémentaires qui doivent être « combattus énergiquement ».

ANITA RIND.

Les obligations annuelles de service des enseignants du supérieur sont fixées par décret

Après l'avis du Conseil d'Etat, le conseil des ministres du 31 août a adopté un décret relatif aux obligations annuelles de service des enseignants du supérieur. Ce projet, présenté à la fin juin, avait provoqué le mécontentement de nombre d'enseignants attachés à leurs prérogatives (*le Monde* du 13 juillet). Ces derniers acceptaient mal que le directeur général des enseignements supérieurs détermine seul la durée de l'année universitaire et le nombre d'heures exigées d'eux.

Le directeur général, M. Jean-Jacques Payan, explique qu'il fallait « *donner un fondement juridique solide aux normes de service d'enseignement en vigueur à partir de la rentrée* ». Le décret prévoit de fixer à trente-deux semaines (au lieu de vingt-cinq en moyenne) la durée maximale de l'année universitaire. Il porte les obligations d'enseignement à cent vingt-huit heures de cours ou cent quatre-vingt-douze heures de travaux dirigés ou deux cent quatre-vingt-huit heures de travaux pratiques. Ces mesures, qui ne concernent que cette année universitaire, devraient permettre d'économiser, selon M. Payan, soixante millions de francs d'heures complémentaires habituellement versés à des enseignants en heures supplémentaires ou à des vacataires.

Le 11 juillet dernier, ce texte — ainsi qu'un projet de statut des enseignants du supérieur — n'avait pu être examiné en comité technique paritaire (C.T.P.), les deux syndicats représentés dans cette instance ayant décidé de ne pas siéger. Lors d'une deuxième réunion, toujours en l'absence des syndicats, seul le texte sur les obligations de service avait été adopté, l'administration préférant retirer l'autre texte de l'ordre du jour.

La remise en cause des horaires des enseignants du supérieur (professeurs, maîtres-assistants et assistants) pendant les vacances universitaires risque de provoquer la colère de certains universitaires. Ils n'apprécient guère la publication de textes au mois d'août, considérant cela comme « *des mauvais coups de l'été* », pour reprendre une expression de M. Louis Mexandeau, responsable en 1979 du secteur éducation du parti socialiste. Dès le mois de juillet des universitaires de Lille avaient manifesté leur intention de « *refuser d'appliquer les nouveaux services proposés par le décret* ». De nouvelles protestations risquent de se manifester lorsque les enseignants regagneront leurs établissements.

S. B.

NOMINATIONS

M. MICHEL MELOT REMPLACE M. RENÉ FILLET A LA BIBLIOTHÈQUE DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

M. Michel Melot a été nommé directeur de la bibliothèque publique d'information du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (B.P.I.), en remplacement de M. René Fillet, qui occupait ces fonctions depuis 1977.

[M. Michel Melot, trente-neuf ans, est archiviste paléographe et conservateur de première classe de bibliothèque. Dès sa sortie de l'École des chartes, il est entré au département des estampes et de la photographie de la Bibliothèque nationale et a été nommé directeur de ce département en 1981.

Il a successivement dirigé l'atelier de restauration, puis le service de conservation de documents, où il a mis en place un atelier de microfilmage et constitué une banque de données.

En 1982, il a été chargé par M. Jack Lang d'un rapport sur la conservation et l'exploitation du patrimoine photographique de la France.]

COURS RETARDÉS POUR LES ÉLÈVES JUIFS

La rentrée en priant

Cette année, comme en 1975, la rentrée des classes en France et la fête juive Rosh Hashana tombent les mêmes jours : les 8 et 9 septembre. Coïncidence fortuite ? Pas tout à fait.

Quand, fin 1981, le calendrier scolaire de l'année actuelle est publié, le grand rabbin de France s'inquiète auprès du ministère de l'éducation nationale. Rosh Hashana est une fête importante, le nouvel an juif, c'est-à-dire le jour où le peuple juif et l'humanité passent en jugement devant Dieu. Deux journées de prières — à l'appel des sonneries de corne de bélier, le choffar, dans les synagogues — durant lesquelles il est difficile de travailler, d'étudier et d'enseigner.

Alors, on a tenté de déplacer la rentrée, faute de modifier le calendrier juif qui dépend de la migration lunaire. Sans succès. Dans un communiqué publié le 30 août dernier, le grand rabbin de France fait état de la « *bonne volonté des responsables du ministère* » qui n'a pu triompher des « *multiples contraintes* » dans l'organisation de l'année scolaire. Pour éviter la coïncidence des deux dates, il eût fallu avancer larentrée au mercredi (7 septembre), mais c'est un jour habituel de congé. Quant au mardi, il aurait empêché d'organiser deux jours de pré-rentrée des enseignants avant les élèves comme le souhaitait le ministère. Repousser la reprise des cours à la semaine suivante ? C'eût été à nouveau allonger les grandes vacances enfin raccourcies d'une semaine l'an dernier.

Aussi, dès le 9 juillet 1982, une note de service du ministère demandait aux recteurs, présidents d'université, inspecteurs d'académie, chefs d'établissements, d'autoriser les maîtres et les élèves de confession israélite à s'absenter les 8 et 9 septembre prochain pour célébrer la fête de Rosh Hashana. Consigne rappelée dans une note officielle le 14 juin dernier.

Entre la présence des élèves aux cours qui ouvriront l'année scolaire et leur participation aux prières, les responsables de la communauté juive de France ont choisi. Ils invitent, dans le même communiqué, élèves et enseignants juifs à déserter l'école les 8 et 9 septembre. Deux jours de classe ne pèsent pas lourd au trébuchet de l'éternité.

CHARLES VIAL.

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE EN ACCUSATION

Le coup de sang de M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

A l'intérieur même de l'éducation nationale, l'alarme a été donnée depuis pas mal de temps, par l'Association des professeurs d'histoire et de géographie qui date de 1965 la montée du péril. Depuis quelques jours, M. Alain Savary dispose d'un rapport que lui a remis, comme prévu, M. René Girault, professeur d'histoire à l'université Paris-X-Nanterre, chargé, il y a un an, d'animer une « mission pour l'histoire ». Selon M. Girault, un instituteur sur trois n'enseigne jamais d'histoire à l'école primaire. Dans les collèges, beaucoup de professeurs chargés de cet enseignement n'ont reçu aucune formation spécifique.

Le ministère de l'éducation nationale organisera, d'ici à deux ou trois mois, un colloque national sur l'histoire. Puis une réforme de l'enseignement sera préparée. Elle verra probablement le rétablissement d'un « fil continu » dans l'apprentissage des connaissances historiques à l'école et l'instauration d'une cohérence entre le primaire et le secondaire. Il serait à souhaiter, aussi, que les sept cent mille élèves du technique qui sont actuellement écartés de l'enseignement de l'histoire puissent y accéder.

La colère de M. Mitterrand risque d'être ressentie durement par les enseignants. L'apprentissage de l'histoire en accusation, c'est, inévitablement, les enseignants eux-mêmes montrés du doigt, même si les responsabilités ne sont pas délimitées. Les hommes prendront les critiques pour eux, quand elles visaient peut-être d'abord un système et une organisation. Quelques jours auparavant, M. Savary avait estimé, devant les militants Freinet, qu'il « *reste encore à convaincre la majorité du corps des enseignants de l'urgence d'un changement profond de l'école* ». Deux déclarations qui jetteront quelque trouble à la veille de la rentrée.

Cette colère a peut-être été provoquée par la conviction qu'un pays en crise dans un monde en crise a, plus que jamais, besoin de ressentir ses solidarités à l'intérieur de lui-même et au-dehors. Il reste à espérer qu'elle ne retombera pas avant que soit mis en place, sans précipitation mais fermement, un enseignement de l'histoire cohérent et passionnant. La télévision a déjà réussi à intéresser petits et grands. Cela devrait faciliter le travail indispensable des maîtres auprès des apprentis citoyens.

CHARLES VIAL.

● *Le Conseil national du patronat français* (C.N.P.F.) recommande aux chefs d'entreprise d'accorder des « *assouplissements d'horaires* » le jour de la rentrée des classes pour permettre aux parents d'accompagner à l'école « *leurs enfants qui abordent la vie scolaire pour la première fois* ». Cette mesure, déjà préconisée les années précédentes par le C.N.P.F., pourrait « *dans toute la mesure du possible* » concerner « *celui des deux parents* » qui souhaiterait en bénéficier.

CARNET

Naissances

— François CHAILLEY-POMPEI et Michèle, née MORANI, ne laissent à nul autre le plaisir d'annoncer la naissance de

Pierre-Paul.

40, boulevard Paoli,
Bastia (Haute-Corse).
Le 22 août 1983.

Décès

— Ambert.
Mme Jean Banière,
Ses enfants et ses petits-enfants,
Les familles Basiez, Balme, Nierat, Pellet et Armilhon,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BANIÈRE,
avocat honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

rappelé à Dieu le 31 août 1983 dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 3 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean d'Ambert.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni discours.

— Mme Nouvelot,
Mme Goix
et ses fils,
Les familles Goix, Legleye, Touraine, Hurteaux, Manière,
Et leurs amis,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Paul GOIX,
chirurgien,

survenu dans sa cinquante-sixième année, à Fontenay-sous-Bois, le 21 août 1983.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— L'association Noël pour la Pologne a la grande tristesse d'annoncer la mort de

Nina IWANSKA,
ancienne déportée
de la Résistance polonaise,

le 21 août 1983 à Nîmes.

[Arrêtée par la Gestapo en Pologne en 1941, Nina Iwanska a été déportée au camp de concentration de Ravensbrück, où, avec soixante-cinq de ses jeunes camarades polonaises, elle fut prise de force pour servir de cobaye humain dans la série d'expériences pseudo-médicales d'un SS de haut rang, le professeur Gebhardt, titulaire de la chaire d'ostéologie de l'université de Berlin.

Réfugiée en France après la guerre, elle exerça le métier de journaliste tant qu'elle put résister aux ravages de l'« opération » qu'elle avait subie.

En décembre 1980, elle rassembla ses dernières forces pour faire parvenir en Pologne le premier envoi massif de vivres et de médicament, en réunissant des personnalités comme le sénateur André Diligent, l'abbé Pierre et Geneviève de Gaulle-Anthonioz, elle-même ancienne déportée de la Résistance.]

— Pertuis-Lourmarin.
Mlle Jeanne Goulin,
Parents et amis,
font part du décès de

Mme René MOUREREAU,
née Marthe Goulin,

Les obsèques ont eu lieu à Lourmarin le 25 août 1983.
« *Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés.* »
Ev. Jean, chap. 15, v. 12.

— *Mme Marie-Thérèse Oswald, à Fribourg,*
Les familles Oswald, Germann et Zgraggen, en Suisse,
Ainsi que les familles alliées et les amis,
ont le profond chagrin de faire part du décès de

Jean OSWALD,
écrivain,

leur cher beau-fils, neveu, cousin et ami, que Dieu a rappelé à lui le 26 août 1983, à l'âge de quarante-sept ans.

Les obsèques seront célébrées à Paris le lundi 5 septembre 1983, à 16 heures, en l'église Saint-Séverin, sa paroisse.
L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

55, rue Saint-Jacques,
75005 Paris.
Belle-Croix 9, 1752 Villars-sur-Glâne, Suisse.

— Les familles Straram et Marrast ont la douleur de faire part du décès de

M. Enrich STRARAM,
ancien président-directeur général
du Théâtre des Champs-Elysées,
ancien directeur
de la bibliothèque musicale
de la Maison de la radio,

survenu le 28 août 1983 à l'âge de quatre-vingts ans.

On se réunira à 16 heures le vendredi 2 septembre 1983 au cimetière de Passy (Paris-16e).

3, rue Théodore-de-Banville,
75017 Paris.

— M. Hugues Valetas,
son époux,
Franck et Eric Valetas,
ses fils,
Mme Jean Debiesse,
sa mère,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part de la disparition brutale, le 10 août 1983, de

Mme Annick VALETAS,
née Debiesse,

à l'âge de quarante-deux ans.

— *M. et Mme Alain WORMSER,*
Julien et Olivier,

ont la douleur de faire part du décès de

Benjamin,

endormi dans la paix de Dieu, le 30 août 1983, à l'âge de six mois.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité.

2, rue du Bois-de-Boulogne,
92210 Saint-Cloud.

Anniversaires

— Le 31 août 1976, notre fils
Vincent CAZES
trouvait la mort.
« *Je reçus un coup qui retentit encore dans ma vie, car à chaque heure il trouve un écho.* »
Balzac.

— Il y a deux ans, le 1er septembre 1981,

René de BISSY

était enlevé à l'affection des siens.
Une pensée est demandée à tous ceux qui gardent son souvenir en union avec les messes célébrées à Bissy-Chambéry, Cavalière et Paris.

— Nice.
Le 29 août 1981 nous quittait

François FAURE,
agrégé de l'Université.

Que tous ceux qui l'ont connu et estimé aient une pensée pour lui.

Messes anniversaires

— En souvenir du deuxième anniversaire de la mort de

Nicolette RUDELLE

périe en mer à l'âge de quinze ans, une messe sera célébrée mercredi 7 septembre, à 18 heures, en l'église de Lion-sur-Mer (Calvados).

Communications diverses

— Le Consistoire israélite de Paris annonce que la cérémonie des déportés sera célébrée le dimanche 4 septembre 1983, à 11 heures, en la grande synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9e, en présence des plus hautes autorités civiles et militaires, sous la présidence de

M. René SIRAT,
grand rabbin de France.

billet

Prière d'admirer

LA rentrée littéraire est l'occasion de lancer sur le marché de la lecture une brassée de récits nouveaux, parmi lesquels les amateurs guetteront avec avidité ceux qui, peut-être, sont marqués au coin du génie (ou plus modestement du talent). Pêche miraculeuse, où il s'agit de dévoiler les merveilles cachées au creux des pages. Cette idée de dévoilement montre bien que, selon une croyance répandue, la valeur littéraire est une qualité propre du récit, un attribut de l'œuvre qui demande à être reconnu.

Toutefois, cette façon de voir ne correspond peut-être pas tout à fait à la réalité, comme l'explique le sociologue Claude Lafarge, disciple de Pierre Bourdieu, dans un essai sur la Valeur littéraire. *Selon lui, le récit existe d'abord par la façon dont il est mis en circulation et par l'usage qu'en fait le type déterminé de lecteurs auquel il est destiné. Le nom de l'éditeur, la collection, la présentation même du livre orientent celui-ci vers telle ou telle catégorie de consommateurs, de critiques, de médias. Sa carrière dépendra de sa position dans la hiérarchie des genres littéraires, qui va des plus « chics » et des plus élitistes (poésie et littérature d'avant-garde) aux plus populaires (policier, espionnage ou roman sentimental).*

Selon le genre auquel appartient l'ouvrage, l'attente du public est tout à fait différente : alors que le lecteur populaire recherche dans un livre un plaisir et une détente, lui demandant d'être le plus fidèle possible à son étiquette (un SAS ou un Harlequin doivent d'abord ressembler à un SAS ou un Harlequin), le lecteur intellectuel recherchera – au prix d'une certaine ascèse, l'ennui pouvant être le compagnon du plaisir – la petite différence qui marquera l'originalité, la rupture, la nouveauté radicale de l'ouvrage. Il s'intéressera moins à l'histoire qu'au ton et à l'écriture. En même temps, par cette lecture savante qui saura situer le livre dans le champ de la littérature, il le sauvera de l'obscurité, il le fera exister.

Si tout le monde écrivait...

Ainsi, ce qu'on appelle la « valeur littéraire » ne serait rien d'autre que le discours qui accompagne cette rencontre conjoncturelle entre un récit et un lecteur de la deuxième catégorie, évoquée plus haut. Discours autoritaire qui classe l'œuvre, lui fournit des références et une généalogie la fait entrer dans l'olympe des dieux – ou des demi-dieux, – entreprend de la célébrer, et désigne ses lecteurs possibles. « La critique savante, *résume Claude Lafarge,* est une mise en demeure d'admirer. »

Si nous allons jusqu'au bout de ce raisonnement, la valeur littéraire n'est pas dans l'œuvre. Elle ne résiste ni au temps ni à l'espace. Nous pouvons, sous l'influence de telle mode littéraire, nous intéresser à une œuvre exotique ou ancienne, mais c'est au prix d'un détournement qui ne laisse plus subsister grand-chose de sa fonction originelle. « Le plaisir ou l'ennui causé à un lecteur de 1912 par un livre écrit en 1612 est presque un pur hasard », *écrit Valéry dans* Tel quel.

La valeur littéraire est un code, qui permet aux gens avertis de se reconnaître, de tenir conversation (quitte à feindre de se brouiller) et surtout de se distinguer des non-initiés. Claude Lafarge fait observer que la fuite en avant vers l'avant-gardisme et l'hermétisme n'a jamais été aussi grande que depuis que les progrès de l'instruction ont permis à un plus grand nombre d'avoir accès à la lecture : c'est qu'il faut maintenir intact le fossé entre les happy few *et les autres. Comme disait encore Valéry :* « Si tout le monde écrivait, qu'en serait-il des valeurs littéraires ? »

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

★ **LA VALEUR LITTÉRAIRE. FIGURATION LITTÉRAIRE ET USAGES SOCIAUX DES FICTIONS, de Claude Lafarge. Fayard, 354 pages, 89 francs.**

Voyage à travers les romans

Avec ses mœurs, son climat intérieur, l'économie de ses passions, la géographie de ses rêves, la politique de ses pensées, chaque romancier peut être considéré comme un pays. De même, chaque roman peut se visiter comme une des provinces de l'imaginaire. Josyane Savigneau a commencé, et continuera de se promener parmi les romanciers de la rentrée et parmi leurs livres. Voici son premier *carnet de voyage*. Il associe Alphonse Boudard, Jean Echenoz et Suzanne Jacob.

Alphonse au « café du pauvre »

A-T-ON idée d'envoyer une femme voir ce vieux macho d'Alphonse ? Pour commencer une promenade par un apéro avec lui, il faut savoir que, face à Boudard, *« les gonzesses »* n'ont qu'à bien se tenir. Et pour peu qu'on ait lu son dernier livre, *le Café du pauvre*, l'histoire de ses amours de l'immédiat après-guerre, c'est carrément de la perversion. A moins qu'à force de côtoyer les misogynes nouveau style – ceux qui jurent par la libération des femmes en les méprisant radicalement – on n'ait attrapé la nostalgie de la vieille école, du solide, du « macheau » (prononcé à la manière Boudard).

Dans le livre, pour ce qui est du « mec » authentique, vous allez être servies, *« belles lectrices attentives »* comme vous nomme Alphonse. Car le « café du pauvre » ne désigne ni le bistrot ni l'ersatz de café que vous imaginez, mais, selon *le Petit Simonin illustré par l'exemple, « des ébats amoureux suivant immédiatement le déjeuner : dans sa carrée sous les toits, cette brave môme avait fait à Milo une tortore de première. Correct, Cézigue offrait à son tour le café du pauvre ».*

A son retour de guerre, le jeune Alphonse n'avait pas le sou, rien à manger, mais du désir à en exploser. Ce qui le *« travaillait », « c'était les femmes. Tout simplement le sexe au départ... Le besoin vital, le rut, le tringlage. Veuillez m'excuser d'être comme ça brutal, chères lectrices, je ne veux pas vous raconter de l'enjolivé pour le seul plaisir, n'est-ce pas ».*

De fait, il ne maquille pas ses besoins sexuels en problèmes existentiels. Odette, sa marraine de guerre, catholique plutôt coincée, se montrant vraiment trop timide, il trompe



Dessin de Bérénice CLEEVE

l'attente – macho, mais jamais violeur – avec la grosse Lulu, la charcutière, qui se laisse voluptueusement culbuter entre ses jambons, avant d'offrir à notre héros quelques « charcutailles » – ça le change des lentilles.

Quant à Jacqueline, la militante, elle préférera toujours une bonne discussion sur le marxisme à une partie de jambes en l'air. Restent Flora, et Cricri, la belle pute... mais cela ne saurait se raconter dans ces colonnes convenables. Il faut passer un moment avec *le Café du pauvre, « et sans le prendre trop au premier degré, au ras du sol »* selon les recommandations de l'auteur.

Après une telle lecture – décapante certes, mais tout de même ! – on s'attend à ce qu'il fasse son numéro de mec, son Boudard par Boudard, ou au contraire le baratin de la pudeur – *« vous savez les machos sont de grands timides... »* – bref, rien de très engageant. Eh bien ! on en est pour ses frais. Dans le bar cossu qu'il a choisi pour ce rendez-vous, il est seulement attentif, courtois, il a la délicatesse de faire comme s'il avait tout son temps – alors qu'il doit signer une pile de livres et faire un tour au Petit Marigny où sa pièce *les Sales Mômes* commence le 23 septembre. Il est même réservé, presque gêné qu'une femme, qui pourrait être sa fille, vienne lui parler de ses récits d'exploits amoureux. Je sens que si je lui disais qu'il est plutôt sexy dans son ensemble beige doré, avec sa chemise à col ouvert, il trouverait ça franchement osé.

Évidemment, on peut raisonnablement penser que si on s'engageait dans un débat sur le féminisme on mettrait à jour quelques divergences. Après l'avoir écouté expliquer, avec sincérité, que dans son enfance *« c'étaient les femmes qui avaient le pouvoir, puisque, à la campagne comme chez les prolos, elles tenaient les cordons de la bourse »* et que *« maintenant elles ont parfois troqué le vrai pouvoir contre ses apparences »*, on le surprend à admettre que chez lui, il est *« le patron » – « mais c'est parce que je suis un mec autoritaire ».*

Les silences d'Echenoz

Au moins n'est-il pas de ces hommes qui ont « compris » les femmes, et assènent un discours exempt d'un réel intérêt pour elles. Il reconnaît simplement *« ne pas avoir beaucoup de contacts avec les filles des jeunes générations », « ne pas bien savoir ce qu'il en est », « car vous savez, les femmes d'avant la pilule et celles d'après, ça n'a rien à voir. Tout a changé et l'on est tous prisonniers de ses héritages. Moi je suis un homme d'avant ».* Il s'avoue tranquillement *« gourmand de femmes » : « Je crois qu'on voit toujours sa vie dans les yeux des femmes. J'aime bien ce que disait Albert Simonin : tu verras quand tu ne rencontreras plus le regard d'une femme, là tu seras vieux ».* Il n'aimerait sans doute pas s'entendre dire qu'il est... attendrissant. Et pourtant...

Décidément, ils choisissent tous l'anonymat des cafés pour se *« faire passer sur le gril »*, comme dit Alphonse. Jean Echenoz aurait même, *a priori*, préféré ne pas venir du tout. On l'imagine mal dans le rôle de l'auteur harcelant son attachée de presse, se plaignant de ne pas avoir eu « Apostrophes » pour son deuxième livre, *Cherokee (voir le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech)*. Au téléphone, il était hésitant, mal à l'aise. C'est suffisamment rare pour mettre en appétit de rencontre.

Il cache ses trente-cinq ans derrière sa blondeur, ses yeux gris et son sourire gêné, enveloppe sa nervosité dans la fumée des Gitanes, masque ses activités extra-littéraires derrière un évasif *« alimentaires »* et protège son intimité – *« J'habite Paris... pas loin du Cirque d'hiver ».* Il fait une exception pour sa timidité, qu'il ne dissimule pas.

Parler de son livre ? Il ne voudrait pas s'y dérober, sembler discourtois ou s'en tenir au banal *« Je l'ai fait, je n'ai plus rien à dire ». « Quand on écrit en inventant, ou en appliquant des théories, on peut sans doute mieux développer ses idées,* explique-t-il, *mais moi je fais cela pour le plaisir... je ne vais pas dire le plaisir du texte, de quoi aurais-je l'air ? ».* Même si c'est un rien pervers, on se sent réconforté de son inconfort, comme rassuré de rencontrer un jeune écrivain, nommé Echenoz, qui ne se prenne pas déjà pour Echenoz.

Et puis de retenue en malaise, réciproques – c'est contagieux – on le retrouve presque volubile, racontant combien il adore Flaubert – *« Il décrit une action, et il introduit une cassure, tourne la phrase en dérision »*, – comment Stendhal le laisse *« sec »*. On en vient même à évoquer *Cherokee*. Pas le livre ni les indiens, mais le morceau de musique, *« un thème que tous les musiciens de jazz ont dans la tête, thème difficile, sorte d'éliminatoire ».*

Du jazz, qu'il a fallu imposer aux parents – *« J'avais douze ans et j'ai cru ma dernière heure arrivée »* – nous sommes passés au cinéaste Wim Wenders, et à Paris – *« Il est très important que ce livre se passe à Paris ; j'aime cette ville, je l'ai traversée à pied, plusieurs fois ».* Jean Echenoz n'a plus vraiment de déplaisir à la conversation.

Il confie même, sans affectation, que son premier roman *le Méridien de Greenwich* (Minuit, 1979), a été un total désastre commercial : *« J'étais ennuyé pour l'éditeur, mais moi je n'étais pas vraiment blessé. J'étais content d'avoir fini ça. J'avais porté mon manuscrit dans beaucoup de maisons, j'étais content que plusieurs aient répondu favorablement, content d'être publié. Tout cela ne m'a pas empêché de me remettre au travail. Mais je n'ai pas donné ce que j'ai écrit entre* le Méridien *et* Cherokee. *Je n'en suis pas satisfait. »*

Disons-le, *le Méridien de Greenwich* s'est vendu à peine à mille exemplaires. Si le même sort devait être réservé à *Cherokee*, les médias et les lecteurs n'auraient pas de quoi être fiers.

A la recherche de Laura

Sur les traces des personnages-enquêteurs d'Echenoz, on se prend aisément au jeu de la recherche de Laura Laur, étrange femme qui a donné son nom à un livre plaisant. Serait-elle cette petite brune qui prétend s'appeler Suzanne Jacob, être l'auteur du roman, être née, comme Laura, à Amos, au nord-ouest du Québec ? Sans doute que non.

Laura, personne ne peut la découvrir. Son signalement même est imprécis. Sur le point d'être reconnue, elle disparaît ou elle meurt. Peut-être même n'existe-t-elle pas, sauf comme signe d'un moment de crise dans la vie de chacun des protagonistes du récit, comme obsession, comme question.

Suzanne Jacob ne fait pas tant de mystères. Sauf sur son âge, *« pas par coquetterie de femme, mais parce que par l'âge on est classé dans une catégorie à laquelle on n'appartient pas forcément ».* Drôle, corrosive, se riant d'elle-même, elle aime à se raconter, avec son joli reste d'accent québécois : ses parents et leurs sept enfants, son grand-père originaire de l'Aveyron, des études qui l'ennuyaient, une année passée à Montpellier – *« on était venu de chez nous en cargo »*, – la naissance de son fils (il a dix-sept ans) ; le théâtre, le *« nomadisme »*, le retour au Canada, le départ vers l'Ouest – les Rocheuses, – la chanson, la petite maison d'édition montée au Québec et, par-dessus le marché, un premier roman, *Flore Cocon*, publié en 1978 à Montréal. Touche-à-tout ? Instable ? Débordante d'énergie ? Suzanne Jacob ne choisit pas.

Il y a longtemps qu'elle s'amuse à s'inventer des histoires et à les offrir aux autres. Elle en faisait des petits livres qu'elle cousait ou reliait elle-même, avant de les envoyer comme cadeau à ses amis. Même *Flore Cocon* a d'abord été un cadeau de Noël pour quelqu'un. *« Mais avec « Laura », il s'est passé quelque chose de différent. Pour la première fois quelqu'un, Jean-Marie Borzeix, du Seuil, a eu un type de lecture qui a tout changé. Grâce à lui j'ai accompli un véritable travail sur mon texte, j'ai accédé à un autre stade d'écriture. »*

Heureuse de ce premier livre publié en France, elle oscille entre l'euphorie et l'inquiétude, passant d'un *« j'aime plutôt rire »* un peu trop jovial à un furtif *« j'aimerais que « Laura » soit... réchauffée par beaucoup de lecteurs ».* Elle attend que cette histoire, racontée sans chercher l'effet, sans se « pousser du col », soit aimée, simplement, comme elle a été écrite.

JOSYANE SAVIGNEAU

★ **LE CAFÉ DU PAUVRE, d'Alphonse Boudard, La Table ronde, 277 p., 87 F.**

★ **CHEROKEE, de Jean Echenoz, Les Éditions de minuit, 247 p., 59 F.**

★ **LAURA LAUR, de Suzanne Jacob, Le Seuil, 181 p., 65 F.**

le feuilleton

A LA LOTERIE D'AUTOMNE

« Cherokee » ou les fenêtres sur cour de Jean Echenoz

VOICI donc rouverte la loterie annuelle qui, en France comme nulle part, rythme la vie littéraire et prétend trier ses recrues.

Le système ne perturbe pas seulement le commerce du roman. Il en vicie l'inspiration. Il existe désormais un style de fiction écrite pour plaire aux quatre ou cinq jurys qui décident des révélations de l'automne. L'attente du public et la nécessité profonde du texte comptent moins que les goûts *présumés des jurés.*

Outre sa date de parution, l'ouvrage « primable » se reconnaît à ses premières pages. Par des références à la mode, une certaine contorsion de bon aloi ou des incipit abrupts, on repère le débutant décidé à ce que les arbitres du milieu parlent à son sujet d'un ton nouveau, d'une voix, bref, comme dit une couverture sur trois, d'un « écrivain » en train de naître.

DES dizaines de premiers ou de deuxièmes romans dégringolés sur nos tables, j'ai retenu *Cherokee*, parce que l'auteur, Jean Echenoz, ne fayote pas en vue des lauriers d'automne. Il suit son petit bonhomme de chemin, et nous y entraîne, sans clinquant ni chiqué, parfois même en prenant le risque de décontenancer, d'horripiler, le lecteur.

par BERTRAND POIROT-DELPECH

D'Echenoz, on a pu lire, en 1979, *le Méridien de Greenwich*. Est-ce *une impression due à la couverture, les Editions de Minuit ayant abrité l'essentiel du nouveau roman des années 60 ? Ce coup d'essai m'a laissé le souvenir d'un excès d'esprit expérimental contraire à la* spontanéité, donc aux séductions naturelles.

Cherokee échappe à l'empois intimidé des premiers livres. L'humanité interlope qui peuplait déjà *le Méridien de Greenwich*, Echenoz y revient sans complexe et en fait son signe distinctif : détectives miteux et mythiques, gagne-petit jaunis par l'électricité de leurs bureaux sur cour, engrisaillés par leurs circuits de banlieusards lunatiques. Si *les rapprochements ne coûtaient pas aux jeunes dont on les gratifie, je dirais que les personnages d'Echenoz rappellent à la fois ceux de Marcel Aymé et de Patrick Modiano.*

Comme *le Vaurien* ou *Boulevard de ceinture*, *Cherokee* se situe de l'autre côté des beaux quartiers et des loggias à poutres apparentes façon artiste où se déroulent la majorité des romans français contemporains. Sans populisme facile, nous nous retrouvons dans les arrière-cours qui ont fait la gloire du cinéma français des années 30-40, entre le Cirque d'hiver et Ivry-Centre, là où les cris et les odeurs s'échangent *d'un étage à l'autre, où les doigts collent à la rampe.*

VOUS dire ce qu'il advient au juste à Georges Chave et à Fred, *aux enquêteurs ringards de la société Benedetti, j'en serais bien incapable. L'intrigue de Cherokee emprunte aux « polars »* américains leur complication négligeable et vite effacée de la mémoire. Impossible, en revanche, d'oublier tel recoin d'immeuble ou d'hospice, telle volière à perroquets, les cubes gris où les villes modernes du monde entier pétrifient des millions de destins à l'identique. Echenoz est un fameux paysagiste, au fond. Qu'il prenne le métro aérien, qu'il fasse halte dans un restauroute, ou qu'il suive un truand contrebassiste *dans sa planque des Basses-Alpes, il a l'art de pénétrer le décor, d'en inventorier les armatures cachées, les équilibres et les chaos secrets. Ce faisant, Echenoz remet à sa place d'honneur l'environnement*, comme on dit maintenant, *le réseau de matières et de formes* qui nous cement l'âme, ce cadre qui a eu tant d'importance à la haute époque du roman et sur lequel les auteurs français font l'impasse depuis quelques générations, sinon pour répéter platement que « c'est l'enfer ».

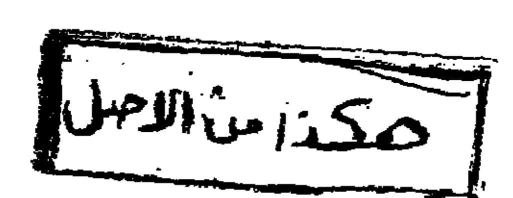
Les historiens de bientôt pourront consulter Cherokee *pour savoir l'effet que faisait aux hommmes de 1983 le fouillis de courettes et de* jardinets puants où le progrès les a parqués. *Aucun roman récent ne* m'a suggéré, comme celui-ci, l'absurdité molle d'un bouchon sur un périphérique...

L'INTÉRÊT de cette poursuite cocasse aux marges de la ville et de sa population est mieux que documentaire. Le réalisme d'Echenoz ne va pas sans poésie. L'amour et le jazz y jouent leur partie subtile. Comme dans *Fantôme d'une puce*, de Braudeau, fâcheusement oublié l'an dernier par les sélections officielles, la recherche éperdue d'une femme absente tient lieu de lumière sur fond *de crapuleries maladroites et de ténèbres. Devant la misère matérielle et physique, on dirait qu'une pitié à la russe sauve ces déchets abou*liques et goguenards. *Mais on n'est pas là, dans un roman, pour se* demander ce qui rachète les gens, ou les requinque !

On lira *Cherokee* pour un dernier motif qui se fait rare : on y rit. Libérés du terrorisme universitaire, les auteurs de fictions restent tributaires d'un préjugé tout français selon lequel le comique ne fait pas aussi riche et bien dans le tableau que le haut tragique, ne serait-ce *que parce qu'il se prête moins à l'exégèse. Ou alors, quand ça rit, c'est en coin, dans le clin d'œil hyper-culturel pour érudits. Avec Marcel* Aymé, *déjà cité, Echenoz partage la verve comique des zincs.* Ses vagabonds ont le grabuge fraternel et mariole. Au plus sombre de leurs errances, ils gardent l'instinct du saugrenu, la fantaisie moqueuse des bons vivants. Leurs dialogues en monosyllabes témoignent du peu qu'ils ont à se dire, mais qui se dit encore, et vertement.

Nous voilà enfin hors des alcôves intellectuelles où le roman *savant s'exténue. Echenoz nous offre cet exotisme : une visite-éclair dans la « bof génération » telle qu'elle a gagné les traîne-savates des* périphéries en temps de crises économique et morale ; *une faune* engluée dans la matière, quadrillée, mais douée d'une fantaisie rageuse, inédite.

★ **CHEROKEE, de Jean Echenoz, Editions de Minuit, 247 p., 59 F.**



portrait

Lewis Mumford et les villes

● *L'autobiographie d'un « homme de la Renaissance »*

Né en 1895 à Flushing, près de New-York, Lewis Mumford est un cas dans le domaine scientifique et littéraire du vingtième siècle. En effet, sans grades universitaires, il a reçu par la suite les plus hautes distinctions internationales, a été professeur et conférencier dans les plus importantes universités, avant de devenir membre honoraire des principaux instituts d'architecture et de planification urbaine.

A l'ère de la spécialisation, il reste essentiellement, sur le plan de la connaissance, un esprit encyclopédique, un « homme de la Renaissance ».

A quatre-vingt-huit ans, il vient de publier le premier volume de son livre autobiographique, *Sketches from Life* (1).

D'ORIGINE anglaise et allemande, Lewis Mumford a connu une époque fortement secouée par des découvertes artistiques et scientifiques, qui ont complètement changé notre conception de l'Univers et notre sensibilité : théorie de la relativité, radiation atomique, cubisme, freudisme et toutes les formes de littérature issues de Joyce. Alors qu'on identifiait progrès avec changement et changement avec refus du passé, Mumford échappa aussi bien à l'optimisme des technocrates d'après guerre qu'à l'effondrement intellectuel provoqué par le souvenir de l'holocauste.

Un biologiste et sociologue écossais, Patrick Geddes, exerça une influence décisive sur sa formation. La lecture des ouvrages de ce dernier poussa Mumford à s'intéresser de plus près aux études régionales et urbaines. Patrick Geddes forme, avec les humanistes victoriens, une famille de pensée à partir de laquelle Mumford bâtira son œuvre : vingt-sept livres et plus de mille articles, qui auront, à leur tour, une influence considérable sur des générations d'architectes et d'urbanistes.

Il est difficile de faire un choix parmi tant d'ouvrages importants. Citons ceux qui lui tiennent le plus à cœur : *Arts and Technics* (2), dont il dit : « *Ce livre a été écrit lorsque mon esprit était le plus riche.* » Il définit dans cet ouvrage les relations entre l'homme et la machine, entre ses impulsions et la poussée technique. Un autre ouvrage, particulièrement émouvant, *Green Memories* (3) retrace la vie de son fils Geddes, mort au combat en 1944 à l'âge de dix-neuf ans. Dans *City through History* (4) – pour lequel il a reçu en mars 1962 le National Book Award, – Mumford déplore « *le déracinement et la solitude spirituelle de la cité envahissante* », et il conclut : « *La mission finale de la cité est de façonner la participation consciente de l'homme dans le processus historique et cosmique.* »

Un réfractaire

Les architectes et les urbanistes d'aujourd'hui devraient se pencher avec attention sur l'œuvre de Mumford, car la netteté de ses vues de synthèse ouvre le chemin de l'avenir. On n'oubliera pas que, durant la seconde guerre mondiale, alors que ses livres se lisaient sous le manteau, des urbanistes ont cherché dans ceux-ci de nouvelles structures pour la cité. Sa perception des forces qui motivent les événements humains, son importance comme critique d'architecture, pourraient à elles seules justifier sa notoriété, mais il n'est pas seulement, aime-t-il à répéter, « *un historien qui identifierait les styles sans en expliquer la signification* » : son analyse tient toujours compte du contexte social. L'attitude de Mumford se rapproche d'une certaine morale ruskinienne car, selon ce citoyen du monde, « *l'art et l'architecture sont là pour nous apprendre, non pas des théories abstraites, mais des vérités sur nous-mêmes et notre condition d'homme.* » Comme le dit si justement Martin Filler (5) : « *Le regard d'ensemble que Lewis Mumford porte sur des disciplines diverses..., en les enrichissant les unes par rapport aux autres, lui réserve une place unique dans le domaine de la littérature.* »

Lewis Mumford est réfractaire dans le sens où Kropotkine l'entendait, réfractaire aux influences extérieures, réfractaire à ses propres instincts. C'est l'histoire de cette bataille gagnée qu'il nous livre dans *Sketches from Life*, clé de voûte parfaite d'une grande carrière.

GHISLAINE P. LEBURGUE.

(1) *Sketches from Life, The Early Years*, avec seize croquis de l'auteur. Dial Press, New-York, 1982.
(2) Harcourt 1961.
(3) Harcourt 1947, réédité par Greenwood Press 1973.
(4) *La Cité à travers l'histoire* (traduction publiée aux Editions du Seuil, 1964).
(5) Dans *Architectural Record*.

EXTRAITS

« Le véritable progrès »

« *Il est certain que le progrès humain ne saurait s'accommoder des méthodes qui relèvent du dressage et, dans ce contexte, l'existence humaine, à plus ou moins longue échéance, est appelée à disparaître.*

Le véritable progrès ne peut résulter que de libres choix, mais il doit, en même temps, accepter la possibilité d'erreurs, crimes, délits, imperfections, échecs ; c'est à ce prix que toute communauté achète son droit à la vie, en brisant des chaînes qui lui assuraient une sécurité inconsciente. »

(*la Cité à travers l'histoire*)

∴

« *Si on ne les surmonte pas, les bases mêmes de la technique peuvent être minées, et notre retour à la barbarie s'effectuera à une vitesse directement proportionnelle à la complexité et au raffinement de notre patrimoine technologique.* »

(*Technique et Civilisation*)

BIBLIOGRAPHIE

● *Livres traduits en français :*

– *Technique et Civilisation* (Seuil 1950).
– *La Cité à travers l'histoire* (Seuil, 1964).
– *Le Déclin des villes* (France-Empire 1970).
– *Le Mythe de la machine Vol. 1 et 2* (Fayard 1973).

● *Ouvrages importants en anglais à retenir :*

– *The Culture of Cities* (Harcourt, réédité en 1970)
– *My Works and Days : A Personal Chronicle* (Harcourt 1979)

la vie littéraire

Amours tarifées

Personne ne conteste la nécessité d'une information honnête du consommateur. Pourquoi, s'est dit Alain Paucard, ne s'étendrait-elle pas à ces consommateurs honteux et souvent déçus que sont les clients du trottoir ?

Ne jouons pas les pères la pudeur : tout homme a été, est ou sera un jour ce client. Un jour de solitude, de curiosité, d'ennui ou d'égarement, si l'on veut se chercher de mauvaises excuses. Dès lors, mieux vaut s'épargner du temps et de l'argent en suivant le... *Guide (Paucard) des filles de Paris* (Garnier éditeur, 170 p., 65 F).

Il y a d'autant moins à faire le dégoûté que ce guide Paucard mérite d'être lu pour le seul plaisir de la lecture. C'est même son agrément essentiel. On n'est guère intéressé lorsqu'on apprend que *« des filles noires, non testées »* (par le guide), se tiennent boulevard Ney devant les établissements Calberson ; ou que de *« jeunes Françaises, style populaire »*, attendent en voiture devant la caserne du boulevard Bessières les troufions en retard d'affection.

Mais notre luron connaît admirablement son sujet et ses sujets. Il le proclame, et professe avec beaucoup d'humour son goût pour ces amours franchement vénales. Vingt-deux ans d'expériences avouées, ce n'est pas rien. Tirer de cette fréquentation assidue un livre qui joint, selon la formule, l'utile à l'agréable, c'est mieux encore.

JACQUES CELLARD.

Zola à Damas

La francophonie, en Syrie, n'est pas une « séquelle » du Mandat français, entre les deux guerres mondiales. Elle fut dans ce pays le vecteur de la modernité au dix-neuvième siècle et – paradoxalement – l'un des outils de la renaissance littéraire arabe. Il en est resté, chez les intellectuels syriens, un goût prononcé pour le roman français du siècle passé. Jamal Chehayed, né dans le djebel Druze en 1942, illustre parfaitement cet héritage. Enseignant au département de français de l'Université de Damas depuis 1974, il vient (après deux essais en arabe remarqués au Proche-Orient : *le Structuralisme génétique* et *Roman et épopée*) de publier dans notre langue une solide étude comparative sur la conscience de l'histoire chez Émile Zola et le célèbre romancier égyptien contemporain, Naguib Mahfouz. Ce dernier, dont on a lu en français *Passage des miracles* (Bibliothèque arabe, 1973) est d'ailleurs surnommé le « Zola du Nil ».

Issu d'une thèse de troisième cycle à Paris-III et d'une centaine d'articles de littérature comparée, l'ouvrage de Jamal Chehayed est préfacé avec verve par Etiemble qui écrit notamment : *« Au moment où de soi-disant « nouveaux philosophes » ne font que rabâcher un apolitisme hypocrite, il me paraît salubre, salutaire, qu'un citoyen syrien, courageux et intelligent, rappelle à ces petits messieurs, à ces trop habiles et plus encore versatiles Sollers, que l'on ne saurait étudier à fond quelque œuvre littéraire que ce soit en escamotant les conditions économiques et l'idéologie dominante – tracasseries policières y comprises, le cas échéant – dans lesquelles son auteur baignait quand il la produisit. »*

J.-P. P.-H.

★ **Jamal Chehayed. *la Conscience historique dans les Rougon-Macquart d'Émile Zola et dans les romans de Naguib Mahfouz*. Librairie des lettres et des arts. Damas. B.P. 4849. Maisonneuve et Larose, 15, rue Victor-Cousin, Paris.**

Jules Renard et Jean Jaurès

En date du 15 mai 1899, Jules Renard note dans son *Journal* : *« Je suis le monsieur qui a toujours, hélas ! le petit mot pour rire. »* Ce *Journal*, il a commencé à le tenir en 1887, à l'âge de vingt-trois ans. Il en a fait un exercice de lucidité, de laconisme et d'humour. Il a poursuivi sans répit le mot juste. *« Le mot juste ! Le mot juste ! Quelle économie de papier le jour où une loi obligera les écrivains à ne se servir que du mot juste ! »* (22 novembre 1894.)

La peur de l'émotion, la peur d'être dupe, la peur de ne pas paraître suffisamment intelligent, voilà qui explique, selon Henry Bouillier, cet usage constant du persiflage, même à l'égard des hommes que Jules Renard respecte le plus, comme Jaurès (1), dépeint dans le *Journal* sous l'aspect d'un *« professeur de quatrième qui ne serait pas agrégé, ou du gros commerçant qui mange bien »*... *« A une de ses plaisanteries, il rit trop, d'un rire qui descend des marches et ne s'arrête qu'à terre. »*

La très fine étude d'Henry Bouillier : *Jules Renard, l'écrivain qui prit peur*, est publiée dans la *Revue d'histoire littéraire de la France* (mai-juin 1983, édition Armand Colin).

ROLAND JACCARD.

(1) Calmann-Lévy a publié, récemment, une anthologie des œuvres de Jean Jaurès, présentée par Louis Lévy, préface de Madeleine Rebeyrioux (314 pages, 69 F). Signalons aussi la réédition de l'essai de Léon Blum : *Pour être socialiste* (édition Jaminck, 80 pages, 62 F).

au fil des lectures

Romans

Au voisinage de la mort

L'année dernière, un tapage intempestif avait accompagné la parution du premier roman d'Olympia Alberti, *Un jasmin ivre*, de sorte qu'on s'est acharné sur ce livre aux odeurs asiatiques et aux excès sensoriels. Il est à parier que la sérénité n'accueillera guère son deuxième roman, *Une mémoire de santal*, qui mérite une lecture patiente, une réflexion à froid, un respect éloigné de l'agitation. Les premières pages seront une fois de plus difficiles à franchir, car la romancière y propose tout son éventail de fulgurances fin de siècle. Puis, peu à peu, on découvre non seulement un domaine bien à elle, mais aussi une sorte d'éthique originale, qu'elle ne doit à personne.

Clara, la quarantaine, se sait atteinte du cancer. Au lieu de s'affoler ou de se résigner, elle décide de faire de sa fin un moment exemplaire, empreint de dignité. Il ne semble pas que cet effort lui pèse. C'est qu'elle a passé de longues années en Asie : le passage au néant lui sera doux, elle le veut, elle le sait et elle n'en démord pas. Sa première décision est de tenir les autres à distance, qu'ils appartiennent à son présent ou à son passé. Yannick disparu, Ben et Sacha, mari, amant ou fils, rejoignent une zone de la béatitude. Ils vivent, mais dans le souvenir ou l'abstraction.

Ce principe acquis, il convient de se parler et de parler aux autres sans attendre de réponse. Clara écrit un journal et monologue devant des bandes d'enregistrement. Son existence devient un exercice verbal. Cette confiance dans le mot, elle l'a toujours gardée : elle a vécu d'aimer la poésie, avec une passion particulière, comme si le poème était capable de remplacer un être. A ce compte, la souffrance et l'agonie se transforment en ascèse : sans doute est-ce l'aspect le plus nouveau de l'auteur.

Nourrie de Tagore et de Kipling, rappelant Marcel Schwob et le Gide des *Nourritures terrestres*, Olympia Alberti fait entendre une voix étrange. On l'a crue *artificielle et outrée* ; on peut ici en entrevoir la vraie substance.

ALAIN BOSQUET.

★ **UNE MÉMOIRE DE SANTAL, d'Olympia Alberti. Albin Michel, 204 pages, 65 F.**

La tristesse d'un vieux « rocker »

« *La seule chose dont je sois sûr aujourd'hui, à quatre minutes trente de mourir, c'est que le rock c'est de la culture et que, pour en faire, il est plus drôle d'être cultivé.* »

Fast Freddy, manque de chance, a accepté de jouer avec Jacky Space, un petit mec agressif, et son groupe, Vaisseau fantôme. Alors ses exigences, du genre éviter le bruit pour le bruit, les fausses notes, et le look obligatoire (le grand méchant look), cuir, clous, bottes, et chemise déchirée *à la fin du spectacle, il peut les* garder pour lui. Fast Freddy n'a pas une chance face aux certitudes de ses compagnons.

Ce qui lui fait mal surtout, c'est d'avoir trente-huit ans, d'en savoir beaucoup plus et d'être totalement *dépassé. Parce qu'il aime les pulls* larges, et qu'il se trouve encore, lui, à Nashville, ou à la Nation en juin 1963.

Paul Fournel, dont on connaît l'acidité et la tendresse, a magnifiquement croqué un groupe rock de la zone, vu avec la distance triste et pas dénuée d'affection d'un « *vieux* ». *Fred Jaunissert, dit Fred* Jones, dit Fast Freddy, se demande comment il peut être encore vivant, alors que tant de copains sont morts. Il prépare la sienne : ce sera bien, d'être électrocuté, là, à la fin du spectacle...

GENEVIÈVE BRISAC.

★ **UN ROCKER DE TROP, de Paul Fournel. Balland, « L'instant romanesque », 101 p., 39 F.**

Poésie

La révolte de Paul Nougé

Des mots à la rumeur d'une oblique pensée clôt la publication, par *l'Age d'homme*, des œuvres essentielles de Paul Nougé (1895-1967), qui fut, avec ses amis Camille Goemans, Louis Scutenaire et René Magritte, *une des plus vibrantes figures d'un* surréalisme belge, qu'on n'en finit plus de redécouvrir.

Ce dernier volume (1) reprend, pour l'essentiel, des opuscules introuvables et des textes parus dans des revues, comme *les Lèvres nues* et *le Fait accompli*.

Ce poète voyait dans Lautréamont un « *activeur* » qui avait réussi à dominer ses fantasmes en opposant la poésie de la colère à celle de la séduction. « *L'hygiène de la volonté pure* » qu'il décelait dans *les Chants de Maldoror*, Paul Nougé s'appliquera à la mettre en pratique dans sa vie et ses écrits.

« *Les parties que j'ai perdues, je sais maintenant que ce sont celles-là mêmes que je n'ai pas voulu gagner* », avouait cet auteur, qui déjoua tous les pièges et toutes les duperies de la vie littéraire pour, simplement, rester fidèle à ce qu'il écrivait, en novembre 1926, aux surréalistes français : « *Nous sommes l'esprit de révolte qui se refuse, qui éternellement se refusera aux conditions qui lui sont faites.* »

PIERRE DRACHLINE.

(1) Les volumes précédents s'intitulaient : *l'Expérience continue* et *Histoire de ne pas rire*.

★ **DES MOTS A LA RUMEUR D'UNE OBLIQUE PENSÉE, de Paul Nougé, collection « Lettres différentes », éd. l'Age d'homme, 116 p., 75 F.**

Vient de paraître

Religion

JOHN SAWARD : *Dieu à la folie*. – Une enquête sur les mystiques chrétiens qui ont vécu la religion comme un amour fou. (Le Seuil, traduit de l'anglais par Marie Tadié, 316 pages, 75 francs.)

Romans

GENEVIÈVE GENNARI, *les Portes du palais*. L'histoire d'une ascension sociale au dix-neuvième siècle, dans un climat d'irréalité et de fantastique. (Julliard, 215 p., 60 F.)

FRANÇOIS COUPRY, *la Vie ordinaire des anges*. Qui sont Je, Toi et Nabucco, qui kidnappent à Rome en 1982 une vingtaine de bébés, qu'ils emmènent avec eux, dans une fusée, vers d'autres galaxies ? Entre le conte de fées et l'opéra, la bande dessinée et la science-fiction, un roman qui cherche à répondre avec humour à la question fondamentale : comment naissent les dieux ? (Laffont, 344 p., 75 F.)

Autobiographie

ROGER VRIGNY : *Sentiments distingués*. – Un retour vers le passé, le témoignage d'un homme en quête des moments essentiels de sa vie, l'expérience intime d'une génération, celle qui eut vingt ans en 1940. (Grasset, 221 p., 62 F.)

en poche

Le grand art de Tynianov

TYNIANOV est certainement l'un des meilleurs écrivains de la brillante génération russe qui, née peu avant le siècle, ne devait pas survivre à la terreur stalinienne. Critique d'avant-garde, il se réfugie dès la fin de la seconde décennie dans le roman historique et écrit son chef-d'œuvre : *la Mort du Vazir Moukhtar*. Les trois récits, maintenant repris en édition de poche, sont de cette même période et de cette même veine.

Trois empereurs et trois époques y sont reflétés dans le miroir déformant de l'absurde : Pierre le Grand mourant et transformé en statue de cire – *Une majesté en cire* – cependant que sa catin, Catherine, devient impératrice, partage le pouvoir entre ses amants et relègue le tsar au Cabinet des curiosités ; Nicolas Iᵉʳ, qui, dans *l'Adolescent-miracle*, surprend deux soldats entrant dans un estaminet et mobilise l'empire pour les retrouver, mais se heurte bientôt aux commerçants de l'alcool, lesquels achètent sa maîtresse pour obtenir que l'empereur oublie l'affaire ; Paul Iᵉʳ, à demi-fou, auteur involontaire de l'histoire authentique et restée célèbre du *Lieutenant Kijé*, né d'une faute d'orthographe d'un scribe et que le tsar exile en Sibérie, gracie, marie à une dame d'honneur, fait monter en grade, de telle sorte que le personnage meurt général sans avoir jamais existé.

Mais ceux qui l'entourent existent-ils davantage ? Le grand art de Tynianov réside dans sa manière de représenter une réalité singulièrement haute en couleur, riche en événements, forgée par l'histoire, et qui se dérobe pourtant sous les pieds ou le regard de ses maîtres que le pouvoir a rendu « fous ».

JEAN BLOT.

● **LE LIEUTENANT KIJÉ, de Iouri Tynianov, traduit du russe par Lily Denis, Gallimard, « l'Imaginaire », 238 p., 26 F. Du même auteur : *le Disgrâcié* et *la Mort du Vazir Moukhtar* (Folio-Gallimard).**

● ***PARMI LES RÉÉDITIONS*** **: des nouvelles de Robert Musil : *Trois femmes*, suivi de *Noces* (Le Seuil - Points. Traduction et postface de Philippe Jaccottet) ; le *Discours de la servitude volontaire* de La Boétie (G.F. Chronologie, introduction, bibliographie, notes par Simone Goyard-Fabre, professeur à l'université de Caen) ; *Idées* d'Alain (Flammarion, coll. « Champs ») ; *le Nationalisme français. 1871-1914*. Textes choisis et présentés par Raoul Girardet (Le Seuil - Points).**

● **Signalons aussi un guide très utile dans cette période de crise : *Comprendre les théories économiques*, de J.-M. Albertini et A. Silem. Deux volumes (Le Seuil - Point).**

en bref

● **LA BIBLIOTHÈQUE SAINT-JOHN PERSE JEUNESSE d'Aubervilliers organise un concours de textes pour enfants à partir des langues suivantes : arabe, bambara, berbère, créole, espagnol, italien, portugais, serbo-croate, turc. Pour recevoir le règlement, écrire à la bibliothèque Saint-John Perse Jeunesse, 2, rue E.-Poisson, 93300 Aubervilliers (jusqu'au 1ᵉʳ octobre 1983).**

● **POUR LES PRESSES DE LA RENAISSANCE, la rentrée littéraire est marquée par le lancement d'une nouvelle collection : « Romans ». Sous la couverture, qui sera désormais celle de tous les ouvrages – blanc uni, avec le nom de l'auteur en noir et le titre en rouge, – viennent de paraître *les Grosses Bêtises*, de Frédéric Milan, premier roman de l'auteur de *Territoires de la défonce* (Hachette, 1980), et *Une mort très particulière*, de Nicole Adrienne.**

Chez Calmann-Lévy, Daniel Apruz, Grand Prix de l'humour noir en 1982, publie son sixième roman, *Méfiez-vous des arbres* ; Daniel Depland, lui aussi son sixième avec *l'Homme vêtu de lin*, et Alain Absire son cinquième avec *Vasile Evanescu, l'homme à tête d'oiseau*. Un seul nouveau venu : Jean-Louis Chabaud, avec *les Beaux Débuts*.

● **ERRATUM. – Contrairement à ce que nous avons écrit dans « le Monde des livres » du 26 août, c'est Daniel Benoin (et non Robert Hossein) qui assurera la mise en scène d'*Autant en emporte le vent* à la Comédie de Saint-Etienne dans l'adaptation de Georges Soria (Gallimard).**

histoire

Napoléon « for ever »

• Le mythe de l'Empereur à travers trois rééditions d'Elie Faure, de Léon Bloy et de Joseph Delteil

« JE suis destiné à être leur pâture ; mais je redoute peu d'être leur victime : ils mordront sur du granit. » Ce défi aux écrivains hostiles, Napoléon le lançait dans le *Mémorial*. Il ne comptait pas sur les artistes pour survivre.

Il se trompait, bien sûr, puisque c'est dans l'âme de Julien Sorel ou sur le masque fiévreux d'Albert Dieudonné que dure ce qu'il avait de meilleur. La France doit avoir besoin d'un bain de grandeur : trois rééditions confirment à quel point sa figure a inspiré des esprits opposés, et lui a rallié, jusqu'à nos jours, des talents divers. Devenu « *un homme qui porte un rêve dans son cœur* », selon Joseph Delteil, le « *poète du destin* », pour Léon Bloy, et « *un poète de l'action* », d'après Elie Faure, il cesse d'être l'ogre ou le tyran pour ressembler à une sorte de Petit Poucet, chasseur d'arcs-en-ciel, glissant au-dessus du monde visible.

En déchiffrant la « *destinée toute symbolique de cet être extraordinaire* », Léon Bloy composait avec *l'Ame de Napoléon* (1912) un poème paradoxal et échevelé, une cantate presque démente. Pour lui, « *l'histoire est comme un immense texte liturgique* », où Napoléon est « *un iota rutilant de gloire* ». Le génie n'est que la volonté divine incarnée « *dans un instrument humain porté à son plus haut degré de force et de précision* ». Le blocus continental devient « *un décret apocalyptique* ». Napoléon, comme Assuérus, se marie deux fois, « *répudiant une prostituée pour en prendre une autre, qui n'eut de commun avec l'Esther de la Bible que les parfums* ». Le retour de l'île d'Elbe et le vol de l'aigle, allant de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame, obéissent à « *un pressentiment surhumain, une secrète divination de la suzeraineté de Marie* ».

Poussé par une « *volonté mystérieuse* » et soumis à une « *force irrésistible* », Napoléon, selon Bloy, vécut « *un destin qui dépassait la compréhension de son génie* ». Cette analyse, que l'auteur du *Désespéré* et de *la Femme pauvre* appliqua à son propre cheminement, l'entraîne à faire de l'Empereur un champion du désintéressement absolu. Bloy, inspiré par son échauffement mystique, rejoint ainsi certaines intuitions de Wells et de Chesterton, enclins à croire que l'homme est un jouet, et l'univers un théâtre d'ombres.

Le *Napoléon* d'Elie Faure, publié le 5 mai 1921, jour du centenaire de la mort de l'Empereur, a inspiré le film d'Abel Gance (1). Il mérite, de toute façon, d'être relu, comme l'essai d'André Suarès, écrit dix ans plus tard, car il correspond à l'époque où, depuis Mussolini (« *Napoléon primaire* »), surgit la question de la dictature avec et sur les masses. Faure débute par une provocation calculée, en comparant Napoléon et Jésus, deux Méditerranéens, deux Orientaux. Il éclaire l'avers et le revers de son modèle, « *un monstre à deux faces* », justicier et bourreau, qui doit être jugé selon le point de vue de l'art. Alors « *tout s'illumine* ».

Faure, s'il juge le « *comédien* » et lui reconnaît l'égoïsme des « *hommes qui s'appartiennent le moins* », dévoile aussi, sous l'hermine, le véritable fondateur du « *bourgeoisisme* », l'apôtre de la décence et des « *vertus* ». « *Elles attendrissent Balzac*, écrit-il, *elles boursouflent Hugo, elles corrompent Ingres, elles font délirer Michelet, ânonner Stendhal lui-même et vaticiner Carlyle.* »

Avec Joseph Delteil, dont est repris aussi *les Cinq Sens*, une fable où l'auteur de *Choléra* s'amuse de la peste, nous nous retrouvons en plein soleil. « *Il plonge par toutes ses glandes dans le plasma Méditerranée.* » Napoléon, comme tout Corse, est un condottière qui porte en lui un rêve, « *le rêve de l'Inde* ». A travers l'Italie et l'Egypte, ce sont les Indes qu'il poursuit ; par-delà la plaine du Pô et le Taurus, « *il braque déjà sa lorgnette sur l'Orient* ».

Le dernier chapitre d'*Il était une fois Napoléon* (« *C'était un bel empire* ») est peut-être ce que Delteil a écrit de plus beau. Comme il s'est identifié ailleurs à Jeanne d'Arc et à François d'Assise, il se glisse dans la peau de l'Empereur, à Sainte-Hélène, arpentant la vallée du Géranium, « *un étroit vallon lamartinien, où coule une source fraîche, sur les cailloux bleus* ». L'aigle enfermé songe, regarde la mer vide, bée aux nues. C'est Prométhée, c'est Don Quichotte..., et son agonie le replonge, comme sous une poussière d'or, au cœur de son rêve d'enfant. Il lance, avant de quitter ce monde, en guise d'adieu, « *un regard de rajah* ».

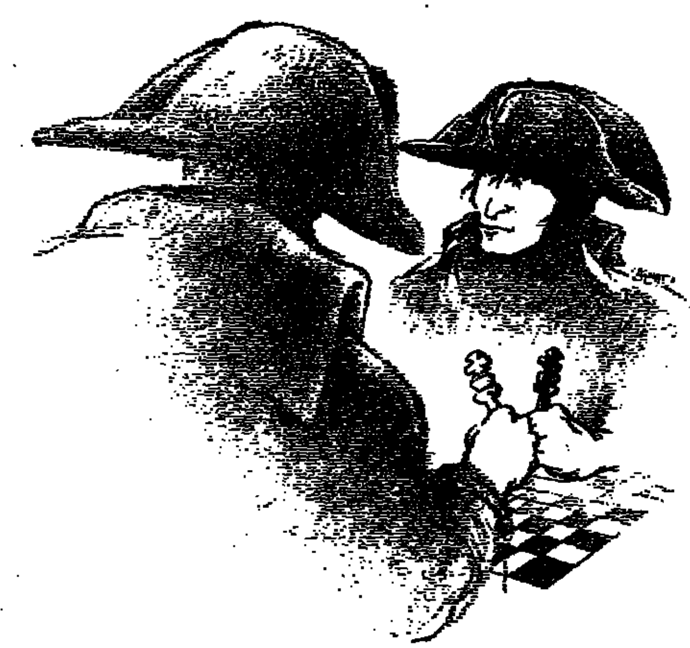
RAPHAEL SORIN.

★ **L'AME DE NAPOLÉON, de Léon Bloy, « L'imaginaire », Gallimard, 85 p., 16 F.**

★ **NAPOLÉON, d'Elie Faure, préface de Norman King, « Bibliothèque Médiations », Denoël-Gonthier, 218 p., 23 F.**

★ **LES CINQ SENS, suivi de IL ÉTAIT UNE FOIS NAPOLÉON, de Joseph Delteil, Denoël-Collot, 266 p., 79 F.**

(1) Voir *Cahiers Elie Faure, I* (chez Mme Châtelain, Les Roches, Le Perréon, 69830 Saint-Georges-de-Reneins).



Dessin de CAGNAT

Des roses pour Joséphine

DEPUIS longtemps, le général Bonaparte désirait une maison de campagne. En janvier 1799, Joséphine acquiert la Malmaison, un petit château situé sur la rive gauche de la Seine, dans une campagne ravissante : n'ayant pas un sou vaillant, elle ne cessera, pour agrandir et embellir sa propriété, d'accumuler les factures. Napoléon renâclait... et payait.

Délaissée, c'est dans son domaine, devenu enchanteur, que Joséphine terminera ses jours, et c'est là, sans doute, qu'on peut le mieux juger du rôle important qu'elle a joué dans son époque, en faisant venir, à grands frais, de tous les coins du monde, quantité de végétaux exotiques.

Les roses, aujourd'hui une banalité luxueuse, étaient alors, sinon une rareté, du moins réduites à quelques espèces. Les jardiniers de Joséphine les multiplièrent, si belles que, peu de temps avant sa mort, l'impératrice répudiée chargea Pierre-Joseph Redouté d'en peindre l'éphémère splendeur.

Le « Raphaël des fleurs » fit merveille, reproduisant, avec une minutie exemplaire, plus de cent soixante variétés de roses, dont certaines, aujourd'hui disparues, n'existent plus que sur ses planches. Elles illustrent cet ouvrage consacré à Joséphine comme un peu de merveilleux ajouté au merveilleux du destin.

G. G.-A.

★ **LES ROSES DE L'IMPERATRICE JOSEPHINE. Ouvrage collectif. Ed. Tallandier, illustrations de P.J. Redouté. Reproductions en quadrichromie, 139 francs.**

Vu par André Suarès

Le livre d'André Suarès *Vues sur Napoléon* (Grasset, 1933) est introuvable. Il s'agit pourtant d'une analyse du mythe napoléonien qui est à la hauteur de son objet. Suarès, qui ne s'intéressait qu'aux grands hommes — de Villon à Tolstoï, — a su voir dans Napoléon moins le prophète des temps modernes que l'incarnation de ce que nous avons appris à subir : la dictature des statistiques.

UNE idée n'est qu'un thème pour l'action, Napoléon préfère un croquis à un long rapport. Il est l'homme de la statistique. Il est plaisant de voir la statistique être à la fin la seule métaphysique de cette tête à casiers innombrables où l'abstraction semble tout absorber, où pourtant elle n'est que le signe des moyens vivants qui sont propres au métier du gouvernement et de la guerre.

Napoléon jouait fort mal aux échecs (...). Tout de même, le monde et la vie ne sont devant lui qu'un vaste échiquier : là, il joue à merveille de la cavalerie, de la forteresse, des marches et des contremarches qui font échec et mat aux rois.

D'ailleurs, quand il s'amuse avec les pions de bois et les pièces d'ivoire, il bâille ; il s'énerve, il s'irrite de n'être pas le plus fort ; il perd de son influence magnétique sur ces petits soldats sans os ni chair ni sang. Il enrage si on gagne contre lui ; on ne peut lui faire mieux la cour qu'en se laissant battre : il le voit, et ne s'en offense pas. Au besoin, il triche. Il est si bien le joueur impénitent de l'action qu'il n'admet pas de perdre. A la limite de l'action, il n'est plus de scrupule. Là, j'admire encore sa puissance volontaire, et combien elle l'emporte sur son intelligence. Il n'est jamais désintéressé.

L'idée est un plan où la vie s'applique aussitôt (...). Une idée qui ne peut pas être vécue fait rire le grand manieur d'hommes. Les docteurs ne pourront jamais le comprendre ni le lui pardonner.

Vivre, c'est être dans l'acte, et passer toujours à l'action et d'action en action. Tout le reste est sans valeur et sans objet. Goethe le sait. Le rêve est acte aussi : le rêve est l'imaginaire de l'action.

La chimère du poète est de prendre la pensée pour l'action ; et, au terme de cet excès, de prendre le rêve pour la pensée.

La chimère de Napoléon est de prendre toute action, même absurde, pour une forme légitime, et tout acte, même sans aucune raison, pour une nécessité concrète. Echec à l'Empereur.

Les « tiroirs » de l'empereur

LE texte définitif du *Mémorial de Sainte-Hélène*, de Las Cases, établi par Marcel Dunan, est repris en poche grand format chez Flammarion. Ce livre, qui effaça par son succès d'autres témoignages, est donné ici sans les « repentirs », les mutilations ni les négligences qui l'ont toujours défiguré. Il se lit, certes, comme un reportage écrit à chaud mais c'est surtout un extraordinaire instrument de propagande où l'empereur, livré à lui-même, dicte sa propre légende.

On y découvre, par exemple, un homme qui semble sortir d'une conversation avec Benjamin Constant pour faire l'éloge des « idées libérales » et s'attribuer, jusque dans sa condition de persécuté, le rôle de messie des « *grands principes de notre Révolution* ». Sur le « *principe des nationalités* », Napoléon se lance dans une analyse détaillée de son action en Allemagne, en Italie et en Espagne, oubliant qu'il chercha à les diviser — et Las Cases se garde de le contredire, — il affirme avoir « *voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation* ». Prophète du passé, il rejoue les coups manqués, médite sur ses batailles et ses traités, ouvre, comme il dit, les multiples « tiroirs » de son cerveau. Le mémorialiste, sans faire le tri, note tout : réflexions sur l'administration des armées, commentaires de Strabon, lecture des lettres de Mme de Maintenon, etc. A défaut d'avoir pu, comme Laclos, mettre son génie dans un seul livre, Napoléon l'a dispersé dans ses lettres, ses notes, ses dictées. Le *Mémorial* fourmille de traits et de jugements qui, repris dans d'autres ouvrages, ont contribué depuis à modeler le style des hommes politiques français.

Le dernier florilège en date, présenté par Julien Besançon, *Ainsi parle le chef*, emprunte aux études classiques de J. Tulard, F. Masson ou J. Bainville. Il classe les maximes et réflexions de Napoléon en dix rubriques (« Le génie du chef », « Le pouvoir », « Le gouvernement des hommes », etc.). Les formules, entre Lichtenberg et Chamfort, font mouche. Elles trahissent moins des conduites que les courbes d'une imagination sans frein. Les tyrans modernes n'ont plus de visage : Napoléon, même déchu, cédait aux tourments de sa jeunesse et s'en délivrait d'une phrase : « *En guerre comme en amour, pour en finir il faut se voir de près.* »

R.S.

★ **LE MÉMORIAL DE SAINTE-HÉLÈNE, de Las Cases, Flammarion, tome 1, 910 pages, 45 F, tome 2, 922 pages, 45 F.**

★ **AINSI PARLE LE CHEF, de Napoléon Bonaparte, Balland, 142 pages, 59 F.**

Un portrait de Murat

• Sous la plume de Jean Tulard.

LES biographes de Joachim Murat en font, la plupart du temps, un superbe lourdaud, héroïque sans conteste, mais moins doué pour la politique que pour la charge au sabre. Si quelques-uns mettent l'accent sur l'aspect chevaleresque de son caractère, d'autres vont jusqu'à lui faire porter la responsabilité de la chute de Napoléon. C'est trop.

Puisant dans les archives du Roi de Naples, aujourd'hui totalement accessibles, relisant d'un œil critique *le Mémorial de Sainte-Hélène* et y traquant les fausses lettres fabriquées par l'Empereur pour noircir son beau-frère, Jean Tulard, avec sa maîtrise habituelle du sujet, tire de Murat un portrait qui paraît plus équitable, sans le « réhabiliter » entièrement.

Ce qui frappe, dans les rapports entre Napoléon et Joachim, tout de suite, et tout au long de leur aventure commune, c'est l'antipathie, quasi viscérale, du premier pour le second. Il n'y a pas de refus, de reproche, d'humiliation cinglante que le maître, souvent injustement, ne fasse subir à celui qui l'a si audacieusement secouru, le 13 vendémiaire, et si vaillamment secondé par la suite.

Oui, Murat a trahi, par ambition, pour se garder un royaume, mais aussi parce que, envoûté par ce royaume, il obéissait à l'intérêt supérieur d'une Italie dont la réunification lui paraissait souhaitable, inscrite dans l'ordre de l'histoire. Pas si sot, au fond.

Le soldat Girault et sa clarinette

Fit-il, pour autant, le bonheur de ses peuples ? Nous apprenons les sentiments sans chaleur des habitants du duché de Berg pour les Français et pour le duc, dans les souvenirs du soldat Girault, qui revient dans ses foyers en 1810, après dix-neuf ans d'absence. Dix-neuf ans ! Le tiers d'une vie, selon la moyenne de l'époque...

Ce que nous raconte ce soldat musicien, n'ayant d'autre arme qu'une clarinette, c'est la vie quotidienne, en campagne : manger est la préoccupation majeure, se battre avec le froid, la vermine, et au besoin culbuter une fille vient ensuite. De temps en temps, on assiste, sans trop se montrer aux copains coupables, à des vols, des viols, des meurtres en série... Notre temps n'a pas inventé les Oradour.

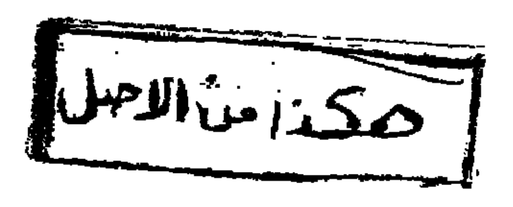
Girault n'est pas un sanguinaire ; pas davantage un héros. Il n'a rien à rapporter d'autre que ce qu'il a vécu à son humble niveau, traînant une femme et deux petits enfants sur les routes du Grand Empire.

Son témoignage, assez plat, vaut parce qu'il est sans enjolivures ni dramatisation. La guerre n'est fraîche et joyeuse que pour ceux qui ne la font pas.

G. G.-A.

★ **MURAT, de Jean Tulard, Hachette, 250 p., 72 F.**

★ **MES CAMPAGNES SOUS LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE, de Girault ; Le Sycomore, 195 p., 69 F.**



récits

Anne Bragance, ou la discrétion

EST-ON encore une petite fille *à quatorze ans ?* Vanessa, en tout cas, voudrait le rester. Non qu'elle trouve très supportable cet état d'attente où elle est, ce « *piétinement de la vie* » tout pareil, *dans ses incertitudes*, à l'attente du déménagement qui, chez ses parents, la fait cohabiter depuis des mois avec cartons et caisses : une espèce de mort dans la vie.

Le provisoire n'a rien de gai. *Mais que sera la suite*, avec ces réunions de famille, chaque année, pour l'anniversaire de la grand-mère, où les adultes étalent, sans s'en douter, leur sottise, leur *médiocrité et leurs mensonges* ? Faudra-t-il, comme eux, prendre la pose béate, un jour, pour la photo de circonstance sur fond de façade à glycine et de rancœurs rentrées ?

« *On dînera. On va dîner. On a dîné. Le temps passe de projets minuscules en assouvissement de rien. Ça n'en finit pas.* » Est-ce que c'est cela, être adulte ? Est-ce que c'est là, le sens de l'existence ? Et s'il y a autre chose à faire, d'autres voies, *qui montrera la route*, *qui indiquera* comment choisir entre tous les possibles ? A qui demander conseil et sur qui prendre appui ? A qui, surtout, se raconter, dire cette *angoisse qui monte*, ce dégoût qui étreint la gorge comme une peur ?

Un jeune ménage vient de s'installer dans la maison d'en face, pour les vacances. Tout le portrait, lui, de *Hardy Krüger et, connaissance* faite, la même fraternelle gentillesse qu'on imagine au héros de tant de films. Faute de courage pour parler à Vincent des perplexités qui l'habitent, Vanessa se met à écrire au sosie cinématogra*phique de son voisin : une* vingtaine de lettres que leur destinataire ne recevra pas, mais qui auront permis à l'adolescente de passer le cap et, frôlant le danger en toute innocence, de devenir ce qu'elle se refusait à être : une *femme*. On songe au *Portrait d'Eliane à quatorze ans* de Valery Larbaud, mais la délicieuse pointe de vice en moins, ce vice ingénu qui plaisait tant à l'auteur d'*Enfantines*.

« *Pureté* » est le mot qui vient à *l'esprit devant cette œuvre brève*, pleine et acide comme un citron *mûr* : un mot si loin de la mode qu'on ose à peine l'employer. Mais avec *l'Eté provisoire*, d'Anne Bragance, il ne s'agit pas de la pureté niaise, de l'angélisme fallacieux trop souvent attachés aux romans de l'enfance. Tout est dans le style. Un cristal qui laisse entrevoir, *comme par mégarde*, la complexité marécageuse de la vie.

∴

Dix-neuf nouvelles du même au*teur jouent sur ce damier des surprises*, dix-neuf nouvelles bouclées, brodées en quelques pages, à partir de ces futilités dont est fournie la vie, ou de ses tragédies secrètes. Ecrits entre janvier 1978 et novembre 1982, ces récits ont pris *le temps de se parfaire* sans rien perdre de la fraîcheur qui brûle dans les œuvres durables. Deux ou trois moins réussis peut-être (« Baptême », « Terrorisme en *herbe* », « La *reine* dort sur le dos »), mais c'est affaire de goût : d'autres les trouveront superbes.

Cinq feuillets pour crier tout bas la détresse d'une adolescente (la réplique de Vanessa), que ses parents ne « voient » pas souffrir, *trop occupés d'eux-mêmes* ; dix pour peindre la dérision d'un destin voué, dans l'ombre, à un autre, glorieux, et qui a sombré. Et ce petit chef-d'œuvre : « Comme d'habitude », où le lecteur recompose, après coup, le drame de deux êtres liés et déliés par la folie, l'implacable méchanceté de la vie et d'irrésistibles tendresses.

Des thèmes, repris, signalent les obsessions du moment, transfigurées : l'enfance ratée ou perdue, l'homme auquel il ne faut pas toucher parce qu'il appartient à une autre, l'ignominie des ragots, bavardages et autres calomnies, l'avenir en *suspens*.

En pleine maîtrise d'un art spéci*fique et qu'elle aime*, Anne Bragance nous donne là un festival de ses manières, l'humour et la désolation en sourdine, le quiproquo ou l'insolite surgis au moment des larmes naissantes. Elle conduit ses nouvelles à la façon de Tchekhov, *jouant sur l'allusion et les silences*, le dénouement ouvert, presque toujours, sur quelque chose de plus déchirant ou de plus intense que ce qui avait été formulé : Anne Bragance, ou la discrétion.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ **L'ÉTÉ PROVISOIRE, d'Anne Bragance, 173 p., 65 F. Mercure de France : LE DAMIER DE LA REINE, (nouvelles), 170 p., 65 F, même éditeur.**

histoire littéraire

Joubert, ou la passion de la perfection

Risquons le paradoxe. L'actualité de Joseph Joubert s'impose à proportion de la frénésie qui, chaque automne, s'empare du monde des lettres : « *Je ne sais quand il a résolu de se faire connaître par l'impression ; mais il étudie, il médite. Il se propose aussi de voyager.* » C'est de 1787 que datent ces mots de Marlin, ami de Joubert. Celui-ci a dépassé la trentaine *et prend assez son temps pour être encore du* nôtre. A telle enseigne qu'à la fois grand et méconnu il nous fait en 1983 le cadeau de textes en partie inédits, rassemblés sous le titre d'*Essais 1779-1821* et présentés de façon éclairante par Rémy Tessonneau (auteur de *Joseph Joubert éducateur*, Plon, 1944). L'ouvrage justifie, si besoin est, le plaisir pris à tracer le portrait d'un homme, dont tous ceux qui l'approchèrent ont vanté l'élévation de caractère et de style. Son ami Molé voyait en Joubert une autorité morale, un maître à penser, capable de lui adresser (en 1804) cette admirable déclaration : « *Je m'intéresse encore plus à votre bonheur qu'à vos succès et plus encore à votre vie qu'à vos livres.* »

« *COMBIEN j'aime les esprits de second ordre (Joubert, entre tous) qui, par délicatesse, vécurent à l'ombre du génie des autres et, craignant d'en avoir, se refusèrent au leur !* » Ainsi s'exprime Cioran dans *Syllogismes de l'amertume*. Il met en lumière, d'un trait affectueux et fulgurant, la personnalité et la situation d'un homme estimé, méconnu, énigmatique.

A l'encontre du cliché figeant Joseph Joubert dans l'effacement valétudinaire de la vieillesse, on reconnaît aujourd'hui une existence où les événements aventureux ne manquèrent pas. Il est né en 1754 à Montignac-le-Comte (Périgord), dans une famille bourgeoise qui comptera treize enfants. Son enfance scolaire se déroule à Toulouse, chez les Pères de la doctrine chrétienne. Alors que sa vocation ne dépasse pas le stade du noviciat, il exerce jusqu'en 1776 le professorat dans leur collège de l'Esquille. En 1778, il quitte la province pour Paris. Là, introduit dans les milieux littéraires et philosophiques dont il partage les idées avancées, il est quelque temps secrétaire de Diderot et noue des relations et des amitiés avec Fontanes, Marmontel, Laharpe, d'Alembert, Restif de La Bretonne ; on lui prête une liaison, entre 1784 et 1786, avec l'épouse de ce dernier. Ses projets et ses travaux journalistiques ne lui procurent que de maigres ressources ; perfectionniste, il les mène rarement à leur terme.

« C'était un égoïste qui ne s'occupait que des autres »

Un an avant la mort de son père, cruellement ressentie, 1789 survient, qui paraît marquer la coupure et la rupture de sa vie, ainsi qu'il l'indique dans son Journal : « *La Révolution a chassé mon esprit du monde réel en me le rendant trop horrible* » (25 mars 1802). Pourtant, c'est elle qui lui fournit une fonction, celle de juge de paix à Montignac, où il officie en 1791 et 1792, jusqu'à sa démission causée par des excès qu'il réprouve. En 1793, il épouse Mlle Moreau de Bussy, chez qui il s'installe, près de Villeneuve-sur-Yonne. Le château de Passy devient une de ses résidences principales. Dès 1774, il accueille Pauline de Beaumont, futur grand amour tragique de Chateaubriand. Celui-ci a raconté dans *Mémoires d'outre-tombe* comment, à son retour d'émigration au printemps 1800, il fait la rencontre de l'homme qui va désormais figurer dans une très belle constellation du sentiment : « *Fontanes me mena chez lui, me présenta à sa femme, et me conduisit ensuite chez son ami, M. Joubert, où je trouvai un abri provisoire (...).* » Ils forment, avec Mme de Beaumont, une société amicale et policée, *qui cultive, de façon éclairée*, les valeurs traditionnelles et retrouvées.

La dernière carrière de Joubert est due à Fontanes, grand maître de l'Université sous l'Empire et qui le fait nommer en 1809 « conseiller ordinaire » et inspecteur d'académie. Il sera mis à la retraite avec pension en 1815. La mort le prendra à Villeneuve-sur-Yonne le 4 mai 1824.

Connaître Joubert, on le peut, certes : une œuvre purement introspective, une correspondance et les témoignages de proches permettent un portrait approfondi et affiné de l'homme. Il y a comme un jeu d'échos qui se prolongent entre les pages magiques des *Mémoires d'outre-tombe* et les éléments d'autoportrait qui ouvrent les *Pensées*. Le leitmotiv de Chateaubriand : « *M. Joubert manquera éternellement à ceux qui l'ont connu* », « *Joubert a disparu* », « *Joubert n'est plus* », fait mesurer quelle amitié admirative lia les deux écrivains. Albert Thibaudet rend bien compte de leurs rapports quand il présente cet « *attique de la pensée* » comme « *ami et guide de Chateaubriand, avec une vocation irrésistible vers le scrupule et le silence* ». Sous la plume de « René », Joubert, qui « *avait une prise extraordinaire sur l'esprit et sur le cœur* », accède à sa complexe vérité : « *Sa grande prétention était au calme et personne n'était aussi troublé que lui : il se surveillait pour arrêter ces émotions de l'âme qu'il croyait nuisibles à sa santé, et toujours ses amis venaient déranger les précautions qu'il avait prises pour se bien porter, car il ne pouvait s'empêcher d'être ému de leur tristesse ou de leur joie : c'était un égoïste qui ne s'occupait que des autres.* » Ainsi, sous l'apparence séraphique et studieuse se cache un être plein d'élans comme en témoignent ces aveux de « l'auteur peint par lui-même » : « *Mon âme habite un lieu par où les passions ont passé : je les ai toutes connues* » ; « *Quand mes amis sont borgnes, je les regarde de profil* » ; ou plus loin, « *Qui n'est jamais dupe n'est pas ami.* » Car, écrit Joubert, « *quand on aime, c'est le cœur qui juge* ».

« L'œil de l'âme »

C'est à la ferveur de la mémoire qu'est due la première publication importante de ses écrits ; en 1838 paraît, à l'initiative de Chateaubriand, *un Recueil des pensées de M. Joubert*, lequel « *s'était fait l'idée d'une perfection qui l'empêchait de rien achever* » (*Mémoires d'outre-tombe*). Mais non d'entreprendre : *on sait qu'il a tenu ses carnets* personnels de 1774 à sa mort, soit pendant cinquante ans. Dans sa belle étude sur *le Journal intime* (PUF, 1976), Béatrice Didier montre que chez lui « *le Journal* (est) *comme une sorte de cure d'autoanalyse* ». En ce sens, comme en d'autres, ce romantique enraciné dans le dix-huitième siècle est un des *premiers modernes, avec ce goût des* fragments qu'il manifeste lorsqu'il s'avoue « *impropre au discours continu* ». Il est aussi le messager d'une hygiène d'écriture dont nombre de contemporains devraient faire leur profit : « *Je voudrais monnayer la sagesse, c'est-à-dire la frapper en* maximes, *en* proverbes, *en* sentences *faciles à retenir et à transmettre. Que ne puis-je décrier et bannir du langage des hommes, comme une monnaie altérée, les mots dont ils abusent et qui les trompent !* » Des esprits aussi différents que Ponge et Cioran n'ont pas négligé cette leçon. Avant bien d'autres, Joubert annonce, à la fin des âges classiques, un bouleversement dans la hiérarchie de facultés créatrices : « *L'imagination est l'œil de l'âme.* »

Les œuvres de ce croyant curieux, attentif et perspicace auront longtemps et lentement cheminé vers la lumière. Mais Joubert avait su très tôt le secret de la postérité : « *Excelle, et tu vivras.* »

SERGE KOSTER.

★ **JOSEPH JOUBERT, ESSAIS 1779-1821, édition présentée par Rémy Tessonneau. Nizet, 260 pages, 107 F.**

science-fiction

Bonnes nouvelles de demain

● *L'île du docteur Mort* : un titre parodique pour un recueil où les jeux de la littérature tiennent en effet une grande place. La nouvelle dite « à chute » a fait la gloire de la S.F. anglo-saxonne. Les nouvelles de Gene Wolfe, pourtant bon Américain, ne tombent pas : elles s'envolent. Et les personnages, que l'on n'oublie pas, s'en vont pour*suivre du côté des archives éternelles une existence* qui ne regarde personne, pas même les lecteurs. C'est l'envers de la mort... De beaux textes lourds et lents, d'une originalité profonde, dont la qualité littéraire, très soutenue, ne trouble pas la lecture. *Sept nuits américaines* est un bijou littéraire d'époque (Louis XV ?). *Les Cailloux d'un autre monde*, belle histoire de voyage dans l'espace, prend un air de Clarke ou d'Asimov. L'auteur attend les dernières lignes pour nous détromper. *C'est bien du Wolfe... Les éditions Denoël ont publié trois* volumes d'une tétralogie célèbre aux Etats-Unis qui nous révèlent la *face sombre de Gene Wolfe : l'Ombre du bourreau, la Griffe du demi-dieu et l'Epée du licteur. (L'île du docteur Mort et autres histoires*, de Gene Wolfe, Robert Laffont ; 420 pages, 89 F.)

● Une première série de la *Grande anthologie de la science-fiction* a été publiée en 1974 par le Livre de Poche. La deuxième série, réunie et présentée par Jacques Goimard, Demètre Ioakimidis et Gérard Klein, est en cours de publication. Elle compte déjà cinq *volumes : Histoires de Voyages dans l'espace*, de *la Fin des temps*, d'*Envahisseurs, Parapsychiques* et *Divines*. Chaque volume est introduit par une préface sur le thème. L'ensemble vise à donner un tableau complet de la science-fiction anglo-saxonne du troisième quart de siècle, véritable âge d'or du genre. Les « grands classiques » y sont légion. Citons l'inoubliable *Boulevard Alpha Ralpha*, de Cordwainer Smith (Histoires de *la Fin des temps*), *le Père truqué*, qui a fait *découvrir Philip K. Dick aux lecteurs français vers 1956, la Sentinelle*, nouvelle de A.C. Clarke dont fut tiré le scénario de *2 001 l'Odyssée de l'espace...*, ces deux textes dans les Histoires d'*Envahisseurs*. Les récits de facture moderne sont naturellement plus rares. A signaler *Neuf vies*, d'Ursula K. Le Guin (Histoires *Parapsychiques*) et *les Miroirs de la mer*, de Gregory Benford (*Histoires d'Envahisseurs*). Restent une vingtaine de volumes à paraître : une éternité de belles et bonnes lectures. *Grande anthologie de la science-fiction*, édition le Livre de Poche, chaque volume environ 450 pages, 22 F.)

● Il faudra bien se résoudre à mourir seul ! nous dit Jean-Pierre Andrevon en huit nouvelles et sur tous les tons. « *Peut-être ne suis-je pas mort, après tout*, médite le narrateur d'*Alpha*, un des récits les *plus typiques du recueil. Peut-être suis-je un vivant qui rêve sa mort, ou alors un mort rêvant qu'il est vivant encore. Je ne sais pas. Mais si je suis vivant, mon seul espoir est de mourir enfin pour que cesse la douleur* » (p. 55). Ce manifeste est un condensé d'une des œuvres les plus sombres de toute la science-fiction. Avec Andrevon, les jeux obsessionnels d'Eros ne font pas oublier longtemps les ravages de Thanatos. Superbement écrit. (*Il faudra bien se résoudre à mourir seul*, de J.-P. Andrevon, éditions Denoël ; 224 pages, 28 F.)

● *Univers*, après une longue carrière trimestrielle, est aujourd'hui une anthologie annuelle, animée par Joëlle Wintrebert, qui confronte à travers leurs derniers récits les auteurs anglo-saxons et les auteurs français. Impression générale : un certain classicisme est *sans doute, actuellement, la meilleure façon d'être moderne en S.F. Univers 1983* est un recueil foisonnant. J'ai remarqué, entre autres, *Retour à la vie*, de Michael Bishop, *la Vallée des ascenseurs*, de Sylviane Corgiat et Bruno Lecigne, et *Diffère quelque temps ton bonheur céleste*, de Somtow Sucharitkul. (*Univers 1983*, édition J'ai lu ; *416 pages, 16 F.*)

MICHEL JEURY.

civilisation

Divorce à l'israélienne

● *Un roman cruel d'Avraham Yehoshua*

EN 1979, avec *l'Amant* (1), roman puissant aux nombreux personnages, à la construction audacieuse, le public français découvre un nouvel écrivain *israélien*, Avraham B. Yehoshua. Dans un recueil de nouvelles (2) publié une année plus tard, celui-ci confirme ses qualités d'analyste raffiné. Son troisième livre — qui vient d'être traduit en français — le désigne comme un des grands romanciers d'Israël.

Quel beau livre, ce *Divorce tardif*, quel livre terrifiant ! Il gêne, il irrite car l'auteur s'acharne à démonter avec précision la mécani*que secrète* des amours et des haines, à peindre leur glissement progressif vers l'ultime déchirure, vers la décomposition et la mort. L'histoire commence d'une manière anodine : *un grand-père* et son petit-fils langent un bébé dans un appartement de Tel-Aviv. Très vite, cependant, le lecteur se trouve entraîné vers cette frontière imprécise qui sépare la « *normalité* » de la folie affirmée.

Qui est fou ?

Yehuda Kaminka, le grand-père en question, est un Israélien d'origine slave. Il a quitté sa femme qui souffre de troubles nerveux et qui avait tenté de l'assassiner. Émigré aux États-Unis, il s'éprend d'une *autre femme*, lui fait un enfant, décide de l'épouser mais doit tout d'abord rentrer au pays pour obtenir son divorce, un divorce bien tardif.

Voici donc pour Yehuda, revenu en Israël après une longue absence, un temps retrouvé : sa famille, deux *fils, une fille*, une bru et un gendre, des petits-enfants. Bien sûr, il y a aussi sa première femme, Noémi, qui déraisonne dans un asile psychiatrique à Haïfa. C'est un étrange univers, mais peu à peu le lecteur s'y installe, le comprend, s'y attache. La fille de Yehuda, Yaël, a épousé un avocat brouillon et bruyant. Assa, le fils aîné du père revenant, est chargé de cours à l'Université. Il a épousé Dina, une belle jeune femme aux *velléités* littéraires, qui lui fait peur, qu'il ne sait pas aimer. Ils n'ont pas d'enfant. Hormis le silence, ils ne peuvent partager que des étreintes maladroites. Tsvi, le fils cadet, est *un homosexuel qui aime trop* l'argent. Un vieux banquier père de famille, perdu, malhabile et croyant, se traîne à ses pieds sans espoir.

L'irruption parmi eux de ce père établi dans les lointaines Amériques les bouleverse tous. Sa présence agit comme un catalyseur puissant. La vie de chaque membre de cette famille « comme les autres » prendra un chemin différent... Pendant qu'au fil des journées la cérémonie du divorce s'organise, la relation difficile entre Yehuda « sain d'esprit » et Noémi, son épouse internée, évoluera progressivement pour aboutir à l'explosion finale et fatale, à la dernière et tragique *interrogation* : qui est fou ?

La construction de cette oraison pour un divorce est tout aussi hardie que celle du précédent roman de Yehoshua. Dans chacun des neuf chapitres qui composent ce travail d'orfèvrerie, chaque héros se raconte et réfléchit les autres, tel un miroir. Malgré de nombreux retours en arrière, malgré une brève projection dans un moment postérieur aux événements, malgré l'optique différente de chaque personnage, la ligne du récit est parfaitement maîtrisée. Dans la transparence grise d'une fin d'hiver israélien, enveloppés des odeurs chaudes qui baignent les villes du Moyen-Orient, nous entendons *parfois la petite musique de* la mer au fond de la baie de Haïfa.

EDGAR REICHMANN.

(1) Calmann-Lévy, voir « le Monde des livres » du 4 mai 1979.

(2) Calmann-Lévy, voir « le Monde des livres » du 29 juin 1980.

★ **UN DIVORCE TARDIF, d'Avraham B. Yehoshua, roman traduit de l'hébreu par Guy Seniak, Calmann-Lévy, *325 pages*, 89 F.**

Le génie des Pharisiens

● *Une exégèse des textes les plus énigmatiques du Talmud.*

LE Puits de l'exil, qui vient d'être traduit en français pour la première fois, constitue la plus extraordinaire tentative, issue du monde juif traditionnel, pour défendre et illustrer l'Aggadah du Talmud (1).

En pleine Renaissance, le Maharal de Prague (1522-1609) (2) *commence une* œuvre monumentale à l'âge de soixante ans, pour faire apparaître le génie de la vision pharisienne. Et il entreprend exactement le contraire de ce qu'ont fait la plupart des défenseurs du Talmud pour valoriser les récits (*Aggadoth*) de cet océan tant de savoir tant décrié : au lieu de retenir les textes les plus édifiants, il prend le parti d'expliciter les passages les plus incongrus et les plus scandaleux, ceux qui ont valu aux pharisiens les injures souvent répétées des chrétiens, qui les accusaient d'être des esclaves de la lettre, de rester trop attachés à la chair et de ne pas l'être assez à l'esprit.

Le Puits de l'exil n'est pas un ouvrage de propagande, qui voudrait plaire à un public cultivé ; il fait partie de ces livres autour desquels on vit quotidiennement, dans les écoles talmudiques, le combat acharné et ininterrompu de l'étude ; il est une pièce capitale de la bibliothèque des *yechivoth* (collèges où le Talmud est enseigné). Ses thèmes sont nombreux, mais on peut en distinguer trois principaux : la sexualité, traitée comme dimension métaphysique essentielle de l'homme, Israël et les nations, le sens de la Tora et des commandements. *La création du* monde, la divinité, les grands épisodes relatés par la Bible, constituent la trame du livre.

Au passage, celui-ci définit la terre d'Israël comme celle qui « *ne tend pas vers les extrêmes* », et il nous donne une fantastique leçon de géographie « éthique ». Les sujets évoqués se trouvent apparemment aux antipodes des préoccupations *morales, mais la passion pour l'éthi*que envahit tout le champ du savoir, y compris des secteurs comme l'astronomie.

Le Maharal s'intéresse, dans *le Puits de l'exil*, aux textes du Talmud les plus fous, les plus énigmatiques. Son ouvrage s'appuie, mais discrètement, sur l'édifice de la Cabale ; il use aussi de formules empruntées au vocabulaire d'Aristote, *via Maïmonide, mais qui changent* radicalement de signification, et l'on aurait tort de prendre trop au sérieux ses tournures philosophiques. C'est d'un autre monde que celui de la philosophie qu'il s'agit.

André Néher avait discerné dans l'ouvrage du Maharal un mode de pensée dialectique, précurseur de Hegel. Une *autre thèse*, celle de A. Kariv, en a fait une préfiguration du kantisme. Mais de quel mérite, ou de quel prestige, revêt-on le Maharal en le considérant comme un Hegel balbutiant ou un Kant au berceau ?

Le Puits de l'exil, pris comme il est, nous est bien plus précieux avec sa langue chaotique, *totalement dé*pourvue de rhétorique, ses mouvements répétitifs propres à l'oralité, ses concepts flottants, que « rehaussé » d'un vernis philosophique qui ne peut que lui porter ombrage. Grâce à lui, le lecteur est plongé *dans le monde du judaïsme* authentique.

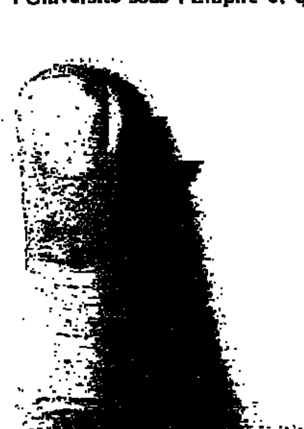
CHARLES MOPSIK,
traducteur du Zohar,
chargé de cours à Paris-VII.

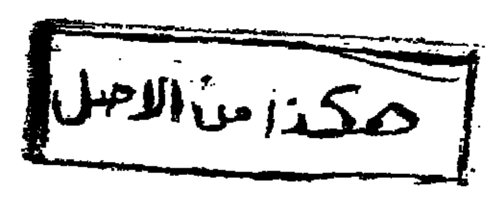
(1) Aggadah : la partie du Talmud rédigée sous forme de récits légendaires constitués de paraboles et de visions qui donnent la signification cachée de l'ensemble du texte. (Cf. « Aggadoth du Talmud de Babylone ». Recueil des principaux récits du Talmud. Verdier *1983, 1 500* p.)

(2) Maharal : initiales de *Morenou harav Loew* (« Notre maître le sage Loew »).

★ **LE PUITS DE L'EXIL, de Rabbi Yehudah Loew (dit Maharal de Prague), traduit et présenté par Edouard Gourévitch, L'Île verte, Berg International, 460 p., 120 F.**







Le Monde

culture

TÉMOIGNAGE

La double foi de José Bergamin

Après la mort de José Bergamin (*le Monde* du 31 août), l'écrivain Carlos Semprun-Maura, qui l'a bien connu, évoque l'itinéraire politique et intellectuel d'un homme qu'on connaît mal parce qu'il a été peu traduit (1).

« Malraux m'a nommé fantôme en ce château », aimait à dire José Bergamin, logé, lors d'un de ses exils parisiens, dans les combles d'un « monument historique » du *Marais.* Je retrouvais là sa silhouette frêle, voûtée, son profil d'oiseau inchangé. Je l'ai connu de tout temps – mon père était son ami – et il m'a toujours semblé que les années passaient sur lui, sans laisser de traces, comme si, né « vieux », il était par cela même, immuable. Mais voilà que « *la main de neige* » a fini par le rejoindre.

Aimant les paradoxes à l'excès, *cet écrivain catholique, admirateur* de Maritain, choisira en 1936 non seulement le camp républicain, mais ce qu'il y avait de pire en son sein : les communistes. Son long « compagnonnage de route » *ira très loin*, jusqu'à le conduire à cautionner de sa plume et de sa signature les mensonges staliniens contre le POUM

Il m'a fait parler pendant des heures, pour que je lui explique pourquoi j'avais quitté le P.C.E. en 1956. *Je citais, en vrac, le* XX[e] congrès du P.C.U.S. – la révélation, pour moi, du Goulag – les insurrections hongroises et polonaises, tout ce qui nous a, bien tardivement, ouvert les yeux. *Il hochait la tête : « Tu as peut-être raison. »* Mais il n'était nullement convaincu. Nullement.

En fait, ce n'est que dans les toutes dernières années de sa vie qu'il avait pris ses distances avec les *communistes et était même devenu* fort critique à leur égard. Aussi n'est-ce par pat hasard, ni par amour des côtes cantabriques, qu'il a choisi de finir sa vie au Pays basque. C'est parce *qu'il était sincèrement* convaincu que les « choses importantes » se passaient là-bas. Comme si, pour vivre, il avait besoin d'une double foi : outre sa foi chrétienne, une foi politique, « révolutionnaire ». Les communistes l'ayant *déçu, il avait reporté sa passion poli*tique sur l'ETA-militaire. A chacun ses lubies...

Aujourd'hui que des prêtres organisent des scissions staliniennes (eh oui !) au sein du P.C.E., aujourd'hui que les frontières semblent floues *entre ce qui était traditionnellement* la « gauche » et la « droite », on aura peut-être du mal à comprendre la singularité que représentait, pour un catholique espagnol des années *30, de choisir la « gauche ».* Alors (heureux temps !), catholique était synonyme de réac – donc franquiste, – sauf, pratiquement, la poignée d'intellectuels réunis par Bergamin autour de la revue *Cruz y Raya* (croix et trait, mais aussi plus et moins, affirmation et négation, toujours le goût des paradoxes et des *aphorismes*).

Fou de littérature

Mais ce n'est pas, je pense, la figure *politique, sincère et contradic*toire, de Bergamin qu'il faut garder au premier plan de nos mémoires, car ce « fou de Dieu » était aussi un fou de littérature, de culture. Ecrivain prolixe et polyvalent – poète, essayiste, auteur dramatique, – il laisse une œuvre importante, quoique inégale. Sa poésie, fortement inspirée par la poésie mystique espagnole et si limpide, curieusement, en comparaison de sa prose et de son *théâtre*, constitue, je crois, la part la plus essentielle de son œuvre.

S'il a été peu traduit, c'est peut-être parce que son écriture, baroque, étincelante, résiste farouchement à toute traduction. *Mais sans doute a-t-il été*, lui aussi, comme tant d'autres, Ramon del Valle-Inclan notamment, le plus grand de sa génération, à mon humble avis, et tout aussi difficile à traduire, victime de la figure dominante du fade Garcia Lorca, *trop souvent* considéré, en France, comme l'Unique.

Mais une chose est partie avec lui dans le néant ; ses dons extraordinaires de conteur, de causeur, qui éblouirent son ami *Malraux*, parmi tant d'autres. J'allais souvent le voir dans son petit appartement madrilène – avant son départ pour le Pays basque, – un appartement d'étudiant, modeste, bourré de livres. Nous allions déjeuner dans une *tasca voisine*, où *les garçons* l'appelaient respectueusement « Don Pepe » et je l'écoutais parler pendant des heures. De littérature, de politique, – jamais de Dieu, du moins avec moi, – même de tauromachie, une autre de ses passions qu'il ne parvint jamais à me faire partager. C'était, pour moi, comme un vieil oncle déglingué, mais toujours vif, railleur, intelligent. La toute pimpante démocratie l'avait *déçu et nous nous* gaussions de tous ces nouveaux démocrates de la veille au soir. Sans doute en espérait-il trop. Sans doute à tort. Il n'a pas toujours eu raison, ce cher Don Pepe, *mais au moins c'était au sens* plein du mot un *original*.

CARLOS SEMPRUN-MAURA.

(1) Voir l'interview de Bergamin par Guy Suarès dans *Malraux, celui qui vient* (Stock, 1979).

CINÉMA

FESTIVAL DE VENISE

Revoir « Une étoile est née »

Revoir *Une étoile est née*, dans sa version intégrale de trois heures, est une expérience éprouvante *au terme d'une journée* chargée de projections : Judy Garland *paraît vivre en direct sur l'écran sa propre* tragédie.

Expérience passionnante parce que, derrière Judy Garland, c'est l'histoire d'Hollywood, de la fin d'Hollywood qui revit. Le scénario de *Moss Hart, la mise en scène de* George Cukor, ne trichent pas avec leur su*jet : celui qui perd ne gagne jamais plus sur* les rivages californiens. Ce fut le cas pour Eric von Stroheim, pour Orson Welles et, on le craint, pour Michael Cimino.

Une étoile est née* fut tourné un an à peine après cette déclaration de Clark Gable, un jour à Londres, à la cantine du stu*dio où il tournait les intérieurs de Mogambo*, de John Ford : *« L'ancien Hollywood que nous avons connu est en train de mourir ; on renvoie acteurs, techniciens, l'un après l'autre, les studios sont déserts. »

Le film annonce pratiquement l'avènement des « agents », ces intermédiaires qui *ne connaissent en général que la réussite* matérielle immédiate, la bonne combinaison financière, en ignorant la valeur humaine et créatrice des cinéastes. Le personnage joué par Jack Carson dans le film de Cukor est tout simplement féroce.

Le grand amour entre James Mason, l'étoile déclinante, et Judy Garland, l'étoile montante, donne au film sa force excep*tionnelle : lui fait tout pour se rendre* odieux à Judy Garland qu'il adore ; elle combat avec l'énergie du désespoir pour le sauver et sauver leur bonheur.

Les vingt-sept minutes manquantes ont été remises à leur place : vingt minutes de scènes en parfaite continuité, sept *autres étrangères, où le son normal s'ins*crit sur des images fixes. Ces sept minutes se situent vers le premier tiers du film et créent la plus bizarre des distanciations. Ce n'est pas l'expérience totale du *Napoléon*, de Gance, *reconstitué par les soins de* Kevin Brownlow, c'est pourtant une date dans l'histoire d'Hollywood. Warner condamne implicitement dans un carton préliminaire son propre vandalisme à l'égard du film original, *il y a vingt-neuf ans*.

Une seule réserve : il aurait fallu sup*primer tout le long numéro musical intitulé Born in a trunk*, entièrement tourné en l'absence de Cukor et contre sa volonté, qui déséquilibre en partie, mais en partie seulement, cette version originale. Ronald Haver, *responsable de la restauration, présent* à Venise, est entièrement d'accord avec ce point de vue. Car George Cukor *seul* ne fut jamais plus grand.

L. M.

George Cukor aurait-il approuvé ?

Venise a toujours eu l'art de mettre l'art avant le commerce, au risque parfois d'y laisser sa peau, comme après *1968. Les années écoulées*, la Biennale nous a offert successivement la version reconstituée du *Ludwig* de Visconti, la version intégrale originale de *Heaven's Gate* de Michael Cimino (mais nous attendons toujours la distribution ré*gulière de ce chef-d'œuvre*), *et cette* année nous propose la version « restaurée » de *Une étoile est née* : hommage double, à un film important de l'histoire hollywoodienne, à George Cukor, le metteur en scène, qui avait été honoré l'an dernier d'un Lion d'or pour l'ensemble de son œuvre, à l'occasion du cinquantenaire de la Biennale. Ronald Haver, directeur du *département* cinéma du Los Angeles County Museum, a as*sumé la principale responsabilité de* ce travail, dont il décrit les péripéties, dans la dernière livraison de la revue *American Film* (numéro de juillet-août), l'organisme officiel de l'American Film Institute.

Lors de sa première à Hollywood, le 29 septembre 1954, dans sa version originale de trois heures, *Une étoile est née connaît un énorme* succès. Le film marque le retour à l'écran de l'enfant chérie du public américain, Judy Garland, après quatre ans de silence, une tentative de suicide en 1950, son divorce d'avec son second mari, Vincente Minnelli. Au cours des années 40, surtout pendant la guerre, Judy Garland et ses comédies musicales de la M.G.M. ont symbolisé, sinon une sorte de paradis perdu, du moins un monde en marge. *Lancée véritable*ment avec *le Magicien d'Uz* dès 1939, Judy, comme on l'appelle affectueusement, incarne le dynamisme de la jeunesse dans plusieurs films au côté de Mickey Rooney (et d'abord dans *Babes in Arms*, montré juste après *le Magicien d'Oz*, et qui ressort ces jours-ci sur nos écrans). L'histoire d'amour entre Judy Gar*land et le public anglo-saxon* atteindra son apogée en 1944 avec *Meet Me in Saint Louis*, champion au box-office.

L'existence de celle qu'on aurait pu baptiser la petite fiancée du monde, du moins de l'Amérique, comme autrefois Mary Pickford, tourne à l'aigre. Pressée par le studio qui tient à exploiter jusqu'à l'os ses possibilités, Judy Garland paie son triomphe d'une extrême tension *nerveuse. Elle achève son dernier* film chez M.G.M., *Summer Stock* (1950, avec Gene Kelly), au prix d'une véritable torture physique et morale. Après son départ de M.G.M., *elle se reconstruit une car*rière dans des *radio shows*, puis sur *la scène*. Son apparition au London Palladium en 1951 est mémorable : le public anglais lui fait un triomphe, et elle connaîtra un égal succès à New-York.

Son *troisième mari, Sid Luft*, pense qu'il est temps pour elle de faire sa rentrée à Hollywood. Le véhicule choisi, un remake d'un succès de 1937, *Une étoile est née*, avec Janet Gaynor et Fredrich March. C'est l'histoire d'une grande vedette *hollywoodienne, Norman Maine* (rôle tenu cette fois par James Mason, qui remplaça très vite Cary Grand, primitivement choisi) et d'une chanteuse de jazz dont il fera à son tour une star (rôle attribué à Judy Garland), alors que sa propre étoile *commence à décliner*.

George Cukor est chargé de diri*ger la nouvelle version*. Il utilise le cinémascope, mis au point l'année précédente avec *la Tunique*. Le tournage s'étend sur cinq mois, le budget passe de 2 à 5 millions de dollars. Le film achevé, Warner Bros ajoute un *numéro musical* supplémentaire de vingt minutes, *Born in a Trunk*, dirigé par le chorégraphe Richard Barstow, avec lequel le metteur en scène n'aura rien à voir. Le film, un peu bâtard, mais brillamment écrit par Moss Hart, se veut *un solide mélodrame sans tout* à fait abandonner les prestiges de la comédie musicale. Résultat inévitable avec une personnalité comme Judy Garland, dont toute la vitalité trouvait son expression achevée dans le chant. Quand l'ordre est *donné de raccourcir le film* d'une demi-heure, on passe outre à la suggestion de George Cukor de faire lui-même le travail, on taille à tort et à travers. Ce qui tombe principalement : la construction dramatique des rapports entre James Mason et Judy Garland, *ainsi* que deux chansons.

Lors d'une *rétrospective* Cukor, en 1973, Ronald Haver publie une brochure illustrée des documents prêtés par Cukor, le scénario, et une collection abondante de photos de tournage. Rudi Fehr, vice-président de la Warner, fait entreprendre des *recherches, en vain. Un jour, un ap*prenti monteur de la Warner signale qu'il a retrouvé la bande sonore mixée, complète, de la version de trois heures et, quand la décennie *80 est désignée par l'American Film* Institute « Décennie de la préservation », Robert Daly, chez Warner donne le feu vert à Ronald Haver qui se met à la tâche en 1982.

Au dépôt de films de la Warner, et dans les laboratoires new-yorkais où furent tirées les cent cinquante copies de la version intégrale, Ro*nald Haver ne trouve rien*. A Hollywood, au studio Warner, il met assez vite la main sur la bande son complète de la copie originale. Il retrouve enfin vingt minutes d'images *synchrones sur les trentes disparues*. La décision est prise, avec l'accord du studio, d'insérer des photos fixes de la collection Cukor là où ne subsiste aucune prise de vues. *Lisze Bechtold* Blyth, spécialiste du cinéma d'animation, supervise *ce délicat travail. Le tirage cou*leur à partir du négatif original est excellent, et le montage s'achève en suivant strictement le cahier de montage, également conservé.

La première projection de la version restaurée a eu lieu le 25 janvier *1983. La veille, George Cukor était* mort.

LOUIS MARCORELLES.

« LA JAVA DES OMBRES », *de Romain Goupil*

Les grands enfants perdus

Après *Mourir à trente ans*, son premier long métrage à la mémoire d'un compagnon de *mai 1968, qui* fut un véritable événement, Romain Goupil s'est lancé dans un récit de fiction où se retrouvent, pourtant, ses préoccupations idéologiques et cette espèce de fièvre des espoirs déçus dont il cherche, peut-être, à guérir en filmant. *La Java des ombres* a été présenté au Festival de Lo*carno (le Monde* du 13 août 1983). C'est l'aventure obstinée, désespérée, d'un ex-militant de mai 1968 devenu terroriste et qui, sorti de prison, va tomber dans une manipulation politico-policière, en voulant venger l'un de ses amis.

Le scénario ne se démarque guère de ceux de certains « polars » français aux intentions critiques quant aux abus de pouvoir tournés depuis une dizaine d'années (des films de Boisset au dernier Labro, par exemple). Sauf que l'action en est située, *aujourd'hui, sous le gouvernement* de gauche, où continuent, selon l'auteur, les rivalités des services secrets et autres, et les infiltrations fascistes.

Plus de rigueur dans la *construc*tion de l'histoire n'aurait pas nui à cette œuvre, assez envoûtante cependant – si l'on sait s'accrocher aux images – par son atmosphère *de détresse morale, d'errance qui* conduit à la mort, dans des décors urbains « truqués » jour et nuit.

Chez Romaen Goupil, tout est dans la manière de filmer avec fureur avec violence, un environnement social dangereux, implacable, pour les *grands enfants perdus que sont* Xavier (extraordinaire composition de Tcheky Karyo) et les deux femmes liées à son sort par deux formes d'amour. **JACQUES SICLIER.**

★ Voir les films nouveaux.

THÉÂTRE

« L'EXTRAVAGANT MISTER WILDE », de Raymond Gérôme

Le solitaire de Barneval

L'âme singulière d'Oscar Wilde *est assez perceptible dans le très* beau compte-rendu que nous a donné André Gide d'une visite qu'il a faite dans le petit village de Barneval, près de Dieppe, où l'écrivain an*glais* est allé s'isoler en 1897, quand il est sorti de prison.

Oscar Wilde parle de ses compagnons de prison, du suicide, de Dante, des enfants de Barneval. Ses paroles sont simples, transparentes. Comme aériennes. Elles expriment avant toute chose, sans le vouloir, une inaltérable générosité. Cela au *point que nous partageons*, d'instinct, le regard, les pensées de cet homme, avec la conviction que cette alliance de bonté et d'esprit serait susceptible de dénouer, dans beaucoup de *circonstances*, *les choses* de la vie. Or, dans le même temps, dans chacun de ses points de vue, dans chacune de ses paroles, et jusque dans le *timbre* très particulier, *comme* « débrayé », *de sa voix, que* Gide fait bien entendre, Oscar Wilde se manifeste à nous comme absolument solitaire, comme un être qui ne peut en aucune façon s'assembler, s'articuler aux composantes de la vie de société et des idées qui courent. Exclusion mutuelle que Wilde montre du doigt lorsqu'il dit simplement à Gide, parlant de son incarcération : *« Il fallait que cela finisse ainsi... cela ne pouvait plus durer ».*

En janvier 1895, cinq mois avant *la condamnation* d'Oscar Wilde, André Gide l'avait rencontré à Alger. Wilde, dans un état de fatigue, ou d'excitation, n'énonçait que des plaisanteries, des paradoxes. *« Vous avez mieux à dire que des plaisanteries*, lui dit Gide. *Vous me parlez ce soir comme si j'étais le public. Vous devriez plutôt parer au public comme vous savez parler à vos amis. Pourquoi vos pièces ne sont-elles pasmeilleures ? Le meilleur de vous, vous le parlez. Pourquoi ne l'écrivez-vous pas ? »*

Il semble que Raymond Gérôme ait voulu répondre à ce mouvement d'humeur d'André Gide, quand il a imaginé la pièce qu'il joue aujourd'hui au théâtre de l'Œuvre : *l'Extravagant Mister Wilde*. Raymond Gérôme se présente sur scène comme un Wilde qui a besoin d'argent, assez vite, et qui improvise une conversation publique, payante, à bâtons rompus.

C'est une soirée attachante, parce que Raymond Gérôme faufile dans le texte beaucoup de propos passionnants, *inattendus*, de Wilde, *pris* à gauche à droite dans ses livres ou ailleurs, mais peut-être surtout parce que les spectateurs seront fascinés par la conduite de Raymond Gérôme lui-même. Son jeu est comme transcendé, et dédoublé, par la conscience active de Wilde : il y a quelque chose qui ressemble à un ef*fet d'optique inversé. nous ne savons* plus si Raymond Gérôme joue la comédie, ou fait semblant de la jouer. Voici en tout cas un merveilleux acteur.

Raymond Gérôme a eu raison de ne pas faire de l'homosexualité d'Oscar Wilde, rêvée ou imaginaire, l'axe essentiel de la pièce. Ce qui est personnel à Wilde, ce *n'est* pas l'homosexualité, c'est, là encore, cet art irrévocablement solitaire, unique, de vivre le mariage, la paternité, l'amitié, sans que cela coïncide avec des *règlements admis*.

André Gide dit d'ailleurs que *lorsqu'une « persistante rumeur »*, vers 1894, prêta à Wilde « d'étranges mœurs », il l'écouta « plein d'étonnement ». Il ajoute : *« Rien, depuis que je fréquentais Wilde, ne m'avait jamais pu rien faire soupçonner. »* Marcel Proust, parmi d'autres écrivains, a décrit avec quel instinct immédiat les homosexuels se devinent entre eux, d'un *dixième de seconde de regard*. La remarque d'André Gide est un témoignage supplémentaire de la libre personnalité, ne ressemblant à aucun autre, d'Oscar Wilde, et cela aussi Raymond Gérôme le manifeste avec une gentillesse subtile.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Œuvre, 20 h 30.

RENTRÉE

Le TSE répète

Le Théâtre de Paris est en relâche, mais en pleine effervescence. On répète et on casse.

On casse, parce que la petite salle reste ce qu'elle était au moment où s'y jouait la *Fuite en Chine*, spectacle d'Alfredo Rodriguez Arias avec son groupe TSE – précisément Facundo Bo et Jérôme Nicolin. Elle était entiè*rement enrobée de stuc*, qui s'amoncelle à présent en gravats. Les faux arbres montrent leurs troncs évidés, tapissés, à l'intérieur, de vieilles affiches. Les fauteuils sont désarticulés, *les sièges posés en oblique par terre :* on doit les déshabiller des housses blanches qui s'harmonisaient avec le décor.

Ambiance de déménagement. *Mais, sur scène, le nouveau décor* est presque complètement planté : une toile de fond avec un paysage bleu peint en trompe-l'œil. Des accessoires dorés : harpe, trône médiéval et une sorte de lit à baldaquin sans rideaux. Le spectacle se passe dans un bizarre château.

Facundo Bo en est le seigneur. Il est à la fois trois et un : Prince Charmant pendant la journée, Bête Monstrueuse la nuit ; et, au crépuscule, que devient-il ? Le comédien, tout simplement ?

Il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'Alfredo Arias ajoute, avec cette féerie, un nouveau chapitre à l'his*toire du théâtre qu'il écrit*, spectacle après spectacle. Il y aura, en tout cas, de la magie, des trucages et les masques de Rastislav Doboujinsky, que tous ici appellent « tonton » : c'est lui qui a créé les animaux merveilleux de *Peines de cœur d'une chatte anglaise*.

Le masque du monstre rappelle, *en plus félinement pervers, le maquil*lage de Jean Marais dans le film de Jean Cocteau *la Belle et la Bête*. Ses mains sont griffues, ses grosses pattes d'ours dépassent d'une splen*dide cape translucide, lumineuse*. La question, pour Facundo Bo, est de bouger avec aisance ; il « bouge » tout ce qu'il dit. Et c'est étrange de le voire quand il répète en jeans, le dos cambré, les bras en serpentin, et d'observer la précision de ses mouvements exacerbés.

Le théâtre d'Arias démonte les mécanismes de la fascination pour la magie du théâtre et n'y succombe pas. Les « trucs » ne sont pas visi*bles, mais ne prétendent pas être au*tre chose que ce qu'ils sont, une dérive de l'imagination, qui, cette fois, conduit vers les contes de fées, les artifices de l'enfance. Et le spectacle s'appelle *Sortilèges*.

COLETTE GODARD.

★ *Sortilèges*, à partir du 4 octobre dans la petite salle du Théâtre de Paris, pour le Festival d'automne, où la location est ouverte à partir du 1[er] septembre.

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

BEAUBOURG (277-12-33) 18 h 30 : la Pologne et la France (P.-L. Aimard, piano).

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34) 21 h : l'Archipel sans nom.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30 : Coup de soleil.

ASTELLE-THÉATRE (238-35-53) 20 h 30 : le Malentendu.

ATELIER (606-49-24), 21 h : le Neveu de Rameau.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (720-08-24) 20 h 45 : Pauvre France.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41) 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.

ESPACE-GAITÉ (327-13-54) 20 h 30 : la Bonn' Femme aux camélias.

ESPACE-MARAIS (271-10-19) 20 h 30 : le Mariage de Figaro ; 22 h 30 : les Contes libertins de La Fontaine.

FONTAINE (874-74-40) 20 h 30 : La Malibran.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18) 20 h 30 : Comment devenir une mère en dix leçons.

GALERIE 55 (326-63-51) 21 h : Play it again, Sam (en anglais).

HUCHETTE (326-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LA BRUYÈRE (874-76-99) 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.

LUCERNAIRE (544-57-34) I : 18 h 30 : le Pain nu ; 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; 22 h 30 : Visages de Cocteau ; II : 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : l'Esprit qui vole.

MADELEINE (265-07-09) 20 h 45 : l'Amour fou.

MARIGNY (225-20-74) 21 h : la Surprise.

MICHODIÈRE (742-95-22) 20 h 30 : le Vison voyageur.

ŒUVRE (874-42-52) 21 h : l'Extravagant Mr. Wilde.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.

PONT DE LA TOURNELLE (278-81-58) 20 h 30 : les Fourberies de Scapin.

POTINIÈRE (261-44-16) 20 h 45 : Il signor Fagotto.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE A BOURVIL (373-47-84) ; 21 h : les Dames de fer ; 22 h : Y'en a marr... ez vous ?

THÉATRE DES VARIÉTÉS (233-09-92) 20 h 30 : l'Étiquette.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I : 20 h 15 ; Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II : 20 h 15 : les Caïds ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) 22 h 15 : l'Auvent du pavillon 4.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I : 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes. 22 h 30 : L'amour c'est comme un bateau blanc ; II : 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Slips et sentiments.

COMÉDIE ITALIENNE (320-85-11) 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 : Un vautour sur mon balcon ; 22 h 30 : Fais voir ton Cupidon.

LES LUCIOLES (526-51-64) 20 h 15 : Roman-photo pour bonniches en délire.

LE PETIT CASINO (278-36-50) 21 h : J'viens pour l'annonce.

RESTOSHOW (508-00-81) 21 h : G. Dahan.

SENTIER DES HALLES (236-37-27) 22 h : Vous descendez à la prochaine ?

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) 20 h 30 : Ale... love you.

LA TANIÈRE (337-74-39) 20 h 45 : M. Alencar ; 22 h 15 : A. Feral.

LE TINTAMARRE (887-33-82) 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na.

THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48) ; 21 h 30 : Arrête de rire, ça va sauter ; 22 h 30 : Le Propriétaire.

VIEILLE GRILLE (707-60-93) 21 h : Métamorphoses d'une mélodie.

La danse

ESCALIER D'OR (523-15-10.) 19 h : Meenakshi Devi ; 22 h : Hannah-K. Kowalski.

Le music-hall

ALCAZAR (329-02-20), 22 h 30 : Spectacle.

CRAZY HORSE SALOON (727-32-32), 21 h 15 et 23 h 45.

ÉLÉPHANT BLANC (563-05-67), 21 h : Frissons d'Hawaï.

ÉLÉPHANT BLEU (359-58-64), 22 h 30 : Tahiti.

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), 21 h : Montmartre Folie.

FOLIES-BERGÈRE (246-77-11), 20 h 45 : Folies de Paris.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : Ballets Trockadero.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : La Velle.

PARADIS LATIN (325-28-28), 22 h 30 : Paradisiac.

Les festivals

XVIII[e] FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS
(227-12-68)

Église Saint-Germain-des-Prés, 20 h 30 : Quatuor Orlando (Haydn).

RENCONTRES THÉATRALES DU CARREAU DU TEMPLE
(274-46-42)

20 h 15 : Les Cenci.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Classiques du cinéma, films d'auteurs, films rares : 15 h, Maigret à Pigalle, de M. Landi ; 19 h, Marcher ou mourir, de G. De Santis ; 21 h, le Retour de Topper, de R. Del Ruth.

BEAUBOURG (278-35-57)

Classiques du cinéma, films d'auteurs, films rares : 15 h, Leur dernière nuit, de G. Lacombe ; 17 h, Bengazi, de J. Brahm ; 19 h, Cinéma chilien : la Spirale, d'A. Mattelart, V. Mayoux et J. Meppiel.

Les exclusivités

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Cinoches, 6[e] (633-10-82) ; Marbeuf, 8[e] (225-18-45).

L'ARGENT (Fr.) : Hautefeuille, 6[e] (633-79-38).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3[e] (272-94-56).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9[e] (770-47-55).

LES AVENTURIERS DU COBRA D'OR (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9[e] (742-56-31).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp), 14[e] (321-41-01).

CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais (H.sp.), 4[e] (278-47-86).

CARMEN (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5[e] (633-63-20) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Pagode, 7[e] (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8[e] (359-04-67) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27). – V.f. : Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Nations, 12[e] (343-04-67) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

CHALEUR ET POUSSIERE (Ang., v.o.) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6[e] (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6[e] (633-09-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8[e] (359-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Boulevard, 9[e] (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Images, 18[e] (522-47-94).

CHICANOS STORY (Mex., v.o.) : Escurial, 13[e] (707-28-04).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Cinoches, 6[e] (633-10-82) ; U.G.C. Biarritz, 8[e] (723-69-23). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32).

LE CERCLE DES PASSIONS (It., v.o.) : Lucernaire, 6[e] (544-57-34).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Colisée, 8[e] (359-29-46).

LA CRIME (Fr.) : Forum, 1[er] (297-53-74) ; Rex, 2[e] (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; U.G.C. Montparnasse, 6[e] (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6[e] (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6[e] (633-08-22) ; U.G.C. Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; U.G.C. Normandie, 8[e] (359-41-18) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; U.G.C. Boulevard, 9[e] (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Athéna, 12[e] (343-07-48) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15[e] (828-20-64) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Images, 18[e] (522-47-94) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99).

CUJO (A., v.f.) (*) : Richelieu, 2[e] (233-56-70).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : 14-Juillet Parnasse, 6[e] (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11[e] (700-89-16).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9[e] (770-47-55).

DEBOUT LES CRABES, LA MER MONTE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8[e] (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10).

DE SI GENTILS PETITS MONSTRES (A., v.f.) (**) : Maxeville, 9[e] (770-72-86) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

DIEU ME SAVONNE (Bots., v.o.) : Quintette, 5[e] (639-79-38) ; George V, 8[e] (562-41-46). – V.f. : Impérial Pathé, 2[e] (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Passy, 14[e] (288-62-34).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1[er] (233-63-65) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Marignan, 8[e] (359-92-82). – V.f. : Français, 9[e] (770-33-88) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37).

DIVA (Fr.) : Movies, 1[er] (260-43-99) ; Panthéon, 5[e] (354-15-04).

ENIGMA (Fr., A., v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8[e] (723-69-23).

EQUATEUR (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) : Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; Nations, 12[e] (343-04-67) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Olympic, 14[e] (542-67-42) ; Convention-St-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Victor-Hugo, 16[e] (727-49-75) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9[e] (770-47-55).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Quintette, 5[e] (633-79-38) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Montparnos, 14[e] (327-57-37) ; Grand Pavois, 15[e] (554-46-85).

EVIL DEAD (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6[e] (329-42-62) ; U.G.C. Ermitage, 8[e] (359-15-71). – V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 2[e] (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; U.G.C. Convention, 15[e] (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6[e] (326-48-18).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77).

FANNY HILL (**) (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6[e] (325-71-08) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; v.f. : Forum O. Express, 1[er] (233-63-65) ; Rex, 2[e] (236-83-93) ; Rio Opéra, 2[e] (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6[e] (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; U.G.C. (Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Mistral, 14[e] (539-52-43).

Jeudi 1[er] septembre

LA FEMME DU CHEF DE GARE (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6[e] (326-58-00).

FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7[e] (783-64-66).

FURYO (Jap., v.o.) : Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; v.f. : Arcades, 2[e] (233-54-58) ; Miramar, 14[e] (320-89-52).

GAIJIN (Brés., v.o.) : Denfert (H.sp.) 14[e] (321-41-01) ; Châtelet-Victoria (H.sp.) 1[er] (508-94-14).

GANDHI (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5[e] (354-07-76) ; Elysées Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; v.f. : Capri, 2[e] (508-11-69).

HISTOIRE DE PIERA (Franco-it., v.o.) (*) : Noctambules, 5[e] (354-42-34).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (*) : Parnassiens, 14[e] (320-30-19).

L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aus., v.o.) : Escurial Panorama, 13[e] (707-28-04).

JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Danton, 6[e] (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6[e] (633-08-22) ; U.G.C. Normandie, 8[e] (359-41-18) ; U.G.C. Boulevards, 9[e] (246-66-44).

LE JUSTICIER DE MINUIT (A., v.f.) (**) : Gaîté Boulevards, 2[e] (233-67-06) ; U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32).

KOYAANISQYATSI (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; Escurial, 13[e] (707-28-04) ; Kinopanorama, 15[e] (306-50-50).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6[e] (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8[e] (561-10-60) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Epée-de-Bois, 5[e] (337-57-47).

LA MATIOUETTE (Fr.) : Olympic (H.sp.), 14[e] (542-67-42).

LA MÉMOIRE (Egyp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5[e] (354-39-19) ; Olympic, 14[e] (542-67-42).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36).

LA MONTAGNE MAGIQUE (All. v.o.) : Forum Orient-Express, 1[er] (233-63-65) ; Saint-Germain Studio, 5[e] (633-63-20) ; Gaumont Colisée, 8[e] (359-29-46) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Forum, 1[er] (297-53-74) ; Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Épée de Bois, 5[e] (337-57-47) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11).

NEWSFRONT (Aust., v.o.) Saint-André-des-Arts (H.sp.) 6[e] (326-48-18).

NOUS ÉTIONS TOUS DES NOMS D'ARBRE (Fr.) : Marais, 4[e] (278-47-86).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : 7[e] Art Beaubourg, 3[e] (278-34-15).

ŒIL POUR ŒIL (A., v.f.) : Maxéville, 9[e] (770-72-86).

PATRICIA (Aut.), (**), (v.o.) : Ermitage, 8[e] (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Cinoches (H. sp.) 6[e] (633-10-82).

PORKY'S II (A.), (v.o.) : Marignan, 8[e] (359-92-82). – (V.f.) : Français, 9[e] (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14[e] (320-12-06).

LES PRÉDATEURS (Brit.) (*), (v.o.) : Forum Orient-Express, 1[er] (297-53-74) ; Saint-Michel, 5[e] (326-79-17) ; Marignan, 8[e] (359-92-82). – (V.f.) : Français, 9[e] (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06).

LE ROI DES SINGES (Chinois) (v.f.) : Marais, 4[e] (278-47-86).

STELLA (Fr.) : Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08).

SUPERMAN III (A.), (v.o.) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; George V, 8[e] (562-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79). – (V.f.) : Forum, 1[er] (297-53-74) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20[e] (636-10-96).

TONNERRE DE FEU (A.), (v.o.) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (271-42-75) ; U.G.C. Danton, 6[e] (329-42-62) ; Normandie, 8[e] (359-41-18) ; Publicis Champs-Elysées, 8[e] (720-76-23). – (V.f.) : Rex, 2[e] (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6[e] (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14[e] (540-45-91) ; U.G.C. Convention, 15[e] (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18[e] (522-46-01) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99).

TOOTSIE (A.), (v.o.) : Marbeuf, 8[e] (225-18-45). – (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32).

LA TRAVIATA (It.), (v.o.) : Vendôme, 2[e] (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8[e] (225-09-83).

LA TRILOGIE D'APU (Ind.), (v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 1[re], 2[e], 3[e] partie, 6[e] (326-58-00).

LA ULTIMA CENA (Cub.) (v.o.) : H. sp. Denfert, 14[e] (321-41-01) ; Hsp Châtelet Victoria, 1[er] (508-94-14).

UN FLIC AUX TROUSSES (A.) (v.f.) : Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31).

VICTOR, VICTORIA (A.), (v.o.) ; Saint-Michel, 5[e] (326-79-17).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cujas, 5[e] (354-89-22).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5[e] (634-25-52) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; La Pagode, 7[e] (705-12-15) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14[e] (589-68-42) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15[e] (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Mayfair Pathé, 16[e] (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18[e] (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20[e] (636-10-96).

LA VOITURE (Fr.) : Studio Bertrand, 7[e] (783-64-66).

LE VOYAGE A DEAUVILLE (Fr.), (H. sp.) : Olympic, 14[e] (542-67-42).

VOUS HABITEZ CHEZ VOS PARENTS ? (Fr.) : Berlitz, 2[e] (742-60-33).

YOR LE CHASSEUR DU FUTUR (A.), (v.o.) : Forum Orient Express, 1[er] (233-63-65) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8[e] (720-76-23). – (V.f.) : Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Paramount Opéra, 2[e] (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12[e] (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99).

LES FILMS NOUVEAUX

BARBE D'OR ET LES PIRATES, film américain de Mel Damski (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; Cluny-Écoles, 5[e] (354-20-12) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; (v.f.) : Rex, 2[e] (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2[e] (261-50-32) ; Rotonde, 6[e], (633-08-22) ; Ermitage, 8[e] (359-15-71) ; U.G.C.-Boulevard, 9[e] (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Images, 18[e] (522-47-94).

LA FEMME DE MON POTE, film français de Bertrand Blier : Gaumont-Halles, 1[er] (297-49-70) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5[e] (354-07-76) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Athéna, 12[e] (343-00-65) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14[e] (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Bienvenue-Montparnasse, 15[e] (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15[e] (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16[e] (727-49-75) ; Paramount-Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Wepler, 18[e] (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20[e] (636-10-96).

FRÈRE DE SANG (*), film américain de Franck Henenlotter, (v.o.) : Forum Orient-Express, 1[er] (233-63-65) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; (v.f.) : Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; Images, 18[e] (522-47-94).

LA JAVA DES OMBRES, film français de Romain Goupil : Forum, 1[er] (297-53-74) ; U.G.C.-Opéra, 2[e] (261-50-32) : 14 Juillet-Racine, 6[e] (326-19-68) ; 14 Juillet-Parnasse, 6[e] (326-58-00) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11[e] (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79).

PERSONNE N'EST PARFAIT, film italien de Pascale Festa Campanile (v.o.) : Paramount-City, 8[e] (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; U.G.C.-Danton, 6[e] (329-42-62) ; Paramount-Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11[e] (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14[e] (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18[e] (606-34-25).

RÉVOLTE AU PÉNITENCIER DE FILLES (**), film français de Gilbert Roussel : Paramount-City, 8[e] (562-45-76) ; Max Linder, 9[e] (770-40-04) : Paramount-Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11[e] (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13[e] (580-18-03) : Paramount-Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15[e] (579-33-00) : Paramount-Montmartre, 18[e] (606-34-25).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) : Templiers (H. sp.), 3[e] (272-94-56) ; Studio de la Harpe, 5[e] (634-20-52) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11).

CANNIBAL HOLOCAUST (A., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Champo, 5[e] (354-51-60).

LES CINQUANTE-CINQ JOURS DE PÉKIN (A., v.o.) : Action Christine, 6[e] (325-47-46) ; Escurial (H.sp.), 13[e] (707-28-04).

LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o) (**) : U.G.C. Odéon, 6[e] (325-71-08).

CONAN LE BARBARE (A., v.f.) : Montparnos, 14[e] (327-52-37).

LES DAMNÉS (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2[e] (296-62-56).

LE DAHLIA BLEU (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77).

DÉLIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2[e] (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp), 17[e] (622-44-21).

DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Marbeuf, 8[e] (225-18-45) ; (v.f.) ; Lumière, 9[e] (246-49-07).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8[e] (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6[e] (326-48-18).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13[e] (707-28-04).

LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; La Royale, 8[e] (265-82-66) : Fauvette, 13 (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Grand Pavois, 15[e] (554-46-85) ; Napoléon, 17[e] (755-63-42).

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action Christine, 6[e] (325-47-46).

LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : André Bazin, 13[e] (337-74-39).

L'EXTRAVAGANT MR. RUGGLES (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77).

FLESH (A.) (**) ; Movies, 1[er] (260-43-99) ; Action Christine (H.sp.), 6[e] (325-47-46).

GEORGIA (A., v.o.) : 7[e] Art Beaubourg, 3[e] (278-34-15).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6[e] (325-60-34).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H.sp.) (Fr.) (**) : Denfert, 14[e] (321-41-01).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6[e] (544-57-34).

LA GRANDE BOUFFE (Franco-It.) (**) : 14 Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81).

HAIR (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Publicis Matignon, 8[e] (359-31-97).

HAUTE PÈGRE (A., v.o.) : Saint-André des Arts, 6[e] (326-48-18) ; Olympic Entrepôt, 14[e] (542-67-42) ; Mac-Mahon, 17[e] (380-24-81).

L'HOMME AU MASQUE DE CIRE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14[e] (327-95-94.

LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) : Contrescarpe, 5[e] (325-78-37).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : La Boîte à Films (H.sp), 17[e] (622-44-21).

L'INCONNU DU NORD EXPRESS (A., v.o.) : Action Christine, 6[e] (325-47-46) ; Olympic Balzac, 8[e] (561-10-60).

JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2[e] (296-62-56) : Boîte à Films (H.sp.), 17[e] (622-44-21).

JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.) (1[re] partie) (2[e] partie) : Grand pavois, 15[e] (554-46-85).

AGENT X 27 (A., v.o.) : Action Ecoles, 5[e] (325-72-07).

AGENT SECRET (A., v.o.) : Parnassiens, 14[e] (329-83-11).

ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Alpha, 5[e] (354-39-47).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17[e] (380-41-46).

L'ASSASSINAT DE TROTSKY (Fr.) ; Acacias, 17[e] (764-97-83).

BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Movies Halles, 1[er] (260-43-99) ; Olympic Balzac, 6[e] (561-10-60).

BEN HUR (A., v.f.) : Paramount Mercury, 8[e] (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13[e] (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10).

BYE BYE BRASIL (A.) : Denfert, 14[e] (321-41-01).

JONATHAN LIVINGSTONE LE GOÉLAND (v.o.) : Gaumont les Halles, 1[er] (297-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6[e] (222-72-80) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; v.f. : Lumière, 9[e] (246-49-07) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; U.G.C. Convention, 15[e] (828-20-64).

KRAMER CONTRE KRAMER (A. v.f.) : Capri, 2[e] (508-11-69).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81).

MÊME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR A TAPÉ SUR LA TÊTE (It. v.f.) : Arcades, 2[e] (233-54-58).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2[e] (508-11-69).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (A., v.o.) : Cluny Écoles, 5[e] (354-20-12).

MOROCCO (A., v.o.) : Action Écoles, 5[e] (325-72-07).

NEW YORK, NEW YORK (version intégrale) : Calypso, 17[e] (380-30-11).

NINOTCHKA (A., v.o.) : Action Christine, 6[e] (325-47-46).

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX (A., v.o.) : Action Christine, 6[e] (325-47-46).

PINOCCHIO (A., v.f.) : Napoléon, 17[e] (380-41-46).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Studio Médicis, 5[e] (633-25-97).

PLACE AU RYTHME (A., v.o.) : Bonaparte, 6[e] (326-12-12).

REBECCA (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14[e] (327-95-94).

RIZ AMER (It., v.o.) : Studio Logos, 5[e] (354-26-42).

SPARTACUS (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8[e] (225-18-45) : (v.f.) : Tourelles, 20[e] (364-51-98).

SUPERVIXENS (A.) (**) : Hollywood boulevard, 9[e] (770-10-41).

TAIS-TOI QUAND TU PARLES (Fr.) : Arcades, 2[e] (233-54-58).

TRAQUENARD (A., v.o.) : Action Christine (H.sp.), 6[e] (325-47-46).

THE ROSE (A., v.o.) : Parnassiens, 14[e] (329-83-11).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : St-Germain Huchette, 5[e] (633-63-20) ; Élysées-Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19) ; (v.f.) : Lumière, 9[e] (246-49-07).

LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Champo, 5[e] (354-51-60).

WOODSTOCK (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16[e] (527-77-55).

YOYO (Fr.) : Denfert (H.sp.), 14[e] (321-41-01).

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN 0395 - 2037

هكذا من الاصل

COMMUNICATION

A VOIR

Valérie

En août 1979, à Nancy, on diagnostique chez une petite fille de onze ans une aplasie médullaire, maladie grave due à l'absence de production de cellules sanguines par la moelle osseuse. D'août 1979 à juillet 1981, Valérie est prise en charge dans le service du professeur Danièle Olive, à l'hôpital d'enfants de Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle). Elle y reçoit le traitement conventionnel. Un traitement difficile à supporter parce qu'il conjugue les effets secondaires de la corticothérapie (bouffissures généralisées) et de l'androgénothérapie (apparition de caractères corporels masculins).

Valérie le supporte mal, d'autant, dit-elle, que s'y ajoutent le caractère inhumain de l'hôpital, l'attitude impersonnelle des médecins et des infirmières. « Ils me considéraient avant tout comme un cas et rien d'autre », *dit-elle. En janvier 1982, soutenue par sa mère, Valérie refuse de retourner à l'hôpital. Une polémique s'ensuit : le professeur Olive, comme elle le doit, signale le cas au juge pour enfants. Ce dernier ordonne la reprise du traitement, mais la cour d'appel de Nancy infirme sa décision, donnant donc en définitive raison à Valerie* (le Monde du *9 décembre 1982).*

On aurait pu en rester là. Mais les questions étaient trop graves, le cas trop exemplaire : l'affaire fit grand bruit. Dans la presse écrite tout d'abord, à la télévision ensuite. Ainsi, le 18 février dernier, sur FR 3, le magazine « Vendredi » diffusait une émission de M. Jean-Marie Perthuis intitulée : « Valérie est toujours vivante. » Un courrier particulièrement volumineux fut alors adressé à FR 3 ainsi qu'à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, émanant, en grande partie, de parents d'enfants atteints de maladies graves.

En avril, Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, demandait par lettre au président de FR 3 d'organiser un débat sur le cas de Valérie, compte tenu « de l'émotion et des inquiétudes du public ». *Tout en soulignant la qualité du document, la Haute Autorité estimait en substance que le cas de Valérie,* « personnage hors du commun », *méritait d'être bien précisé de manière à éviter toute confusion, toute généralisation.*

Car le débat n'est pas seulement celui des rapports entre l'institution hospitalière et les enfants qu'elle soigne ou soulage. Au sortir de l'hôpital, en effet, Valérie est, par l'intermédiaire d'amis, entrée en contact avec le docteur Thadée Nawrocki, généraliste du Finistère, attaché au laboratoire de cytogénétique de l'hôpital de Brest. Ce dernier travaille en liaison avec M. Mirko Beljanski, maître de recherche au C.N.R.S., qui a mis au point depuis quelques années une substance qui pourrait avoir un effet bénéfique lors de certains traitements très agressifs, comme les chimiothérapies ou les radiothérapies. Cette substance — qui n'est pas reconnue par les spécialistes de cancérologie ou d'hématologie — a été administrée à Valérie. Celle-ci continue, en outre, à consulter un médecin nancéien et à suivre des séances de transfusion sanguine.

Compte tenu de tous ces éléments, qui fallait-il inviter à participer au débat télévisé ? En plus de Valérie, de son avocate et d'un psychologue, M. André Campana, responsable de l'émission, pense au professeur Michel Boiron (hôpital Saint-Louis, Paris), spécialiste international d'hématocancérologie, qui accepte. Il invite aussi le docteur Nawrocki, qui demande à venir avec M. Beljanski. « Pas d'accord, *rétorque le professeur Boiron.* Si M. Beljanski vient, je ne viens pas, car le débat ne porterait plus que sur les thérapeutiques parallèles. Ce n'est pas ce que demande la Haute Autorité. » « De fait, *reconnaît M. Campana,* s'ils viennent tous les deux, le plateau sera déséquilibré. Il faut qu'ils choisissent. » *On en est là. Pour sa part, Valérie a fait le voyage de Nancy à Paris. Elle assure qu'à l'hôpital on lui avait annoncé qu'elle allait mourir de sa maladie. Deux ans plus tard, quel jugement porte-t-elle sur les craintes et les passions que sa survie déchaîne ?*

JEAN-YVES NAU.

* FR 3, vendredi 2 septembre, magazine « Vendredi » : « Le cas Valérie. »

L'AUGMENTATION DU PRIX DU « FIGARO »

Une « découverte » bien tardive...

Le Figaro a été autorisé, mardi 30 août, par l'administration à augmenter ses prix à partir du samedi 3 septembre. Le quotidien pourra être vendu 3,80 F, l'édition du samedi 12,50 F. *Le Figaro* avait fait l'objet d'un procès verbal en juillet pour hausses illicites des prix. L'action en justice entamée pour la période antérieure au 3 septembre n'est pas interrompue.

L'engagement de modération signé entre l'administration et la presse donnait au *Figaro* le droit de porter ses prix du samedi de 9,50 F à 9,90 F le 1er mars 1983 et à 10,60 F le 1er juillet. Le prix du *Figaro* du samedi a été porté de 9,50 F à 10,50 F en novembre 1982 et à 11,50 F le 12 mars 1983. Cette hausse de 21 % dépassait très largement les 11 % autorisés au premier semestre.

Un dossier justifiant ces dépassements avait été demandé le 3 février par l'administration à la direction du *Figaro*. Puis une lettre recommandée avait été envoyée le 5 mai par le ministère de l'économie et des finances. Le 25 mai, le *Figaro* déposait une demande de dérogation mais sans éléments chiffrés. Le *Figaro* était taxé le 13 juillet, le prix du journal du samedi devant être ramené de 11,50 F à 10,50 F, celui du quotidien maintenu à 3,70 F.

Le Figaro ne respectant pas cette taxation (le quotidien passait à 3,80 F), procès verbal lui était dressé le 29 juillet.

Depuis cette date, le journal a déposé (c'était le 3 août) un dossier très complet justifiant sa demande de dérogation. L'administration a estimé celle-ci recevable (*Le Figaro Madame* est publiée deux fois par mois depuis le 12 mars au lieu d'une fois dans le numéro du samedi) et a accordé les hausses suivantes : 3,80 F au 3 septembre pour le quotidien, 12,50 F pour le numéro de samedi à la même date.

Si l'affaire semble réglée, l'action en justice court toujours pour la période antérieure à l'autorisation de hausse, c'est-à-dire *grosso modo* pour les huit premiers mois de l'année.

Al. V.

[La raison invoquée par l'administration pour accepter la hausse apparaît pour le moins singulière. En effet, le supplément *Le Figaro Madame* est publié deux fois par mois... depuis le 12 mars dernier. Or la taxation décidée par l'administration est postérieure à cette date (13 juillet)... Peut-être les choses se seraient-elles mieux passées si la direction du *Figaro* avait fourni plus tôt à l'administration un dossier complet justifiant ses hausses, dossier qu'elle paraissait parfaitement en mesure de fournir dès le mois d'avril... Mais le véritable problème dans cette affaire était-il le dossier technique ?]

● *L'Est républicain* va interrompre la publication de son édition « Champagne » lancée au début de l'année alors que le quotidien rémois, *l'Union*, traversait une crise grave. Les ventes de *l'Est républicain* dans le département de la Marne ne dépassent pas actuellement sept mille exemplaires alors qu'il aurait fallu atteindre une diffusion environ deux fois plus importante pour atteindre l'équilibre, explique-t-on à la direction. Celle-ci devrait en outre proposer des mesures de reclassement à la cinquantaine de salariés de l'édition « Champagne » lors d'une réunion du comité d'entreprise, mardi 6 septembre. Une partie de ces effectifs devraient continuer à assurer la sortie du quotidien dans cette région le dimanche, jour où la parution sera maintenue.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 194 F	1 727 F	2 260 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Vidcom 83 : complémentarité et concurrence des médias

Le Vidcom — marché international de la vidéocommunication, — qui aura lieu à Cannes du 3 au 7 octobre, est traditionnellement le rendez-vous international des professionnels de la vidéo. Progressivement, il a accueilli aussi ceux des télécommunications et de la télématique, auxquels viendront s'ajouter cette année industriels et éditeurs de jeux vidéo et de la micro-informatique. Devant cet élargissement du champ de la communication, cette surenchère technologique, il est difficile de mesurer l'évolution réelle du marché.

C'est ce que tentent pourtant les responsables du Vidcom en organisant un colloque international sur le thème « *Vidéo-communications : nouveaux équilibres, grands enjeux.* » Du 4 au 6 octobre, industriels, éditeurs et professionnels de la communication confronteront leurs analyses et leurs stratégies commerciales. Le programme du colloque reprend les grands débats du moment. La première journée est consacrée à la complémentarité entre les réseaux hertziens (émetteurs nationaux et locaux, satellites) et les réseaux câblés. La deuxième analysera les clivages entre les marchés de la « privatique » (magnétoscopes, vidéodisques, jeux, micro-informatique) et ceux des réseaux (télématique, câbles). La troisième session étudiera le développement de l'industrie des programmes et son adaptation aux nouvelles technologies.

Deux autres colloques auront lieu pendant le Vidcom. L'un, les 6 et 7 octobre, sur l'enseignement assisté par ordinateur. L'autre, le 4 octobre, sur les images numériques. (Renseignements au Vidcom, 179, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.)

Jeudi 1er septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : la Route inconnue, de J. Dewever.
D'après André Dhotel.
Agathe ou Angèle ? Valentin ne sait qui aimer. La première est une chimère. C'est Diane qui court de nuit comme de jour la forêt. La seconde, bien réelle, est amoureuse de Valentin. Un peu long à démarrer, ce téléfilm, une fois lancé sur les routes du rêve, séduit sans captiver vraiment.

22 h 15 Caméra festival : Grande banlieue et petits loubards.
Série de C. Laperrière et B. Gouley.
Une enquête sur la violence dans les grands ensembles de la banlieue (rediff.).

23 h 20 Journal.

23 h 35 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Soirée américaine. Club des télévisions du monde : la Malédiction de la veuve noire, de D. Curtis.
A.B.C. est le plus vaste réseau commercial américain de télévision. Le plus important support publicitaire dans le monde. Le holding possède 210 stations sur l'ensemble du territoire américain. La Malédiction de la veuve noire *est un policier avec des cadavres étranges, entièrement vidés de leur sang.*

22 h 10 Variétés : Hollywood Nights. *Avec Olivia Newton-John.*

23 h Document : Rodéo de Cheyenne.
Le plus célèbre rodéo des Etats-Unis, qui rassemble chaque année mille trois cents cow-boys professionnels pour des acrobaties époustouflantes.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Ciné-Passion.
De M.-C. Barrault.

20 h 40 Film : Atlantic-City,
Film franco-américano-canadien de L. Malle (1979), avec B. Lancaster, S. Sarandon, K. Reid, M. Piccoli, H. McLarren.
Atlantic-City, station balnéaire du New-Jersey. Grâce à un trafic de drogue, un vieux bookmaker se fait passer pour un personnage important auprès d'une serveuse qui a l'ambition de devenir croupier de casino à Monte-Carlo.
Une réussite particulièrement originale : l'alliance du « film noir » et de l'étude de caractères, dans le décor d'une ville en transformation. Un couple d'acteurs superbes : Burt Lancaster et Susan Sarandon.

22 h 20 Journal.

22 h 40 Prélude à la nuit.
Hiérophonie V, *de Y. Taira, par les Percussions de Strasbourg.*

FRANCE-CULTURE

20 h, « *Versant du mont Analogue* », d'après René Daumal. Avec M. Casarès, J. Topart, J. Guiomar..., adaptation A. Almuro. (*Rediff.*)
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Concert (en direct du Kunsthaus de Lucerne) : *Symphonie n° 8*, de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. Von Karajan.
21 h 35, Fréquence de nuit : Feuilleton : *Wilhelm Backhaus* ; œuvres de Schubert, Schumann ; 22 h 30, Le tour du monde en trente-cinq rêves : musiques du Mexique.

Vendredi 2 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h Vision plus.
12 h 30 Le bar de l'été.
13 h Journal.
13 h 35 Série : Colditz.
16 h 30 Croque-vacances.
18 h Le rendez-vous.
18 h 10 Revoir : Les vaisseaux fantômes, par A. Bombard.
Légende ou réalité ?
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Super-défi.
19 h 45 Jeu : Marions-les.
20 h Journal (et à 22 h 5).
20 h 35 Au théâtre ce soir : la Cruche, de G. Courteline et P. Wolff, mise en scène de R. Manuel, avec Y. Pignot, S. Oneto, J.-N. Dalric.
Après avoir mené une vie d'enfer à sa maîtresse, un petit fonctionnaire égoïste cherche à s'en débarrasser auprès de son vieil ami... ravi de l'aubaine.
22 h 15 Le jeune cinéma français de court métrage.
« Chroniques 1909 », de P. et G. Brizzi.
22 h 25 Journal et Cinq jours en Bourse.
22 h 45 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 15 Platine 45.
12 h 30 Série : Les amours des années grises.
13 h 30 Série : Le Virginien.
14 h 45 Aujourd'hui la vie.
15 h 40 Dessin animé : Tom et Jerry.
15 h 50 Sports été.
18 h Récré A2.
18 h 40 Flash info.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Verdi.
De R. Castellani. Adapt. C. Tommasi et E. Balletti.
Wagner meurt ; Verdi, qui a soixante-dix ans, achève « Otello » malgré le découragement. A quatre-vingts ans, il compose « Falstaff », avant de mourir en 1897 d'une pneumonie. Dernier épisode d'une énorme coproduction dont on ne regrettera pas la fin.
21 h 45 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème « Deux lauréats, quatre débutants », sont invités : Georges Conchon (« le Bel Avenir »), Roger Vrigny (« Sentiments distingués »), Catherine David (« l'Océan miniature »), Jean-Louis Ezine (« la Chantepleuse »), Ana Francos (« Sauve-toi Lola »), Orlando de Rudder (« la Nuit des barbares »).
23 h Journal.
23 h 10 Cinéma d'été, cinéma d'auteur : le Voleur de crimes.
Film français de N. Trintignant (1969), avec J.-L. Trintignant, R. Hossein, F. Bolkan, S. Marquand, K. Blanguernon (rediff.).
Un petit-bourgeois falot ayant, par hasard, assisté au suicide d'une femme s'accuse de l'avoir tuée par des lettres anonymes aux journaux. Il récidive avec d'autres « crimes ». Mise en scène sobre et forte d'une étude psycho-pathologique. Etonnante composition par Jean-Louis Trintignant d'un mythomane obsédé jusqu'à la folie.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Pour les jeunes.
Le professeur Balthazar ; Ordinaquiz ; Page après page.
19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 35 Vendredi : Le cas Valérie.
Magazine d'information d'A. Campana.
(Lire notre article.)
21 h 45 Journal.
22 h 5 Série : L'aventure.
Au fond de l'eau est le commencement de la vie. Les secrets de la mer, par F. Rossif.
23 h Prélude à la nuit.
« Tastem » de M. Kagel, par A. Kontarsky, piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales, en direct d'Argelès.
8 h, Les chemins de la connaissance : H. Bergson.
8 h 32, Grands auteurs pour petits enfants.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, La matinée des arts du spectacle.
10 h 45, Le texte et la marge : « les Hauts de Ramatuelle », de F. Parturier.
11 h 2, Anamorphose, musique et images de la nature, par A. Almuro (et à 16 h).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Feuilleton : « Le mystère de la chambre jaune. »
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « Ecoute notre voix, ô Seigneur ! », de Malcolm Lowry.
14 h 47, Les après-midi de France-Culture : Les inconnus de l'histoire (Jean Marteilhe) ; à 16 h., Anamorphose.
18 h 30, Un rêveur de mots, Gaston Bachelard : Le dernier livre.
19 h, Actualités magazine.
19 h 30, La géographie humaine : les hautes altitudes.
20 h, Relecture : Francis Viele-Griffin.
21 h 30, Musique : Black and blue (le monde des disquaires).
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Haydn, Dvorak, Verdi, Mozart, Heuberger, Glazounov, Jenkins, Sibelius.
8 h, Le journal de musique.
8 h 15, Autour du... *Sacre du printemps* : œuvres de Stravinski, Satie, Schoenberg, Varèse, Bartok, Debussy...
12 h, Actualité lyrique.
12 h 35, Jazz s'il vous plaît.
13 h, Avis de recherche.
13 h 30, Jeunes solistes : œuvres de Marais, de Selma y Salaverde, par J. Bernfield, viole de gambe, J. Cuiller, clavecin, B. Feehan, théorbe.
14 h 4, Equivalences : œuvres de Franck, Messiaen.
14 h 30, Autour de... « *Maurice Gendron* » : œuvres de Mozart, Beethoven, Schubert, Schoenberg, Schumann, Brahms, Français, Boccherini.
17 h 5, Repères contemporains : Alain Louvier.
18 h, Jazz : le clavier bien rythmé.
18 h 30, Plages choisies.
20 h 20, Concert : Symphonie n° 33 de Mozart, *la Mer*, de Debussy. Concerto pour violon et orchestre de Brahms, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. N. Marriner, sol. M. Fried, violon.
22 h 15, Fréquence de nuit : quelques Afriques : musiques des pygmées Aka de Centrafrique, Mvet du Gabon, King Sunnyade et Fella Anikulapo Kuti du Nigéria.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 2 SEPTEMBRE

— *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du parti socialiste, est l'invité du journal d'Antenne 2 midi à 12 h 45.




INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Vedettes de la rentrée des classes

L'ampleur des carrures renforce l'aspect costaud des blousons pour garçons tandis que les superpositions des petites pièces destinées aux filles permettent aux mères de famille de jouer d'imagination en ajoutant des détails personnels.



(Dessin de Catherine DUBREUIL.)

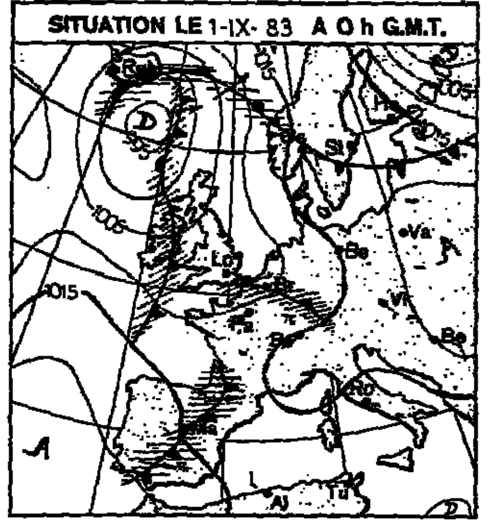
NEW MAN JUNIOR : blouson en coton matelassé bleu délavé à ganses blanches sur pull en laine mélangée à dessins jacquard sur fond blanc cassé, et jean en toile de bâche, renforcé au dos et en guêtres de velours côtelé *assorti, 650 F et 290 F, aux Galeries Lafayette et au Printemps.*

CONFETTI : gilet de grand-père en coton rayé gris et noir sur un chemisier bordeaux et une jupe imprimée de fleurs roses et rouges, en coton et viscose, éclairée d'un jupon blanc à dentelle. 142 F, 165 F, 140 F et 87 F au Bon Marché et à la Samaritaine.

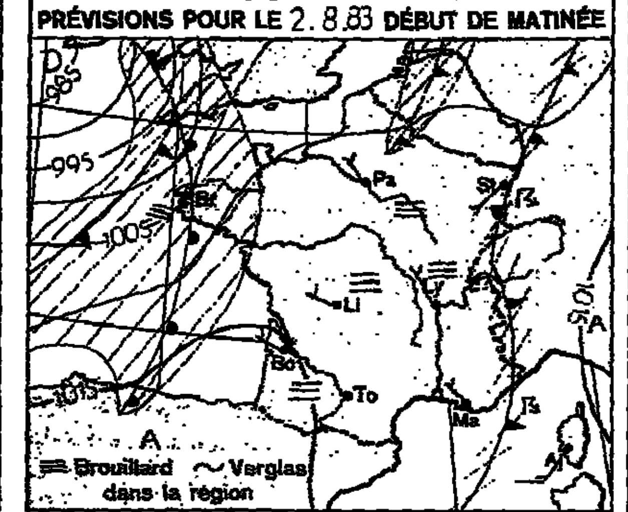
TANNS : cartable en cuir gras rétro existant en trois dimensions et quatre couleurs. 400 F environ, chez les mille quatre cents dépositaires de la marque.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1-IX-83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 2.8.83 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 1er septembre à 0 heure et le vendredi 2 septembre à minuit.

L'épisode orageux actuel prendra fin et la France rentrera dans un régime de *secteur sud-ouest perturbé océanique*.

Demain matin, le temps sera nuageux et orageux des Vosges aux Alpes et à la Corse ; amélioration l'après-midi sur ces régions, avec du soleil et des températures relativement élevées (26 °C à 28 °C de maximum).

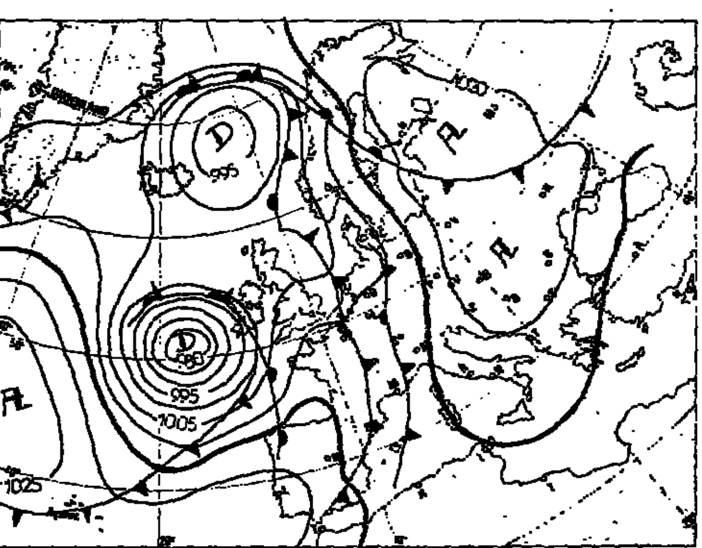
En Bretagne, il fera très mauvais en *début de journée* : de la *pluie* et du vent fort de secteur sud-ouest (atteignant le coup de vent). En cours d'après-midi, le temps deviendra très instable : alternativement du soleil et des averses accompagnées de fortes rafales d'ouest. Les températures n'atteindront pas *plus de* 20 °C.

Sur le reste du pays, les *brumes* et brouillards matinaux seront suivis d'assez belles éclaircies, mais elles ne seront que de courte durée. Le temps se couvrira et deviendra pluvieux et venteux (fortes rafales au nord de la Loire). *Quelques orages sont possibles sur l'Aquitaine. Les températures* atteindront 20 °C à 22 °C de maximum.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 1er septembre 1983 à 8 heures, de 1 009,7 millibars, soit 757,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la *journée du 31 août* ; le *second* le *minimum de la nuit du 31 août au* 1er septembre) : Ajaccio, 27 et 18 degrés ; Biarritz, 27 et 19 ; Bordeaux, 27 et 17 ; Bourges, 26 et 16 ; Brest, 25 et 14 ; Caen, 27 et 16 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Clermont-Ferrand, 27 et 12 ; Dijon, 27 et 14 ; Grenoble, 31 et 17 ; Lille, 29 et 18 ; Lyon, 29 et 16 ; Marseille-Marignane, 29 et 19 ; Nancy, 29 et 16 ; Nantes, 22 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 21 ; Paris-Le Bourget, 30 et 18 ; Pau, 29 et 18 ; Perpignan, 27 et 21 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 28 et 18 ; Tours, 24 et 17 ; Toulouse, 29 et 19 ; Pointe-à-Pitre, 33 et 27.

PRÉVISIONS POUR LE 2 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

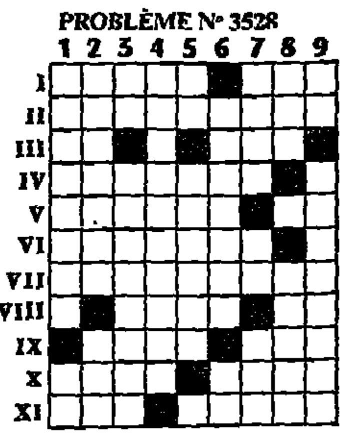


Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 21 degrés ; Amsterdam, 29 et 14 ; Athènes, 30 et 22 ; Berlin, 28 et 17 ; Bonn, 30 et 17 ; Bruxelles, 29 et 18 ; Le Caire, 33 et 23 ; îles Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 14 et 16 ; Dakar, 31 et 26 ; Djerba, 30 et 20 ; Genève, 28 et 15 ; Jérusalem, 34 et 18 ; Lisbonne, 25 et 16 ; Londres, 27 et 15 ; Luxembourg, 28 et 15 ; Madrid, 31 et 16 ; Moscou, 20 et 13 ; Nairobi, 25 et 13 ; New-York, 26 et 21 ; Palma-de-Majorque, 30 et 19 ; Rome, 28 et 20 ; Stockholm, 24 et 10 ; Tozeur, 41 et 26 ; Tunis, 31 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3528



HORIZONTALEMENT

I. Gagne sa croûte comme il peut. Forme larvaire. – II. Mesure prise à l'encontre des bons conducteurs. – III. Personnel. Servait le seigneur. – IV. Se fait sans attendre notre reste. – V. Blonde à filtre. Se dit en courant ou en marchant. – VI. « Vêtements » pour le « froid ». – VII. Moment de relâchement. – VIII. Fait *monter la grue*. Remué. – IX. Apparition qui met le feu aux joues. Fait partie du progrès. – X. Disparaît donc ou empêche de disparaître. Sa blancheur est parfois le refuge des plus noire pensées. – XI. Bout de terre. Sont toujours prises par des repas d'affaires.

VERTICALEMENT

1. Jongle donc avec les pieds, mais il lui manque le souffle. Bon pour accord. – 2. Evite l'entrée d'éléments indésirables. Plus il est drôle et moins il prête à rire. – 3. Se la coule douce en Italie. Etoile à cinq branches. – 4. As de l'aviation. – 5. Fait donc ses débuts dans le monde. Relative à un passage de grêle. – 6. On peut lui faire le coup de l'étrier ou lui offrir un verre. Lettre grecque. – 7. *Signifiait un refus*. Quartier d'alger. Prive un roi de liberté. – 8. Manière d'avoir. Le résultat d'une simple réflexion. – 9. Présent à la réunion. Sont certainement plus appréciées dans le travail que pendant les loisirs.

Solution du problème n° 3527

Horizontalement

I. Révisions. – II. Odile. – III. Qualifiée. – IV. Ul. Enorme. – V. Ecu. – VI. Tonnelier. – VII. Traînante. – VIII. Eau. Art. – IX. Guêpes. – X. Attriste. – XI. Vestes.

Verticalement

I. Roquette. Aï. – 2. Edulcorant. – 3. Via. Unau. T.V. – 4. Ille. Ni.Gré. – 5. Sein. Ennuis. – 6. Foula. Est. – 7. Outr. Inapte. – 8. Empêtrées. – 9. Suée. Rets.

GUY BROUTY.

BREF

LOISIRS

SUR LES PAS DE LOUIS XIV. – La route touristique « Les chemins du Roy Soleil », regroupant les monuments historiques privés et publics situés entre Versailles et Chartres, organise pendant trois week-end, de septembre une animation autour de la poésie et de l'art floral.

Dans chacun des salons du château de Maisons-Laffitte (Yvelines), entièrement décoré et fleuri, des bouquets évoqueront les fêtes qui s'y sont déroulées depuis plus de trois siècles, les 18 et 19 septembre.

★ Tél. : (3) 962-01-49.

STAGES

LES PLANTES MÉDICINALES. – Le Centre d'initiation au mieux-être (*CIME*) organise des cycles d'*études* et de recherches sur les *plantes médicinales* dont le but *est de connaître les plantes* pour *constituer une pharmacie personnelle, apprendre à les ramasser, parfaire ses connaissances* pratiques ou théoriques.

Ces cours ont *lieu* à Paris, à raison d'un week-end par mois de novembre 1983 à *Juin* 1984.

★ CIME, 3 rue de Médicis, 75006 Paris. Tél. : 355.81.36.

TROISIÈME AGE

DEUX JOURNÉES SPORTIVES. – L'association Bien vivre le temps libre, patronnée par le ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports, et par le secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées, organise les 1er et 2 octobre, les « premiers jeux nationaux de l'âge libre ».

Pendant ces deux jours, les personnes âgées pourront participer à des activités sportives : cyclotourisme en forêt de Rambouillet (Yvelines), gymnastique, natation, pétanque, tennis de table, tire à l'arc à Chatenay-Malabry (Hauts-de-Seine).

★ S'inscrire avant le 15 septembre à Bien vivre le temps libre, 6-8, rue Eugène-Oudiné, 75013 Paris. Tél. : *586-55-24 et 584-12-05, postes 600 et 602.*

PARIS EN VISITES

SAMEDI 3 SEPTEMBRE

« Bayeux », 7 h 30, place de la Concorde, grille des Tuileries, Mlle Zujovic.

« L'Institut de France », 15 heures, *quai Conti*, Mme *Bouquet des Chaux* (Caisse *nationale* des *monuments* historiques).

« Chefs d'œuvre de l'aquarelle au dix-neuvième siècle », 10 h 30, musée du Louvre, pavillon de Flore (Approche de l'art).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (les Flâneries).

« Le Marais illuminé », 21 heures, métro Saint-Paul (Mme Hauller).

« Saint-Etienne-du-Mont », *15 heures, parvis de l'église* (*Lutèce* visites).

« Autour de Beaubourg », 10 h 30, 2, rue du Renard (Paris autrefois).

« Les hôtels d'Évreux et de Castagnier », 15 heures, 19, place Vendôme (Paris et son histoire).

« Saint-Laurent », 15 heures, métro Château-d'Eau (Résurrection du passé).

« Crypte de Notre-Dame », 14 h 30, entrée (Mme Romann).

« Musée du Grand Orient de France », *15 heures, 16, rue Cadet* (Tourisme culturel).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 1er septembre :

DES DÉCRETS

● Modifiant, pour ce qui concerne l'assurance-vieillesse, le décret du 29 décembre 1945 relatif à l'application des dispositions du livre III du code de la sécurité sociale.

● Relatif à l'établissement public Autoroutes de France.

● Conférant les rang et appellation de général de corps d'armée, promotion, nomination, affectation et admission dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve).

DES ARRÊTÉS

● Fixant le prix de vente des alcools d'État.

● Fixant le tarif de la soulte prévue à l'article 269 de l'annexe II au code général des impôts.

RELIGION

Mgr Jean Vilnet prendra ses fonctions à Lille à la mi-novembre

Mgr Jean Vilnet, *président* de la *Conférence épiscopale française*, que Jean-Paul II vient de nommer évêque de Lille (*le Monde* du 1er septembre), prendra effectivement ses nouvelles fonctions vers la mi-novembre. Il doit, en effet, participer en octobre à Rome au synode des évêques sur la réconciliation, puis présider début novembre à Lourdes les travaux de l'assemblée plénière de l'épiscopat français.

Mgr Vilnet, qui quitte le diocèse de Saint-Dié (Vosges), a déclaré qu'il trouverait à *Lille* une Eglise très vivante, mais qui connaît des *problèmes voisins de ceux que* connaissent les *Vosges*, notamment dans l'industrie textile.

[*Né le 8 avril 1922 à Chaumont* (Haute-Marne), Jean Vilnet a fait ses études au grand séminaire de Langres, puis à l'Institut catholique de Paris. Ordonné prêtre en 1944, il a été chapelain de Saint-Louis-des-Français à Rome, où *il a approfondi ses études à l'Université* grégorienne et à l'Institut biblique.

Professeur au grand séminaire de Langres, puis au séminaire interdiocésain de Châlons-sur-Marne, il a été nommé évêque de Saint-Dié en 1964. Il était alors le plus jeune évêque de France. Il a participé aux dernières sessions du concile Vatican *II*.

En octobre 1978, Mgr Vilnet a été élu vice-président de la Conférence épiscopale française, avant de devenir président en octobre 1981, à la place du cardinal Roger Etchegaray, archevêque de *Marseille*.

Attentif aux réalités sociales, Mgr Vilnet n'a pas manqué de prendre position lors d'*événements* économiques qui ont marqué *sa région*, particulièrement atteinte par la fermeture d'usines textiles.]

URBANISME

M. CHIRAC ANNONCE UN PLAN POUR L'EST PARISIEN

Dans une interview au *Quotidien de Paris*, M. Jacques Chirac, maire de la capitale, annonce qu'il va présenter au cours des prochaines semaines « *un plan programme pour l'Est parisien* ». Celui-ci comprendrait l'engagement *immédiat* d'une *douzaine d'opérations* : constructions de *logements* et aménagement de voirie. Les espaces verts, les locaux pour l'*artisanat* et l'industrie et les logements de moyen standing seront privilégiés.

M. Chirac envisage aussi de réactiver une série de projets anciens : la construction d'un *second* pont près de la gare d'Austerlitz (*qui*, selon lui, devra être entièrement payé *par* la ville), le doublement de celui *de* Bercy, l'aménagement des ex-terrains Citroën et des quais de la Seine, la réalisation de la coulée verte et l'achat de terrains appartenant à la S.N.C.F., à l'armée et au port autonome.

AÉRONAUTIQUE

● *Un onzième court-moyen-courrier Mercure* vient d'être acheté par la compagnie Air Inter au groupe Dassault-Breguet. Cet appareil est l'exemplaire qui a servi à la mise au point et aux vols de démonstration de la série des dix avions Mercure en service à Air Inter depuis 1974.

ARLEQUIN

RESULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 56 DU 31 AOUT 1983

Finales et numéros	Les sommes à payer sont indiquées tous cumuls compris pour un billet entier
1	Tous les billets terminés par 1 gagnent 70 F dans toutes les séries
69	Tous les billets terminés par 69 gagnent 300 F dans toutes les séries. *Tous les billets terminés par 96 gagnent 200 F dans toutes les séries*

	Numéros gagnants dans toutes les séries										Sommes à payer
942	0249	1249	2249	3249	4249	5249	6249	7249	8249	9249	F. 400
	0294	1294	2294	3294	4294	5294	6294	7294	8294	9294	400
	0429	1429	2429	3429	4429	5429	6429	7429	8429	9429	400
	0492	1492	2492	3492	4492	5492	6492	7492	8492	9492	400
	0924	1924	2924	3924	4924	5924	6924	7924	8924	9924	400
	0942	1942	2942	3942	4942	5942	6942	7942	8942	9942	4 000
421	0124	1124	2124	3124	4124	5124	6124	7124	8124	9124	400
	0142	1142	2142	3142	4142	5142	6142	7142	8142	9142	400
	0214	1214	2214	3214	4214	5214	6214	7214	8214	9214	400
	0241	1241	2241	3241	4241	5241	6241	7241	8241	9241	470
	0412	1412	2412	3412	4412	5412	6412	7412	8412	9412	400
	0421	1421	2421	3421	4421	5421	6421	7421	8421	9421	4 070

	Numéros gagnants	Sommes à payer Série 15	Sommes à payer Autres séries	Numéros gagnants	Sommes à payer Série 15	Sommes à payer Autres séries
7013	0137	F. 10 000	F. 2 000	3017	F. 10 000	F. 2 000
	0173	10 000	2 000	3071	10 070	2 070
	0317	10 000	2 000	3107	10 000	2 000
	0371	10 070	2 070	3170	10 000	2 000
	0713	10 000	2 000	3701	10 070	2 070
	0731	10 070	2 070	3710	10 000	2 000
	1037	10 000	2 000	7013	3 000 000	30 000
	1073	10 000	2 000	7031	10 070	2 070
	1307	10 000	2 000	7103	10 000	2 000
	1370	10 000	2 000	7130	10 000	2 000
	1703	10 000	2 000	7301	10 070	2 070
	1730	10 000	2 000	7310	10 000	2 000

PROCHAIN ARLEQUIN LE 14 SEPTEMBRE 1983 - TIRAGE TELEVISE à 19 h 50

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DES GERANIUMS

TIRAGE N° 55 DU 31 AOUT 1983

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER
1	1	F. 100
	091	600
	231	600
	331	600
	511	600
	941	600
	63 701	10 100
	70 091	10 600
2	262	500
3	13	200
	243	500
	523	500
	1 133	2 000
	2 303	2 000
	6 003	2 000
	13 693	10 000
	62 653	10 000
4	134	500
	8 594	2 000
5	295	500
	675	500
6	86	200
	026	500

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER
6	9 566	F 2 000
	12 836	10 000
	179 216	4 000 000
7	67	200
	277	500
	737	500
	1 647	2 000
	15 897	10 000
	43 577	10 000
	81 187	10 000
	91 157	10 000
8	9 988	2 000
	24 758	10 000
	045 768	1 000 000
9	39	200
	59	200
	519	500
	769	500
	3 609	2 000
0	0	100
	520	600
	710	600
	890	600
	910	600
	1 130	2 100
	7 980	2 100

PROCHAIN TIRAGE LE 7 SEPTEMBRE 1983

TRANCHE DES DAHLIAS à YSSINGEAUX (Haute-Loire)

LOTO TIRAGE N° 35

9 29 41 43 45 49

NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 7

PROCHAIN TIRAGE LE 7 SEPTEMBRE 1983 VALIDATION JUSQU'AU 6 SEPTEMBRE APRES-MIDI

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

ONCES CLASSEES - OFFRES D'EMPLOI - ANNON

Le Monde consacre 3 suppléments "Informatique" lors du Sicob:

Mercredi 21 Septembre: La Filière Electronique deux ans après
Vendredi 23 Septembre: Problèmes Horizontaux de l'Informatique
Mercredi 28 Septembre: Le phénomène de la micro-informatique.

Pour les réservations d'emplacements tous formats (2 col et + à la suite au cahier rédactionnel), merci de contacter votre agence de publicité.


régie presse
Le Monde

Service des Annonces classées
DIR J. DEGAVE
CHEF DE PUB D. LE DREN
85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS
Tél : 233.44.21 et 296.15.01

Société quartier St-Lazare ch.

COMPTABLE

QUALIFIÉ(E) B.T.S. exigé
Ecrire avec C.V. et prétent. à SOCIMAT, 21, r. de Madrid-8e.

Le Centre de Formation Professionnelle des Adultes Yves BODIGUEL sit. à MEUDON-LA-FORÊT (92) Z.I. de Vélizy-Villacoublay, recherche
Un adjoint administratif (35 ans au moins)
Fonction : Gestion comptable, budgétaire et administrative du Centre. Il sera le collaborateur direct du directeur.
Nous demandons : une expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de la gestion administrative. Des connaissances en comptabilité analytique avec traitement informatique, comptabilité publique, législation sociale et gestion du personnel.
Salaire : 10.500 F par mois.
Ecrire avec C.V. à : FGM/CFDT, 5, rue Mayran, 75009 Paris.
Téléphonez au 247-74-00.

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE
recherche

CONSEILLERS
en prévoyance individuelle

Basés à : ALENCON - BAR LE DUC - CHALON S/SAONE - MARMANDE - PARIS - PERIGUEUX - SAINT ETIENNE et REIMS.

- Niveau d'études supérieures souhaité
- Expérience commerciale réussie d'au moins 2 ans
- Travail sur rendez-vous
- Rémunération fixe, voiture fournie.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 76363 à CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Ce poste nécessite une première expér. professionnelle minimum de 3 ans accomplie dans un cabinet d'audit ou le service financier d'une entreprise.

Le candidat devra être titulaire du certificat sup. de révision du diplôme d'expert comptable ou du diplôme d'une gde école commerciale.

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions sous référence 9.628 à PLAIN CHAMPS, 37,rue Froidevaux, 75014 PARIS qui transmettra.

Important cabinet d'expertise comptable à implantation nationale recherche

EXPERT COMPTABLE OU MÉMORIALISTE

pour assumer Direction régionale
Possibilité promotion.

Ecr. à IFFA, 5, rue de Téhéran, 75008 Paris.

Société fabrication matériel électromécanique rech. ingén. pour étude et développement. Ecr. av. C.V. s/nº 8.733, le Monde Pub., service des ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LYCÉE TECHNIQUE PRIVÉ sous contrat d'association cherche pour rentrée 1983 PROFESSEUR D'ANGLAIS pour BTS ACTION COMMERCIALE. Pratique professionnelle en entreprise souhaitée. Tél. à 859-17-86 pour prendre R.-V.

RECHERCHONS

RESPONSABLE INTERNAT MIXTE

Capable organiser et animer vie de l'internat et assurer suivi des internes.
— Niveau bac minimum.
— Expérience jeunes en milieu scolaire souhaitée.

C.V. et photo à I.H.G. B.P. 17, 94320 THIAIS.

INSTITUT NATIONAL RECHERCHE AGRONOMIQUE
Département Génétique et Amélioration des Plantes
recrute

3 INGÉNIEURS

Candidatures à adresser à : INRA Département de Génétique et Amélioration des Plantes, 17, av. de Tourville, 75007 Paris (1) 551-57-71.

I.N.R.A.
Institut National de la recherche agronomique
recrute sur concours (oct. 1983)

1 INGÉNIEUR CHIMISTE,

ou dipl. équiv., spécialité synthèse des produits naturels.
Env. C.V. dét. à M. DESCOINS, médiateurs chimiques, Brouessy, Magny-les-Hameaux, 78470 St-Rémy-lès-Chevreuse, av. le 10-9, délai de rigueur.

PROF. DE DANSE CONTEMPORAINE

Temps partiel, 10 h., 12 h./semaine, du 1/10/83 au 30/06/84. Salaire net horaire selon compet. Réf. exigées.
Adr. lettre de candidature avec C.V. à M. CORBEAU.
Directeur OCED, 58, av. Charles-de-Gaulle, 91600, Savigny-s/Orge.

ASSOCIATION
recherche

COORDONNATRICE

Mi-temps, responsable centre social, banlieue nord et Paris. Expér. similaire indispensable.

Ecrire avec C.V à : Solidarité Français-Migrants, 4, square Vitruve, 75020 Paris.

---

secrétaires

URGENT
CABINET JURIDIQUE PARIS
recherche

TRÈS BONNE STÉNODACTYLO

Pouvant assurer secrétariat juridique.

Envoyer curriculum vitae : sous nº T 041.806 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

As a worldwide leading company in our field we produce high class chemical products.
For one of our manufacturing plants in the Federal Republic of Germany we require a qualified, innovative

CHEMICAL ENGINEER OR CHEMIST
for the area Fibre Reinforced Plastics

Within this area you will be responsible for product and application development as well as the technical service for our European clients.

This interesting, manyfold task demands a university degree as chemist or chemical engineer, preferably with experience in Thermosetting Resins, Fiber Reinforced Plastics, Corrosion Control or Structural Applications.

Besides this we expect from you a lot of engagement, own initiative, willingness to travel and good knowledge of the English and – preferably – of the German language.

Please only contact us in writing (complete application material) via our agent Personalwerbe Union GmbH. Your application will be treated absolutely confidential.

Personalwerbe Union GmbH – Anschrift im Rahmen enthalten

L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE CHERCHE DES ASSISTANTS D'INSPECTION POUR LES GARANTIES

chargés d'aider les inspecteurs de la catégorie des administrateurs à leur lieu d'affectation et au cours des inspections d'installations dans le monde entier. Leur travail comprendra deux principaux domaines d'activité :
— activités d'appui technique comportant l'emploi de matériel de surveillance (caméras, systèmes de télévision, scellés), la mesure et l'échantillonage de matières nucléaires et l'utilisation d'appareils d'analyse non destructive.
— Vérification des relevés comptables, calcul des stocks comptables et activités connexes.
Études secondaires générales jusqu'au niveau d'entrée à l'université indispensables. La préférence ira soit aux candidats ayant une expérience appropriée des techniques de mesure et d'échantillonnage des matières nucléaires et connaissant bien l'équipement des installation nucléaires, soit à ceux qui possèdent une expérience pratique de la comptabilité matières ou financière et connaissent bien le matériel de traitement électronique des données.
Il est essentiel de parler couramment une des langues suivante : anglais, français, russe ou espagnol. Connaissance excellente de la langue anglaise demandée. Connaissance d'autres langues un avantage.
Contrats de durée déterminée de deux ans avec possibilité de prolongation si le titulaire du poste a donné satisfaction. Émoluments exonérés d'impôts pouvant atteindre, suivant les qualifications et l'expérience, 301 176 schillings par an. Indemnité de non-résident, le cas échéant, 26 000 schillings par an. Le curriculum vitae doit être adressé à la Division du personnel, Agence internationale de l'énergie atomique, B.P. 100, A-1400 Vienne (Autriche). Veuillez indiquer votre nationalité et le numéro de vacance de poste 250/83.

Recherchons capables négocier haut niveau pays d'Afrique plus péninsule arabe produits primordiaux pour lutte contre sécheresse et désertification, un négociateur par pays. Candidatures à BIEN, B.P. 6, 45230 Châtillon.

---

emplois régionaux

NICE
Ecole de français pour étrangers, recherche

PROFESSEUR

Parlant anglais, expér. V.I.F. et D.V.V. exigé, plein temps, poste permanent.
Ecrire sous le nº T 041.774 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

THOMSON-T.I.T.N. BRETAGNE RECHERCHE PR RENNES un

INGÉNIEUR LOGICIEL

ayant 3 à 4 ans d'expérience désirant évoluer vers une fonction technico-commerciale. Adresser C.V., prétentions à THOMSON-T.I.T.N. BRETAGNE, 22, rue de la Retardais, Z.I., route de Lorient 35000 RENNES.

---

formation professionnelle

INSTITUT NATIONAL d'INFORMATION de GESTION

Organise formation de haut niveau pour diplômés de l'enseignement supérieur (bac + 4) et cadres expérimentés de

CONCEPTEURS DE SYSTÈMES INFORMATIQUES DE GESTION

Stage d'un an à temps plein (oct. à juillet)

DERN. SÉLECT. : 14 SEPT. 1983

INIG, 37, quai de Grenelle, 75015 PARIS.
Téléphone : 578-61-52.

---

capitaux propositions commerciales

Jeune écrivain, rech. pour son livre à compte d'auteur aide financière ou sponsor. Tél. à Alain (94) 45-81-36.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (C 16) BP 402, 09 PARIS.

Les emplois offerts à l'ETRANGER sont nombreux et variés. Demandez une documentation s/la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) BP 291, 09 PARIS.

villégiature

VENISE St. Marc Appart. 5 pers. mois septembre 900 $. Quinzaine possible Tél. : 681-23-12 après 18 H.

Nice prom. angl. Palais Soleil app. meublés tt confort 250 par jour 2 pers. pers. suppl. 105 min. 1 sem. (93) 44-08-86.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Part. à part. de préf., vend RENAULT-18 GTL 1980, 71 000 km, coul. tilleul, int. simili noir, deux pneus neufs, embrayage neuf, impeccable. Tél. : M. LACRUZ 020-32-93.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE ADMINISTRATIF, 33 a., diplômé administr. de Lausanne. 7 ANS DE GESTION AGRICOLE ET IMMOBILIÈRE AU CANADA. Anglais cour. Rech. situation. T. Moore, 36, rue Longchamp, 75116 Paris. Tél. 553-66-41.

CHEF DE PERSONNEL
36 ans, 12 ans d'expérience de l'ensemble de la fonction, bonnes références, recherche poste tout secteur. Région parisienne. Ecr. nº 77.029 CONTESSE P., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

J.H. veilleur de nuit, expér. et référ. rech. PLACE STABLE, 22 h/6 h. Tél. : 887-94-13.

Maîtrise droit, stage U.S.A. 1 an dans service juridique bilingue anglais cherche emploi service juridique
Ecrire sous le nº T 041.777 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur 75002 Paris.

J.H., DEA. Histoire de l'art et archéologie ch. emploi domaine culturel. Étudie tres propositions, 533-60-25, ap. 19 h.

Traduction rapide de documents scientif., techniques, cciaux, angl., esp., all., fr. Tél. : 366-38-15.

Juriste, maîtrise droit privé, certificat anglais juridique, D.E.A. droit comparé et droits étrangers. Tél. 060-61-27.

Jeune Homme, 24 ans, désirant poursuivre une formation de comédien à Paris, dès octobre, cherche emploi à mi-temps ou 3/4 de temps, intéressant et bien rémunéré (formation initiale Bac + 2 ans philosophie) étudie Toutes propositions. Ecrire Philippe COLRAT, 2, place Gensoul, 69002 Lyon ou tél. (7) 837-74-83.

Jeune Fille, cherche emploi pour classement, répondre au tél. sach. dactylo. Mme Parra, tél. 331-61-76, poste 43 jusqu'à 17 heures.

Journaliste arts, spécialisé, bonnes connaiss. techn. édition, cherche poste édit. presse Paris/région Paris.
Ecrire sous le nº T 11.290 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 30 ans, formation CPJ ch. poste secrétaire de rédaction presse quotidienne, périodique. Disponible novembre. Ecrire Jean-Marc BRUJAILLE 2, rue Vergniaud, 75013 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

LOUVRE
Bel immeuble 18e. Gds 3 et 4 p. A restaurer. Tél. 272-40-19.

4e arrdt

BD HENRI-IV
Près. DOUBLE LIV. + CHBRE. Refait à nf. Poutres, moquette. S/rue. 520.000 F. 526-54-61.

CŒUR MARAIS
Dans gd HOTEL PARTICULIER TTES SURFACES, à rénover. Téléphone : 236-63-62.

5e arrdt

NEUF IMMEUBLE TRÈS GRAND LUXE
DE 29 APPARTEMENTS
Livraison immédiate

JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
DU 2 au 5 PIÈCES et DUPLEX-TERRASSES
A partir de 15.000 F le m². Ferme et définitif
APPARTEMENT TÉMOIN
Tous les jours de 14 h à 19 h, sauf mercredi et dimanche
A.W.I. — Tél. : 267-37-37.

GOBELINS, rue PASCAL très beau 2/3 pces, tt cft 6e ét., asc., clair, calme, soleil. « TAC » 329-33-30.

6e arrdt

21, RUE DU CHERCHE-MIDI, sur cour, jardin. Refait à neuf. 140 m². 6 p. Vis. 14 h/17 h. Vendredi 2/jeudi 8 septembre.

LUXEMBOURG. 6 PCES
Terrasse/vue. T. 354-95-10. 170 m². Duplex durs. Ascens.

8e arrdt

AU PIED DE L'ÉTOILE
4e étage, sur av., gd cft 80 m², très bel imm. asc., ch. cd pour COUPLE - CÉLIBATAIRE 800.000 F. — T. 293-10-04.

9e arrdt

N.-DAME-DE-LORETTE
Beau studio, cuis., bains, refait à nf. 185.000 F. 528-99-04.

12e arrdt

AV. ST-MANDÉ, gd 4/5 P. mezzanine, cuis. équipée, état neuf, 5e, soleil, plein ciel, immeuble rénové 83, interphone. 630.000 F. Pptaire. 229-43-12.

DAUMESNIL, rare immeuble nf stand, 3 p. terrasse vue dég. 650.000. Cogéfim. 347-57-07.

14e arrdt

Mº GAITÉ
Vaste 5 pces, immeuble pierre de taille. — Prix : 830.000 F.
LERMS : 535-14-40.

MONTPARNASSE. 354-95-10.
2 PCES LUX. SOLEIL.

16e arrdt

RUE DE FRANQUEVILLE
Récent stand., plein soleil, beau 4 p. 1.700.000 F. 265-51-45.

EXELMANS
SORTIE MÉTRO
Dans immeuble pierre de taille. Haut standing. Superbe 2 pces 68 m², très clair et ensoleillé. Premier étage surélevé. Cave. Exceptionnel. Prix : 700.000 F. PARIMMO : 755-98-76.

AVENUE DE VERSAILLES
Petit studio, cft, asc., chauf. cent. 160.000 F. 281-10-60.

18e arrdt

IMMO MARCADET
88, rue Marcadet, 75018 Paris recherche appartements toutes surfaces, même à rénover. Téléphonez au 252-01-82.

19e arrdt

Mº PORTE DES LILAS
Vaste 3/4 p. tt cft ds pav. copropriété, caract. 735.000 F.
LERMS : 355-58-88.

20e arrdt

Mº ALEXANDRE-DUMAS
Ds bel immeuble récent, grand 2 pièces tout confort ascenseur, balcon
Le matin au 634-13-18.

78-Yvelines

Louveciennes, Petit-Neuilly, 200 m gare près Saint-Lazare, R.E.R., dans parc, vue superbe, 72 m², 2 ch., séj., bains, tt cft, cave, parking. A saisir. Vis. sur place le 1 et 2. 969-47-63.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-SUR-SEINE
Immeuble standing, magnifique double living + 3 chambres 2 bains, ascenseur, box
Tél. au 634-13-18 le matin.

BOULOGNE
PRÈS BOIS. Coquet studio, cuis., bains, refait neuf. Imm. pierre. 115.000 F. 280-26-23.

ASNIÈRES, résidentiel, imm. rénové 83. Stand. reste : deux gd 2 P. Tt cft, neufs, soleil, vue s/jardin. 325.000 F. Prêt convent. Pptaire 229-43-12.

Province

NIMES Dans un parc centre ville
très beaux appartements plein sud, dispon. immédiatement. Possibilité prêt conventionné. SACI (66) 62-14-18.

locations non meublées offres

Région parisienne

MARNE-LA-VALLÉE
R.E.R. NOISY-LE-GRAND à 5' à pied
36 appartements de gd stand.
BOURDAIS 304-35-44.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres supérieurs et employés mutés
GRANDE ADMINISTRATION DIRECT A PARTICULIER
recherche appts ttes catégories et grandes surfaces ou villas. Px indiff. 504-01-34 (pte 24).

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées offres

Province

LOUE trois dernières semaines de septembre. 500 m plages Antibes et Juan-les-Pins, villa F2, quartier résident. et calme, jardin ombragé. Téléphoner propriétaire au 577-26-47, de préférence de 19 h à 22 h.

appartements achats

Recherche urgent 2 à 4 pièces Paris. Bon quartier
PAIE COMPTANT chez notaire. Tél. : 873-20-67 même le soir.

bureaux

Locations

EMBASSY-SERVICE
Téléphonez au 562-62-14
RECH. 3 A 6 BUREAUX
Excellentes adresses ccilaes.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de stés et tous services. Tél. : 355-17-50.

locaux commerciaux

Ventes

PANTHÉON, GD LOCAL CIAL en tte ppté, vitrine sur rue accès voiture, excel. placement prix très intéressant, le matin : 634-13-18.

fonds de commerce

Ventes

Canton, 30 km nord Toulouse. Cause retraite vend fonds de commerce, bonneterie, prêt-à-porter, mercerie, chaussures, bon C.A. dans magasin d'angle 3 vitrines 66 m² + poss. agr. 45 m², 1er étage, appartem. F4. Fonds et murs 550.000 F. Tél. H. ouvert. (16-61) 82-40-97.

immeubles

SOCIÉTÉ SAFRU ACHÈTE IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS. PARIS/BANLIEUE. RÉALISATION RAPIDE. PAIEMENT COMPT. DISCRÉTION ASSURÉE. INTERMÉDIAIRE SOLLICITÉ. Tél. 755-69-27.

maisons individuelles

A VENDRE
LA QUEUE-EN-BRIE (94)
Maison individuelle plein-pied, modèle Breguet, comprenant : 1 cuis. amén., 1 séjour dble. 1 hall de dégag. avec rangem. 4 pces, 2 salles de bns, 2 w.-c. 1 dressing, 4 rangem., 1 cellier. 1 garage (2 voitures).
Surface habitation : 171 m² sur jdin 756 m². Proximité écoles, lycée, collège. Centres commerciaux.
Prix : 850.000 F.
Tél. heures de bur. 297-38-55.

villas

VENDS BÉZIERS
Quartier résidentiel maison début siècle
156 m² + 2 boxes chevaux sur 1.500 m² arboré. 1.350.000 F. Téléphone : (67) 30-15-63.

LE CHESNAY-VERSAILLES
Vend très grande villa récente. Ecoles, commerces, forêt. Téléphonez au 955-16-14.

propriétés

A VENDRE
A 130 KM N.-E. PARIS
Dans petit bourg riante vallée AISNE. TRÈS BELLE MAISON BOURGEOISE 7 pièces avec dépendances. Excellent état. Grand jdin agréable 3.000 m² clos de murs. CARIMEX, 7, rue Marie-Boivin, 51170 FISMES. Téléphone : (26) 78-03-76.

VALLÉE DE CHEVREUSE
36 KM PORTE ST-CLOUD
RAVISSANT PETIT MANOIR av. TOUR du XIIe, 300 m² habitables, parfait état, maison d'amis, jdin agrém. Partic. vend 1.350.000 F. H.B. 254-65-81. Week-end au : (3) 485-21-42.

châteaux

Belgique, 35 km de Bruxelles, château XVIIIe + 50 ares poss. Px 12.500.000 F. Tél. GAMMA (010) 65-72-11 le matin.

Le Monde

économie

LES MESURES GOUVERNEMENTALES SUR L'IMMIGRATION

« Les clandestins gênent l'insertion des immigrés » déclare Mme Dufoix

Au cours du conseil des ministres réuni le 31 août, Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat, a présenté une communication sur la politique en matière d'immigration. Un certain nombre de mesures ont été arrêtées (*le Monde du 1er septembre*) *qui se regroupent autour de deux axes* : l'insertion des populations *immigrées vivant en France, d'une part, et la lutte contre l'immigration clandestine, d'autre part.*

Sur ce dernier point, M. François Mitterrand s'est montré extrêmement ferme puisqu'il a affirmé : *« Il faut renvoyer les immigrés clandestins »*. Le président de la République a en outre souligné combien le dossier de l'immigration était *« difficile et controversé »* et rappelé qu'il ne fallait pas confondre les clandestins et *les travailleurs immigrés.*

L'après-midi, M. Gallo, porte-parole du gouvernement, *et Mme Dufoix ont tenu une conférence* de presse au cours de laquelle le secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés a apporté plusieurs précisions sur le dispositif arrêté en conseil des ministres.

On a ainsi pu apprendre que les négociations poursuivies avec les trois pays du Maghreb – l'Algérie, la Tunisie et le Maroc – pour la mise en place du « dyptique » s'étaient conclues par un accord, signé *officiellement le matin même*. Avec le dyptique, carte à deux *volets, qui devrait devenir opérationnel dans les* prochains mois, les voyageurs *maghrébins* disposeront d'un document authentifiant leur séjour touristique et valable pendant une durée de trois mois. Les contrôles devraient s'en trouver facilités et les pays de départ seraient ainsi associés à la maîtrise des flux d'entrée et de sortie.

D'autre part, Mme Dufoix a indiqué que cinquante-cinq postes de contrôleurs du travail seraient créés et des responsables, ayant rang *de sous-préfet*, nommés pour veiller à la coordination des différentes mesures dans des départements où vivent principalement les populations immigrées.

Enfin, au chapitre des précisions, Mme Dufoix a annoncé que le montant des amendes payées par les employeurs de travailleurs clandestins serait multiplié par quatre, passant ainsi de 5 980 francs à 23 920 francs *par infraction constatée.*

Expliquant les principes de sa politique, *Mme Georgina Dufoix a enfin voulu rappeler* son attachement à une société multiculturelle. *« C'est le défi qui nous est globalement posé »*, a-t-elle déclaré, ajoutant : *« Ce qu'est la France y est en jeu. »*

Selon le secrétaire d'Etat, la lutte contre les clandestins est devenue un élément indispensable pour l'équilibre de la société. *« Il faut éviter tout dérapage car, sinon, ce sont les immigrés qui en pâtiront »*, affirma-t-elle, en concluant : *« Les clandestins risquent de gêner l'insertion des immigrés. »*

Des réactions diversifiées

Les premières réactions aux mesures gouvernementales du 31 août sur l'immigration apparaissent pour le moins diversifiées.

D'une part, la C.G.C. déclare avoir *« pris connaissance avec déception »* des mesures décidées, dont elle dénonce à l'avance le *« caractère superficiel »* en rappelant qu'elle souhaite *« un grand débat national sur le problème de l'immigration »*.

D'autre part, la C.G.T. et la C.F.D.T. approuvent implicitement le dispositif annoncé. *« Les dispositions adoptées et les perspectives ouvertes semblent aller dans le sens de certaines de nos préoccupations*, a déclaré le 31 août, M. Joannès Galland, secrétaire de la C.G.T., *même s'il subsiste des zones d'ombre et des questions quant aux modalités d'application. »* Auparavant, M. Galland avait rappelé que depuis 1974 la C.G.T. s'était prononcé pour l'arrêt de l'immigration, préconisant *« des dispositions efficaces pour stopper l'immigration clandestine et sanctionner les officines et les patrons responsables »*. Quant à la C.F.D.T., elle rappelle que, pour elle, *« une politique de l'immigration repose sur deux grands axes : favoriser l'insertion sociale des immigrés et la maîtrise des flux migratoires négociée avec les pays d'origine »*. La centrale de M. Edmond Maire ajoute : *« Après hésitations et zig-zags, le gouvernement vient de réaffirmer le choix de cette double option. »* Cependant, *« c'est sur l'importance des moyens financiers mis en œuvre que l'option gouvernementale en faveur de l'insertion pourra être jugée, tant les retards accumulés sont énormes »*.

Tout autres apparaissent les commentaires du collectif constitué par quarante-trois organisations de défense des immigrés pour l'attribution d'une carte de séjour valable dix ans, et regroupant, entre autres, la Cimade et la Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés (FASTI). Ce collectif estime que, si les dispositions annoncées – répression des clandestins et insertion des résidents – se veulent équilibrées, en revanche *« la population française risque de ne retenir que le caractère précis des mesures répressives »*, proclamées selon lui *« pour satisfaire tous ceux qui ne veulent regarder les immigrés qu'à travers les clandestins »*. La FASTI affirme même que le gouvernement *« a cédé aux pressions pour déclencher une nouvelle vague d'expulsions, en faisant croire que l'insertion des immigrés est conditionnée à une répression accrue des sans-papiers »*. Quand au Syndicat de la magistrature, il met en garde contre *« des risques de glissement, non seulement des appareils répressifs, mais aussi de l'opinion »*.

● Le P.S.U. a déclaré, mercredi 31 août, que *« bien que les mesures annoncées par le gouvernement sur l'immigration se veuillent équilibrées, elles paraissent beaucoup plus précises dans la répression des clandestins que dans l'incitation à l'insertion des communautés installées en France »*, insertion pour laquelle *« aucune proposition nouvelle n'apparaît »*, notamment pour *« la suppression des multiples cartes de séjour et de travail et leur remplacement par une carte unique, valable dix ans et renouvelable automatiquement, pourtant promise, en son temps, par François Mitterrand et par tous les partis de la majorité »*.

● M. GUY GENNESSEAUX, secrétaire général du parti démocrate français, a déclaré, mercredi 31 août, que *« les mesures relatives à l'immigration envisagées par le gouvernement vont dans le bon sens »*. *« Il était temps qu'elles interviennent*, a-t-il dit, *et il demeure urgent de les mettre en œuvre le plus rapidement possible, et ce d'une manière draconienne. »*

DANS LE DIX-HUITIÈME ARRONDISSEMENT

« Soyons raisonnables »

Au bout de la rue Caplat – dans le dix-huitième arrondissement de Paris, – un boyau pavé et pentu, coincé entre le boulevard de la Chapelle et la rue de la Goutte-d'Or, les groupes se forment et se disloquent au hasard des conversations. *Nulle indignation.* Pas le moindre signe d'amertume ou de colère. Et pour cause : Jalil, Aïssa et les autres, assis sur les capots des *voitures garées à deux pas d'un café à la devanture muette*, ignoraient tout des mesures gouvernementales avant de parcourir le communiqué du conseil des ministres. Barbe drue, regard malicieux, Karim, un menuisier marocain au chômage depuis un an, ne tarde pas à trancher : *« Formidable*, s'exclame-t-il à propos de la chasse aux clandestins et à leurs employeurs. *Voilà de quoi protéger les travailleurs en règle, dignes, honnêtes. Le boulot manque déjà pour des pères de famille établis en France depuis quinze ans. Soyons raisonnables. »* Ainsi, l'expulsion des « sans papiers » et le bouclage des frontières ne semblent *pas révolter la communauté* maghrébine. Au contraire. D'un trait, ce vieil Algérien au visage émacié adossé au kiosque à journaux de la station Barbès résume les propos entendus çà et là : *« Pourquoi les laisser entrer s'il n'y a pas de travail ? Pour qu'ils couchent sous les ponts ou se fassent exploiter ? »*

Aucun doute. La levée ou *l'allégement des restrictions géographiques imposées aux titulaires de cartes de travail de trois et un an rallie tous les suffrages.* Incrédule, Wouaihi, Tunisien, serveur à l'El Bahdja depuis deux semaines, relit le paragraphe avec soin. *« Pas mal, ça... »*, commente-t-il en hochant la tête. Il marque un temps d'arrêt avant d'ajouter : *« Au fait, je n'ai pas reçu de convocation de la préfecture depuis six mois. C'est normal ? »*

Volubile, Karim continue l'examen du texte de Mme Dufoix, tandis que les nouveaux venus se mêlent à la conversation. Parfois le ton monte, l'espace d'un aparté. La formation-retour ? *« Une bonne chose,* estime Karim. *Moi, je conseille aux copains de rentrer, mais à condition d'avoir un métier. » « Ça ressemble un peu trop au million Stoléru »*, rétroque Jalil, un photographe de vingt-sept ans, lui aussi privé d'emploi. Scolarisation, formation, résorption de l'habitat insalubre. *« Comment peut-on être contre ? »*, lance *quelqu'un à la cantonade.* Certains immigrés redoutent pourtant que ce document ne rejoigne bientôt le rayon des catalogues de vœux pieux. D'autres, au *contraire, voient dans la mise en* place de commissions de concertation municipales un premier pas vers la formule suédoise, avec droit de vote et carte *d'identité unique à la clé. « En France, jamais,* réplique Aïssa, un aide-mécanicien algérien. *On nous déteste trop »*.

« Dans ce cas, je ne viendrai plus ! » La remarque de cet Algérois de passage chez un parent vise une disposition très controversée : l'obligation pour les étrangers en visite privée d'obtenir une attestation d'accueil, *signée par leur hôte et contrôlée* par la mairie, le consulat ou la police. Une hostilité partagée par de nombreux immigrés. Ainsi, ce commerçant algérien réfugié *sous l'auvent d'un libre service* du boulevard Barbès pour échapper à une violente pluie d'orage craint, plus que tout, les tracasseries imposées aux frontières. Il chausse ses lunettes, survole le document avant de laisser tomber, laconique : *« Une bêtise. Mais ça, ils vont devoir le supprimer. »*

Même si, réalisme oblige, le *principe d'une lutte contre* l'immigration clandestine paraît admis, les commentaires trahissent souvent l'incertitude, voire une vague inquiétude. Jetant un regard distrait sur les affiches racoleuses et désuètes du Louxor, le cinéma voisin, un militaire tunisien à la retraite se dit certain du renvoi dans leur pays *« avant la fin de l'année »* de 200 000 immigrés. Comment le sait-il ? *« J'ai mes informations »*, se borne-t-il à répondre l'air entendu.

« Papiers ou pas, conclut ce *maître d'hôtel marocain à la mise* soignée et à la chevelure grisonnante, *nous restons des clandestins. Les cartes de séjour ou de travail n'y changeront rien. »*

VINCENT HUGEUX.

AFFAIRES

Le Fonds industriel de modernisation est « opérationnel »

Le Fonds industriel de modernisation est opérationnel le 1er septembre. Pièce *maîtresse du financement* direct de la modernisation de l'industrie par l'épargne, mis en place par le ministère de l'industrie et de la recherche, le FIM est placé auprès de l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) et *géré localement dans chaque région. Son comité directeur*, présidé par M. Fabius, s'est réuni pour la première fois le 31 août. Il devait confirmer les dispositions déjà annoncées *(le Monde du 29 juillet)* et préciser ses règles de fonctionnement.

Le seuil à partir duquel les dossiers de demandes d'aide seront traités, non en province mais à Paris, est de 5 millions de francs. Une somme importante qui souligne une *volonté de décentralisation.*

Il fallait ensuite préciser le fonctionnement du Fonds de garantie en cas de prêt débouchant sur un échec. Pour les prêts supérieurs à 150 millions de francs, c'est l'État qui couvrira par ses procédures traditionnelles ; les prêts inférieurs seront garantis par un fonds spécial, qui sera inscrit au budget 1984 du ministère de l'industrie et de la recherche et dont l'ANVAR sera responsable.

La procédure de prêt du FIM sera très accélérée. Le délai de réponse de l'ANVAR à une demande formulée *par une* entreprise doit être de huit semaines au maximum. Ensuite la signature du contrat de prêt ne devra pas dépasser quinze jours. Soit dix semaines au total pour obtenir un prêt. Les prêts seront effectués au taux pour 1983 de 9,75 % (puis liés ensuite au taux du livret A). *Ce seront des prêts participatifs* d'une durée de sept à dix ans avec des options de remboursement différé de deux ans pour les entreprises qui le souhaitent. D'autre part le *FIM* prêtera de *l'argent aux sociétés de crédit bail* à 9,75 %, leur permettant de répercuter cet avantage (les sociétés en général ont recours au marché financier à 12 %) sur leurs clients.

En revanche *la ventilation globale des sommes* du FIM n'est pas connue. Rien n'est décidé de ce qui ira aux opérations de développement de l'offre (bureautique, moteur automobile 3 litres, biotechnologie, cartes à *mémoire) et* à celles de développement des investissements de modernisation pour les entreprises. On sait seulement que la somme globale sera de 3 milliards en 1983, puis de 5 milliards *« au minimum » en 1984 qui proviendront du livret d'épargne industriel rebaptisé CODEVI.*

E. L. B.

EXONÉRÉ D'IMPOT COMME LE LIVRET « A »

Le Codevi sera rémunéré à 7,50 %

Annoncée pour le 1er octobre prochain, la création du compte pour le développement industriel (ou Codevi), devrait intervenir dans *les délais prévus. Il est destiné à alimenter le fonds industriel de modernisation*, via la Caisse de dépôts et de consignations comme il est de règle pour l'épargne des ménages.

Présenté par M. Laurent Fabius comme un produit financier nouveau dont le principe *devait être « analogue au livret A »*, le Codevi justifiera cette analogie par quelques points identiques : une liquidité complète (c'est-à-dire qu'il sera possible d'effectuer des dépôts et des retraits à tout instant), *une exonération d'impôt totale* et, surtout, une *rémunération* de 7,50 % par an, calculée elle aussi par quinzaine, conforme à celle du livret « A ».

En revanche, contrairement à ce dernier qui n'est disponible que dans les caisses d'épargne *(Ecureuil et P.T.T.) et au crédit* mutuel (sous la forme d'un livret « bleu »), le compte pour le développement industriel sera mis en place sur tous les réseaux, donc dans toutes les banques, comme ce fut le cas en juin 1982 lors de la création du livret d'épargne populaire (ou livret « rose »), premier pas vers la « banalisation » *des réseaux de collecte.*

Enfin, la loi parue au *Journal officiel* du 9 juillet dernier, qui *portait création du Codevi*, prévoyait l'instauration d'un plafond de dépôt de 20 000 F au maximum par compte. Cette limite sera maintenue, mais le décret d'application qui devrait paraître dans une quinzaine de jours *ramènera le plafond à 10 000 F* par contribuable pour la première année, avec possibilité, comme prévu, de détenir deux Codevi par ménage au sens fiscal.

En maintenant à 20 000 F par ménage le montant maximal des dépôts défiscalisés, les pouvoirs publics ont voulu, d'une part, *mesurer pendant quelque* temps l'apport *réel* des Codevi aux entreprises industrielles et, d'autre part, éviter des transferts trop importants de la part des épargnants qui, à la limite de leur plafond sur le livret « A », détiennent *un livret « B » soumis, lui, à l'impôt.*

S. M.

Lourde amende pour Boehringer-France accusé de concurrence déloyale

Sur avis de la commission de la concurrence, le ministère de l'économie et des finances vient d'infliger *une amende de 2,5 millions* de francs à la filiale française du grand groupe pharmaceutique allemand Boehringer Ingelheim, les Laboratoires Boehringer Ingelheim de Reims, ainsi qu'aux sociétés apparentées, les Laboratoires français de thérapeutique (L.F.T.) et les Laboratoires du Sud-Ouest (Labso) *pour* concurrence déloyale sur le marché des médicaments employés pour traiter les affections cardiaques. En outre, les prix des deux produits incriminés dans cette affaire, la Persantine et sa *copie conforme*, le Péridamol, *tous deux fabriqués* en France, vont être autoritairement abaissés de 5 %.

Ces trois sociétés se voient reprocher d'avoir abusé de leur position dominante en exerçant des pressions sur leurs rivaux potentiels, après *l'expiration du brevet de la Persantine en 1976*, pour les empêcher de lancer leurs propres produits, et ce, au moyen d'une baisse sélective de tarifs. Il est également fait grief à ces sociétés d'avoir *artificiellement gonflé les prix de la matière* première achetée à la maison mère allemande pour fabriquer le principe actif (dipyridamole) entrant dans ce médicament et d'avoir ainsi occasionné des surcoûts à la Sécurité sociale (au moins 100 millions de francs par an, d'après certaines estimations).

C'est une vieille histoire, dont l'origine remonte à plus de dix ans. A différentes reprises, des voix s'étaient élevées pour dénoncer les pratiques employées par Boehringer, qui, en particulier, avait fait capoter l'expérience tentée par les Laboratoires français de produits génériques (L.F.P.G.), à l'époque filiale de P.U.K. et depuis passés dans le giron de la SANOFI, pour mettre sur le marché un produit identique à la Persantine. Avec le boycottage *des pharmaciens d'officine*, les L.F.P.G. avaient dû cesser leurs activités et se reconvertir. – A. D.

Nouvelle décélération des dépenses de santé fin juillet

A la fin juillet 1983, le rythme d'augmentation des dépenses d'assurance-maladie, calculé à partir des remboursements effectués au cours des douze derniers mois, s'est élevé à 13,1 % contre 14,2 % fin juin 1983 et 19 % à la fin juillet 1982. Ce résultat confirme la tendance à une sensible *décélération, observée* depuis quelques mois. En rythme annuel, les dépenses de soins de santé ont augmenté de 13,5 % contre 14,5 % en juin et 19,5 % il y a un an. Sur un an, la décélération est particulièrement nette en *ce qui concerne* les remboursements aux établissements d'hospitalisation, qui, à la fin juillet 1983, ont augmenté en taux annuel de 12,6 %, contre 21,3 % en juillet 1982, soit + 13,9 % (contre 24,1 % il y a un an) *dans le secteur* public et 8,5 % (contre 13,8 %) dans le secteur privé.

Le rythme de croissance des honoraires du secteur privé était à la fin juillet 1983 de 14,6 % – au lieu de 14,9 % en juin 1983 et de 15,7 % en juillet 1982, – dont 14,9 % pour les honoraires médicaux et 13,7 % pour les honoraires dentaires. Quant aux prescriptions, elles ont augmenté globalement de 12,7 % (contre 13,4 % il y a *un mois* et 18,9 % il y a un an), soit 12 % pour la pharmacie, 15,7 % pour les actes d'auxiliaires médicaux et 13,2 % pour les actes de biologie. Enfin, les dépenses d'indemnisation des arrêts de travail pour maladie ont progressé de 9,2 %, au lieu de 10,3 % en juin 1983 et 13,1 % en juillet 1982.

FAITS ET CHIFFRES

Consommation

● L'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.) dénonce, dans un communiqué, *« la passivité des pouvoirs publics »* à l'égard de plusieurs affaires d'ententes de prix. L'U.F.C. s'élève contre les refus de vente dans l'optique, la parapharmacie, parle d'*« entente dans la chaussure »* et rappelle que de nombreuses affaires « en cours » traînent (skis, serrures, habillement, parfums).

Social

● L'entreprise Bourgeat-Fougerolles, à Valence (Drôme), a été déclarée en *dépôt de bilan* par le tribunal de commerce de Romans, qui a cependant autorisé la poursuite de l'activité.

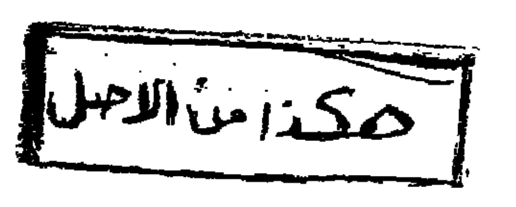
Le dépôt de bilan devrait entraîner la suppression de 52 emplois, dont 30 départs en préretraite, sur un effectif de 177 personnes. La semaine passée, une partie du personnel avait occupé les locaux (*le Monde* du 27 août).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –
$ E.-U.	8,0930	8,0960	+ 130	+ 185	+ 275	+ 335	+ 630	+ 770
$ can.	6,5637	6,5677	+ 146	+ 200	+ 312	+ 370	+ 702	+ 837
Yen (100)	3,2898	3,2924	+ 135	+ 166	+ 294	+ 332	+ 887	+ 962
DM	3,0102	3,0125	+ 161	+ 186	+ 335	+ 364	+ 923	+ 986
Florin	2,6905	2,6922	+ 126	+ 151	+ 265	+ 292	+ 754	+ 815
F.B. (100)	14,9676	14,9760	+ 326	+ 479	+ 692	+ 882	+ 1433	+ 1828
F.S.	3,7144	3,7175	+ 231	+ 264	+ 482	+ 518	+ 1358	+ 1441
L (1 000)	5,0420	5,0451	– 261	– 184	– 511	– 416	– 1614	– 1455
£	12,1274	12,1375	+ 222	+ 331	+ 496	+ 621	+ 1282	+ 1543

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 5/16	9 11/16	9 3/4	10 1/8	9 7/8	10 1/4	10 7/16	10 13/16
DM	4 15/16	5 5/16	5 1/8	5 1/2	5 5/16	5 11/16	5 3/4	6 1/8
Florin	5 7/8	6 1/8	5 15/16	6 5/16	6 1/16	6 7/16	6 5/16	6 11/16
F.B. (100)	8	9	8 5/8	9	8 3/4	9 11/16	9 3/4	10 9/16
F.S.	1 3/8	2 1/8	4 1/8	4 1/2	4 3/16	4 9/16	4 5/8	5
L (1 000)	16 1/4	16 1/2	17 1/8	17 5/8	17 3/16	18 1/8	18 1/8	19
£	9 1/4	9 3/4	9 7/16	9 13/16	9 9/16	9 15/16	10	10 3/8
F. franç.	12 1/4	12 3/8	12 7/8	13 1/4	13 7/8	14 1/4	16 5/8	17



AFFAIRES

COOPÉRATION EUROPÉENNE DANS L'INFORMATIQUE

Siemens, Bull et I.C.L. créent un centre de recherche commun

L'Europe industrielle trouve encore, de temps en temps, des raisons d'espérer. Les trois plus importantes sociétés européennes d'informatique, Siemens (Allemagne fédérale), Bull (France) et International Computer Ltd (I.C.L., Grande-Bretagne), devaient signer *le 1er septembre un accord* pour la création d'un centre de recherche commun. *Ce centre sera détenu* à parts égales par les compagnies, et ses coûts de fonctionnement seront partagés en trois. Cette signature concrétise un protocole d'intention signé en mars dernier (*le Monde* du 23 mars).

Le centre, *qui sera situé en* Bavière du Sud, mais dans des locaux indépendants de ceux de Siemens, dont le siège est à Munich, devra entamer ses travaux dès le début de l'an prochain. Il faudra faire vite. Il comprendra une cin*quantaine de chercheurs de haut* niveau d'ici à deux ans.

Les travaux porteront sur des projets à long terme (cinq ou dix ans) centrés sur le traitement des *connaissances, c'est-à-dire sur le* développement d'une informatique qui pourra à *l'avenir traiter des* informations au sens large, comme la parole ou les images, et non plus seulement les données mathématiques, comme aujourd'hui. Un thème sur lequel *travaillent* tous les informaticiens aujourd'hui sous des vocables divers, *qui vont de l'intelligence* artificielle aux ordinateurs « de cinquième génération » des Japonais. Chaque projet ayant abouti sera ensuite mis à la disposition des trois sociétés, à charge pour chacune de les développer, les produire et les vendre *à son gré, mais en concurrence* avec les deux autres.

La démarche n'est pas neuve. Les Japonais l'ont adoptée et, plus récemment, les Américains. La *recherche se révélant de plus en plus* coûteuse, il devient nécessaire de la financer à plusieurs. L'heureux est qu'ici ce « plusieurs » soit européen. Voilà une rupture avec le comportement des industriels d'autres secteurs de l'électronique (télécommunication, magnétoscopes) et avec celui des informaticiens eux-mêmes. *Après 1976, date de la rupture des* accords d'Unidata qui liaient Siemens, Bull (*à l'époque C.I.I.*) et Philips et auxquels devait s'adjoindre I.C.L., chacun s'en est allé chercher de nouveaux partenaires non européens : C.I.I. a trouvé avec l'américain Honeywell, puis Siemens et I.C.L. avec le japonais *Fujitsu. Ces accords ne sont bien* entendu remis en question d'aucune manière, tant l'industrie du Vieux Continent reste dépendante puisqu'elle ne contrôle que le quart à peine de son marché de la grande informatique.

Le montant du budget global du centre de recherche commun n'est pas encore connu, mais on avait parlé de 60 millions de francs par an. Un chiffre évidemment très fai*ble, qui ne représente guère que 2 %* de la seule recherche dite « fonda*mentale* » d'*I.B.M.* Le centre n'est donc pas fait pour assurer à lui seul l'avenir des trois sociétés, qui chacune de leur côté et avec les autres partenaires poursuivent l'essentiel de leur recherche. Par ailleurs, le centre pourra travailler sur le projet Esprit, *piloté par la communauté* européenne dans un même souci de pragmatisme et d'objectif à long terme. D'importance symbolique, la création de ce centre de recherche *commun sera* un test pour des opérations européennes de plus grande envergure.

ERIC LE BOUCHER.

LE « COMPACT DISC » PASSE DU SALON A LA VOITURE

Sorti en mars dernier sur le marché *européen* après son lancement en première mondiale au Japon à l'automne 1982, le lecteur *numérique* de disque à laser, encore appelé « compact disc » ou D.A.D. *(digital audio disc)*, franchit une nouvelle étape dans son développement. La firme japonaise Toyota a décidé d'en équiper certains modèles de voiture dès l'automne prochain.

Spécialement conçus pour s'adapter aux exigences de ce nouvel environnement, notamment avec une suspension flottante destinée à supprimer les inconvénients créées par les vibrations, ces appareils, d'une taille *inférieure des deux tiers* aux modèles domestiques, seront fabriqués *par la société nippone* Fujitsu Ten Ltd, l'une des cinquante sociétés sous licence Philips-Sony dans le monde, avec qui Toyota a signé un accord de coopération.

Aucun prix n'a été donné, ni aucune prévision, faite sur les perspectives d'avenir de ce nouveau produit. Le groupe néerlandais Philips présentera, lui aussi, un modèle spécialement étudié pour la voiture au Salon audio-vidéo de Berlin, dont les portes *s'ouvriront vendredi prochain* 2 septembre. La firme d'Eindhoven compte bien sur les avantages de ce nouvel appareil (simplicité de manipulation contribuant à renforcer la sécurité, allongement de la durée de vie) pour accentuer sa percée sur le *marché de l'auto-radio. Elle songe* déjà à d'autres applications pour l'automobile, avec les énormes possibilités offertes par la lecture de disques à laser pour stocker les informations. Gageons que les Japonais y pensent aussi. – A. D.

CONJONCTURE

Une étude de la Banque de France souligne la nette dégradation des résultats des entreprises en 1982

Les P.M.I. ont mieux résisté

Les firmes industrielles ont bénéficié dans leur ensemble en 1982 d'un net regain d'activité. *Pourtant*, le taux de valeur ajoutée de ses firmes a de nouveau baissé. Le renchérissement des consommations intermédiaires, dû à la dévaluation du franc, et l'accroissement des impôts et des charges sociales n'ont *pu, il est vrai, être répercutés dans* les prix de vente du fait de la concurrence internationale et du blocage des prix. L'an passé se caractérise donc par une nouvelle dégradation de la situation des grandes sociétés industrielles, tandis que les P.M.I. résistent mieux.

Telles sont les caractéristiques de « *l'évolution du système productif français* », telles qu'elles transparaissent de l'étude, par la centrale des bilans de la Banque de France, de 3 544 sociétés soumises à l'impôt, un échantillon qui couvre 31 % de l'emploi industriel et 47 % des entre*prises de plus de 500 salariés, ce qui* est, selon la Banque de France, suffisamment représentatif « *pour autoriser des conclusions généralisables* ».

La valeur ajoutée a donc progressé moins vite que la production, ne gagnant que 0,2 % en termes réels en 1982, après avoir fléchi de 1,9 % en 1981. Et si les pertes d'emplois ont été freinées (– 0,6 % *contre – 3,3 % en 1981*), du fait notamment de leur bonne tenue dans les P.M.E. (+ 0,1 %), c'est au détriment de la productivité : en francs constants, la valeur ajoutée par salarié augmente pour l'industrie de 0,8 % contre 1,5 % en 1981.

Les charges, malgré le blocage temporaire des revenus, ont progressé. Les frais de personnel ont augmenté de 14,1 % et les charges *sociales de 15,5 % (contre 12,5 % en* 1981) du fait des cotisations *UNEDIC et des nouveaux barèmes* de la Securité sociale. Dans l'aéronautique, par exemple, la hausse atteint même 21,8 %.

Pour la seconde année consécutive, les investissements ont fléchi (de 5,3 % en volume contre 2 % en 1981), malgré une augmentation des dépenses d'équipement des P.M.E., plus que les investissements physiques, les investissements en actifs financiers sont en diminution (2 % de la valeur ajoutée contre 2,7 % les années précédentes) du fait de la réduction sensible des prises de participation par les grandes entreprises.

Malgré cette réduction des investissements, « *la détérioration quasi générale des résultats économiques* » provoque une nouvelle contraction de l'autofinancement dans l'ensemble de l'industrie (– 4 %), (et ce en dépit d'une progression de celui-ci dans les P.M.E.). Inévitablement le taux d'endettement des entreprises françaises s'est encore accru, passant de 52,4 % en 1980 à 56,6 % en 1981 et à 61,3 % en *1982*. Rappelons que le taux d'endettement est le rapport de l'endettement sur les ressources propres des entreprises.

Cette étude signale encore que la part distribuée aux actionnaires *en* fonction des résultats de 1981 a *légèrement régressé et que – une* des rares nouvelles positives – la diminution des taux de base bancaires a provoqué une atténuation du système de progression des frais financiers.

LA DEUXIÈME TRANCHE DU FONDS SPÉCIAL DE GRANDS TRAVAUX VA ÊTRE LANCÉE EN OCTOBRE

Une deuxième tranche du Fonds spécial de grands travaux va être lancée au mois d'octobre. Dans ce but, un projet de loi a été présenté mercredi 31 août au conseil des ministres. Ce projet vise à majorer de deux centimes par litre d'essence et de gazole la taxe spécifique qui alimente depuis novembre 1982 le Fonds créé en août de l'année dernière.

Cette taxe qui passera de 2,7 à 4,7 centimes par litre en août 1984 *permettra de rembourser les* annuités d'emprunt qui, dans le cadre de la deuxième tranche, seront lancées progressivement à hauteur de 4 milliards de francs. Le Fonds continuera ainsi de financer des travaux routiers, des travaux urbains (transports collectifs), des économies d'énergie (isolation thermique du parc de H.L.M.). En 1984, les annuités de remboursement du Fonds atteindront 500 millions de francs environ.

Comme pour la première tranche, les collectivités locales et publiques *(villes, départements, offices de* H.L.M...) participeront au financement qui atteindra de nouveau quelque 10 milliards de francs (les 4 milliards du Fonds y compris).

(Lire le communiqué du conseil des ministres, pages 6 et 7.)

ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

L'ACTIVITÉ VA SE RALENTIR

L'indice composite de l'économie américaine, qui est censé indiquer la tendance de la conjoncture à venir, n'a progressé que de 0,3 % en juillet, soit sa plus faible hausse mensuelle depuis près d'un an, a annoncé, le 31 août, le département du commerce. Ce résultat a renforcé le sentiment selon lequel le rythme de croissance de l'économie américaine est appelé à se tasser quelque peu.

En juin, l'indice composite avait progressé de 1 %. Cet indice a augmenté pendant onze mois de suite, ce qui *constitue la plus longue période de* hausse ininterrompue depuis celle qui *avait duré dix-sept mois jusqu'en juillet* 1975. – *(A.F.P., U.P.I.)*

VERS UN REGAIN DE PROTECTIONNISME ?

Washington *(A.F.P.)*. – Le président de la Commission du commerce international, M. Alfred Eckles, a dressé le 31 août un sombre tableau *de la compétitivité internationale des* Etats-Unis, soulignant que le pays exportait devantage de produits de base et moins de produits manufacturés, un peu « *comme à l'époque où l'Amérique était une colonie britannique* ». Il s'agit d'un « *problème chronique* » qu'une baisse du dollar pourrait alléger quelque peu, mais non *résoudre, a-t-il* dit dans un discours prononcé devant le National Press Club.

Cette évolution reflète, a-t-il précisé, pour une bonne part les efforts *déployés par les fabricants étrangers* sur les plans des coûts, de l'utilisa*tion des techniques et de l'imagination* pour offrir sur le marché américain des produits moins chers et souvent de meilleurs qualité que ceux fabriqués aux Etats-Unis. Pour M. Eckles, trop souvent les firmes américaines ne réagissent que tardivement à la pénétration de produits étrangers ou ont tendance à se pro*curer à l'étranger des éléments meil*leur marché pour leurs fabrications. *Ou encore, a-t-il ajouté, elles se tour*nent vers la Commission du commerce *international pour lui deman*der sa protection. Selon lui, les demandes de ce genre vont augmenter, mais, a-t-il affirmé, la Commission ne fera qu'appliquer la réglementation, ne se déclarant favorable que s'il y a pratiques déloyales. (Dans un passé récent, elle a fait droit aux demandes de protection dans une proportion de 57 %.)

Industrie

● **Une usine de propergol pour le lanceur Ariane** a été inaugurée mercredi 31 août à Toulouse. Construite par la Société nationale des poudres et explosifs, elle produit depuis mai dernier de l'U.D.M.H. (diméthylhydrazine asymétrique) suivant un procédé étudié dans un laboratoire de l'université de Lyon (*le Monde* du 25 juin 1980). Cette unité de production, dont la construction a coûté 44 millions de francs, évitera d'importer de l'U.D.M.H. *soviétique*.

PRÉFECTURE DE L'AIN

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

OBJET : ÉTAT - MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée. Évitement du pont de Mâcon : canal de dérivation de Saint-Laurent-sur-Saône. Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral en date du 10 août 1983 a été ordonnée l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet cité en objet dans les formes déterminées par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le dossier soumis à l'enquête comporte une étude d'impact sur l'environne*ment conformément* aux dispositions du décret no 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la *nature*.

L'enquête publique sera ouverte à la préfecture de l'Ain (bureau des opé*rations immobilières) où le dossier sera déposé du 13 septembre* 1983 au 10 novembre 1983 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner *ses observations sur un registre d'enquête, tous* les jours de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h, samedis, dimanches et jours fériés exceptés, sauf les samedis *29 octobre 1983 et 5 novembre 1983* où le dossier *et le registre* seront tenus à la disposition du public de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Pendant la même durée, un dossier *identique* et un registre d'enquête subsidiaire seront déposés dans les mairies des communes de CROTTET, FEILLENS, GRIÈGES, REPLONGES et SAINT-LAURENT-SUR-SAONE où le public pourra en prendre connaissance et consigner ses observations les jours et heures habituels d'ouverture de ces mairies.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées, par écrit, au président de la commission d'enquête à la préfecture de l'Ain.

En outre, les observations pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête pendant les trois derniers jours de l'enquête, les 8, 9 et 10 novembre 1983 à la préfecture de l'Ain.

La commission d'enquête est composée de cinq membres :

Président : M. Walter EPINAT, ingénieur général du génie rural et des eaux et forêts en retraite, 22, chemin des Charrières-Blanches, 69130 Ecully ;

Membres : M. Henri Bergez, receveur principal des impôts en retraite, 1, rue Émile-Bonnet, 01000 Bourg-en-Bresse ;
M. Albert Deborne, ingénieur des ponts et chaussées en retraite, Meillonnas, 01370 Saint-Étienne-du-Bois ;
M. René Malavieille, directeur du parc ornithologique de Villars-les-Dombes, Grange-Neuve, 01330 Villars-les-Dombes ;
M. Gabriel Perret, membre de la chambre d'agriculture de *l'Ain, propriétaire-exploitant*, Lescheroux, 01560 Saint-Trivier-de-Courtes.

Le siège de la commission d'enquête est fixé à la préfecture de l'Ain.

Une copie du rapport de la commission d'enquête contenant ses conclusions motivées sera déposée à la préfecture de l'Ain et dans chacune des mairies concernées.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions de la commission d'enquête. La demande devra être adressée au préfet, commissaire de la République du département de l'Ain.

Bourg-en-Bresse, le 10 août 1983.
Le préfet,
commissaire de la République,
Philippe LOISEAU.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Une très vigoureuse reprise

Wall Street, qui pataugeait depuis plusieurs jours, sans trop savoir sur quel pied danser – une forme d'attentisme en quelque sorte, – s'est, mercredi, *brutalement* réveillé pour s'engager dans une vigoureuse reprise, la plus forte enregistrée là-bas depuis six semaines. Amorcé pratiquement dès l'ouverture, le mouvement de hausse s'est très rapidement propagé. L'intérêt des opérateurs s'est concentré au premier chef sur les valeurs d'entreprises travaillant sur les hautes technologies, dans le chimie, l'industrie de l'aluminium, et même sur les sidérurgiques. Par contagion, d'autres secteurs de la cote furent ratissés, tant et si bien qu'à la clôture l'indice des industrielles, repassé presque d'entrée de jeu au-dessus de la barre des 1 200, s'inscrivait à 1 216,15 (après avoir un moment atteint la cote 1 219,82), avec un gain de 20,12 points – le plus important depuis celui réalisé le 20 juillet dernier (+ 30,74 points), – soit son niveau le plus élevé le 28 juillet (1 216,35).

Sur 1 920 valeurs traitées, 1 042 ont monté, 479 seulement ont baissé et 399 n'ont pas varié. Une fois encore, l'action Diamond Shamrock a été la plus traitée (2,59 millions de titres, suivie par Natomas (1,05 million), entreprise avec laquelle ce groupe doit fusionner.

Ce vent d'optimisme, qui a soufflé autour du Big Board, a été essentiellement dû à la publication par l'administration d'un rapport sur le ralentissement de la reprise économique en juillet, illustré par la très modeste hausse du principal indicateur (+ 0,3 %). En pointillé, il en ressort que les pressions inflationnistes sont désormais sous contrôle et que les taux d'intérêt devraient baisser dans un proche avenir. C'est du moins la conclusion que les spécialistes en ont tiré et que le marché a retenu.

VALEURS	Cours du 30 août	Cours du 31 août
Alcoa	44 3/4	47 1/4
A.T.T.	64 7/8	65 5/8
Boeing	37 3/8	37 7/8
Chase Manhattan Bank	47 5/8	47 1/2
Du Pont de Nemours	51 3/4	52 1/2
Eastman Kodak	66	68 3/4
Exxon	37 3/4	38
Ford	54 3/4	57 1/4
General Electric	48 3/8	51 1/8
General Foods	43 3/8	44 1/4
General Motors	69	70 1/2
Goodyear	29 5/8	30 1/2
I.B.M.	117 1/2	119 1/4
I.T.T.	42	42 5/8
Mobil Oil	32	32 3/4
Pfizer	37 3/4	38 1/4
Schlumberger	58 1/4	57 1/4
Texaco	37 3/8	37 3/8
U.A.L. Inc.	30 1/2	31 7/8
Union Carbide	68 1/2	70 3/8
U.S. Steel	27 3/8	27 5/8
Westinghouse	43 5/8	45 7/8
Xerox Corp.	44 1/2	44 3/4

PARIS, 31 août

Nouvelle baisse

Pour la cinquième séance consécutive, le marché parisien s'est replié mercredi. En baisse de 0,3 % à l'ouverture, les actions françaises ont continué à faire marche arrière tout au long des transactions jusqu'à perdre plus du double (0,7 %) à l'approche du son de cloche final.

« Pour l'instant, rien de grave », *affirme-t-on au palais Brongniart, où l'on considère que cette phase d'assainissement est bien normale après la hausse de 10 % environ enregistrée au mois d'août.*

« L'essentiel est que la clientèle étrangère qui soutient le marché parisien depuis plusieurs mois ne prenne pas la poudre d'escampette », *estime tel familier de la corbeille. Dans l'immédiat, cela ne semble pas être le cas au vu des achats étrangers enregistrés chaque matin dans les charges d'agents de change.*

La nette remontée du dollar sur les marchés des changes n'est pas particulièrement bien accueillie sur le parquet, mais le dollar-titre ne varie guère par rapport à la veille, à 10,56/80 F.

Manurhin, qui avait progressé de 10 % mardi, a reperdu 6 % le lendemain (autant que Lesieur), tandis que Parisienne de réescompte, Penarroya et Marine-Wendel cédaient 6 % à 7 %.

Pourtant, côté gains, SGE-SB s'adjuge 8 % tandis que Crédit foncier immobilier, Fichet-Bauche et Mumm progressent de 2 % à 3 %.

A 414,50 dollars l'once, le cours de l'or est en baisse (418,85 la veille) à Londres et à Paris : 107,800 F, moins 900 F pour le lingot et 699 F (inchangé) pour le napoléon.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LLOYDS. – Les Lloyds, le célèbre marché londonien de l'assurance, révèle qu'il a enregistré, en 1980, un bénéfice global de 264 millions de livres, supérieur de 53 % à celui de l'année précédente.

L'organisation publie toujours ses résultats plus de trois ans après la clôture de l'exercice en raison des délais que comporte le règlement de certaines affaires.

En 1980, le marché comptait 18 552 membres, 8 % de plus que l'année précédente et, en dépit des scandales qui l'ont secoué récemment, à la suite d'irrégularités commises par certains opérateurs, leur nombre n'a cessé de croître. Il atteint aujourd'hui 21 601 et 2 200 autres doivent être admis à partir du 1er janvier prochain.

WALL STREET EN QUÊTE D'UN PRÉSIDENT. – Les vingt-deux membres du conseil d'administration de la Bourse de New-York sont d'ores et déjà à la recherche d'un remplaçant pour M. William M. Batten, P.-D.G. de Wall Street. Agé de *soixante-quatorze* ans, M. Batten va, en effet, prendre sa retraite à l'expiration de son contrat, en mai 1984. M. Phelan, *numéro* deux de la Bourse, est un candidat très sérieux.

BANG ET OLUFSEN. – Le fabricant *danois d'équipements hi-fi et de télévisions* annonce, pour son exercice achevé en mai dernier, une progression de 42 % de son bénéfice dont le montant atteint 30 millions de couronnes. Son chiffre d'affaires s'élève à 1,3 milliard de couronnes (+ 12 %). Le dividende est maintenu à 10 % du nominal des actions.

Les prévisions de résultat pour 1983-1984 portent sur un chiffre de 45 millions de couronnes. La société envisage d'augmenter son capital de 25 millions de couronnes pour le porter à 100 millions de couronnes.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	30 août	31 août
Valeurs françaises	138,7	
Valeurs étrangères	152,1	

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	30 août	31 août
Indice général	135,9	134,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 1er sept. .... 12 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	31 août	1er sept.
1 dollar (en yens)	246,75	246,12

BOURSE DE PARIS Comptant 31 AOUT

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

SICAV 31/8

◆ : prix précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

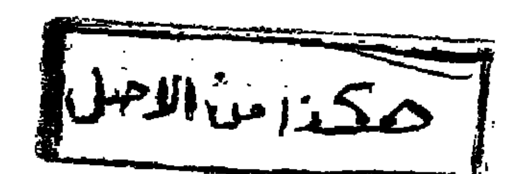
Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES — MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 31/8	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 093	8 149	7 920	8 720
Allemagne (100 DM)	301 080	301 010	290	310
Belgique (100 F)	14 977	14 972	142	153
Pays Bas (100 fl.)	269 380	269 240	256	276
Danemark (100 krd)	83 620	83 680	80	86
Norvège (100 k)	108 050	108 300	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	12 124	12 159	11 700	12 500
Grèce (100 drachmes)	8 779	8 787	8	10 100
Italie (1 000 lires)	5 043	5 047	4 707	5 200
Suisse (100 fr.)	370 370	371 600	369	380
Suède (100 krs)	102 300	102 500	99	106
Autriche (100 sch)	42 840	42 825	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	5 322	5 324	5	5 600
Portugal (100 esc.)	6 610	6 515	5 500	6
Canada ($ can 1)	6 574	6 602	6 330	6 650
Japon (100 yens)	3 284	3 302	3 200	3 350

MARCHÉ LIBRE DE L'OR — MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 31/8
Or fin (kilo en barre)	108900	108200
Or fin (en lingot)	108700	107800
Pièce française (20 fr)	699	699
Pièce française (10 fr)	410	....
Pièce suisse (20 fr)	692	688
Pièce latine (20 fr)	661	670
Souverain	837	837
Pièce de 20 dollars	4200	4400
Pièce de 10 dollars	2002 50	2002 50
Pièce de 5 dollars	1225	.....
Pièce de 50 pesos	4400	4400
Pièce de 10 florins	700	706



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 1er septembre 1983 a été tiré à 480 312 exemplaires



A B C D F G H

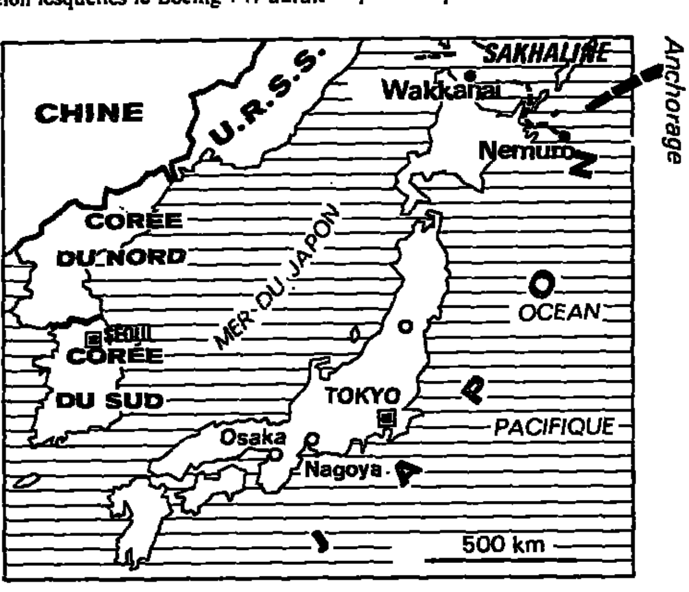
EFFECTUANT LA LIAISON NEW-YORK-SÉOUL

Un Boeing-747 sud-coréen disparaît mystérieusement entre le Japon et l'île soviétique de Sakhaline

Le mystère le plus complet entourait, ce jeudi 1er septembre en début d'après-midi, la disparition d'un Boeing-747 des Korean Airlines (KAL) effectuant la liaison entre New-York et Séoul *via* Anchorage avec deux cent soixante-neuf personnes à bord, et dont on est sans nouvelles depuis mercredi soir 20 h 30, heure française. Les autorités soviétiques ont *démenti les informations* diffusées initialement à Séoul, selon *lesquelles l'appareil* avait été obligé de se poser sur un *aérodrome de l'île de Sakhaline*.

Les circonstances de cette disparition *font l'objet de multiples* hypothèses. A Tokyo, un porte-parole du *gouvernement japonais*, M. Gotoda, a déclaré que l'avion s'était « *probablement écrasé à 3 h 38* » (heure locale) dans la nuit de mercredi à jeudi. Interrogé sur les spéculations selon lesquelles le Boeing-747 aurait *pu être abattu par des chasseurs soviétiques*, M. Gotoda a affirmé ne *pas avoir d'informations à ce sujet*. Il a en revanche indiqué que de *nombreux avions soviétiques effectuaient* apparemment des recherches dans la *région* où l'appareil a disparu.

Le vice-président de la KAL, M. Cho Choong Kun, a déclaré, *pour sa part, qu'il n'excluait pas* l'hypothèse d'une explosion en vol à bord du Boeing-747.



Chasseurs soviétiques

C'est alors qu'il se trouvait à 180 kilomètres de la presqu'île de Nemuro que l'appareil a eu *son dernier* contact radio avec le sol. Quelques *instants plus tard*, les écrans radar des forces japonaises *d'autodéfense de Wakkanai ne le* faisaient pas apparaître au point où il aurait dû se trouver. En revanche un appareil non identifié, volant à une altitude d'environ dix mille mètres, était repéré vers la même heure (peu avant 3 h 30, heure locale) à un peu moins de 200 kilomètres au nord de Wakkanai et disparaissait à son tour quelques minutes plus tard après que des chasseurs soviétiques sont apparus à sa suite à trois reprises sur les écrans radar.

Les recherches étaient aussitôt entreprises par l'agence japonaise de sécurité maritime avec l'aide d'une centaine de bateaux de pêche opérant dans la région. Quelques heures plus tard toutefois, on annonçait de source officielle à Séoul que le Boeing avait été obligé de se poser sur l'île soviétique de Sakhaline. L'information, précisait-on, avait été communiquée à la KAL par les services américains de la C.I.A.

Les services officiels n'étaient pas en mesure d'expliquer les raisons pour lesquelles l'avion avait dû atterrir *en territoire soviétique*, mais la direction de la compagnie aérienne estimait *néanmoins* pouvoir assurer aux familles des passagers que ceux-ci étaient tous sains et saufs. Une délégation conduite par le vice-président de la KAL quittait d'ailleurs Séoul pour Tokyo en vue de négocier avec les autorités soviétiques les conditions du retour de l'appareil. L'U.R.S.S. et la Corée du Sud n'ayant pas de relations diplomatiques, les contacts devaient être établis par l'intermédiaire des Japonais.

Au mois d'avril 1978 un Boeing-707 *des lignes sud-coréennes en provenance* de Paris et se dirigeant vers *Anchorage par la voie du pôle* avait été contraint par la chasse soviétique *de se poser au sud de Mourmansk*. Moscou avait accusé l'équi*page de l'appareil* d'avoir violé l'espace aérien de l'U.R.S.S. : deux passagers avaient été tués par les tirs d'interception des chasseurs soviétiques.

Le dénouement de l'affaire du Boeing-727 d'Air France à Téhéran

De nombreuses questions restent posées

L'heureux dénouement du détour*nement du Boeing-727 d'Air France* sur l'aéroport de Téhéran, le mer*credi* 31 août *en fin de matinée*, soulève des interrogations. On ignore toujours, en effet, la nationalité des pirates de l'air et leur organisation, et l'hypothèse d'une complicité des autorités iraniennes reste posée malgré la satisfaction officielle affichée à Paris quant au comportement de ces dernières.

C'est à 13 h 40 (11 h 10 à Paris) que les pirates de l'air se sont rendus après avoir tiré six coups de feu en l'air. Trois d'entre eux, masqués et portant des lunettes noires, ont déclaré aux journalistes, au pied de l'appareil, qu'ils faisaient leur reddition « *après avoir obtenu la promesse du gouvernement iranien qu'ils recevraient l'asile politique en Iran* ». Ils ont ajouté qu'ils avaient entrepris cette action pour protester contre les « *crimes* » accomplis par le gouvernement français « *en Irak, au Liban et au Tchad* ». Deux pirates de l'air étaient restés dans l'avion pendant *cette conférence* de presse, ce qui porte à cinq l'effectif du commando. *Pendant toute la durée* du détournement, on avait es*timé que celui-ci ne comportait que* quatre hommes.

Avant leur *reddition, les pirates* avaient négocié, à la demande des *autorités iraniennes*, avec l'hodjatoleslam Abdelaziz Al Hakim, chef des *moudjahidin irakiens, frère* du hodjatoleslam Mohamed Bagher *Hakim, chef spirituel* des chiites irakiens. Le mouvement des moudjahi*din irakiens* a revendiqué plusieurs attentats contre des édifices officiels en Irak.

Le commandant du Boeing-727 d'Air France, M. René Levacher, a déclaré que les pirates de l'air, « *dont les revendications étaient extrêmement fumeuses* » étaient « *un peu des illuminés* », mais que « *l'ensemble de leur comportement semble quand même prouver un certain entraînement* ». Tous les otages libérés ont passé la nuit de mercredi à jeudi dans un grand hôtel de Téhéran. Un avion spécial d'Air France chargé de les ramener à Paris attendait toujours, ce jeudi matin, sur l'aéroport d'Istanbul le feu vert des autorités iraniennes pour procéder à leur rapatriement.

A Paris, le gouvernement français a tenu « *à marquer que l'action du gouvernement iranien s'est orientée de façon à permettre une solution heureuse de cette affaire difficile* », a déclaré mercredi M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, à l'issue du conseil des ministres. « *C'est dans le cadre de relations constantes avec le chargé d'affaires français à Téhéran, M. Jean Perrin, que s'est dénouée cette affaire* », a-t-il ajouté. M. Gallo a également rendu hommage au « *courage de l'équipage* » et salué « *la maîtrise des otages, soumis à des conditions particulièrement difficiles* ».

On apprend d'autre part à Paris qu'*une opération* du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) était envisagée au cas où l'appareil aurait quitté Téhéran et se serait rendu dans une capitale qui aurait donné son autorisation. Un avion du G.I.G.N., avec trente-six hommes à bord, était depuis mardi à Djibouti, prêt à intervenir.

Les circonstances qui ont permis aux pirates d'agir au départ de Vienne – l'appareil effectuait la liaison régulière entre la capitale autrichienne et Paris – restent obscures. Plusieurs hypothèses sont envisagées. La supposition la plus vraisemblable est celle d'une complicité parmi le personnel ayant accès à la zone de sécurité de l'aéroport. Selon le quotidien viennois *Kurier*, les terroristes auraient également pu rencontrer dans cette zone un fonctionnaire d'une ambassade « amie », qui aurait transporté les armes dans sa valise diplomatique.

Au Zimbabwe

SIX OFFICIERS BLANCS SONT ACQUITTÉS PUIS DE NOUVEAU ARRÊTÉS

Six *officiers* blancs de l'armée de l'air du Zimbabwe, accusés de complicité dans le sabotage de treize avions militaires le 25 juillet 1982 sur la base de Thornhill, ont été acquittés, mercredi 31 août, à Harare, par la Haute Cour de justice.

Ils ont cependant été aussitôt arrêtés à la sortie de l'audience, en vertu de l'état d'urgence, qui permet de détenir indéfiniment et sans procès toute personne considérée comme une menace pour la sécurité de l'État.

Le juge de la Haute Cour, M. Enoch Dumbutshena, avait rejeté comme non valables les aveux des six accusés, estimant que les officiers avaient été torturés par la police et qu'ils n'ont pas pu faire appel à un avocat. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement, ignorant les décisions de justice, ordonne l'arrestation de personnes ayant été acquittées. – *(A.F.P.)*

A La Chapelle-Darblay

LA C.G.T. DÉCIDE UNE ÉPREUVE DE FORCE

La C.G.T. tente, depuis jeudi matin 1er septembre, de faire redémarrer l'usine de La Chapelle-Darblay, à Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), malgré l'absence de l'encadrement. L'usine avait été fermée, lundi dernier, pour permettre une réorganisation du travail après les deux cent trente-trois licenciements prévus par le plan de restructuration présenté par la firme néerlandaise Parenco et accepté par les pouvoirs publics.

Quelque cinq cents personnes – licenciées et non licenciées – se sont donc présentées devant les grilles de l'usine tôt le 1er septembre, et deux cents d'entre elles ont gagné leurs postes de travail. La C.G.T a annoncé, si elle ne parvenait pas à remettre l'usine en production, son intention de faire appel à l'extérieur. « *Avec l'aide de la C.G.T tout entière, l'usine redémarrera* », a précisé le secrétaire C.G.T. du comité d'établissement.

L'administrateur provisoire, Me Levet, avait rappelé, dans un communiqué publié le 31 août, que le personnel licencié n'était pas autorisé à accéder aux lieux de travail et affirmé que ceux qui passeraient outre commettraient une faute grave les privant de toute indemnité.

● *Les attentats en Corse.* – Cinq attentats à l'explosif, qui n'ont fait que des dégâts *matériels, ont été* commis en Corse dans la nuit du *mercredi 31 août au jeudi* 1er septembre. Ces attentats n'avaient pas *été revendiqués jeudi en fin de matinée*. Trois ont été perpétrés en Corse *du Sud. Ils visaient* un appartement, la Société générale et une parfume*rie. En Haute-Corse*, à Lucciana, une charge a provoqué des dégâts *importants* à la résidence secondaire, inoccupée, d'un Allemand, M. Horst Shubert, et un mini-bus d'Air-France a été détruit par une bombe.

D'autre part, les cinq personnes, dont deux mineurs, qui avaient été interpellées, mardi matin, après plusieurs attentats perpétrés dans la région d'Ajaccio (*le Monde* du 1er septembre), ont été déférées au parquet jeudi matin et écrouées.

LÉGER REPLI DU DOLLAR

Sur les indications de New-York, les cours du dollar ont un peu reflué, jeudi matin 1er septembre, sur la plupart des grandes places financières. Le mouvement a revêtu une égale ampleur (*– 0,6 % environ) des deux côtés du* Rhin. Ainsi, monté la veille à 8,1495 F à Paris, le billet vert est revenu aux alentours de 8,10 F. A Francfort, il s'est traité à 2,69 DM contre 2,7068 DM.

Son repli a été plus modeste à Zurich (2,1830 FS contre 2,1860 FS) et à Tokyo (246,12 yens contre 246,75 yens).

La décision inattendue prise la veille par la Réserve fédérale américaine d'injecter des liquidités sur le marché monétaire américain, *dans le souci* manifeste d'éviter une tension sur les taux d'intérêt, mais aussi l'intervention de la Bundesbank mercredi (pour un montant avoué de 33,45 millions de dollars mais réel, disait-on, de 100 millions de dollars) ont produit, de l'avis des cambistes, un effet momentané de dissuasion sur la spéculation.

***Cependant*, dans les milieux financiers, l'on assurait que tous les éléments favorables à la hausse du dollar restaient solidement en place.**

M. A. Larquié, du ministère à l'Opéra M. Puaux, de l'Opéra au ministère

M. André Larquié, qui était chargé de mission auprès de M. Jack Lang, est nommé par décret du premier ministre et du ministre de la culture, président du conseil d'administration du Théâtre national de l'Opéra de Paris. Il remplace à ce poste *M. Paul Puaux, qui* est nommé conseiller permanent du *ministre de la culture* et à ce titre sera chargé de suivre l'évolution de *la vie lyrique en France, notamment* dans la perspective de la réalisation de l'Opéra de la Bastille.

D'autre part, M. Massimo Bogianckino, *administrateur désigné*, a été nommé administrateur général *de l'Opéra de Paris*. M. Jean-Pierre Leclerc continue à exercer ses fonc*tions de directeur général. Enfin*, la tutelle de l'Opéra de Paris au cabi*net du ministre sera désormais* exercée par M. Jacques Renard, conseiller technique au cabinet du ministre.

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S.

Les risques de dérapage ne paraissent venir que du CERES

M. Lionel Jospin a rappelé, mercredi 31 août, au cours de la réunion hebdomadaire du bureau exécutif du parti socialiste, que l'évocation du processus de rassemblement du P.S. qu'il a faite le jeudi 25 août à Lourmarin (Vaucluse) ne s'adressait pas seulement aux amis de *M. Pierre Mauroy (courant B)*, auxquels le premier secrétaire a offert *de présenter une motion commune*, dès le comité directeur de synthèse du 10 septembre, dans la perspective du congrès de Bourg-en-Bresse.

M. Michel de La Fournière, membre du secrétariat national, l'un des animateurs du courant C (rocardien) qui souhaite un accord avec M. Jospin pour le congrès, a souligné qu'il est favorable au rassemblement le plus large du P.S. dès le comité directeur du 10 septembre. Toutefois, ce rassemblement ne peut, à son avis, être *réalisé* que sur des perspectives politiques claires (*soutien à la politique de « vérité »* pratiquée par le gouvernement, notamment en matière économique et financière) et sur un « *contrat de majorité* » solide pour les deux ans qui sépareront le congrès de Bourg-en-Bresse du suivant.

« *Contrat de majorité* », cela veut dire que les rocardiens souhaitent *trouver à la direction du P.S. une* place qui leur a été chichement accordée au lendemain du congrès de Valence. Cette démarche, pour naturelle qu'elle soit, est incertaine, d'autant que les rocardiens sont soupçonnés de jouer volontairement sur deux tableaux, en cherchant à la fois l'accord avec MM. de La Fournière et Jean-Pierre Cot et en créant un courant autonome autour de Mme Marie-Noëlle Lienemann et de M. Alain Richard.

Pour sa part, M. Lionel Jospin prépare « son » congrès avec le souci qu'il soit, ainsi qu'il l'a dit le 24 août à Lourmarin celui de la « reconquête » de l'opinion, thème auquel M. François Mitterrand accorde la plus grande importance. Cela suppose *que les débats d'ordre économique*, inévitables et souhaités, ne *tournent pas à la polémique. Dans la* mesure où les amis de M. Pierre Joxe se situent sur la même ligne que celle définie par M. Jospin – au terme d'une réunion des responsables du courant A, mercredi matin, le projet de motion élaboré par le premier secrétaire n'a pas été profondément modifiés – les risques de dérapage ne viennent plus que du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement.

Le CERES continue, certes, à développer la thèse selon laquelle la politique engagée par le gouvernement – et qui porte trop, à ses yeux, l'empreinte de M. Jacques Delors – est imprégnée des tabous économiques hérités de la droite. Mais M. Chevènement, dans son interview à *En jeu* (*le Monde* du 1er septembre), considère la rigueur comme « *un passage obligé* », le problème étant de « *faire (qu'elle) serve à quelque chose* ».

Cette analyse paraît plus sereine que celle qui consistait à dire que la politique du gouvernement était, de toute manière, vouée à l'échec. Elle offre au moins l'avantage de circonscrire l'essentiel du débat à la suite de cette politique de rigueur et donc d'éviter, autant que possible, la critique virulente d'une action déjà engagée.

Il reste que les résultats de cette action continuent de susciter des in*quiétudes ailleurs qu'au* CERES. M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a modéré, par avance, devant le bureau exécutif, le regain d'optimisme qui pourrait naître de la publication d'une série de bons indices économiques. M. Mermaz a ainsi remarqué que l'indice de la producdion industrielle est mauvais, que les exportations ne progressent pas et que la courbe du chômage n'est pas aussi satisfaisante qu'on le dit.

J.-Y. L.

